



RAPPORT ANNUEL 2018



Abidjan, le 29 juillet 2019

Le Président

En 2018, l'activité économique est demeurée dynamique au sein de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). L'expansion économique a été portée essentiellement par le secteur tertiaire, en liaison avec la bonne tenue des activités commerciales, portuaires et aéroportuaires. En effet, le Produit Intérieur Brut (PIB) des Etats membres de l'UMOA a progressé, en termes réels de 6,6% en 2018, tout comme en 2017.

Ce contexte économique a contribué à l'orientation favorable des indicateurs d'activité du système bancaire de la zone.

Au plan prudentiel, la solvabilité du système bancaire et la capitalisation des systèmes financiers décentralisés de grande taille demeurent satisfaisantes, avec des ratios supérieurs aux minimums en vigueur, respectivement de 8,625% et de 15%.

Dans le domaine réglementaire, l'année 2018 a été marquée par l'entrée en vigueur de plusieurs réformes majeures initiées par les Autorités monétaires et de contrôle, afin de renforcer la solidité et la résilience du secteur bancaire.

Il s'agit notamment de l'Annexe révisée à la Convention régissant la Commission Bancaire, du plan comptable bancaire révisé et du nouveau dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières, inspiré des normes de Bâle II et Bâle III.

Pour une bonne mise en œuvre de ces réformes, sept (7) Circulaires de la Commission Bancaire sont entrées en application en 2018.

Elles portent sur la gouvernance, les conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants, le contrôle interne, la gestion des risques ainsi que la gestion de la conformité aux normes en vigueur.

Elles concernent, également, les modalités de publication des sanctions disciplinaires et pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire ainsi que les conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA.

Par ailleurs, le nouveau mécanisme de résolution des crises bancaires est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Cette réforme s'est traduite par la tenue, le 17 septembre 2018, de la première réunion du Collège de Résolution, chargé de la mise en œuvre des mesures de prévention et de résolution des défaillances bancaires.

Subséquentement à ces réformes réglementaires, les outils de supervision de la Commission Bancaire ont subi une refonte profonde, en particulier à travers la révision du Système de Notation des Etablissements de Crédit, l'élaboration d'une cartographie des risques du système bancaire, la révision des guides de contrôles sur pièces et sur place. Dans cette dynamique, un nouveau dispositif contradictoire à l'issue des missions de vérification sur place a, par ailleurs, été actionné.

L'Autorité de supervision a également organisé, en sa qualité de superviseur d'origine et à l'instar des années précédentes, les réunions des Collèges de superviseurs de deux (2) groupes bancaires. Elle a aussi mobilisé la communauté bancaire et financière lors de la 3^{ème} édition de ses assises avec les Directeurs Généraux et les Commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit.

Enfin, dans le cadre de ses missions de vérification, les thématiques liées notamment à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, au partage de l'information sur le crédit, de même que les questions liées à la tarification des produits et services bancaires, ont retenu l'attention de l'Autorité de contrôle supranationale.

Les priorités pour l'année 2019 porteront principalement sur une meilleure protection des déposants avec la mise en place d'un dispositif réglementaire consacré au traitement des plaintes ou réclamations de la clientèle, l'élaboration des plans de redressement et de résolution des établissements de crédit ainsi que la publication d'une Circulaire relative aux conditions et modalités d'application de ce régime.

Tiémoko Meyliet KONE

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name.

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

Président de la Commission Bancaire de l'UMOA



Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

Président de la Commission Bancaire de l'UMOA.

LISTE DES MEMBRES DU COLLEGE DE SUPERVISION EN 2018

Président : M.Tiémoko Meyliet KONE Gouverneur de la BCEAO		
	MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS	MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES
BENIN	M. Clément Yaovi AZIAGNIKOUDA Directeur du Trésor à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin	M. Nicaise MEDE Professeur des Universités
	M. Célestin Santéré SANON Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie des Finances et du Développement du Burkina	M. Sosthène Boureima BAMBARA Economiste
CÔTE D'IVOIRE	M. Konan Jacques ASSAHORE Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances de Côte d'Ivoire	Mme Adèle NANIE SILUE Professeur d'Université
GUINEE-BISSAU	Mme Maria Bona GANÓ SÓ Directrice Générale de la Supervision des Activités Financières et Assurances au Ministère de l'Economie et des Finances de la Guinée-Bissau	M. Carlos Luis PINTO Economiste
MALI	M. Sidi Almoctar OUMAR Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Mali	Poste vacant
NIGER	M. Baaré MARANKAN BADAGE Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne au Ministère des Finances du Niger	M. Issoufou AMADOU ABOUBAKAR Juriste
SENEGAL	M. Aliou NDIAYE Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal	M. Amadou Sadickh DIOP Economiste
TOGO	Mme Ahéba JOHNSON Directrice de l'Economie au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo	Mme Dovi Chantal Adjoa TRENOU Juriste
FRANCE	M. Samuel GOLDSTEIN Chef du Bureau « Afrique subsaharienne et Agence Française de Développement » - Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique au Ministère de l'Economie et des Finances de la France	M. Michel DABADIE Inspecteur Général de la Banque de France
Secrétaire Général de la Commission Bancaire : M^{me} Séna Elda Afiwa KPOTSRA		

LISTE DES MEMBRES DU COLLEGE DE RESOLUTION EN 2018

Président : M. Tiémoko Meyliet KONE Gouverneur de la BCEAO	
Représentant au Collège de Supervision de l'Etat assurant la Présidence du Conseil des Ministres de l'UMOA	M. Clément Yaovi AZIAGNIKOUDA
	Directeur du Trésor à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin
Directeur du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA)	M. Habib SOUMANA
	Directeur du FGDR-UMOA
Membre nommé par le Conseil des Ministres de l'UMOA	M. Akuété SANTOS
	Professeur Agrégé de Droit

NB : Lorsqu'un établissement assujéti fait l'objet d'une procédure de résolution, le Représentant au Collège de supervision de l'Etat d'implantation concerné est invité à participer aux travaux, à titre de membre non permanent avec droit de vote.

Secrétaire Général de la Commission Bancaire : M^{me} Séna Elda Afiwa KPOTSRA

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

15 janvier	Consultations régionales au titre de l'article IV des Statuts du Fonds Monétaire International (FMI) à Abidjan (Côte d'Ivoire)
1^{er}-9 février	28 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) à Banjul (Gambie)
14 mars	111 ^{ème} session de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) à Abidjan (Côte d'Ivoire)
23 mars	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar (Sénégal)
9-10 avril	6 ^{ème} rencontre annuelle entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale à Libreville (Gabon)
12 avril	Réunion du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc (CLAB) à Brazzaville (Congo)
12-13 avril	Réunion des Ministres des Finances de la Zone franc à Brazzaville (Congo)
20-22 avril	Réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale à Washington (Etats-Unis)
7-11 mai	29 ^{ème} réunion plénière de la Commission Technique du GIABA à Saly (Sénégal)
17-19 mai	29 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO à Accra (Ghana)
21-22 mai	Réunion du groupe de travail de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA) sur la supervision transfrontalière à Pretoria (Afrique du Sud)
7 juin	13 ^{ème} session ordinaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA à Dakar (Sénégal)
20 juin	112 ^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
21 juin	Session extraordinaire de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
25-26 juin	Réunion de la CSBA à Cape Town (Afrique du Sud)
29 juin	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar (Sénégal)
9 juillet	3 ^{èmes} rencontres entre le SGCB et les Directeurs Généraux ainsi que les Commissaires aux Comptes titulaires des établissements de crédit de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
6-14 septembre	30 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO à Abuja (Nigeria)
17-18 septembre	113 ^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
21 septembre	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
8 octobre	Réunion des Ministres des Finances de la Zone franc à Paris (France)
8-14 octobre	Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Bali (Indonésie)
23 octobre	4 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de ORAGROUP à Abidjan (Côte d'Ivoire)
29-30 octobre	4 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank à Abidjan (Côte d'Ivoire)
19-23 novembre	31 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO à Akosombo (Ghana)
26 novembre-1^{er} décembre	Semaine de l'Inclusion financière dans l'UEMOA portant sur le thème « Inclusion financière : levier du développement économique et social »
6 décembre	14 ^{ème} session ordinaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA à Dakar (Sénégal)
14 décembre	114 ^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Dakar (Sénégal)
21 décembre	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar (Sénégal)

CHIFFRES CLES EN 2018

A. CHIFFRES CLES DU SYSTEME BANCAIRE

A.1. Evolution du paysage bancaire de l'UMOA entre 2016 et 2018

UMOA	2016	2017	2018	Variation relative 2018/2017
Etablissements de crédit agréés	138	144	147	2,1%
Banques	123	126	128	1,6%
<i>dont succursales</i>	20	20	21	5,0%
Etablissements financiers à caractère bancaire	15	18	19	5,6%
<i>dont succursales</i>	4	4	4	0%
Etablissements de crédit en activité (*)	135	138	143	3,6%
Réseau bancaire				
Guichets (agences, bureaux et points de vente)	2 532	3 202	3 619	13,0%
Guichets Automatiques de Banque (GAB)	3 015	2 708	2 976	9,9%
Effectif du personnel du système bancaire	26 819	29 163	30 998	6,3%
Nombre de comptes de la clientèle	10 327 921	11 487 260	12 056 074	5,0%
Groupes bancaires et compagnies financières en activité dans l'UMOA				
Groupes bancaires en activité dans l'UMOA	27	30	29	-3,3%
Compagnies financières en activité dans l'UMOA	-	11	10	-9,1%
<i>dont Compagnies financières holding</i>	-	9	8	-11,1%
<i>Compagnies financières holding intermédiaires</i>	-	2	2	0%

(*) Y compris les succursales

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A.2. Indicateurs d'activité des établissements de crédit sur base sociale

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2016	2017	2018 (*)	Variation relative 2018/2017
Total bilan	32 574,1	35 365,4	37 752,9	6,8%
Crédits	16 861,6	18 863,1	20 891,5	10,8%
Autres emplois	10 745,5	11 707,2	11 906,6	1,7%
Dépôts et emprunts	20 753,1	22 742,9	25 117,0	10,4%
Capitaux propres et ressources assimilées	2 240,2	2 941,7	3 291,4	11,9%
Autres ressources	1 520,0	1 354,3	1 440,0	6,3%
Produit net bancaire	1 649,6	1 857,1	1 969,1	6,0%
Résultat brut d'exploitation	641,0	762,5	730,2	-4,2%
Résultat net	347,7	368,5	456,9	24,0%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A.3. Ratios caractéristiques des établissements de crédit sur base sociale

UMOA	2016	2017	2018 (*)	Variation absolue 2018/2017
Taux brut de dégradation du portefeuille	10,1%	13,0%	12,3%	-0,7
Taux net de dégradation du portefeuille	5,4%	5,4%	4,8%	-0,7
Taux de provisionnement des créances en souffrance	49,5%	61,6%	64,3%	2,7
Marge globale	6,8%	5,4%	5,2%	-0,2
Coefficient net d'exploitation	66,8%	65,9%	67,4%	1,5

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A.4. Indicateurs d'activité des compagnies financières

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2017	2018 (*)	Variation relative 2018/2017
Total Bilan	20 929	27 997	33,8%
Prêts et créances à la clientèle	9 711	13 545	39,5%
Dettes à l'égard de la clientèle	13 883	18 582	33,8%
Capitaux propres	1 965	2 297	16,9%
Produit net bancaire	1 552	1 827	17,7%
Résultat net	232	84	-63,8%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

B. CHIFFRES CLES DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES (SFD) RELEVANT DE L'ARTICLE 44¹**B.1. Evolution du paysage des SFD entre 2016 et 2018**

UMOA	2016	2017	2018	Variation relative 2018/2017
SFD supervisés	130	146	158	8,2%
Faïtières et caisses unitaires	53	62	70	12,9%
Caisses de base affiliées	77	84	88	4,8%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

1 - Selon les dispositions de l'article 44 de la Loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés et celles de l'Instruction n°007-06-2010 de la BCEAO relative aux modalités de contrôle et de sanction des SFD par la BCEAO et la Commission Bancaire de l'UMOA, la Banque Centrale et la Commission Bancaire procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout système financier décentralisé, dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux (2) milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux (2) exercices consécutifs.

B.2. Indicateurs financiers d'activité des SFD

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2016	2017	2018 (*)	Variation relative 2018/2017
Total bilan	1 489,7	1 860,8	1 974,4	6,1%
Crédits à la clientèle	684,1	1 067,2	1 145,4	7,3%
Autres emplois	157,2	229,1	222,7	-2,8%
Dépôts et emprunts	644,3	965,2	1 037,7	7,5%
Fonds propres nets	185,9	355,8	394,6	10,9%
Autres ressources	57,0	107,6	87,0	-19,1%
Produit net financier	138,3	193,6	213,3	10,2%
Résultat net	17,6	19,5	17,9	-8,1%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

B.3. Ratios caractéristiques des SFD

UMOA	2016	2017	2018 (*)	Variation relative 2018/2017
Taux brut de dégradation du portefeuille	4,4%	5,3%	5,4%	0,1
Taux net de dégradation du portefeuille	2,6%	2,8%	3,0%	0,2
Taux de provisionnement des créances en souffrance	42,3%	47,9%	44,9%	-3,0
Marge bénéficiaire	5,9%	5,1%	5,3%	0,2
Coefficient d'exploitation	88,4%	74,7%	74,2%	-0,5
Ratio de capitalisation	19,5%	19,1%	20,0%	0,9

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

C. CHIFFRES CLES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES (EME)**C.1. Evolution du paysage des EME entre 2016 et 2018**

UMOA	2016	2017	2018	Variation relative 2018/2017
Etablissements de monnaie électronique agréés	5	8	8	0%
Groupe de sociétés d'appartenance	3	3	3	0%

Source : BCEAO

C.2. Indicateurs d'activité des EME

UMOA	2016	2017	2018 (*)	Variation relative 2018/2017
Nombre de comptes ouverts	36 462 265	31 763 716	37 001 348	16,5%
Nombre de comptes actifs	12 614 869	13 834 113	17 917 236	29,5%
Nombre de comptes dormants (**)	23 847 396	17 929 603	19 084 112	6,4%
Nombre de transactions effectuées	735 295 071	1 096 699 154	1 714 662 386	56,3%
Valeur des transactions effectuées (en milliards de FCFA)	11 501	15 681	20 687	31,9%
Nombre de points de services (GAB, TPE, etc.)	183 274	187 166	281 976	50,7%
Nombre de points de services actifs	100 481	128 941	189 461	46,9%

(*) Données provisoires

(**) Aucune transaction au cours des 90 derniers jours

Source : BCEAO

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BIC :	Bureau d’Information sur le Crédit
CAC :	Commissaires aux Comptes
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CLAB :	Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc
COBAC :	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
CPM :	Comité de Politique Monétaire de la BCEAO
CSBA :	Communauté des Superviseurs Bancaires Africains
CSF-UMOA :	Comité de Stabilité Financière dans l’Union Monétaire Ouest Africaine
EME :	Etablissement de Monnaie Electronique
FAPBEF-UEMOA :	Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FGD-UMOA :	Fonds de Garantie des Dépôts dans l’UMOA
FGDR-UMOA :	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l’UMOA
FMI :	Fonds Monétaire International
FPB :	Fonds Propres de Base
FPE :	Fonds Propres Effectifs
GAB :	Guichet Automatique de Banque
GAFI :	Groupe d’Action Financière
GIABA :	Groupe Intergouvernemental d’Action contre le Blanchiment d’Argent en Afrique de l’Ouest
LBC/FT :	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
PCB :	Plan Comptable Bancaire de l’UMOA
PDB :	Point de base
PIB :	Produit Intérieur Brut
PNB :	Produit Net Bancaire
PNF :	Produit Net Financier
RCSFD :	Référentiel Comptable Spécifique des SFD de l’UMOA
RDM :	Reste du monde
SADC :	Communauté de Développement d’Afrique Australe
SFD :	Système Financier Décentralisé
SGCB :	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l’UMOA
TPE :	Terminal de Paiement Electronique
UMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA :	Union Monétaire Ouest Africaine
ZMAO :	Zone Monétaire de l’Afrique de l’Ouest

RESUME DU RAPPORT

En 2018, le système bancaire de l'UMOA a évolué dans un environnement économique favorable, sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture internationale et interne des Etats. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Union a progressé de 6,6%, tout comme en 2017.

Le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'UMOA a augmenté de trois (3) unités pour s'établir à cent quarante-sept (147) à fin 2018. Cent quarante-trois (143) établissements de crédit étaient en activité en 2018.

L'effectif des groupes bancaires opérant dans l'Union est ressorti à vingt-neuf (29) au cours de la période sous revue, contre trente (30) un an plus tôt.

Le réseau bancaire a poursuivi son extension. Le nombre d'agences et de bureaux ainsi que celui des comptes de la clientèle ayant progressé respectivement de 417 unités (+13,0%) et 568 814 unités (+5,0%). Le système bancaire compte 2 976 guichets automatiques de banque, en hausse de 268 unités (+9,9%).

Le total de bilan des établissements de crédit en activité ressort à 37 752,9 milliards, soit une hausse de 6,8% par rapport à 2017.

Les emplois nets se sont accrus de 7,3% pour atteindre 32 798,1 milliards, dont 63,7% de crédits à la clientèle et 20,4% de titres de placement. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille sont ressortis respectivement à 12,3% et 4,8% en 2018 contre 13,0% et 5,4% en 2017.

Les ressources globales mobilisées par le secteur bancaire ont progressé de 10,4% pour se fixer à 29 848,4 milliards. Elles sont constituées à hauteur de 84,1% de dépôts et emprunts de la clientèle, en hausse de 10,4%. En ce qui concerne les capitaux propres et ressources assimilées, ils se sont consolidés de 349,8 milliards.

Le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 6,0% à 1 969,1 milliards en 2018. Quant au résultat brut d'exploitation, il a fléchi à 730,2 milliards, soit 4,2%. Le résultat net, en s'établissant à 456,9 milliards, s'est accru de 24,0% par rapport à 2017. Le coefficient net d'exploitation s'est établi à 67,4%, contre 65,9% en 2017.

Le ratio moyen de solvabilité global des établissements de crédit de l'Union est ressorti à 10,8% en 2018, au-dessus de la norme minimale de 8,625% exigée à fin 2018.

Les compagnies financières sont au nombre de dix (10) en 2018, avec un total de bilan de 27 997,3 milliards, en hausse de 33,8% comparativement à fin 2017.

Leurs concours et engagements auprès de la clientèle ont progressé en 2018, respectivement de 39,5% et 33,8% par rapport à 2017, en s'établissant à 13 545,2 milliards et 18 581,6 milliards.

Le nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) relevant de l'article 44 (faïtières et caisses de base) ressort à cent cinquante-huit (158) à fin 2018 contre cent quarante-six (146) à la même période de l'année précédente.

Ces institutions ont affiché un total de bilan de 1 974,4 milliards, en progression de 6,1% par rapport à fin 2017. Les emplois nets de ces SFD se sont accrus de 5,5% à 1 368,1 milliards à fin 2018. Quant aux ressources, elles ont augmenté de 6,3% pour se fixer à 1 519,2 milliards. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille ont progressé de 0,1 et 0,2 point de pourcentage, en passant respectivement de 5,3% et 2,8% en 2017 à 5,4% et 3,0% un an plus tard.

Le ratio moyen de capitalisation est ressorti à 20,0% en 2018, contre 19,1% en 2017, pour une norme minimale de 15%.

Le nombre d'établissements de monnaie électronique est demeuré stable à huit (8) en 2018. Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts s'établit à 37 001 348, dont 48,4% de comptes actifs. Les transactions effectuées à travers la téléphonie mobile ont porté sur un volume de 1 714 662 386 opérations pour un montant total de 20 687 milliards à fin 2018.

La Commission Bancaire de l'UMOA a tenu cinq (5) sessions ordinaires, au cours de l'année 2018, dont la première réunion du Collège de Résolution de la Commission Bancaire de l'UMOA, le 17 septembre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Une session extraordinaire, portant sur la réglementation relative aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, a également eu lieu le 21 juin 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Au titre de la supervision des groupes bancaires installés dans l'UMOA, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire), les quatrième réunions des Collèges des Superviseurs du Groupe Ecobank et de Oragroup. Ces rencontres ont été l'occasion de passer en revue l'état de prise en charge des diligences issues des précédentes assises ainsi que d'évaluer les activités et les profils de risques des entités desdits groupes.

S'agissant de la collaboration avec les autorités de contrôle homologues, il a été organisé, les 9 et 10 avril 2018 à Libreville (Gabon), la sixième rencontre annuelle bilatérale entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale.

Au plan réglementaire, l'arsenal juridique, produit par la BCEAO, a été enrichi de dix (10) nouveaux textes (Avis, Instructions et Circulaires), au cours de l'année 2018. Six (6) concernent le secteur bancaire et quatre (4) portent sur le secteur de la microfinance.

SOMMAIRE

MOT INTRODUCTIF DU PRESIDENT.....	1
LISTE DES MEMBRES DU COLLEGE DE SUPERVISION EN 2018.....	4
LISTE DES MEMBRES DU COLLEGE DE RESOLUTION EN 2018.....	5
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018	6
CHIFFRES CLES EN 2018.....	7
SIGLES ET ABBREVIATIONS	11
RESUME DU RAPPORT	13
SOMMAIRE.....	15
I. PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA	19
1.1. ROLES ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE.....	21
1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL.....	24
II. ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS	31
2.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA	33
2.2. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	37
III. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS.....	41
3.1. SECTEUR BANCAIRE	43
3.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE.....	62
3.3. SECTEUR DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE	69
IV. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS.....	73
4.1. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL.....	75
4.2. ACTES ET MESURES	87
V. RESOLUTION DES CRISES BANCAIRES.....	93
5.1. DISPOSITIF REGLEMENTAIRE DE RESOLUTION DES CRISES BANCAIRES.....	95
5.2. ACTIVITES MENEES.....	97
VI. ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION	99
6.1. ACTIONS DE COOPERATION	101
6.2. ACTIONS DE FORMATION	105
ANNEXES.....	107

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel en 2017 et 2018.....	33
Tableau 2 : Nombre d'établissements de crédit agréés	43
Tableau 3 : Répartition des établissements de crédit en activité	44
Tableau 4 : Répartition des établissements par groupes homogènes.....	45
Tableau 5 : Répartition des établissements de crédit selon la taille du bilan	46
Tableau 6 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA	47
Tableau 7 : Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activité	52
Tableau 8 : Situation résumée de l'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit.....	58
Tableau 9 : Nombre de compagnies financières	60
Tableau 10 : Parts de marché des compagnies financières.....	60
Tableau 11 : Nombre de SFD agréés relevant de l'article 44	62
Tableau 12 : Parts de marché des SFD relevant de l'article 44	63
Tableau 13 : Situation résumée de l'activité des SFD relevant de l'article 44.....	68
Tableau 14 : Nombre d'établissements de monnaie électronique agréés par pays.....	69
Tableau 15 : Réseau de distribution des EME agréés en 2018.....	70
Tableau 16 : Répartition des établissements de crédit selon le ratio de solvabilité.....	76
Tableau 17 : Ratio de solvabilité total des établissements de crédit par pays.....	76
Tableau 18 : Norme de division des risques par pays	77
Tableau 19 : Ratio de levier par pays	77
Tableau 20 : Nombre d'établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel	79
Tableau 21 : Répartition des compagnies financières selon le ratio de solvabilité	80
Tableau 22 : Répartition des SFD selon le seuil de la norme de capitalisation	82
Tableau 23 : Ratio de capitalisation des SFD	82
Tableau 24 : Nombre de SFD conformes au dispositif prudentiel par pays	84
Tableau 25 : Situation prudentielle des EME	86

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition de l'effectif par type d'activité en 2018.....	25
Graphique 2 : Ventilation des dossiers par type d'opération de 2016 à 2018	26
Graphique 3 : Evolution du taux de croissance réelle et du taux d'inflation.....	34
Graphique 4 : Répartition des établissements de crédit selon le total de bilan et la catégorie.....	46
Graphique 5 : Part de marché des groupes bancaires par zone géographique d'origine	49
Graphique 6 : Evolution des emplois des établissements de crédit	51
Graphique 7 : Analyse de la structure des crédits des établissements de crédit	52
Graphique 8 : Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes	53
Graphique 9 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédit ...	53
Graphique 10 : Evolution des ressources des établissements de crédit	54
Graphique 11 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit	54
Graphique 12 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire	55

Graphique 13 : Produit Net Bancaire par place bancaire en 2017 et 2018	56
Graphique 14 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire	57
Graphique 15 : Activités et résultats des compagnies financières	61
Graphique 16 : Evolution des emplois des SFD	63
Graphique 17 : Analyse de la structure des crédits des SFD	64
Graphique 18 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD	65
Graphique 19 : Evolution des ressources des SFD	66
Graphique 20 : Evolution de la trésorerie des SFD relevant de l'article 44	66
Graphique 21 : Produit Net Financier des SFD par place bancaire en 2017 et 2018	67
Graphique 22 : Nombre de comptes ouverts par les EME	70
Graphique 23 : Transactions effectuées par les EME au 31 décembre 2018	70
Graphique 24 : Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile	71
Graphique 25 : Ratio de solvabilité total moyen en fonction des risques pondérés	76
Graphique 26 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel	79
Graphique 27 : Ratio de capitalisation en fonction des actifs	82
Graphique 28 : Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel	85

LISTE DES ENCADRES

Encadré n°1 : La réglementation bancaire et les nouvelles tendances technologiques du secteur financier	29
Encadré n°2 : Renforcement du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans l'UMOA	39
Encadré n°3 : Les conditions de banque	61
Encadré n°4 : Mise en œuvre de la nouvelle réglementation bancaire inspirée des Accords de Bâle II et Bâle III	72
Encadré n°5 : 3 ^{èmes} rencontres entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les Directeurs Généraux ainsi que les Commissaires aux Comptes titulaires des établissements de crédit	91
Encadré n°6 : 4 ^{èmes} réunions des Collèges de Superviseurs du Groupe Ecobank et de ORAGROUP	104

I. PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA



112^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA (Abidjan, le 20 juin 2018)

1.1. ROLES ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE

1.1.1. Attributions et fonctionnement

En vertu des dispositions de l'article 2 de la Convention la régissant, la Commission Bancaire est chargée d'assurer la solidité et la sécurité du système bancaire de l'UMOA à travers, notamment le contrôle des établissements assujettis (établissements de crédit, compagnies financières, systèmes financiers décentralisés et établissements de monnaie électronique) et la résolution des crises bancaires. Elle veille à la protection de déposants et contribue au maintien de la stabilité du système financier régional.

La Commission Bancaire est présidée par le Gouverneur de la BCEAO. Elle se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins deux (2) fois l'an, à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers (1/3) de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage égal de voix, celle du Président est prépondérante.

Elle est dotée d'un Secrétariat, assuré par la Banque Centrale.

La Commission Bancaire a les principales attributions ci-après :

- donner des avis conformes aux demandes d'agrément, d'autorisations diverses ou de dérogations qui lui sont soumises ;
- s'assurer, en permanence, que les établissements assujettis se conforment aux dispositions légales et réglementaires régissant leurs activités. Dans ce cadre, elle met en œuvre un processus de contrôle et d'évaluation prudentiels dont les modalités sont précisées par des Circulaires ;
- procéder à la veille et à l'évaluation des événements qui peuvent avoir des conséquences négatives sur la solidité du système bancaire de l'Union. A cet égard, elle réalise des tests de résistance sur les établissements assujettis ;
- veiller au respect, par les établissements assujettis, de leurs obligations professionnelles découlant des autres législations qui leur sont applicables ;
- prendre, en temps opportun, toutes mesures administratives ainsi que toutes sanctions disciplinaires ou pécuniaires visant à remédier aux problèmes de sécurité et de solidité d'un établissement assujetti ;
- gérer les relations avec les Autorités de supervision compétentes des pays d'accueil et d'origine des établissements assujettis ;
- contribuer à la préservation de la stabilité financière ;
- s'assurer, en relation avec le Collège de Supervision, de la mise en œuvre des mesures de prévention de crise ;
- assurer la mise en œuvre des mesures de résolution de crise ;
- veiller à la continuité des activités, des services et des opérations des établissements faisant l'objet d'une procédure de résolution ;
- éviter ou limiter le recours au soutien financier public ;
- veiller à la protection des intérêts des déposants et créanciers.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles sont susceptibles de recours, uniquement devant le Conseil des Ministres de l'Union.

Par ailleurs, lors de ses réunions trimestrielles, le Conseil des Ministres de l'UMOA est tenu régulièrement informé, par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Commission Bancaire est organisée autour de deux (2) instances décisionnelles, à savoir : un Collège de Supervision et un Collège de Résolution.

◆ **Le Collège de Supervision**

Cette instance est chargée notamment du contrôle prudentiel des établissements assujettis, sur pièces et sur place. Outre le Gouverneur de la Banque Centrale qui en assure la présidence, ce Collège comprend dix-huit (18) membres comme suit :

- le Gouverneur de la Banque Centrale ;
- un représentant désigné ou nommé par chaque Etat membre de l'UMOA, à savoir le Directeur du Trésor public ou le Responsable de la direction de tutelle des établissements de crédit ;
- un représentant de l'Etat assurant la garantie de la convertibilité de la monnaie commune ;
- des membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale, en raison de leur compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées.

◆ **Le Collège de Résolution**

Ce Collège veille à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures de prévention et de résolution de crises bancaires. Il est composé des quatre (4) membres permanents ci-après :

- le Gouverneur de la Banque Centrale ;
- le Représentant, au Collège de Supervision, de l'Etat assurant la présidence du Conseil des Ministres de l'UMOA ;
- le Directeur du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA) ;
- un membre nommé par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la BCEAO, en raison de sa compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées.

Lorsqu'un établissement assujetti fait l'objet d'une procédure de résolution, le Représentant au Collège de supervision de l'Etat d'implantation concerné est invité à participer aux travaux, à titre de membre non permanent avec droit de vote.

1.1.2. Principaux textes régissant l'activité bancaire

Outre le droit commun applicable aux sociétés commerciales, les principaux textes ci-après réglementent l'activité des établissements de crédit, des compagnies financières, des systèmes financiers décentralisés et des établissements de monnaie électronique :

- le Traité de l'UMOA du 20 janvier 2007 ;
- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire ;

- la Loi uniforme portant réglementation bancaire et ses instructions d'application prises par la BCEAO ;
- la Loi uniforme portant réglementation des SFD, son décret d'application et ses instructions ;
- la Loi uniforme portant définition et répression de l'usure ;
- la Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- la Loi uniforme portant réglementation des bureaux d'information sur le crédit dans les Etats membres de l'UMOA et ses instructions d'application prises par la BCEAO ;
- la Décision n°011 du 29 septembre 2017 du Conseil des Ministres de l'UMOA portant adoption du projet de Loi uniforme modifiant et complétant La loi uniforme portant réglementation des SFD ;
- le Règlement n°09-2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA ;
- le Règlement n°015-2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 relatif aux systèmes de paiement dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- le Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA (PCB) et ses instructions d'application prises par la BCEAO ;
- le Référentiel Comptable Spécifique des SFD (RCSFD) de l'UMOA ;
- le dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit de l'UMOA et aux compagnies financières de l'Union ;
- les Circulaires de la Commission Bancaire ;
- l'Instruction régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UEMOA.

Les textes susvisés fondent l'action de la Commission Bancaire.

1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

1.2.1. Organisation du Secrétariat Général

La Banque Centrale assure le secrétariat et prend en charge les frais de fonctionnement de la Commission Bancaire.

L'organisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB), en vigueur à fin 2018, s'articule autour des structures suivantes :

- le Contrôle des Opérations ;
- la Direction de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques (DRCAJ) ;
- la Direction des Etudes et des Relations Internationales (DERI) ;
- la Direction de la Surveillance Permanente (DSP) ;
- la Direction du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique (DCPECEME) ;
- la Direction du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés (DCPSFD) ;
- la Direction des Moyens Généraux (DMG).

Le Contrôle des Opérations, placé sous l'autorité du Secrétaire Général, est chargé de la vérification quotidienne de la régularité des opérations du SGCB.

La DRCAJ a principalement en charge le suivi du processus de résolution des crises, l'élaboration des décisions de la Commission Bancaire et l'assistance juridique à l'ensemble des Services du SGCB. Elle est subdivisée en deux (2) Services : le Service de la Résolution des Crises et du Contrôle des Pratiques Commerciales et le Service Juridique.

La DERI a notamment en charge les questions relatives à la réglementation et aux normes prudentielles applicables aux assujettis, la gestion des relations avec les partenaires extérieurs, la conduite des études afférentes à la stabilité du système bancaire de l'Union ainsi que l'instruction des dossiers de demande d'agrément, de déclaration d'intention et d'autorisations préalables. Elle coordonne également avec les autres Directions impliquées, la préparation et l'envoi des dossiers inscrits à l'ordre du jour des sessions de la Commission Bancaire de l'UMOA. La DERI est composée de deux (2) Services, à savoir le Service du Suivi de la Réglementation, des Méthodes et des Relations Internationales et le Service des Etudes, des Statistiques et des Agréments.

La DSP est chargée du contrôle sur pièces de la situation individuelle des établissements assujettis. Elle assure, en outre, le suivi de la mise en œuvre des mesures administratives et des sanctions prises par l'Autorité de supervision, en relation avec les Directions concernées. La DSP comprend trois (3) Services : le Service de la Surveillance des Banques Sous-Régionales et des Etablissements Financiers, le Service de la Surveillance Transfrontalière et le Service de la Surveillance des Etablissements Spécialisés.

La DCPECEME, structurée en cabinet, met en œuvre le programme d'inspection des établissements de crédit, des compagnies financières et des établissements de monnaie électronique. Elle comprend des Inspecteurs et des Chefs de mission qui conduisent les équipes de vérification sur place auprès des assujettis.

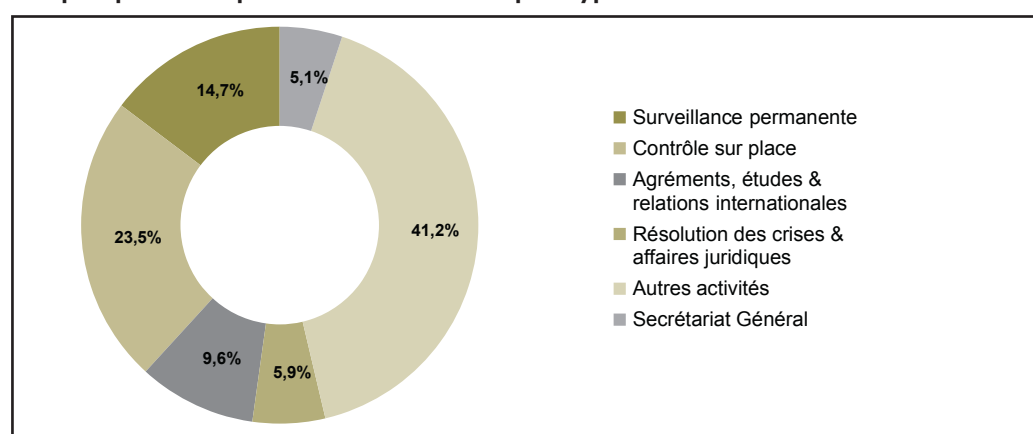
La DCPSFD, également organisée en cabinet, est chargée de la mise en œuvre du programme d'inspection des SFD. Ses équipes de vérification sur place sont aussi conduites chacune par un Chef de mission d'inspection.

La DMG a en charge la gestion des activités de support. Elle comprend quatre Services (4) qui sont le Service des Affaires Administratives, le Service des Ressources Humaines, le Service de la Comptabilité et du Budget ainsi que le Service Informatique.

Au terme de l'exercice 2018, l'effectif du Secrétariat Général ressortait à cent trente-six (136) agents, contre cent trente-quatre (134) à fin 2017. Par corps, le personnel était composé, outre le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint, de cinq (5) Directeurs, huit (8) Chefs de mission ayant rang de Directeur, quatre-vingt (80) agents d'encadrement et quarante-un (41) agents relevant du corps du personnel administratif et technique.

Les activités de supervision bancaire sont assurées par la DRCAJ, la DERI, la DSP, la DCPECEME et la DCPSFD. Ensemble, elles totalisent soixante-treize (73) agents en 2018, soit 53,7% de l'effectif, contre 53,0% en 2017.

Graphique 1 : Répartition de l'effectif par type d'activité en 2018



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

1.2.2. Activités du Secrétariat Général

1.2.2.1. Autorisations préalables

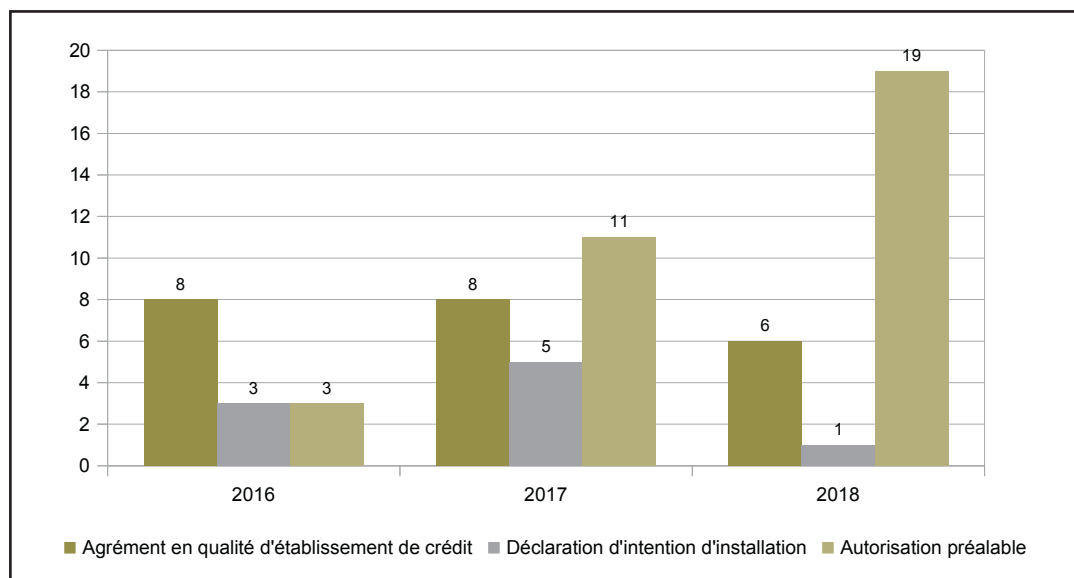
Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire est chargé de l'instruction des dossiers d'agrément et d'autorisations diverses prévues par la loi portant réglementation bancaire. Les opérations visées concernent :

- l'agrément et le retrait d'agrément ;
- la déclaration d'intention d'installation de succursales ou de filiales ;
- la prise ou cession de participations qui aurait pour effet de porter la participation d'une même personne, directement ou par personne interposée, ou d'un même groupe de personnes agissant de concert, d'abord au-delà de la minorité de blocage, puis au-delà de la majorité des droits de vote dans l'établissement de crédit, ou d'abaisser cette participation au-dessous de ces seuils ;
- la modification de la forme juridique, de la dénomination sociale ou du nom commercial ;
- le transfert du siège social dans un autre Etat membre de l'UMOA ;
- la fusion par absorption ou création d'une société nouvelle, ou la scission ;
- la dissolution anticipée ;

- la cession d'actifs de plus de 20% ;
- la mise en gérance ou la cessation d'activités ;
- l'extension des activités des établissements financiers à caractère bancaire ;
- la dérogation aux normes prudentielles.

En 2018, vingt-six (26) dossiers ont été traités au titre de cette activité, dont six (6) demandes d'agrément, une (1) déclaration d'intention d'installation de succursale et dix-neuf (19) demandes d'autorisations préalables.

Graphique 2 : Ventilation des dossiers par type d'opération de 2016 à 2018



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

1.2.2.2. Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces ou surveillance permanente recouvre les activités de suivi individuel des établissements assujettis (tenue des dossiers individuels, contrôle et analyse des situations comptables et financières, contrôle du respect de la réglementation prudentielle, notation, etc.).

Le contrôle sur pièces s'appuie sur l'analyse de l'ensemble des états de reporting et rapports produits par les établissements assujettis. Il s'agit notamment des états prudentiels, des données comptables et financières remises sur support magnétique ou sur la plateforme de reporting de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB) et du référentiel comptable spécifique des SFD.

Les données collectées auprès des assujettis permettent, après traitement et analyse, de porter une appréciation sur l'évolution de la situation individuelle des établissements assujettis. En outre, elles constituent une base pour la réalisation d'études générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire et des activités de microfinance dans l'UMOA.

Enfin, le contrôle sur pièces met en évidence les signes de vulnérabilité d'un établissement, qui justifieraient la prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte et de prévention, puis oriente le contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses investigations.

1.2.2.3. Contrôle sur place

Le contrôle sur place est assuré sur la base d'un programme approuvé par le Président de la Commission Bancaire. L'élaboration de ce programme s'inscrit dans le cadre d'une démarche basée sur les risques identifiés, qui permet d'établir une liste d'établissements assujettis considérés comme les plus vulnérables, au regard notamment :

- des difficultés ou vulnérabilités mises en exergue par le contrôle sur pièces ;
- de l'importance systémique des assujettis ;
- de l'ancienneté de la dernière vérification de la Commission Bancaire ;
- de la situation des assujettis face aux difficultés identifiées dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire ;
- du degré d'exposition des établissements aux principaux risques dans leur secteur d'activité ;
- des conditions de démarrage des activités des entités nouvellement agréées.

Les missions de vérification sur place permettent de compléter les contrôles sur pièces en s'appuyant sur des investigations ciblées. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements assujettis, elles permettent également d'apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités de contrôle, le respect de la réglementation prudentielle, la qualité de la gestion et les perspectives des établissements assujettis.

Ces contrôles évaluent également la gouvernance d'entreprise, l'efficacité des contrôles interne et externe, les choix stratégiques, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ainsi que les systèmes d'information. Ils portent également sur l'efficacité de la gestion des risques, le respect du règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire.

Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées, notamment aux maisons-mères et aux filiales des établissements assujettis. Elles peuvent avoir un caractère global, spécifique ou thématique.

Les vérifications globales visent à évaluer l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un assujetti. Les vérifications spécifiques ou ciblées couvrent un champ plus limité et portent sur un risque particulier, sur l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement assujetti ou d'un groupe d'établissements. Elles permettent également de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire. Quant aux contrôles thématiques, ils ont principalement trait au respect de certaines dispositions réglementaires.

Au cours de l'année 2018, soixante dix-neuf (79) assujettis ont été contrôlés, soit soixante-six (66) établissements de crédit, onze (11) systèmes financiers décentralisés et deux (2) établissements de monnaie électronique.

Ces contrôles se déclinent en :

- quatorze (14) missions thématiques auprès de cinquante-neuf (59) établissements de crédit. Elles ont porté sur le respect des dispositions réglementaires relatives aux conditions de banque et au transfert rapide d'argent par les sous-agents (20), au partage de l'information sur le crédit (12), à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (13), à la mise en

- œuvre des modalités de première application du PCB révisé (12) ainsi que sur la réglementation relative aux relations financières extérieures (2) ;
- trois (3) vérifications spécifiques auprès d'établissements de crédit sur la liquidité ;
- une (1) mission de vérifications spécifiques auprès d'un établissement de crédit visant à tester le nouveau logiciel de contrôle sur place ;
- deux (2) missions de vérifications globales auprès d'établissements de monnaie électronique ;
- deux (2) missions conjointes de contrôle auprès d'établissements de crédit conduites dans le cadre de la mise en œuvre de conventions de coopération avec les Autorités de supervision homologues, dont une avec la Banque Centrale du Nigeria auprès d'une filiale d'un groupe nigérian implantée dans l'UMOA et l'autre avec Bank Al-Maghrib auprès d'une banque à capitaux marocains installée dans la Zone ;
- onze (11) missions de vérification globale auprès de SFD de grande taille.

Au total, le taux d'exécution global du programme de vérification du SGCB, au titre de l'exercice 2018, ressort à 84,6% contre 73,2% en 2017.

1.2.2.4. Autres activités

Au cours de l'année 2018, les activités du Secrétariat Général de la Commission Bancaire ont concerné également la participation aux travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) ainsi que la tenue de rencontres avec la profession bancaire et les institutions financières internationales et sous-régionales.

Dans le cadre de la préparation des 13^{ème} et 14^{ème} sessions ordinaires du CSF-UMOA, le SGCB a participé aux travaux du Groupe d'Experts, qui ont porté notamment sur les indicateurs de surveillance macroprudentielle, la cartographie des risques du système financier, le mécanisme d'alerte face à une situation de crise ainsi que la détection et l'analyse des principaux facteurs de vulnérabilité susceptibles d'affecter la résilience du secteur financier.

Au titre de la concertation permanente avec la profession bancaire et les partenaires extérieurs, le Secrétariat Général a accordé vingt (20) audiences à des dirigeants d'établissements assujettis et groupes bancaires. Ces rencontres ont principalement pour objectif l'évaluation des risques auxquels les assujettis sont exposés ainsi que celle de leur environnement et leurs perspectives d'activités.

Par ailleurs, l'Autorité de supervision a organisé, le 9 juillet 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire), les troisièmes rencontres annuelles avec les Directeurs Généraux des banques et les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit.

En outre, en sa qualité d'Autorité de contrôle d'origine, le Secrétariat Général a conduit les quatrièmes réunions des Collèges de Superviseurs de Oragroup et du groupe Ecobank, respectivement le 23 octobre 2018 et du 29 au 30 octobre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Ces assises s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers.

Dans le cadre de la collaboration avec les autorités de contrôle homologues, il s'est tenu, les 9 et 10 avril 2018 à Libreville (Gabon), la sixième rencontre annuelle bilatérale entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale.

ENCADRE N°1 : LA REGLEMENTATION BANCAIRE ET LES NOUVELLES TENDANCES TECHNOLOGIQUES DU SECTEUR FINANCIER

Le secteur des services financiers de l'UMOA, à l'instar du reste du monde, fait partie des domaines les plus touchés par la révolution numérique. Les principales tendances identifiées portent sur :

- la généralisation de la banque en ligne : la plupart des établissements de crédit se dotent désormais d'une offre de banque en ligne, permettant ainsi aux clients d'accomplir des opérations de base telles que la consultation de solde, la demande et l'édition de mini-relevés, la réalisation de virements internes, etc. ;
- l'étoffement de l'offre de services bancaires mobiles : le téléphone mobile, dont le taux de pénétration en Afrique Subsaharienne est ressorti à 75% en 2018², est devenu un canal de distribution privilégié des services financiers. Sa possession abolit la distance géographique et diminue, de facto, les investissements importants (construction d'agences) qui étaient préalablement nécessaires à l'expansion vers de nouveaux segments de marchés. Inévitablement, il est noté également un intérêt plus marqué des opérateurs de téléphonie mobile pour l'offre de services financiers ;
- une facilitation accrue des paiements et des transferts : il s'agit du segment le plus dynamique. Les entreprises de technologie financière (FinTech) qui y prospèrent viennent directement concurrencer les acteurs traditionnels, avec des solutions innovantes, facilement accessibles et intuitives à utiliser pour les clients ;
- une prise en compte croissante de l'historique de crédit : l'une des principales conséquences de la non-bancarisation est l'absence d'historique de crédit, qui plonge les particuliers et les micro-entreprises dans un cercle vicieux de non-obtention du crédit bancaire. Pour y remédier, certaines FinTech exploitent des données provenant d'autres sources afin de constituer un historique de crédit alternatif pour les systèmes financiers décentralisés et les nouveaux acteurs de l'intermédiation financière. Elles utilisent notamment l'historique de paiements mobiles (règlements marchands, transferts interpersonnels ou paiements aux grands facturiers) ainsi que l'activité sur les réseaux sociaux, comme solution d'évaluation du risque de crédit.

A l'évidence, toutes ces mutations comportent intrinsèquement des risques nouveaux, tels que l'accroissement du risque opérationnel relatif au système d'information, les menaces liées à la cybersécurité, la problématique de la sécurité des transactions électroniques et de l'identification du client, la conformité réglementaire des nouveaux acteurs (FinTech, opérateurs de téléphonie mobile), de la protection des données personnelles des clients, ainsi que les nouvelles formes de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme.

Dans la sous-région, le cadre réglementaire n'a cessé d'évoluer pour encadrer les acteurs et protéger les clients.

2 - Rapport intitulé *The Mobile Economy Sub-Saharan Africa 2018*, publié par GSM Association (avril 2019)

La Loi uniforme portant réglementation des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'UMOA a été adoptée par le Conseil des Ministres de l'UMOA au cours de sa session du 28 juin 2013. Depuis lors, ces organismes opèrent dans l'espace bancaire de l'Union, avec pour objectif de résorber progressivement l'asymétrie d'information des offreurs vis-à-vis des demandeurs de produits et services financiers.

La récente évolution réglementaire a placé les établissements de monnaie électronique sous la supervision de la Commission Bancaire. Les procédures et outils de contrôle du superviseur ont également été mis à jour pour assurer une prise en charge efficiente de ses nouvelles missions.

Enfin, il convient de souligner que la BCEAO organise une veille sur le secteur de la technologie financière (fintech), en vue d'approfondir son analyse sur les opportunités et les défis que peuvent constituer ces nouveaux acteurs, pour la stabilité financière de l'Union. A cet effet, la poursuite de la réforme réglementaire devrait concerner notamment les systèmes de paiement, les mécanismes de compensation, l'interopérabilité, etc.

II. ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) (Dakar, le 21 décembre 2018)

2.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA

L'activité économique est demeurée dynamique au sein de l'UEMOA en 2018³, sous l'effet de la consolidation de la conjoncture internationale et interne des Etats.

2.1.1. Secteur réel

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union, en termes réels, a progressé de 6,6% en 2018, tout comme en 2017. L'expansion économique a été portée par le secteur tertiaire, avec une contribution de 3,6 points de pourcentage, en liaison avec la bonne tenue des activités commerciales, portuaires et aéroportuaires.

Les contributions des secteurs secondaire et primaire à la croissance sont ressorties chacune à 1,5 point, favorisées par la consolidation des activités de Bâtiments et Travaux Publics (BTP) ainsi que le renforcement des productions extractives, manufacturières et agricoles.

La croissance économique a été vigoureuse dans l'ensemble des Etats membres de l'Union au cours de l'année 2018. Elle se situe entre 3,8% en Guinée-Bissau et 7,4% en Côte d'Ivoire.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel en 2017 et 2018

Année	Pays								UMOA
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
2017	5,8%	6,3%	7,7%	5,9%	5,4%	4,9%	7,2%	4,4%	6,6%
2018	6,7%	6,6%	7,4%	3,8%	4,9%	6,5%	6,7%	4,9%	6,6%

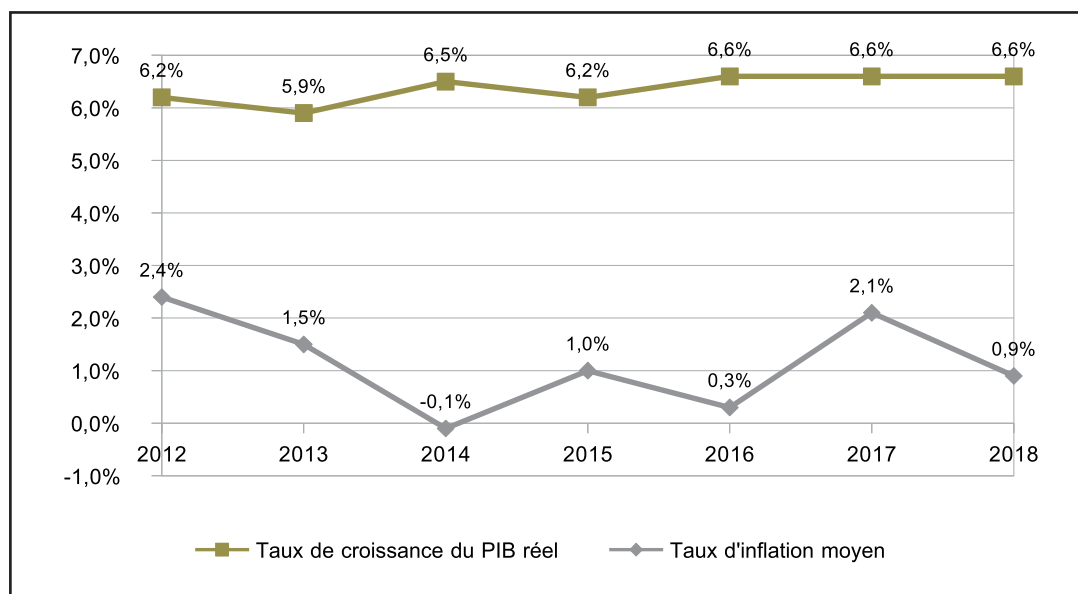
Source : Services officiels et BCEAO

2.1.2. Prix

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 1,1% en 2018, contre une réalisation de 1,0% en 2017, en liaison avec le bon approvisionnement des marchés en produits alimentaires de grande consommation, dans la plupart des pays de l'Union.

Par pays, le taux d'inflation se présente comme ci-après : Niger (+2,8%), Burkina (+1,9%), Mali (+0,9%), Togo (+0,9%), Bénin (+0,8%), Côte d'Ivoire (+0,6%), Sénégal (+0,5%) et Guinée-Bissau (+0,4%).

3 - Données de la BCEAO à la date du 26 avril 2019.

Graphique 3 : Evolution du taux de croissance réelle et du taux d'inflation

Source : Services officiels et BCEAO

2.1.3. Finances publiques

En 2018, la gestion des finances publiques des Etats membres de l'Union a été marquée par la poursuite des actions de consolidation budgétaire, dans un contexte de poursuite du dynamisme de la croissance économique et de mise en œuvre satisfaisante des programmes économiques et financiers appuyés par le FMI. L'orientation à la baisse du déficit public résulte d'une maîtrise des dépenses publiques, notamment les dépenses courantes, conjuguée avec une légère amélioration du taux de pression fiscale.

Dans ce contexte, le déficit global, base engagements, dons compris, s'est atténué de 55,8 milliards pour s'établir à 2 725,9 milliards à fin décembre 2018, soit 3,8% du PIB, contre un déficit de 2 781,7 milliards ou 4,2% du PIB un an auparavant. Sur une base caisse, le déficit est ressorti à 2 826,7 milliards, soit 4,0% du PIB. L'orientation à la baisse du déficit public résulte d'une maîtrise des dépenses publiques, notamment les dépenses courantes, conjuguée avec une légère amélioration du taux de pression fiscale.

Le marché régional de la dette publique est resté la principale source de financement des Etats durant l'année 2018. Le montant global des émissions brutes sur ce marché s'est chiffré à 3 277,6 milliards contre 3 700,1 milliards en 2017. Ce repli de 422,5 milliards par rapport à l'année précédente s'explique par une moindre présence de la Côte d'Ivoire sur le marché financier régional et l'absence du Sénégal sur ledit marché au cours de l'année. Ces derniers ont privilégié les émissions d'eurobonds.

2.1.4. Balance des paiements

Les échanges extérieurs des pays de l'UEMOA se sont traduits, en 2018, par un solde global excédentaire de 1 142,5 milliards, après un excédent de 304,1 milliards un an plus tôt. Cette consolidation des équilibres extérieurs est liée à l'amélioration des entrées nettes de ressources au titre des comptes de capital et financier, qui ont plus que compensé les effets de la dégradation du compte courant.

Le déficit du compte courant s'est accru de 10,2%, pour ressortir à 4 470,2 milliards en 2018, en raison de la dégradation du solde de la balance des biens.

La progression notable du compte financier en 2018 provient des émissions d'euro-obligations, par la Côte d'Ivoire et le Sénégal, pour un montant net de 2 010,9 milliards de FCFA. La consolidation du compte financier a été également confortée par l'augmentation des tirages publics (+26,5%), notamment au Bénin. Au titre des flux de capitaux privés, les investissements directs étrangers notamment dans les secteurs minier et pétrolier connaîtraient également une augmentation (+13,8%).

2.1.5. Secteur monétaire et financier

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2018, comparée à celle à fin décembre 2017, est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression des actifs extérieurs nets et des créances intérieures.

Les actifs extérieurs nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont renforcés de 1 202,7 milliards en une année, en liaison avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+1 279,9 milliards).

Les réserves officielles de change de la Banque Centrale se sont établies à 8 561,0 milliards, en hausse de 19,2% par rapport à décembre 2017, en liaison notamment avec la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

L'encours des créances intérieures a progressé de 2 583,8 milliards ou 9,4%, en rythme annuel, pour s'établir à 30 021,8 milliards. Cette hausse a été induite à la fois par la consolidation des créances sur les administrations publiques centrales (APUC) et celle des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

Les créances nettes des institutions de dépôt sur les APUC de l'UEMOA se sont établies à 8 110,5 milliards, en hausse de 833,7 milliards par rapport à leur niveau, un an auparavant. En 2017, la progression était de 889,6 milliards.

Le taux de croissance des créances sur l'économie s'est établi à 8,7%, contre 10,0% à la même période de l'année 2017. La progression en 2018 a été portée essentiellement par la hausse des crédits bancaires aux entreprises privées non financières (+1 293,0 milliards ou +11,8%), aux sociétés publiques (+788,8 milliards ou 87,8%) et aux ménages (+214,1 milliards ou +3,5%). Les prêts aux sociétés financières non bancaires se sont, quant à eux, contractés de 179,0 milliards.

En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 3 077,1 milliards ou 12,5%, pour ressortir à 27 726,8 milliards. Les dépôts se sont accrus de 2 579,3 milliards ou 13,7% et la circulation fiduciaire a augmenté de 497,7 milliards, soit 8,6%.

Comparativement à son niveau de fin décembre 2017, la base monétaire s'est élargie de 953,4 milliards ou 11,9%, en se situant à 8 969,5 milliards à fin décembre 2018. Cette évolution est essentiellement liée à la contrepartie extérieure de la base monétaire qui s'est accrue de 1 279,9 milliards.

Dans un contexte général marqué par la faiblesse des pressions inflationnistes, le dynamisme de l'activité économique de l'Union et des perspectives d'inflation et de croissance globalement favorables, les instruments de politique monétaire ont été maintenus inchangés tout au long de l'année 2018. Ainsi, le taux minimum de soumission aux adjudications, le taux du guichet de prêt marginal et le coefficient des réserves obligatoires sont demeurés inchangés à 2,50%, 4,50% et 3,00%, respectivement.

En vue de fournir aux banques les ressources nécessaires au bon fonctionnement du marché monétaire et d'infléchir les taux d'intérêt, la BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités. Aussi, au cours de l'année 2018, les opérations d'injection de liquidités sur les guichets d'appels d'offres à une semaine et à un mois de la BCEAO ont-elles évolué au regard des besoins de liquidités estimés du système bancaire de l'Union.

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant mis en adjudication est passé de 3 125,0 milliards en janvier 2018 à 3 350,0 milliards en décembre 2018, soit une progression de 7,2% contre 45,3% en 2017. Le montant moyen des injections hebdomadaires de liquidité en 2018 est ressorti à 3 044,9 milliards, quasi stable par rapport à son niveau de 3 013,2 milliards en 2017 et en hausse de 64,9% par rapport à celui de 2016. Le maintien de ce niveau relativement important d'avances à une semaine traduit la volonté des Autorités monétaires d'accompagner les établissements de crédit dans le financement de l'activité économique dans l'Union.

Le taux marginal moyen des adjudications hebdomadaires s'est situé à 3,5486% en 2018, en hausse de 21,7 points de base (pdb) par rapport au niveau de 3,3319% atteint en 2017. Le taux d'intérêt moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est élevé à 3,8499%, en moyenne, en 2018, en hausse de 19,4 pdb par rapport à son niveau en 2017.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, la Banque Centrale a maintenu stable à 720,0 milliards le montant mis en adjudication en 2018. Entre janvier et décembre 2017, ce montant avait baissé de 15,3%. Sur ce compartiment, les demandes satisfaites, se sont situées en moyenne à 710,7 milliards en 2018, contre 788,8 milliards en 2017.

Le taux d'intérêt marginal et le taux d'intérêt moyen pondéré se sont accrus, en moyenne, en 2018 par rapport à 2017, respectivement de 10,1 pdb et de 5,3 pdb, en s'élevant à 3,6909% et à 3,9388%.

Les bons et les obligations émis par les Trésors des huit (8) pays de l'Union ont représenté l'essentiel des titres présentés par les établissements de crédit comme supports aux opérations de refinancement.

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO (CPM) a, lors de sa session du 6 décembre 2016, fixé l'encours des refinancements cumulés, accordés à une même contrepartie sur le guichet de prêt marginal et le guichet spécial de refinancement de la BCEAO, à deux fois maximum les fonds propres de base (FPB) de la contrepartie concernée, à compter du 16 décembre 2016. Cette mesure a permis de rétablir la cohérence du dispositif de gestion de la liquidité, en redonnant au guichet de prêt marginal son caractère de guichet d'appoint. Aussi, une baisse sensible des concours sur ce guichet a-t-elle été progressivement observée, avec un encours 123,6 milliards (2,9% de l'encours total des refinancements) à fin décembre 2018 contre 251,5 milliards (6,1% de l'encours total) à fin décembre 2017 et 1 503,6 milliards (32,5% de l'encours total) à fin décembre 2016.

S'agissant du guichet spécial de refinancement⁴, aucun engagement des établissements de crédit vis-à-vis de la BCEAO n'y a été relevé à fin décembre 2018. L'encours en début d'année se situait à 10,3 milliards.

4 - Le guichet spécial de refinancement a été mis en place par la Décision N°24/2013/CPM modifiant et complétant la Décision N°397/12/2010 portant règles, instruments et procédures de mise en œuvre de la politique de la monnaie et du crédit de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. C'est le guichet sur lequel les établissements de crédit admissibles au refinancement peuvent solliciter des avances sur des maturités allant de trois (3) à douze (12) mois. Ces avances sont adossées à des titres publics ou privés ayant une durée de vie résiduelle comprise entre cinq (5) et vingt (20) ans maximum. Ce guichet a été mis en place en janvier 2014 et a enregistré ses premières opérations en juillet 2014.

Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union qui était fixé à 5,00% depuis le 16 mars 2012, a été ramené à 3,00% à compter du 16 mars 2017. L'objectif visé par cette mesure est :

- (i) d'alléger les tensions de trésorerie des banques pour leur permettre de satisfaire aux exigences de constitution des réserves obligatoires;
- (ii) de donner aux banques une marge de liquidités qu'elles pourraient recycler, le cas échéant, sur le marché interbancaire, afin de contribuer à ramener le taux à une semaine du marché interbancaire (taux cible de référence) en dessous du taux d'intérêt du guichet de prêt marginal et proche du taux minimum de soumission aux appels d'offres.

Sur la période de constitution allant du 16 novembre au 15 décembre 2018, les réserves constituées sont ressorties à 1 413,0 milliards en moyenne, pour un niveau requis de 646,9 milliards. Les réserves libres des banques ressortent, en conséquence, à 766,1 milliards. Une année plus tôt, les réserves effectivement constituées s'élevaient à 1312,6 milliards, pour un niveau requis de 591,4 milliards. Les réserves libres se situaient à 721,2 milliards.

2.2. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

2.2.1. Secteur bancaire

Sur le plan réglementaire, l'année 2018 a été marquée par l'entrée en vigueur des textes ci-après :

- l'Annexe révisée à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA ;
- le nouveau dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA ;
- le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA révisé et ses textes d'application ;
- la Circulaire n°01-2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative à la gouvernance des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA ;
- la Circulaire n°02-2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative aux conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants au sein des établissements de crédit et des compagnies financières ;
- la Circulaire n°03-2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative au contrôle interne des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA ;
- la Circulaire n°04-2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative à la gestion des risques des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA ;
- la Circulaire n°05-2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative à la gestion de la conformité aux normes en vigueur par les établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA ;
- l'Instruction n°002-03-2018 du 21 mars 2018 de la BCEAO relative aux dispositions particulières applicables aux établissements de crédit exerçant une activité de finance islamique ;
- l'Instruction n°004-05-2018 du 2 mai 2018 de la BCEAO relative aux caractéristiques techniques des opérations de finance islamique exercées par les établissements de crédit de l'UMOA ;
- l'Instruction n°006-05-2018 du 16 mai 2018 de la BCEAO fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA à l'encontre des établissements de crédit de l'Union ;

- la Circulaire n°001-2018/CB/C du 20 juin 2018 de la BCEAO relative aux modalités de publication des sanctions disciplinaires et pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA ;
- la Circulaire n°002-2018/CB/C du 18 septembre 2018 de la BCEAO relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA ;
- l'Avis n°001-02-2018 relatif au Guide d'application du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA ;
- les statuts révisés du Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA.

2.2.2. Secteur de la microfinance

Le cadre réglementaire de l'activité de microfinance a été étoffé, au cours de l'année 2018, par les principaux textes suivants :

- l'Instruction n°001-02-2018 du 23 février 2018 de la BCEAO relative à l'établissement des états financiers et aux modalités de leur publication par les SFD soumis au contrôle de la BCEAO et de la Commission Bancaire de l'UMOA ;
- l'Instruction n°003-03-2018 du 21 mars 2018 de la BCEAO relative aux dispositions particulières applicables aux systèmes financiers décentralisés exerçant une activité de finance islamique ;
- l'Instruction n°005-05-2018 du 2 mai 2018 de la BCEAO relative aux caractéristiques techniques des opérations de finance islamique exercées par les systèmes financiers décentralisés de l'UMOA ;
- l'Instruction n°007-05-2018 du 16 mai 2018 de la BCEAO fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA à l'encontre des systèmes financiers décentralisés.

2.2.3. Secteur de la monnaie électronique

Aucune nouvelle disposition réglementaire n'a été prise en 2018, concernant l'activité de monnaie électronique.

ENCADRE N°2 : RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME DANS L'UMOA

La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) a gagné en envergure au cours de ces dernières années, sous l'impulsion de plusieurs facteurs. Le bilan des actions mises en œuvre au cours des trois (3) dernières années par le Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB) de l'UMOA se présente comme ci-après.

Au titre du contrôle sur pièces, un suivi permanent du respect des dispositions relatives à la LBC/FT est effectué. Il est notamment réalisé à travers l'examen des rapports périodiques communiqués au SGCB par les établissements assujettis (rapports sur le contrôle interne, rapport annuel sur la LBC/FT, rapport annuel sur le dispositif global de gestion des risques et rapport semestriel sur l'évaluation du risque de non-conformité). En outre, la LBC/FT constitue un volet du Système de Notation des Etablissements de Crédit (SNEC).

S'agissant des contrôles sur place, leur planification se fait dans le cadre d'une approche basée sur les risques, en liaison avec les informations recueillies auprès du contrôle sur pièces. Les informations contenues dans les rapports relatifs aux évaluations nationales ou régionales, quand ils sont disponibles, sont également prises en compte.

Par ailleurs, des actions sont menées, en matière de coopération avec d'autres Autorités de supervision et de résolution. En effet, conformément aux dispositions de l'article 59 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA, des missions conjointes de vérification avec des Autorités de supervision homologues sont périodiquement organisées, notamment avec Bank Al-Maghrib (BAM), la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et Central Bank of Nigeria (CBN).

En outre, l'élargissement du périmètre de contrôle du SGCB, aux établissements de monnaie électronique et aux compagnies financières constitue un fait majeur qui mérite d'être signalé. Cet élargissement a induit, pour le contrôle sur place, le développement des outils appropriés (procédures, modes opératoires et outils informatiques adaptés à la supervision sur base consolidée) pour la mise en œuvre des attributions liées au contrôle de ces structures, notamment en matière de LBC/FT.

Enfin, le SGCB contribue à la mise en œuvre des diligences attribuées aux Superviseurs régionaux de l'UMOA dans le plan d'action adopté par le Conseil des Ministres de la Zone franc, le 08 octobre 2018, à la suite du rapport de la Banque Mondiale sur la LBC/FT dans les pays de cette zone.

A cet égard, le Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) a été chargé du suivi de la mise en œuvre des actions incombant à chaque superviseur du secteur financier de l'UMOA.

III. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS

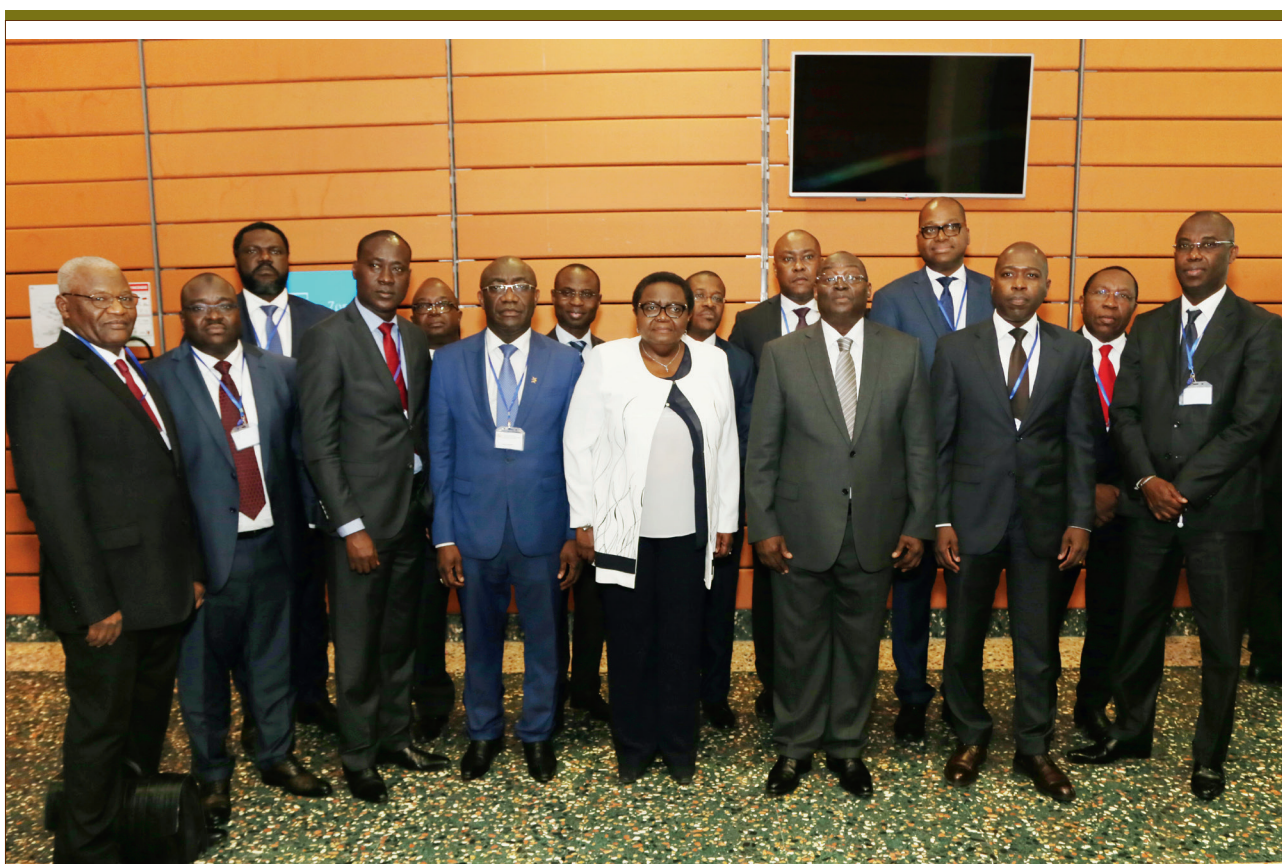


Photo de famille du Président de la Commission Bancaire de l'UMOA et du Secrétaire Général de la Commission Bancaire ainsi que des Directeurs Généraux des établissements de crédit de l'UMOA (Abidjan, le 09 juillet 2018)

3.1. SECTEUR BANCAIRE

3.1.1. Paysage des établissements de crédit

A fin 2018, le système bancaire de l'Union compte cent quarante-sept (147) établissements de crédit agréés contre cent quarante-quatre (144) en décembre 2017. Cette évolution résulte :

- de l'agrément en qualité de banque des sociétés dénommées « Banque Agricole Du Faso (BADF) », « United Bank for Africa - Mali (UBA-Mali) » et « Banque de l'Habitat du Niger (BHN) » ;
- de l'agrément en qualité d'établissement financier à caractère bancaire de la société « Niger Transfert d'Argent (NITA) » ;
- de l'autorisation d'installation de « Coris Bank International, succursale du Niger » ;
- du retrait d'agrément de la Banque de l'Habitat du Bénin (BHB), consécutif à sa fusion par absorption avec Bank Of Africa Bénin (BOA-Bénin) ;
- du retrait d'agrément de COFIPA Investment Bank Côte d'Ivoire (CIBCI).

Ainsi, au terme de l'année 2018, le paysage bancaire est composé de cent vingt-huit (128) banques et dix-neuf (19) établissements financiers à caractère bancaire.

Leur répartition, par pays, se présente comme suit :

Tableau 2 : Nombre d'établissements de crédit agréés

Pays	Banques		Etablissements financiers à caractère bancaire (EF)		Total (a+b+c+d)
	Filiales (a)	Succursales (b)	Filiales (c)	Succursales (d)	
Bénin	12	3	-	-	15
Burkina	13	2	3	1	19
Côte d'Ivoire	24	3	1	1	29
Guinée-Bissau	3	2	-	-	5
Mali	13	1	2	1	17
Niger	10	4	4	-	18
Sénégal	21	4	3	1	29
Togo	11	2	2	-	15
Total	107	21	15	4	147

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Au 31 décembre 2018, cent quarante-trois (143)⁵ établissements de crédit (124 banques et 19 établissements financiers à caractère bancaire) étaient en activité.

⁵ - A fin 2018, quatre (4) établissements de crédit agréés n'ont pas démarré leurs activités : Banque Agricole Du Faso (Burkina), United Bank for Africa-Mali (Mali), Banque de l'Habitat du Niger (Niger) et Coris Bank International, succursale du Niger (Niger).

Tableau 3 : Répartition des établissements de crédit en activité

Pays	Nombre d'établissements			Total bilan (milliards FCFA)	Parts de marché(*)	Nombre			Effectifs
	Banques	EF	Total			Guichets(**)	GAB(***)	Comptes bancaires	
Bénin	15	-	15	3 463,1	9,2%	219	313	1 278 551	2 779
Burkina	14	4	18	5 300,9	14,0%	316	383	1 851 211	3 360
Côte d'Ivoire	27	2	29	12 144,4	32,2%	694	713	3 917 884	9 145
Guinée-Bissau	5	-	5	261,9	0,7%	35	57	153 585	519
Mali	13	3	16	4 705,1	12,4%	491	508	1 737 961	3 584
Niger	12	4	16	1 687,5	4,5%	1 121	199	518 257	3 378
Sénégal	25	4	29	7 367,6	19,5%	498	518	1 817 714	5 807
Togo	13	2	15	2 822,3	7,5%	245	285	780 911	2 426
UMOA	124	19	143	37 752,9	100%	3 619	2 976	12 056 074	30 998

(*) Selon le total de bilans des établissements de crédit de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

(***) Guichets Automatiques de Banque

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A fin 2018, les établissements de crédit de l'UMOA affichent un total de bilan de 37 752,9 milliards, en hausse de 6,8% par rapport à 2017. Les parts de marché se présentent comme suit : Côte d'Ivoire (32,2%), Sénégal (19,5%), Burkina (14,0%), Mali (12,4%), Bénin (9,2%), Togo (7,5%), Niger (4,5%) et Guinée-Bissau (0,7%).

Le nombre d'agences s'est accru de quatre cent dix-sept (417) nouvelles unités en 2018, soit 13,0% pour se fixer à 3 619. Les progressions sont comprises entre deux (2) guichets en Côte d'Ivoire et au Togo à trois cent cinquante-six (356) au Niger⁶. Le nombre de GAB a augmenté de 268 unités, soit 9,9% pour s'établir à 2 976.

Les effectifs employés par le secteur bancaire ont progressé, en variation annuelle, de 1 835 postes (+6,3%) pour atteindre 30 998 au 31 décembre 2018, en liaison avec l'expansion du réseau bancaire et le démarrage des activités de nouveaux établissements. L'effectif du personnel « cadres » représente 39,7% des emplois.

Le nombre de comptes bancaires de la clientèle a également enregistré une hausse de 5,0% pour s'établir à 12 056 074 à fin 2018. Les comptes de particuliers ont crû de 4,9% et ceux détenus par les personnes morales de 5,5%.

Au 31 décembre 2018, le système bancaire comprend soixante-trois (63) banques internationales, soixante (60) banques sous-régionales, une (1) banque mutualiste et dix-neuf (19) établissements financiers à caractère bancaire.

6 - Trois (3) établissements financiers de paiement ont été nouvellement agréés au Niger et totalisent à eux seuls cinq cent quarante-cinq (545) bureaux et agences dans le pays.

Tableau 4 : Répartition des établissements par groupes homogènes

Taille du bilan Catégories	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Nombre			Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA		Guichets (**)	GAB (***)	Comptes bancaires	
Banques internationales	9	8	13	1	7	6	13	6	63	50,4%	34,9%	41,4%	54,0%	47,9%
Banques sous-régionales	6	6	14	4	6	6	11	7	60	48,0%	36,5%	58,6%	46,0%	45,2%
Banques mutualistes	-	-	-	-	-	-	1	-	1	0,1%	0,1%	0%	0%	0,1%
Établissements financiers à caractère bancaire	-	4	2	-	3	4	4	2	19	1,5%	28,5%	0%	0%	6,8%
Total	15	18	29	5	16	16	29	15	143	100%	100%	100%	100%	100%

(*) Selon le total des bilans des établissements de crédit de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

(***) Guichets Automatiques de banque

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les banques internationales dominent le marché avec 50,4% des actifs bancaires de l'Union. Elles concentrent 34,9% du réseau d'agences, disposent de 41,4% des GAB, détiennent 54,0% des comptes bancaires et emploient 47,9% des effectifs.

Les banques sous-régionales cumulent 48,0% de part de marché. Cette catégorie regroupe 36,5% des agences, 58,6% des GAB, 46,0% des comptes de la clientèle et 45,2% des effectifs.

La seule banque mutualiste représente 0,1% des actifs, des implantations et des effectifs du système bancaire de l'Union.

Les établissements financiers à caractère bancaire concentrent 1,5% des actifs, 28,5% des guichets et 6,8% des effectifs.

3.1.1.1. Analyse de l'activité des établissements de crédit

Suivant la taille du bilan, les établissements de crédit se répartissent en trois (3) catégories :

- grande taille, pour un total de bilan supérieur à 200 milliards ;
- taille moyenne, pour un total de bilan compris entre 100 milliards et 200 milliards ;
- petite taille, pour un total de bilan inférieur à 100 milliards.

Au 31 décembre 2018, le paysage bancaire se composait de cinquante-neuf (59) banques de grande taille, trente (30) banques de taille moyenne et cinquante-quatre (54) établissements de petite taille.

Tableau 5 : Répartition des établissements de crédit selon la taille du bilan

Catégories	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Guichets (**)	GAB (***)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
Grande : Total du bilan > 200 milliards)	8	7	14	0	8	4	14	4	59	83,3%	54,8%	81,5%	86,4%	70,8%
Moyenne : 100 milliards ≤ Total du bilan ≤ 200 milliards	2	5	4	0	4	2	6	7	30	11,3%	8,4%	10,8%	5,6%	12,0%
Petite : Total du bilan < 100 milliards	5	6	11	5	4	10	9	4	54	5,4%	36,8%	7,7%	8,0%	17,2%
Total	15	18	29	5	16	16	29	15	143	100%	100%	100%	100%	100%

(*) Par rapport au total de bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de ventes

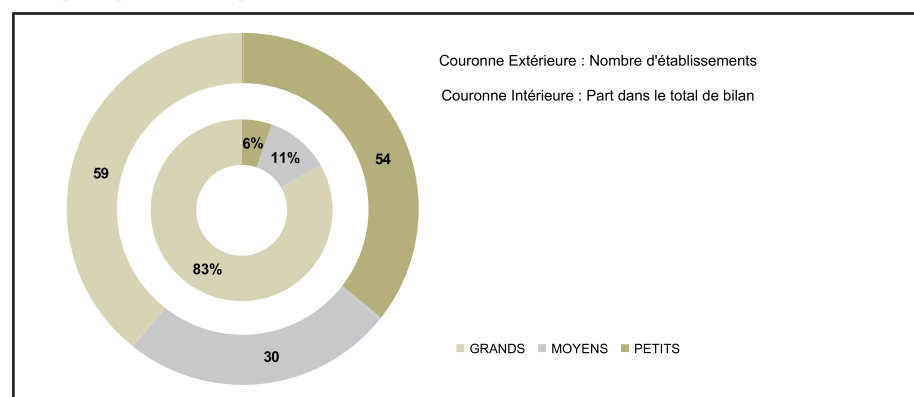
(***) Guichets Automatiques de banque

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le poids des actifs détenus par les établissements de crédit de grande taille dans l'Union est de 83,3%. Ils couvrent 54,8% du réseau d'agences, 81,5% des GAB, 86,4% des comptes bancaires et 70,8% des effectifs.

Le cumul des actifs des banques de taille moyenne représente 11,3% de ceux du système bancaire de l'Union. Cette catégorie regroupe 8,4% des implantations, 10,8% des GAB, 5,6% des comptes de la clientèle et 12,0% des effectifs.

Les établissements de petite taille détiennent 5,4% des actifs, 36,8% des bureaux et agences, 7,7% des GAB et 8,0% des comptes bancaires. Ils emploient 17,2% des effectifs du système bancaire.

Graphique 4 : Répartition des établissements de crédit selon le total de bilan et la catégorie


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.1.2. Analyse de l'activité par groupes bancaires

3.1.1.2.1. Etablissements affiliés à un groupe bancaire

Au 31 décembre 2018, cent-six (106) des cent quarante-trois (143) établissements en activité dans l'Union sont affiliés à vingt-neuf (29) groupes bancaires. Ces entités concentrent 86,8% des actifs

bancaires, 60,9% des guichets, 84,4% des GAB, 83,4% des comptes bancaires de la clientèle, 77,9% des employés et réalisent 96,9% du résultat net global provisoire.

Le nombre de groupes bancaires en activité dans l'UMOA, détenant chacun au moins 2% des actifs du système bancaire, est ressorti à douze (12) au cours de la période, comme en 2017.

Avec soixante-seize (76) unités, ces entités étendent leur influence à l'ensemble des pays de l'Union. Elles concentrent 77,8% du total des bilans et 54,8% des guichets, contrôlent 78,0% des GAB, détiennent 79,5% des comptes bancaires de la clientèle et emploient 68,8% des agents du système bancaire. Ces groupes cumulent 93,4% du résultat net global provisoire du système bancaire.

Tableau 6 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA

Rang	Principaux groupes (part de marché minimum de 2%)	Pays d'origine de la maison-mère	Nombre d'établiss.	Part de marché	Guichets	GAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs	Part du résultat net global provisoire
1	Ecobank	Togo	8	13,2%	6,6%	21,2%	12,6%	9,6%	17,7%
2	Société Générale	France	5	10,1%	4,6%	5,1%	10,5%	9,1%	11,9%
3	Bank Of Africa (BOA)	Maroc	7	9,6%	8,5%	7,8%	17,3%	8,5%	14,8%
4	Atlantic Business International (ABI)	Maroc	9	9,3%	5,9%	4,8%	7,8%	6,6%	9,7%
5	Attijariwafa bank	Maroc	9	7,5%	8,2%	8,9%	8,7%	9,1%	11,0%
6	NSIA Banque	Côte d'Ivoire	5	5,3%	3,7%	5,8%	5,3%	5,6%	2,1%
7	Coris Bank International (CBI)	Burkina	6	5,0%	2,3%	2,9%	3,6%	2,9%	8,0%
8	Oragroup	Togo	8	4,8%	2,9%	4,3%	1,6%	4,0%	4,7%
9	BNP Paribas	France	4	4,0%	2,7%	5,9%	3,7%	4,7%	5,6%
10	United Bank for Africa (UBA)	Nigeria	4	3,6%	1,8%	3,6%	4,7%	2,7%	4,3%
11	Banque de Développement du Mali (BDM)	Mali	4	2,9%	4,6%	3,6%	1,8%	2,2%	3,3%
12	Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce (BSIC)	Libye	7	2,6%	3,1%	4,1%	1,9%	3,8%	0,3%
Total		-	76	77,8%	54,8%	78,0%	79,5%	68,8%	93,4%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Premier au classement des groupes bancaires opérant dans l'UMOA depuis plusieurs années, le groupe Ecobank concentre 13,2% des actifs. Il est présent dans tous les pays de l'Union, détient 6,6% du réseau, 21,2% des GAB, 12,6% des comptes bancaires de la clientèle et emploie 9,6% des effectifs. Cette entité contribue à hauteur de 17,7% à la formation du résultat net global provisoire du système bancaire.

Le groupe Société Générale occupe la deuxième place, avec une part des actifs de 10,1%. Présent dans cinq (5) pays de l'UMOA, il totalise 4,6% des guichets, 5,1% des GAB, 10,5% des comptes bancaires de la clientèle, emploie 9,1% des salariés et totalise 11,9% du résultat net global provisoire.

Installé dans sept (7) pays de l'Union, le groupe Bank Of Africa (BOA) se positionne au troisième rang avec 9,6% du total des bilans. Il concentre 8,5% des guichets, 7,8% des GAB, 17,3% des comptes bancaires de la clientèle, 8,5% des agents et réalise 14,8% du résultat net global provisoire.

Avec 9,3% de part de marché et quatrième au classement des groupes bancaires, le groupe Atlantic Business International (ABI) est présent dans tous les pays de l'Union, avec huit (8) filiales et une (1) succursale. Il détient 5,9% du réseau, 4,8% des GAB, 7,8% des comptes bancaires de la clientèle et emploie 6,6% des salariés. Le groupe concentre 9,7% du résultat net global provisoire du secteur bancaire de l'Union.

A la cinquième place, avec un cumul de 7,5% des actifs, le groupe Attijariwafa bank dispose de six (6) filiales et trois (3) succursales. Il détient 8,2% du réseau, 8,9% des GAB, 8,7% des comptes bancaires de la clientèle et 9,1% des employés. Le groupe cumule 11,0% du résultat net global provisoire.

Le groupe NSIA Banque, avec deux (2) filiales et trois (3) succursales, occupe la sixième place et représente 5,3% du total des bilans de l'Union, 3,7% des guichets, 5,8% des GAB, 5,3% des comptes bancaires de la clientèle et 5,6% des salariés. Sa contribution au résultat provisoire d'ensemble est de 2,1%.

Septième au classement des groupes bancaires, avec six (6) entités⁷, le groupe Coris Bank International (CBI) cumule 5,0% des bilans de l'Union, détient 2,3% des guichets de l'UMOA, 2,9% des GAB, 3,6% des comptes bancaires de la clientèle et emploie 2,9% des salariés. Il concentre 8,0% du résultat net global provisoire du secteur bancaire.

Avec huit (8) établissements, Oragroup apparaît au huitième rang et possède 4,8% des actifs bancaires, 2,9% du réseau, 4,3% des GAB et 1,6% des comptes bancaires de la clientèle. Il emploie 4,0% des salariés et réalise 4,7% du résultat net global provisoire.

La part de marché du groupe BNP Paribas ressort à 4,0% à fin décembre 2018. Neuvième au classement avec quatre (4) filiales, le groupe détient 2,7% des guichets, 5,9% des GAB, 3,7% des comptes bancaires de la clientèle, 4,7% des employés et 5,6% du résultat net global provisoire du secteur bancaire de l'Union.

United Bank for Africa (UBA), avec sa dixième place, concentre 3,6% du total des actifs de l'Union, couvre 1,8% du réseau, 3,6% des GAB, 4,7% des comptes bancaires de la clientèle et 2,7% de l'effectif total des employés du secteur. Il réalise 4,3% du résultat net global provisoire.

Avec quatre (4) entités, le groupe Banque de Développement du Mali (BDM) contribue pour 2,9% du total des actifs, 4,6% du réseau, 3,6% des GAB, 1,8% des comptes bancaires de la clientèle, 2,2% des salariés et 3,3% du résultat net global provisoire. Il occupe le onzième rang au classement des groupes bancaires en activité dans l'UMOA.

Le groupe Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce (BSIC), ferme la liste des groupes détenant chacun au moins 2% des actifs du système bancaire, avec sept (7) unités. Il cumule 2,6% des actifs bancaires de l'Union et dispose de 3,1% des guichets, 4,1% des GAB, 1,9% des comptes bancaires de la clientèle, 3,8% des salariés et 0,3% du résultat net global provisoire.

Dix-sept (17) autres groupes de moindre envergure, détenant moins de 2% des actifs chacun, font également partie du paysage bancaire. Il s'agit, par ordre d'importance, de :

- BGFIBANK (3 établissements, avec 1,9% de part de marché) ;
- Bridge Bank Group (1 établissement ; 1,1%) ;
- Tamweel Africa Holding (2 établissements ; 1,1%) ;

⁷ - La succursale de Coris Bank International au Niger n'était pas en activité en 2018.

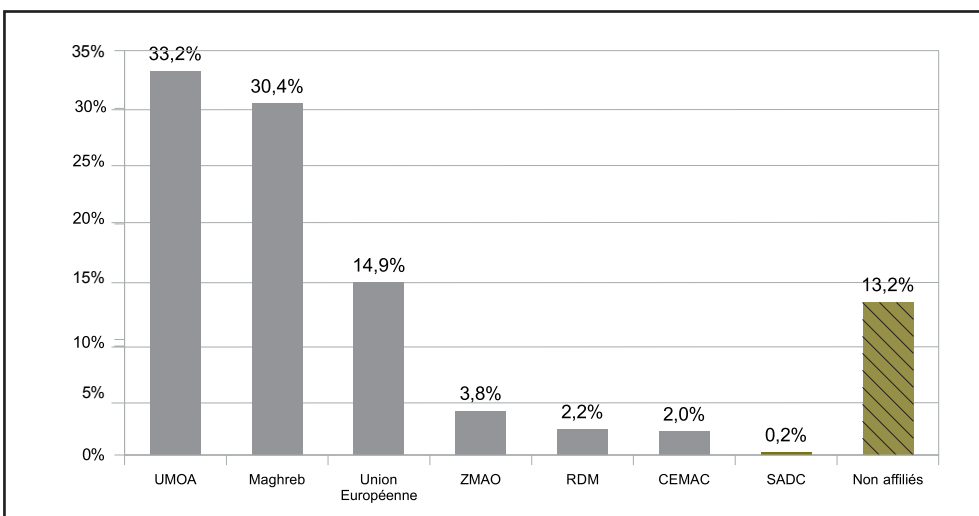
- Libyan Foreign Bank (4 établissements ; 0,9%) ;
- Standard Chartered Bank (1 établissement ; 0,8%) ;
- Banque de Dakar (2 établissements ; 0,7%) ;
- Citigroup (2 établissements ; 0,6%) ;
- Banque pour le Commerce et l'Industrie (2 établissements ; 0,4%) ;
- Afriland First Group (2 établissements ; 0,3%) ;
- TLG Finance (4 établissements ; 0,2%) ;
- SUNU (1 établissement ; 0,2%) ;
- Crédit Libanais (1 établissement ; 0,2%) ;
- Guaranty Trust Bank (1 établissement ; 0,2%) ;
- Atlantic International (1 établissement ; 0,2%) ;
- Standard Bank (1 établissement ; 0,1%) ;
- First Bank of Nigeria (1 établissement ; 0,1%) ;
- African Guaranteed Fund (1 établissement ; 0,1%).

Ensemble, ces dix-sept (17) groupes contrôlent trente (30) établissements de crédit de l'Union, totalisent 9,1% des actifs, détiennent 6,1% des implantations, 6,5% des GAB, 3,9% des comptes bancaires de la clientèle et emploient 9,1% des effectifs. Leur contribution au résultat net global du système bancaire de l'Union ressort à 3,5% au 31 décembre 2018.

3.1.1.2.2. Groupes bancaires par zone géographique

Les vingt-neuf (29) groupes bancaires, en activité dans l'UMOA au 31 décembre 2018, proviennent de l'UMOA, du Maghreb, de l'Union Européenne, de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC), de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) et du reste du monde (RDM).

Graphique 5 : Part de marché des groupes bancaires par zone géographique d'origine



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les groupes bancaires de l'UMOA⁸, à savoir les banques dont les maisons-mères sont installées dans l'Union, sont au nombre de huit (8). Ces entités, qui totalisent 33,2% de part de marché, détiennent trente-cinq (35) unités bancaires, représentant 22,1% des agences et 38,8% des GAB, emploient 26,4% des effectifs, concentrent 26,4% des comptes bancaires de la clientèle et 32,0% des dépôts. Elles portent 29,6% des crédits à la clientèle et réalisent 36,5% du résultat net global provisoire.

Avec une part des actifs de 30,4%, les sept (7) groupes bancaires du Maghreb⁹ présents dans l'Union disposent de quarante-deux (42) unités bancaires, représentent 27,2% du réseau d'agences, 27,4% des GAB et emploient 30,3% des effectifs. Ils détiennent 36,1% des comptes de la clientèle, 29,4% des dépôts et portent 31,5% des crédits octroyés. A fin décembre 2018, ces institutions contribuent à hauteur de 37,0% à la formation du résultat net global provisoire réalisé par le secteur bancaire. L'activité de ces groupes est dominée par les banques marocaines, avec vingt-cinq (25) établissements de crédit pour trois (3) groupes qui figurent parmi les cinq (5) premiers. Ces institutions concentrent 26,3% de part de marché, 26,1% des dépôts, 27,2% des crédits octroyés à la clientèle et 35,5% du résultat net global provisoire. Elles représentent 22,5% des implantations, 21,5% des GAB, 33,8% des comptes bancaires et 24,2% des effectifs.

Les trois (3) groupes bancaires européens¹⁰, avec dix (10) filiales, représentent 14,9% des actifs, 7,3% du réseau d'agences, 11,2% des GAB et 14,3% des effectifs. Ils mobilisent 17,2% des dépôts et sont à l'origine de 18,0% des crédits accordés à la clientèle. Ces entités ont dégagé 17,7% du résultat net provisoire du secteur bancaire. Leurs activités sont dominées par les deux (2) banques françaises qui totalisent 14,1% de part de marché, 16,4% des dépôts, 17,2% des crédits octroyés à la clientèle et 17,5% du résultat net global provisoire de l'Union.

Avec une part de marché de 3,8%, les groupes bancaires de la ZMAO¹¹, au nombre de trois (3), proviennent exclusivement du Nigeria. Leurs six (6) unités bancaires en activité détiennent 2,0% du réseau d'agences, 3,9% des GAB, 5,4% des comptes bancaires et 3,4% des effectifs du personnel. Elles mobilisent 3,9% des dépôts et octroient 2,3% des crédits à la clientèle dans l'Union. L'apport au résultat net global du système bancaire est estimé à 4,5%.

Les deux (2) groupes bancaires de la CEMAC¹², avec quatre (4) entités bancaires qui détiennent 0,5% du réseau d'agences, 0,8% des GAB, 0,1% des comptes bancaires et 1,3% des effectifs du personnel, mobilisent 1,9% des dépôts et sont à l'origine de 2,6% des crédits à la clientèle. Leurs actifs représentent 2,0% du total des bilans de l'Union. Le résultat net global provisoire de ces groupes est ressorti déficitaire.

Les deux (2) groupes bancaires de la SADC¹³, avec deux (2) établissements de crédit qui détiennent 0,1% du réseau d'agences et des effectifs du personnel, sont à l'origine de 0,1% des crédits à la clientèle. Leurs actifs représentent 0,2% du total des bilans de l'Union.

Les groupes bancaires du RDM¹⁴ sont au nombre de quatre (4). Avec 2,2% de parts de marché, ils détiennent sept (7) établissements, 1,8% du réseau d'agences, 2,4% des GAB, 1,1% des comptes bancaires et 2,2% des effectifs. Ces institutions représentent 2,5% des dépôts, 2,6% des crédits à la clientèle. Elles ont contribué à hauteur de 3,1% à la formation du résultat net global provisoire.

8 - Burkina (CBI) - Côte d'Ivoire (Bridge Bank Group, NSIA Banque, SUNU) - Mali (BDM) - Sénégal (Banque de Dakar) - Togo (ECOBANK, ORAGROUP).

9 - Libye (BSIC, Libyan Foreign Bank) - Maroc (ABI, Attijariwafa bank, BOA) - Mauritanie (BCI) - Tunisie (TLG Finance).

10 - France (BNP Paribas, Société Générale) - Royaume Uni (Standard Chartered Bank).

11 - Nigeria (First Bank, GTBank, UBA).

12 - Gabon (BGFIBank) - Congo (Atlantic International).

13 - Afrique du Sud (Standard Bank) - Île Maurice (African Guaranteed Fund, dont le siège opérationnel est au Kenya).

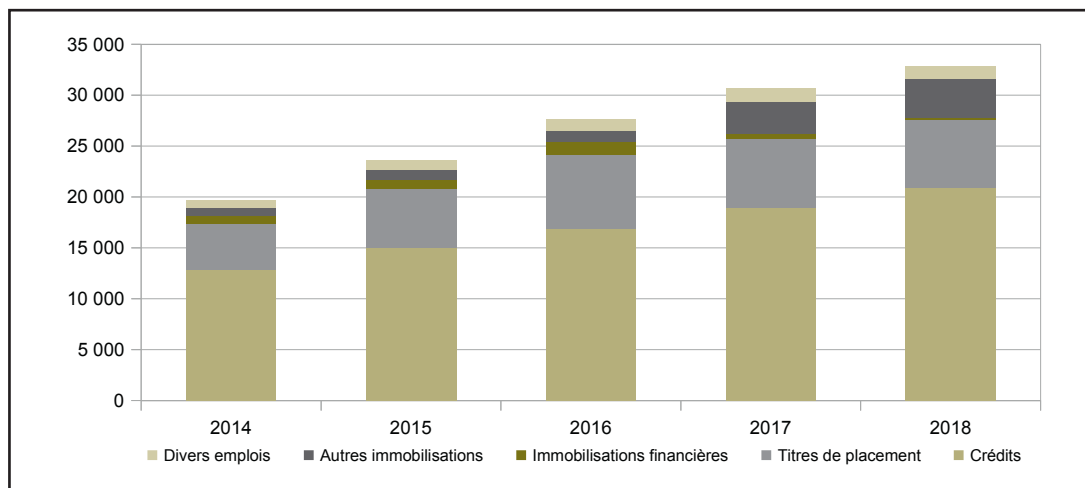
14 - Arabie Saoudite (Tamweel Africa Holding) - Etats-Unis (Citigroup) - Liban (Crédit Libanais) - Suisse (Afriland First Group).

3.1.2. Activités et résultats des établissements de crédit

3.1.2.1. Emplois

Les emplois du système bancaire ont progressé en rythme annuel de 7,3%, pour s'établir à 32 798,1 milliards à fin 2018. Leur structure reste dominée par les crédits à la clientèle à hauteur de 63,7% et les titres de placement pour 20,4%, tandis que les parts des immobilisations financières, des autres immobilisations et de divers emplois se situent respectivement à 0,7%, 11,5% et 3,8%.

Graphique 6 : Evolution des emplois des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 10,8% en ressortant à 20 891,5 milliards à fin 2018. Ils sont composés principalement des crédits à court terme (49,9%), des crédits à moyen terme (40,1%), des crédits à long terme (4,4%), des opérations de location-financement¹⁵ (0,8%) et des créances en souffrance (4,8%).

Les crédits à court terme s'élèvent à 10 435,0 milliards et représentent environ la moitié du total des crédits. Ils sont en accroissement de 10,4% en rythme annuel contre 16,7% à fin 2017.

Les crédits à moyen terme sont ressortis à 8 377,5 milliards, en hausse de 13,5%, en rythme annuel, contre 7,8% un an plus tôt.

Quant aux crédits à long terme, d'un montant de 923,6 milliards, ils ont affiché une progression annuelle de 7,9%, contre 5,5% l'année précédente.

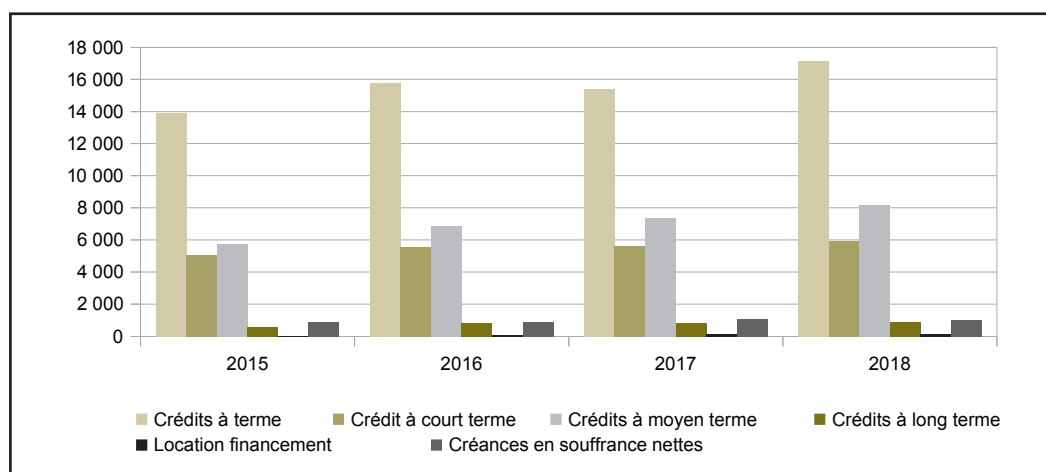
S'agissant des créances en souffrance, elles se sont établies, en termes nettes, à 994,0 milliards, soit un repli, en rythme annuel, de 2,7%, contre une hausse de 12,3% en 2017.

Les opérations de location-financement, pour leur part, ont enregistré une hausse de 7,2%, en rythme annuel, à fin décembre 2018, atteignant 161,5 milliards, contre une baisse de 20,0% un an plus tôt.

¹⁵ - Les opérations de crédit-bail sont qualifiées désormais d'opérations de location-financement.

Graphique 7 : Analyse de la structure des crédits des établissements de crédit

(en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les titres de placement, les immobilisations financières et les divers emplois se sont établis respectivement à 6 675,9 milliards, 228,9 milliards et 1 233,9 milliards à fin 2018, soit des baisses, en rythme annuel, de 59,0 milliards (-0,9%), 318,3 milliards (-58,2%) et 62,9 milliards (-4,8%).

S'agissant des autres immobilisations, elles affichent 3 767,9 milliards, en hausse de 20,4% d'une année à l'autre.

La répartition sectorielle des concours octroyés par les établissements de crédit, au cours de l'exercice 2018, telle que retracée par la Centrale des Risques de la BCEAO, se présente comme suit :

Tableau 7 : Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activité

Secteurs d'activité	2014	2015	2016	2017	2018
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	4%	3%	4%	5%
Industries extractives	2%	2%	2%	2%	2%
Industries manufacturières	18%	19%	17%	16%	16%
Electricité, gaz et eau	4%	3%	4%	6%	6%
Bâtiments et travaux publics	9%	10%	9%	10%	10%
Commerces, restaurants et hôtels	30%	37%	33%	27%	28%
Transports, entrepôts et communications	10%	8%	10%	12%	10%
Assurances, affaires immobilières et services aux entreprises	7%	6%	7%	7%	7%
Services à la collectivité et services sociaux	17%	11%	15%	16%	16%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Source : BCEAO

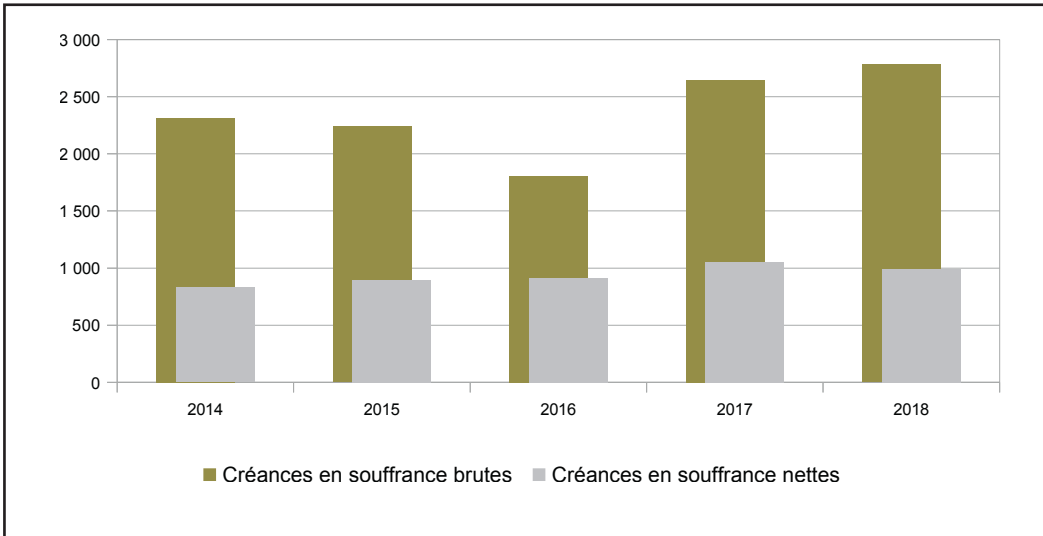
3.1.2.2. Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes a augmenté de 121,3 milliards (+4,6%) pour se fixer à 2 781,6 milliards à l'échelle de l'Union, à fin décembre 2018.

En prenant en compte l'impact des provisions constituées à hauteur de 1 787,6 milliards, en progression de 149,2 milliards (+9,1%), les créances en souffrance nettes du système bancaire ressortent à 994,0 milliards, soit une baisse de 27,8 milliards (-2,7%) à fin décembre 2018.

Graphique 8 : Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes

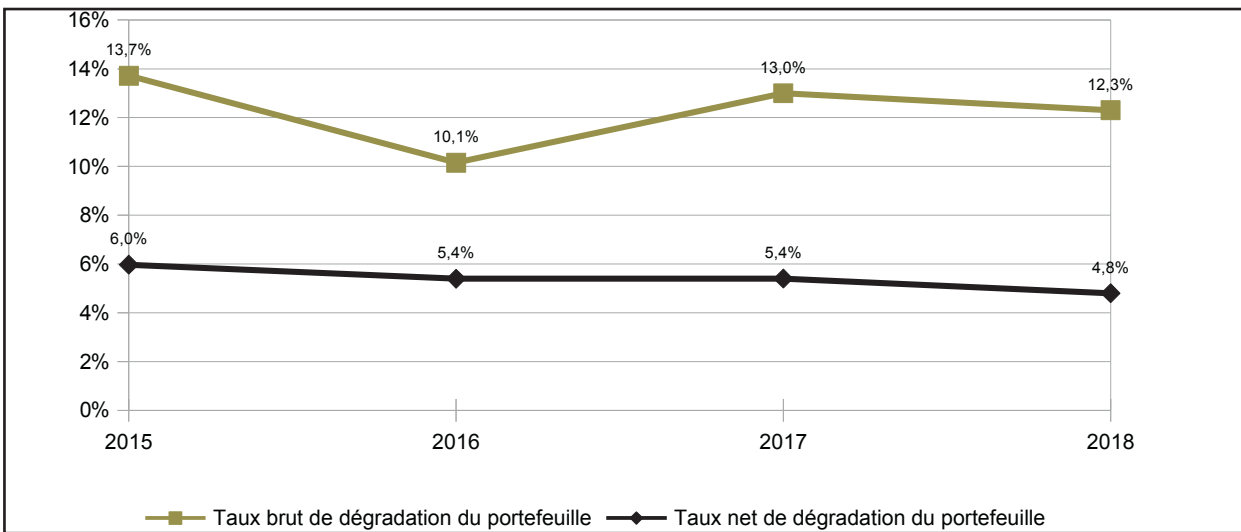
(en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le taux brut de dégradation du portefeuille s'est établi à 12,3% à fin décembre 2018 contre 13,0% en 2017, en amélioration de 0,7 point de pourcentage. Le taux net s'est également replié de 0,6 point de pourcentage, en affichant 4,8% en 2018, contre 5,4% un an plus tôt.

Graphique 9 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédit



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.2.3. Ressources

Les ressources mobilisées par les établissements de crédit de l'Union ont progressé de 10,4%, en glissement annuel, pour s'établir à 29 848,4 milliards à fin 2018. Elles sont composées de dépôts et emprunts (84,2%), de capitaux propres et ressources assimilées (11,0%) et d'autres ressources (4,8%).

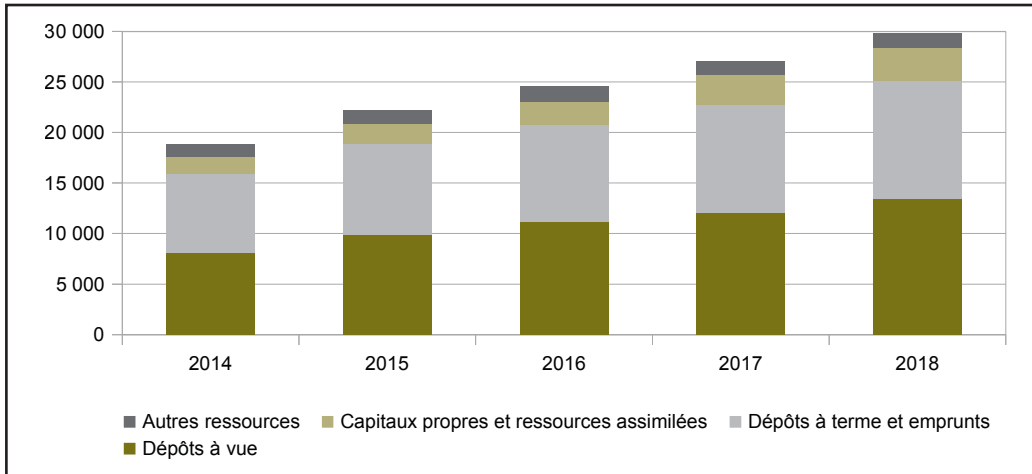
Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse annuelle de 10,4% en ressortant à 25 117,0 milliards à fin 2018. Ils sont constitués, pour l'essentiel, de dépôts à vue (13 459,9 milliards ; 53,6%) et de dépôts à terme (11 657,1 milliards ; 46,4%), qui ont augmenté au cours de la période sous revue, respectivement de 11,2% et 9,6%.

Les capitaux propres et ressources assimilées ont cru de 349,8 milliards (+11,9%), en passant de 2 941,7 milliards en 2017 à 3 291,4 milliards en 2018.

Quant aux autres ressources (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordre et divers, provisions pour risques et charges), elles ont enregistré une hausse de 85,7 milliards (+6,3%), en glissement annuel, pour se fixer à 1 440,0 milliards à fin 2018.

Graphique 10 : Evolution des ressources des établissements de crédit

(en milliards de FCFA)



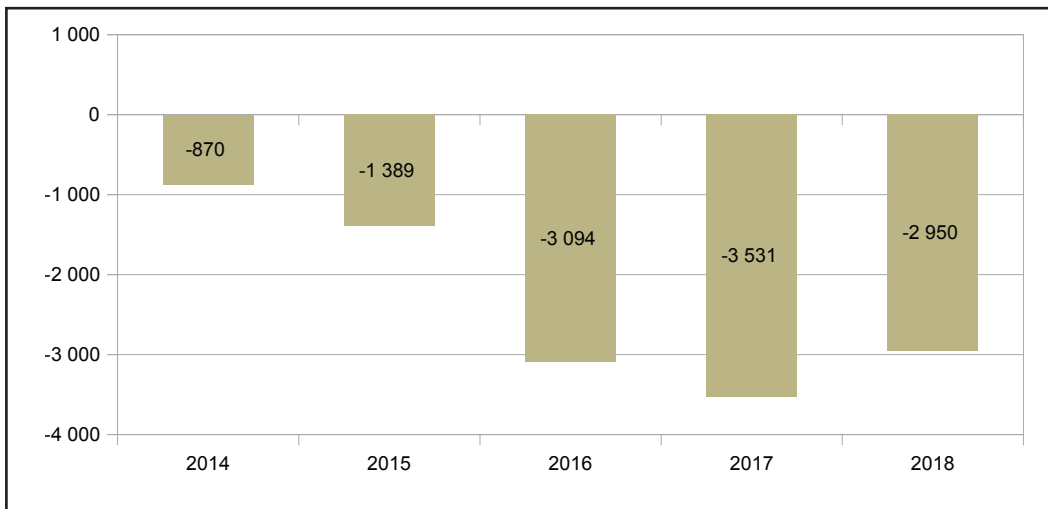
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.2.4. Trésorerie

La trésorerie des établissements de crédit de l'Union, en passant de -3 531,4 milliards au 31 décembre 2017 à -2 949,7 milliards à fin 2018, a enregistré une amélioration de 581,7 milliards (+16,5%).

Graphique 11 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit

(en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.2.5. Résultats

Au 31 décembre 2018, le Produit Net Bancaire (PNB) de l'Union s'est établi à 1 969,1 milliards, en progression de 6,0%, en rythme annuel. Il est principalement composé des revenus nets des opérations avec la clientèle et de ceux relatifs aux opérations sur titres et opérations diverses, qui en représentent respectivement 70,9% et 26,8% contre 69,8% et 27,0% en 2017.

Les produits nets des opérations avec la clientèle ont progressé de 7,9% pour s'établir à 1 396,3 milliards en 2018.

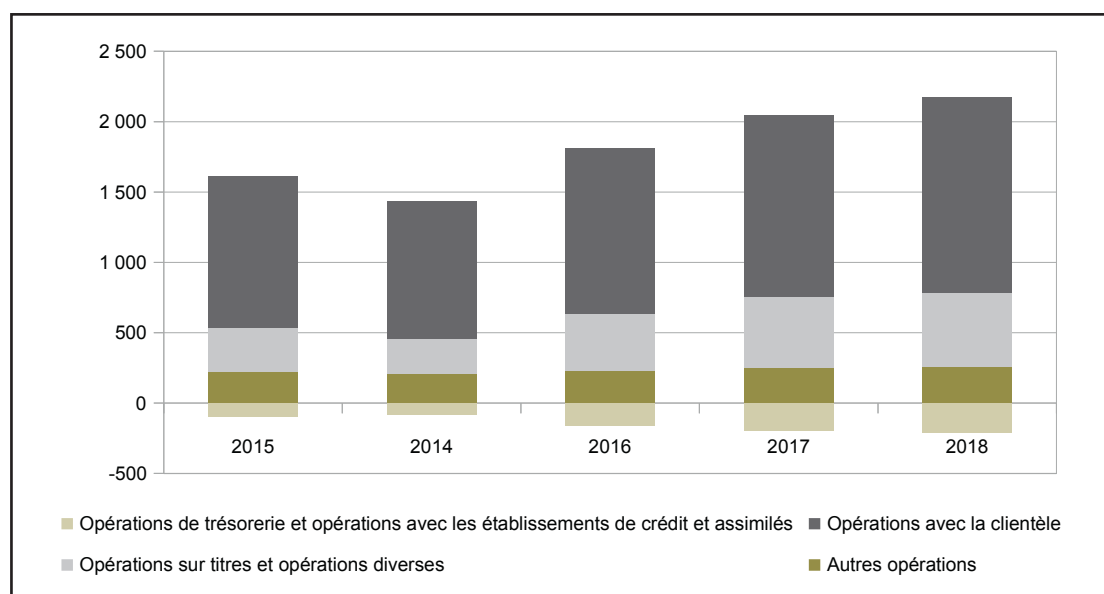
Les produits nets des opérations sur titres et opérations diverses ont augmenté 5,2% pour atteindre 528,0 milliards en 2018.

Quant au résultat des opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés, il est ressorti déficitaire de 211,5 milliards en 2018 après un déficit de 194,2 milliards un an plus tôt. Cette évolution est induite par une augmentation de 1,9 milliard des charges combinée à une baisse des produits de 15,4 milliards.

S'agissant des revenus des autres opérations (change, hors-bilan, prestations de services financiers et divers), ils ont progressé de 2,1 milliards, soit 0,8%, en passant de 254,2 milliards en 2017 à 256,3 milliards en 2018.

Graphique 12 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire

(en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

La croissance du PNB a permis de porter le produit global d'exploitation à 2 042,9 milliards en 2018, contre 1 972,2 milliards un an plus tôt, soit une variation annuelle de 3,6%.

Le résultat brut d'exploitation a baissé de 4,2% en ressortant à 730,2 milliards, en raison principalement d'une progression plus importante des frais généraux (+9,4%) par rapport au PNB (+6,0%).

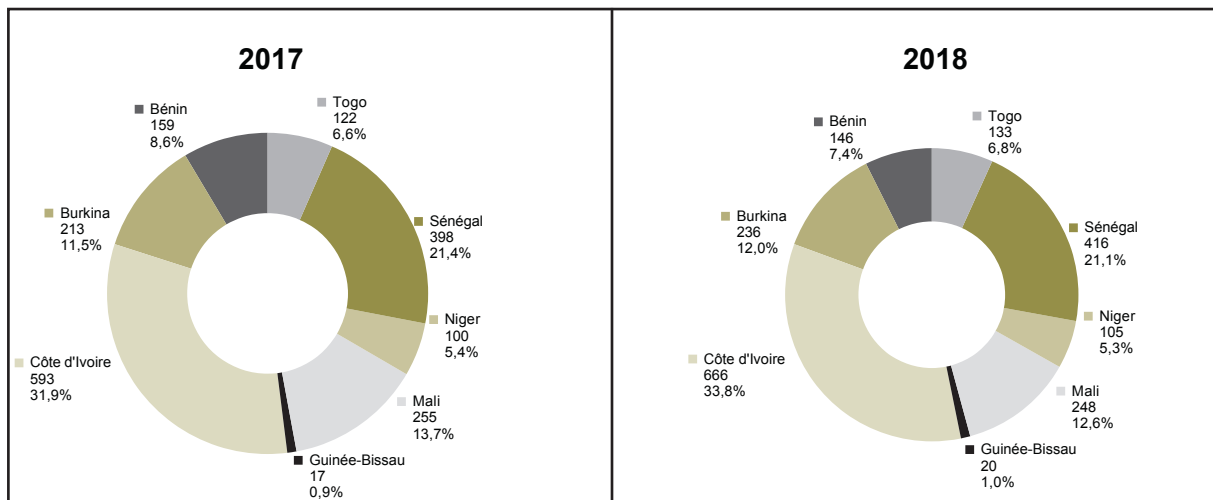
En prenant en compte les dépréciations nettes sur risques et pertes sur créances irrécouvrables chiffrées à 209,4 milliards, le résultat d'exploitation s'est établi à 523,4 milliards à la fin de l'exercice 2018, contre 422,3 milliards un an plus tôt. Les constitutions de provisions, en termes nets, ont

concerné, par ordre d'importance, les établissements de la Côte d'Ivoire (87,2 milliards), du Burkina (33,7 milliards), du Sénégal (26,4 milliards), du Bénin (22,7 milliards), du Mali (20,6 milliards), du Togo (11,9 milliards), du Niger (4,9 milliards) et de la Guinée-Bissau (2,0 milliards).

Le résultat net global provisoire a affiché une croissance de 24,0% en s'établissant à 456,9 milliards à fin 2018, contre 368,5 milliards en 2017. Toutes les places bancaires ont contribué à cette orientation favorable. Les bénéficiaires se répartissent comme suit, par ordre d'importance : Côte d'Ivoire (154,4 milliards), Sénégal (113,0 milliards), Mali (67,8 milliards), Burkina (67,7 milliards), Niger (27,8 milliards), Togo (19,7 milliards), Bénin (4,4 milliards) et Guinée-Bissau (2,1 milliards).

Graphique 13 : Produit Net Bancaire par place bancaire en 2017 et 2018

(en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.2.6. Principaux ratios d'exploitation

Mesurant le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux, le coefficient net d'exploitation a augmenté de 1,5 point de pourcentage, en glissement annuel, en passant de 65,9% en 2017 à 67,4% un an plus tard.

Le taux de marge nette, qui indique la rentabilité d'un établissement de crédit sur l'exercice en rapportant son résultat net au produit net bancaire, a progressé de 3,4 points de pourcentage, d'une année à l'autre, pour se fixer à 23,2% au 31 décembre 2018, contre 19,8% un an plus tôt.

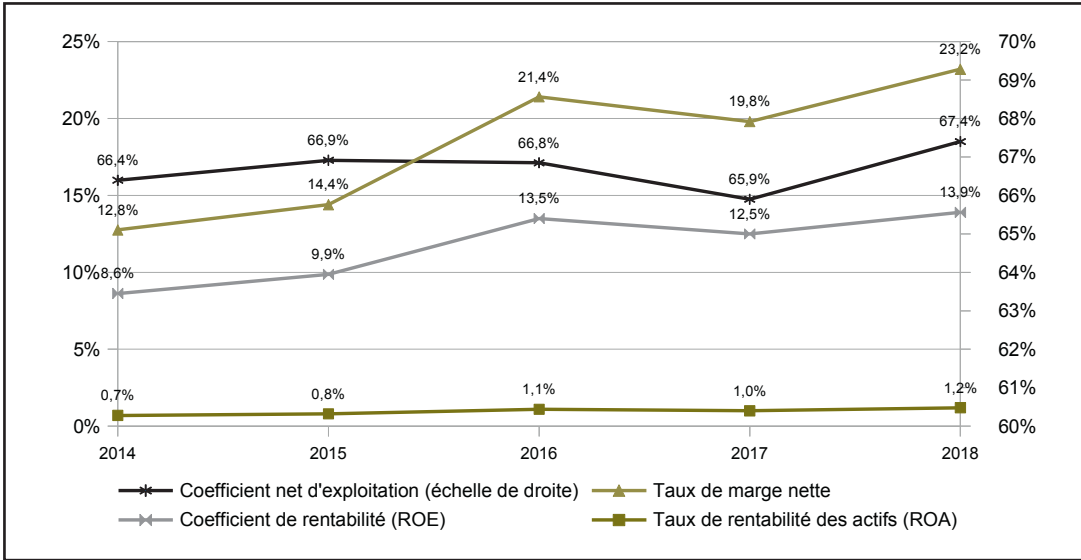
S'agissant du coefficient de rentabilité (ROE)¹⁶, qui mesure le rendement des fonds propres par rapport au résultat net, il a augmenté de 1,4 point de pourcentage en ressortant à 13,9% à fin 2018, contre 12,5% en 2017.

Quant au taux de rentabilité des actifs (ROA)¹⁷, qui mesure le rapport entre le résultat net et le total des actifs, il a progressé de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 1,2% au terme de l'exercice sous revue, contre 1,0% l'exercice précédent.

16 - Return on Equity (ROE) représente la rentabilité des capitaux propres.

17 - Return on Assets (ROA) représente la rentabilité des actifs.

Graphique 14 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Tableau 8 : Situation résumée de l'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit

(Montants en millions de FCFA)

RUBRIQUES	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018 (*)	Variation (2018/2017)
EMPLOIS NETS (1+2)	27 607 109	30 570 260	32 798 107	7,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	16 861 578	18 863 071	20 891 496	10,8%
a) Crédits à court terme	8 102 079	9 451 658	10 434 950	10,4%
b) Crédits à moyen terme	6 850 172	7 383 125	8 377 488	13,5%
c) Crédits à long terme	811 431	855 812	923 593	7,9%
d) Opérations de crédit-bail	188 317	150 647	161 467	7,2%
e) Crédits en souffrance	909 579	1 021 830	993 998	-2,7%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	10 745 531	11 707 189	11 906 611	1,7%
a) Titres de placement	7 339 493	6 734 871	6 675 875	-0,9%
b) Immobilisations financières	1 213 587	547 259	228 919	-58,2%
c) Autres immobilisations	1 092 409	3 128 225	3 767 874	20,4%
d) Divers	1 100 042	1 296 835	1 233 943	-4,8%
RESSOURCES (1+2+3)	24 513 256	27 038 866	29 848 378	10,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	20 753 084	22 742 890	25 116 980	10,4%
a) A vue	11 131 855	12 108 485	13 459 879	11,2%
b) A terme	9 621 229	10 634 406	11 657 101	9,6%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	2 240 197	2 941 684	3 291 435	11,9%
a) Capital, dotations & réserves	1 933 622	2 703 139	3 041 597	12,5%
b) Autres	306 575	238 544	249 838	4,7%
3. AUTRES RESSOURCES	1 519 975	1 354 293	1 439 963	6,3%
TRESORERIE : RESSOURCES - EMPLOIS	-3 093 853	-3 531 394	-2 949 729	-16,5%
EVOLUTION DES RESULTATS				
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-163 051	-194 152	-211 450	8,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 173 775	1 295 369	1 396 270	7,8%
OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	407 724	501 718	528 000	5,2%
CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES	23 137			
OPERATIONS DIVERSES	211 507	254 179	256 255	0,8%
DEDUCTION DES INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	-3 529			
1. PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER	1 649 563	1 857 114	1 969 075	6,0%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	92 416	115 098	73 780	-35,9%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	1 741 979	1 972 213	2 042 855	3,6%
FRAIS GENERAUX	-971 799	-1 089 913	-1 192 171	9,4%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	-129 153	-119 761	-120 497	0,6%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	641 027	762 539	730 188	-4,2%
DEPRECIATIONS NETTES SUR RISQUES ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	-178 305	-344 146	-209 411	-39,2%
REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	3 529	3 951	2 611	-33,9%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	466 251	422 345	523 388	23,9%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-52 929	27 024	10 457	-61,3%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	-65 612	-80 873	-76 954	-4,8%
5. RESULTAT	347 710	368 496	456 891	24,0%

(*) Données provisoires

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	Ecart (2018/2017)
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	13,0%	12,3%	-0,7
<i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>			
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	5,4%	4,8%	-0,6
<i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>			
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	61,6%	64,3%	2,7
<i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>			
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES DOUTEUX & LITIGIEUX	70,1%	69,1%	-1,0
<i>Provisions constituées / Créances douteuses et litigieuses brutes</i>			
MARGE GLOBALE	5,4%	5,2%	-0,2
<i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>			
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	65,9%	67,4%	1,5
<i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>			
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT	44,9%	28,6%	-16,3
<i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>			
TAUX DE MARGE NETTE	19,8%	23,2%	3,4
<i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>			
COEFFICIENT DE RENTABILITE	12,5%	13,9%	1,4
<i>Résultat net / Fonds propres</i>			
RENTABILITE DES ACTIFS	1,0%	1,2%	0,2
<i>Résultat net / Total des actifs</i>			

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

ENCADRE N°3 : LES CONDITIONS DE BANQUE

Les conditions de banque sont définies comme l'ensemble des pratiques tarifaires des établissements de crédit. Elles portent sur les conditions débitrices et créditrices appliquées à la clientèle.

Dans l'UMOA, la Loi uniforme portant réglementation bancaire dispose, en son article 56 alinéa 2, que : « La Banque Centrale est habilitée à prendre toutes dispositions concernant les instruments et les règles de la politique du crédit applicables aux établissements de crédit, notamment la constitution de réserves obligatoires déposées auprès de la Banque Centrale ainsi que les taux et conditions des opérations effectuées par les établissements de crédit avec leur clientèle. Elle peut instituer des dispositions particulières en faveur de certains établissements à statut spécial, notamment les établissements ne recourant pas à l'usage du taux d'intérêt et pratiquant le système de partage des profits et des pertes ».

Ainsi, plusieurs dispositions réglementaires régissant les conditions de banque dans l'UMOA ont été édictées par la BCEAO. Elles exigent, notamment la transparence des pratiques tarifaires des établissements de crédit. Pour cela, les établissements de crédit ont l'obligation d'afficher dans leurs locaux et de diffuser dans les journaux leurs conditions de banque. De même, les établissements de crédit sont soumis à des exigences de déclarations périodiques d'informations tarifaires aux Autorités monétaires et de contrôle, aux associations des consommateurs, aux observatoires de services bancaires et financiers ainsi qu'à tout autre organisme similaire.

La BCEAO suit l'évolution des conditions de banque et en rend compte dans les notes mensuelle et trimestrielle de conjoncture ainsi que dans un rapport annuel spécifique.

Quant à la Commission Bancaire de l'UMOA, elle contrôle les pratiques tarifaires des établissements. A cet égard, outre les contrôles sur pièces en la matière, les conditions de banque sont vérifiées dans le cadre du contrôle sur place. Les manquements relevés portent sur :

- le dépassement du taux de l'usure ;
- la non-prise en compte des frais supportés par les clients dans la détermination du taux effectif global ;
- la violation des exigences liées à la rémunération des produits d'épargne réglementés et aux services bancaires offerts à titre gratuit ;
- la non-transmission aux clients des récapitulatifs annuels des frais et commissions prélevées ;
- l'absence de transparence dans la tarification des services bancaires eu égard au non-respect du canevas de présentation des tarifs ainsi que des dispositions réglementaires relatives à la publication et à la diffusion des informations auprès de la clientèle ainsi qu'au reporting à la BCEAO, à la Commission Bancaire et aux associations de consommateurs de services financiers.

Ces infractions font l'objet de sanctions disciplinaires prononcées par la Commission Bancaire.

3.1.3. Paysage des compagnies financières

Les attributions de la Commission Bancaire se sont étendues, en 2017, à la supervision des compagnies financières. Dans ce cadre, l'Autorité de contrôle supranationale a adopté la liste des compagnies financières exerçant dans l'UMOA.

Au 31 décembre 2018, l'Union compte dix (10) compagnies financières contre onze (11) un an plus tôt, répartis dans quatre (4) pays, comme suit :

Tableau 9 : Nombre de compagnies financières

Pays	Total
Bénin	-
Burkina	1
Côte d'Ivoire	5
Guinée-Bissau	-
Mali	-
Niger	-
Sénégal	2
Togo	2
UMOA	10

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.4. Activités et résultats des compagnies financières

A fin 2018, les compagnies financières ont affiché un total du bilan de 27 997,3 milliards, en hausse de 33,8% par rapport à fin 2017, provenant de l'évolution des actifs en Côte d'Ivoire (+58,2%), au Togo (+22,9%), au Burkina (+21,8%) et au Sénégal (+21,2%).

Tableau 10 : Parts de marché des compagnies financières

Pays	Total Bilan		Variation 2018/2017	Part de marché en 2018 (*)
	2017	2018		
Bénin	-	-	-	-
Burkina	1 516,5	1 847,4	21,8%	6,6%
Côte d'Ivoire	6 519,5	10 315,4	58,2%	36,8%
Guinée-Bissau	-	-	-	-
Mali	-	-	-	-
Niger	-	-	-	-
Sénégal	624,3	756,8	21,2%	2,7%
Togo	12 269,0	15 077,6	22,9%	53,9%
UMOA	20 929,2	27 997,3	33,8%	100%

(*) En termes de total de bilan

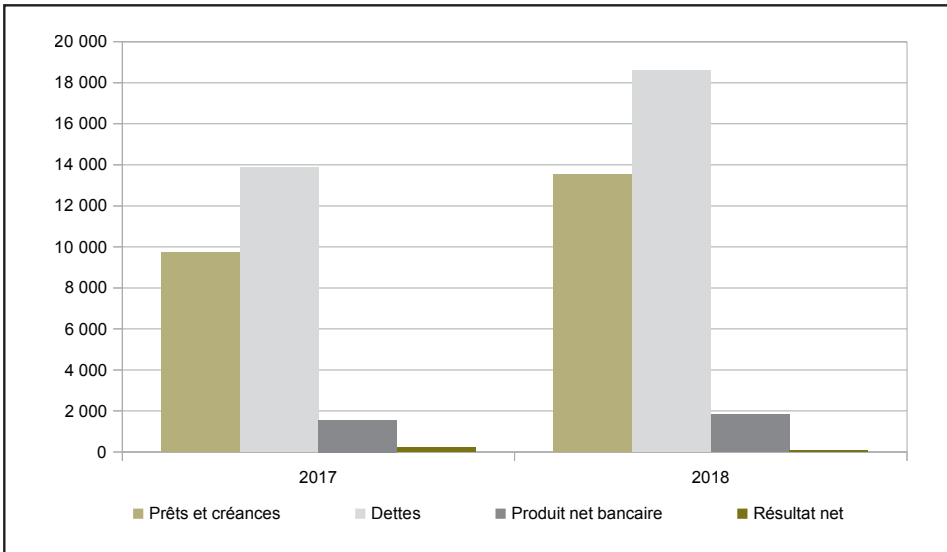
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les prêts et créances à la clientèle ont progressé, en variation annuelle, de 39,5%, pour s'établir à 13 545,2 milliards à fin 2018. Les dettes à l'égard de la clientèle ont, quant à elles, augmenté de 33,8% pour atteindre 18 581,6 milliards au 31 décembre 2018.

Le produit net bancaire est ressorti à 1 827,2 milliards, contre 1 551,9 milliards un an plus tôt, en hausse de 17,7%, tandis que le résultat net a baissé de 63,8% en affichant 84,1 milliards, contre 232,0 milliards en 2017.

Le résultat net part groupe a enregistré, quant à lui, un repli de 12,1 milliards, contre un bénéfice de 159,3 milliards un an plus tôt.

Graphique 15 : Activités et résultats des compagnies financières (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE

3.2.1. Paysage des systèmes financiers décentralisés

L'activité de microfinance est régie par la Loi uniforme portant réglementation des systèmes financiers décentralisés (SFD) et ses textes d'application.

Selon les dispositions de l'article 44 de cette loi et celles de l'Instruction n°007-06-2010 de la BCEAO relative aux modalités de contrôle et de sanction par la Banque Centrale et la Commission Bancaire, l'Institut d'émission et l'organe communautaire de supervision bancaire procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout système financier décentralisé, dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux (2) milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux (2) exercices consécutifs. Les autres SFD n'ayant pas atteint ce seuil d'activité relèvent du périmètre de supervision des Ministères des Finances.

Sur la base des données comptables reçues au titre des deux (2) derniers exercices, à savoir 2016 et 2017, le nombre de SFD relevant de l'article 44 a augmenté de douze (12) unités pour s'établir à cent cinquante-huit (158) institutions.

Le paysage des SFD de cette catégorie est composé de soixante-dix (70) faïtières ou caisses unitaires et quatre-vingt-huit (88) caisses de base affiliées.

La répartition par pays se présente comme suit :

Tableau 11 : Nombre de SFD agréés relevant de l'article 44

Pays	Faïtières ou caisses unitaires	Caisses de base affiliées	Total
Bénin	11	8	19
Burkina	12	17	29
Côte d'Ivoire	11	10	21
Guinée-Bissau	-	-	-
Mali	9	4	13
Niger	5	-	5
Sénégal	10	38	48
Togo	12	11	23
UMOA	70	88	158

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2. Activités et résultats des SFD article 44

Les données financières et statistiques analysées concernent cent quarante-huit (148) SFD, dont les états financiers ont été reçus, soit 93,7% des institutions relevant de l'article 44.

Tableau 12 : Parts de marché des SFD relevant de l'article 44

Pays	SFD			Total bilan (milliards de FCFA)	Parts de marché (*)
	Faîtières et caisses unitaires	Caisses de base affiliées	Total		
Bénin	11	8	19	167	8,5%
Burkina	10	17	27	324,3	16,4%
Côte d'Ivoire	11	10	21	373,6	18,9%
Guinée-Bissau	-	-	-	-	-
Mali	7	4	11	144,5	7,3%
Niger	4	-	4	13,5	0,7%
Sénégal	10	36	46	751,8	38,1%
Togo	12	8	20	199,4	10,1%
UMOA	65	83	148	1974,4	100%

(*) Par rapport au total de bilan des SFD relevant de l'article 44

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

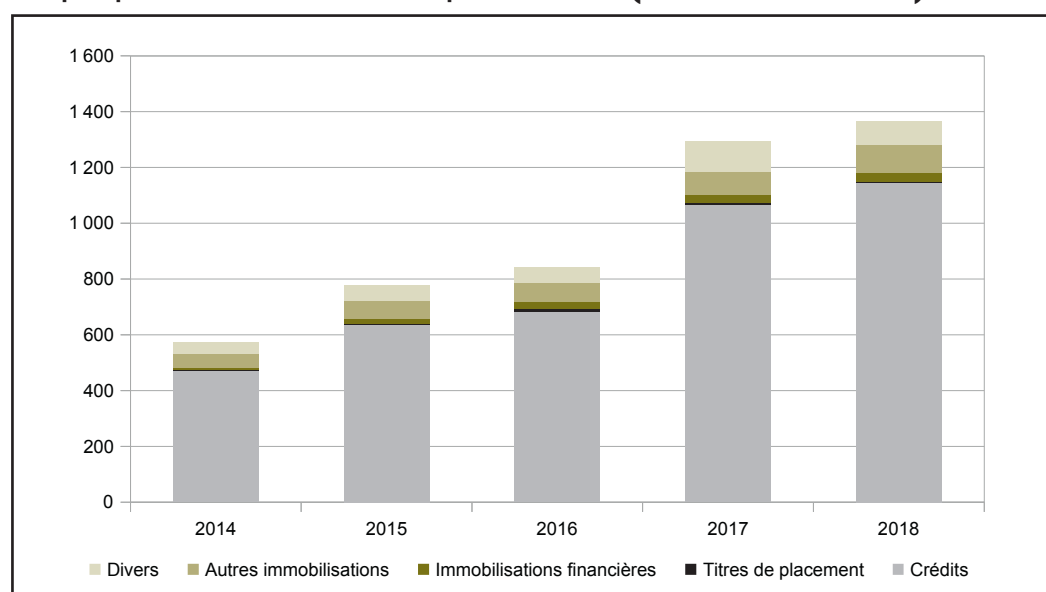
A fin 2018, ces établissements ont affiché un total de bilan de 1 974,4 milliards, en augmentation de 6,1% par rapport à fin 2017, liée à l'évolution des actifs en Côte d'Ivoire (+10,5%), au Sénégal (+10,3%), au Niger (+8,6%), au Mali (+7,7%), au Burkina (+6,6%) et au Togo (+4,5%). Les actifs des SFD relevant de l'article 44 au Bénin ont, quant à eux, baissé de 16,2%.

3.2.2.1. Emplois

Les emplois des SFD ont progressé, en variation annuelle, de 5,5%, pour s'établir à 1 368,1 milliards à fin 2018. Leur structure reste dominée par les crédits à la clientèle (83,7% en 2018 contre 82,3% en 2017).

Les immobilisations financières représentent 2,2% des emplois en 2018 contre 2,0% un an plus tôt. Quant aux autres emplois (titres de placement, autres immobilisations, divers), leur part ressort à 14,0%, contre 15,7% en 2017.

Graphique 16 : Evolution des emplois des SFD (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 7,3%, en rythme annuel, pour s'établir à 1 145,4 milliards à fin 2018. Ils sont composés des crédits à court terme, des crédits à moyen terme, des crédits à long terme, des créances en souffrance et des opérations de crédit-bail.

Les crédits à court terme s'élèvent à 492,9 milliards et représentent 43,0% du total des crédits. Ils ont enregistré un accroissement annuel de 4,1%.

Les crédits à moyen terme se chiffrent à 412,9 milliards à fin 2018. Représentant 36,0% du total des crédits, ils ont affiché une progression annuelle de 9,9% par rapport à l'exercice précédent.

Représentant 17,9% de l'ensemble des crédits, les crédits à long terme sont évalués à 204,9 milliards à fin 2018. Ils ont augmenté de 9,2% en rythme annuel.

Les créances en souffrance, en termes nets, se sont établies, à 34,7 milliards, enregistrant ainsi une variation annuelle, de 14,6%.

Les opérations de crédit-bail, ont enregistré une baisse de 48,3% à fin décembre 2018, en s'établissant à 75 millions, contre 145 millions un an plus tôt.

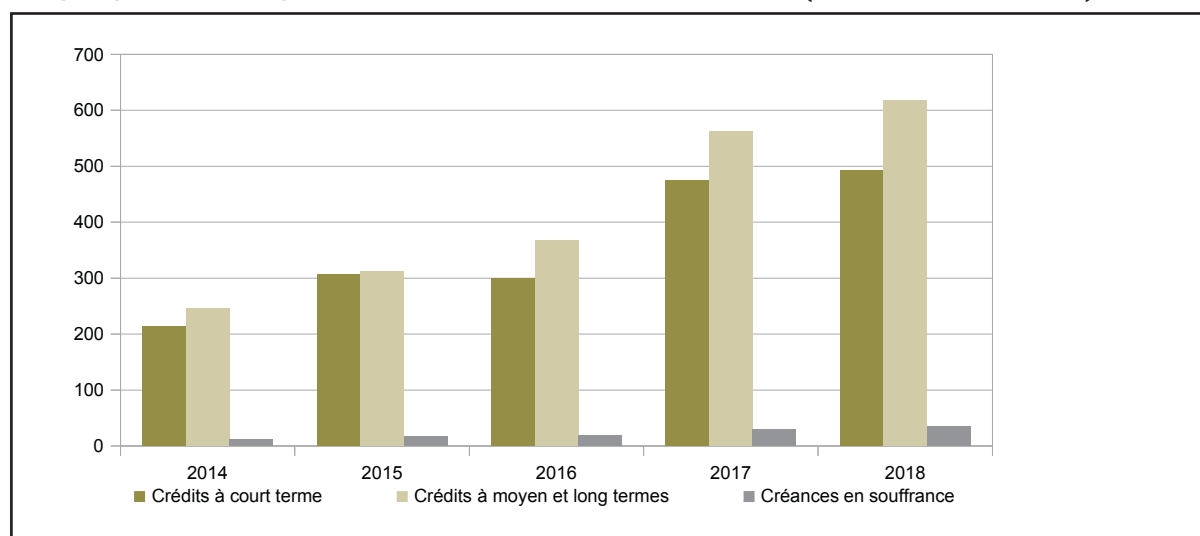
Les titres de placement ont été comptabilisés à 4,7 milliards à fin 2018, en baisse de 30,3% par rapport à l'exercice précédent.

Les immobilisations financières se sont inscrites à 30,7 milliards, en hausse de 19,6% d'une année à l'autre.

Les autres immobilisations ont progressé de 17,0%, en glissement annuel, pour se situer à 101,0 milliards en 2018.

Quant aux divers emplois (créances rattachées, comptes de stocks, débiteurs divers, comptes d'ordre et divers, etc.), leur niveau a atteint 86,3 milliards en 2018, en repli de 21,9% par rapport à 2017.

Graphique 17 : Analyse de la structure des crédits des SFD (en milliards de FCFA)



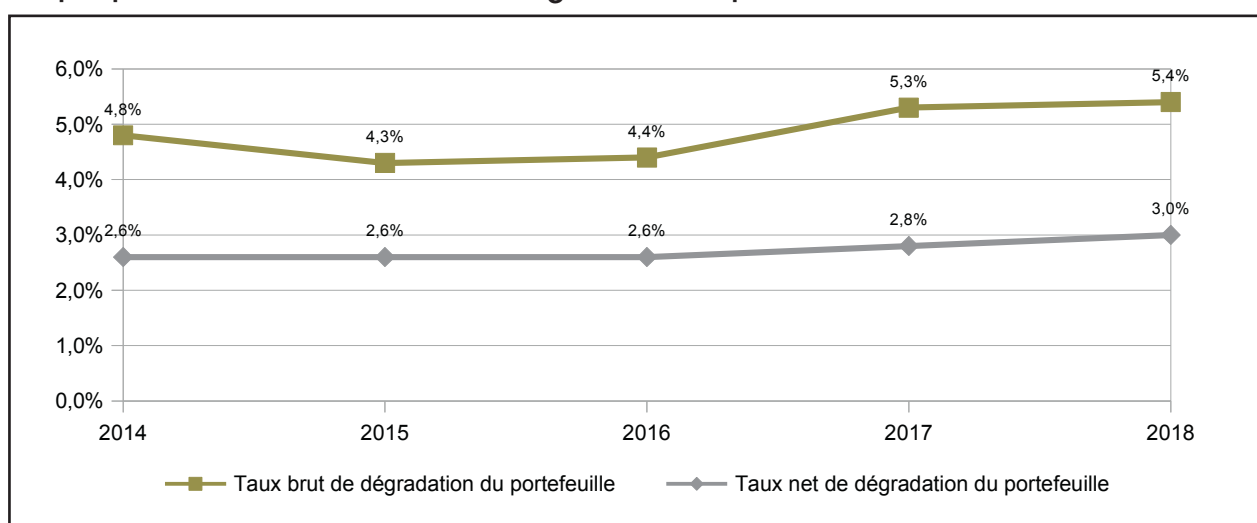
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2.2. Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes des SFD relevant de l'article 44 a augmenté de 8,3%, en variation annuelle, pour se fixer à 63,0 milliards à l'échelle de l'Union à fin 2018. En prenant en compte l'impact des provisions constituées, d'un montant de 28,3 milliards, les créances en souffrance nettes s'élèvent à 34,7 milliards en 2018 contre 30,3 milliards un an plus tôt. Le taux de provisionnement des créances en souffrance ressort ainsi à 44,9%, contre 47,9% au terme de l'exercice 2017.

En conséquence, les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont établis, respectivement à 5,4% et 3,0% à fin 2018, en hausse de 0,1 et 0,2 point de pourcentage par rapport à 2017.

Graphique 18 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

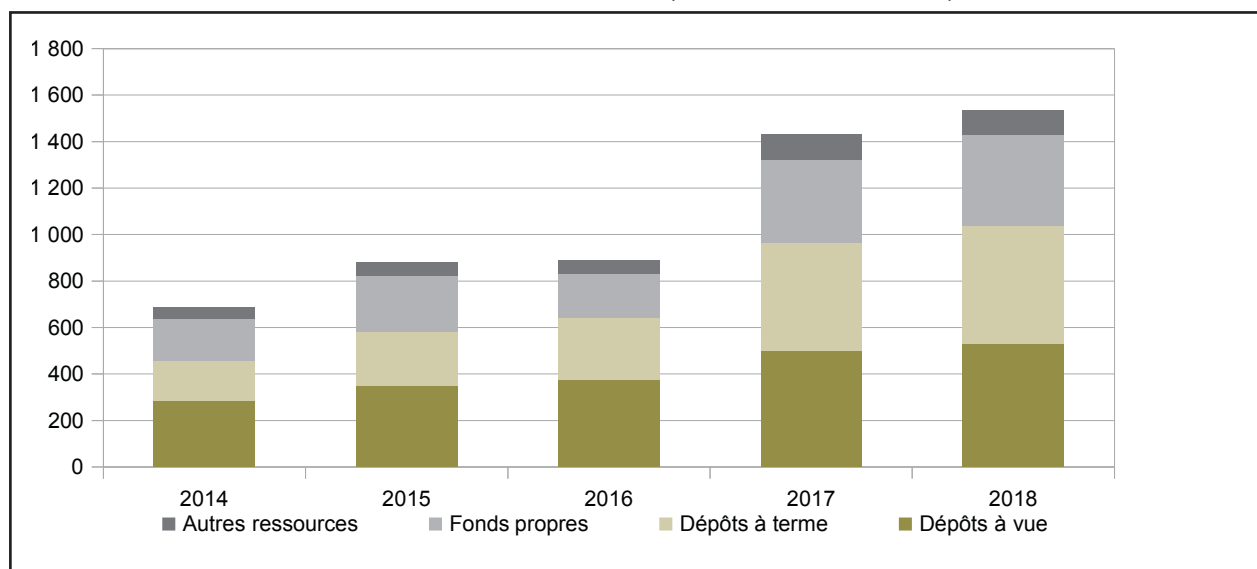
3.2.2.3. Ressources

Les ressources mobilisées par les SFD relevant de l'article 44 ont progressé de 6,3%, en glissement annuel, pour atteindre 1 519,2 milliards au 31 décembre 2018. Elles sont composées des dépôts et emprunts (68,3%), des fonds propres nets (26,0%) et des autres ressources (5,7%).

Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse, en rythme annuel, de 7,5% à fin 2018, pour ressortir à 1 037,7 milliards. Ils sont constitués, pour l'essentiel, des dépôts à vue et à terme, dans des proportions respectives de 51,1% et 48,9%.

Les fonds propres nets des SFD relevant de l'article 44 ont progressé de 10,9% pour s'établir à 394,6 milliards, contre 355,8 milliards à fin 2017.

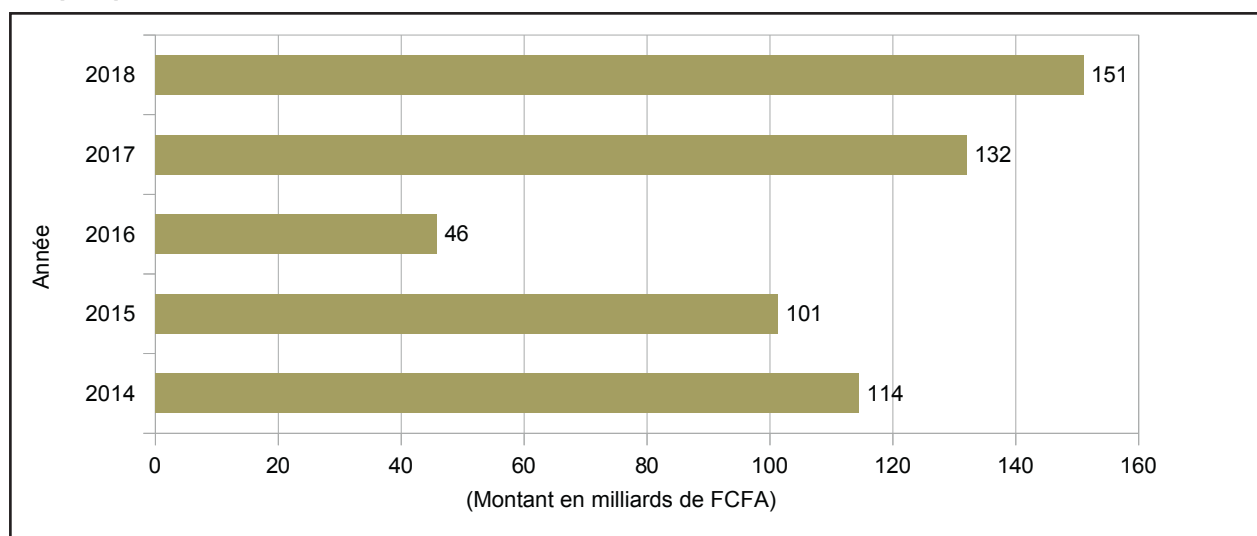
Quant aux autres ressources (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordre et divers, provisions pour risques et charges), elles ont baissé de 19,1%, pour se fixer à 87,0 milliards à fin décembre 2018.

Graphique 19 : Evolution des ressources des SFD (en milliards de FCFA)


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2.4. Trésorerie

La trésorerie des SFD relevant de l'article 44 a affiché un excédent de 151,2 milliards à fin 2018 contre 132,3 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 14,3%. Cette tendance résulte d'une progression des ressources (+6,3%) plus importante que celle des emplois (+5,5%).

Graphique 20 : Evolution de la trésorerie des SFD relevant de l'article 44


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2.5. Résultats

Au 31 décembre 2018, le Produit Net Financier (PNF) des SFD relevant de l'article 44 s'est établi à 213,3 milliards, en progression de 10,2%, en rythme annuel.

Graphique 21 : Produit Net Financier des SFD par place bancaire en 2017 et 2018


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

La croissance du PNF a permis de porter le produit global d'exploitation à 227,9 milliards en 2018, contre 209,1 milliards un an plus tôt, soit une croissance annuelle de 9,0%.

Le résultat brut d'exploitation a augmenté de 13,7% en ressortant à 58,8 milliards, en liaison principalement avec la progression plus importante du PNF (+10,2%) par rapport aux frais généraux (+9,4%).

En prenant en compte les provisions nettes sur risque chiffrées à 43,9 milliards, le résultat d'exploitation s'est établi à 15,0 milliards à la fin de l'exercice 2018, contre 13,3 milliards un an plus tôt.

Quant au résultat net global provisoire, il a affiché un repli de 8,2% en ressortant à 17,9 milliards, contre 19,5 milliards, à titre définitif, au terme de l'exercice 2017.

Les bénéfices se répartissent, par ordre d'importance, entre le Sénégal (14,4 milliards), le Burkina (5,0 milliards), le Bénin (2,7 milliards) et le Togo (1,4 milliard). En revanche, des déficits ont été enregistrés en Côte d'Ivoire (-5,0 milliards), au Mali (-472 millions) et au Niger (-8 millions).

3.2.2.6. Principaux ratios financiers

La marge bénéficiaire a affiché une progression de 0,2 point de pourcentage entre 2017 et 2018, en passant de 5,1% à 5,3%. Cet indicateur mesure la part du résultat d'exploitation dégagée sur le montant total des produits d'exploitation.

La rentabilité des fonds propres ressort à 3,8% en 2018 contre 3,6% à fin 2017. Elle rapporte le résultat d'exploitation hors subvention aux fonds propres moyens sur la période.

Le taux de rendement des actifs s'est établi à 15,2% en 2018, contre 15,0% un an plus tôt, soit une augmentation de 0,2 point de pourcentage. Ce ratio met en rapport le montant des intérêts ainsi que les commissions perçus et les actifs productifs de la période.

Le coefficient net d'exploitation s'est amélioré de 0,5 point de pourcentage, en glissement annuel, pour se situer à 74,2% en 2018 contre 74,7%. Ce ratio mesure le niveau d'absorption du PNF par les frais généraux.

Tableau 13 : Situation résumée de l'activité des SFD relevant de l'article 44

(En millions de FCFA)

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	Variation 2018 / 2017
EMPLOIS NETS (1+2)	1 296 319	1 368 081	5,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 067 193	1 145 427	7,3%
a) Crédits à court terme	473 550	492 870	4,1%
b) Crédits à moyen terme	375 648	412 878	9,9%
c) Crédits à long terme	187 581	204 919	9,2%
d) Opérations de crédit-bail	145	75	-48,4%
e) Crédits en souffrance	30 269	34 686	14,6%
. Crédits immobilisés	5 312	6 221	17,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	16 584	18 390	10,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	5 817	6 761	16,2%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	2 556	3 314	29,6%
(provisions)	27 854	28 277	1,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	229 126	222 654	-2,8%
a) Titres de placement	6 672	4 650	-30,3%
b) Immobilisations financières	25 717	30 749	19,6%
c) Autres immobilisations	86 292	100 950	17,0%
d) Divers	110 444	86 305	-21,9%
RESSOURCES (1+2+3)	1 428 578	1 519 234	6,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	965 215	1 037 672	7,5%
a) A vue	498 526	530 439	6,4%
b) A terme	466 689	507 233	8,7%
Dépôts à terme et bons de caisse	180 399	191 395	6,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	152 138	170 002	11,7%
Autres	134 153	145 836	8,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	355 789	394 562	10,9%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau, etc.	228 573	250 685	9,7%
dont 15% du résultat (si positif)	3 424	4 471	30,6%
b) Autres	127 215	143 877	13,1%
3. AUTRES RESSOURCES	107 574	87 000	-19,1%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	132 259	151 154	14,3%
RESULTATS			
PRODUITS FINANCIERS	239 527	260 572	8,8%
CHARGES FINANCIERES	45 914	47 254	2,9%
1. PRODUIT NET FINANCIER	193 613	213 318	10,2%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	15 498	14 605	-5,8%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	209 111	227 922	9,0%
FRAIS GENERAUX	144 666	158 262	9,4%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	12 702	10 842	-14,6%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	51 743	58 818	13,7%
PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	38 456	43 852	14,0%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	13 287	14 966	12,6%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	5 457	3 724	-31,7%
RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	4 482	1 203	-73,2%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	3 725	1 969	-47,1%
5. RESULTAT NET	19 501	17 925	-8,1%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	Variation 2018 / 2017
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	5,3%	5,4%	0,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,8%	3,0%	0,2
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	47,9%	44,9%	-3
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours bruts des crédits</i>	13,6%	13,9%	0,3
RENTABILITE DES FONDS PROPRES (> 15%) <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	3,6%	3,8%	0,2
MARGE BENEFICIAIRE (> 20%) <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	5,1%	5,3%	0,2
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (< 40%) <i>Frais généraux / Produit Net Financier</i>	74,7%	74,2%	-0,5
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%) <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	15,0%	15,2%	0,2

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.3. SECTEUR DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE

Les activités liées à l'émission de la monnaie électronique sont en pleine expansion dans l'Union, à la faveur du développement de l'offre de services de paiement adossés à la téléphonie mobile.

La supervision des établissements de monnaie électronique (EME) concourt à l'atteinte de l'objectif global de préservation de la stabilité du système financier, de la protection des fonds de la clientèle et de la promotion de l'inclusion financière.

3.3.1. Paysage des établissements de monnaie électronique agréés

Au 31 décembre 2018, l'Union compte huit (8) établissements de monnaie électronique agréés. Ce nombre, inchangé par rapport à 2017, est réparti dans cinq (5) pays, comme suit :

Tableau 14 : Nombre d'établissements de monnaie électronique agréés par pays

Pays	EME
Bénin	1
Burkina	1
Côte d'Ivoire	3
Guinée-Bissau	-
Mali	1
Niger	-
Sénégal	2
Togo	-
Total	8

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les filiales du groupe français Orange, au nombre de quatre (4), dominent l'écosystème des services financiers numériques offerts par les EME agréés dans l'UMOA.

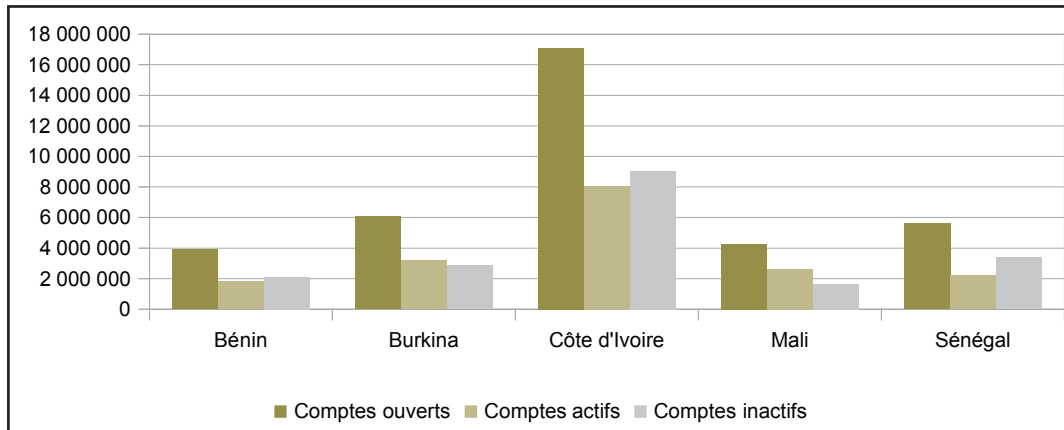
3.3.2. Activités des établissements de monnaie électronique agréés

Au 31 décembre 2018, l'encours de la monnaie électronique émise par les huit (8) EME s'est établi à 333,0 milliards contre 276,0 milliards en 2017, soit une progression de 20,7%. Il est intégralement garanti par les avoirs en dépôt dans les comptes ouverts dans les livres des établissements de crédit de l'Union.

3.3.2.1. Indicateurs de volumétrie

Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts s'est établi à 37 001 348 en 2018 contre 31 807 054 à fin 2017, soit une hausse de 10,6%. La proportion des comptes actifs est ressortie à 50,9% contre 48,4% l'année précédente.

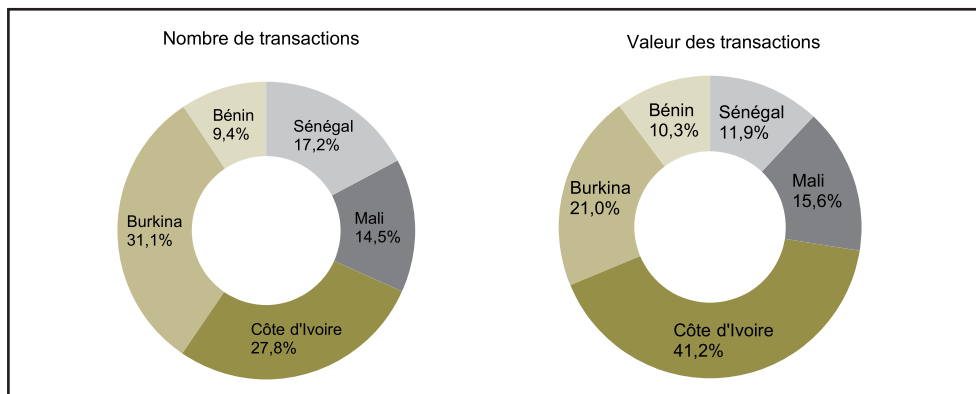
Graphique 22 : Nombre de comptes ouverts par les EME



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les transactions via la téléphonie mobile offertes par les EME ont progressé de 30,4% au cours de la période sous revue, en ressortant à 20 454 milliards à fin 2018, contre 15 681,6 milliards un an plus tôt. Quant au volume global des transactions, il a enregistré une hausse annuelle de 44,3% en atteignant 1 582 199 461 opérations au cours de la période sous revue.

Graphique 23 : Transactions effectuées par les EME au 31 décembre 2018



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.3.2.2. Indicateurs de distribution

Le réseau de distribution des EME compte 281 976 points de services au 31 décembre 2018, soit un accroissement de 50,7% en variation annuelle. Il est réparti entre les GAB/TPE, les sous-distributeurs et les agents distributeurs. Les points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours) en représentent 67,2%.

Tableau 15 : Réseau de distribution des EME agréés en 2018

Réseaux	Nombre (unités)
Nombre de GAB/TPE (a)	84
Nombre de sous-distributeurs (b)	273 089
Nombre d'agents distributeurs (c)	8 798
Nombre total de points de services (a+b+c)	281 976
Nombre de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	189 461

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.3.2.3. Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile

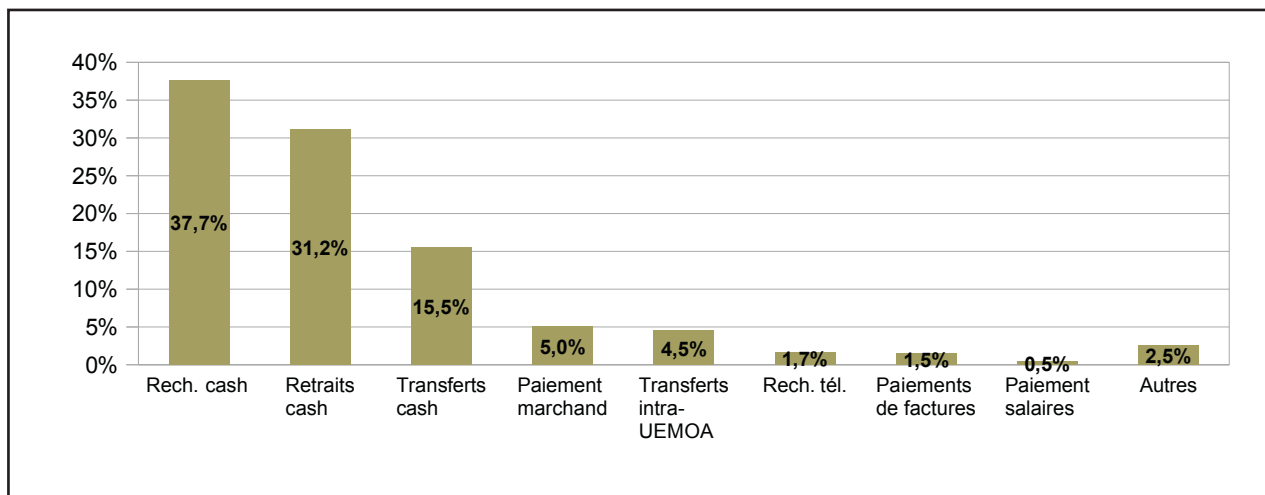
Les statistiques des huit (8) EME révèlent, au niveau des habitudes des consommateurs de l'Union, une prépondérance des opérations de rechargement¹⁸ de porte-monnaie électronique, de retrait cash, de transferts de personne à personne et de rechargement téléphonique. Celles-ci représentent en volume et en valeur, respectivement 87,4% et 87,6% des transactions totales en 2018 contre 87,7% et 82,4% l'année précédente.

Le nombre de transferts transfrontaliers réalisés entre les pays de l'Union a augmenté, en variation annuelle, de 35,2% en 2018 en atteignant 17 875 437. Le montant de ces opérations a progressé de 27,7%, en passant de 712,8 milliards en 2017 à 910,7 milliards à fin 2018.

Au 31 décembre 2018, les paiements effectués à partir des porte-monnaies électroniques concernent, par ordre d'importance, les opérations de :

- rechargement cash (7 792,7 milliards ; 37,7%) ;
- retrait cash (6 448,6 milliards ; 31,2%) ;
- transfert cash (3 204,2 milliards ; 15,5%) ;
- paiement marchand (1 037,2 milliards ; 5,0%) ;
- Transferts Intra-UEMOA (924,7 milliards ; 4,5%) ;
- rechargement téléphonique (350,1 milliards ; 1,7%) ;
- paiement de factures (306,3 milliards ; 1,5%) ;
- paiement de salaires (97,7 milliards ; 0,5%) ;
- autres services¹⁹ (525,5 milliards ; 2,5%).

Graphique 24 : Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

¹⁸ - Dépôt d'une somme d'argent sur le porte-monnaie électronique.

¹⁹ - Transferts de fonds à partir de comptes bancaires de particuliers vers le porte-monnaie électronique, réception de fonds à partir de comptes bancaires de particuliers, transactions avec les administrations publiques (impôts, taxes, bourses, indemnités sociales, etc.), transactions avec les institutions de microfinance, transferts au guichet, forfaits Internet, etc.

ENCADRE N°4 : MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION BANCAIRE INSPIRÉE DES ACCORDS DE BALE II ET BALE III

Les Autorités de la BCEAO ont entrepris, au cours des dernières années, d'importantes réformes du cadre réglementaire de la supervision des établissements de crédit de l'UMOA, afin de le conformer aux standards internationaux et assurer ainsi la stabilité du système bancaire et financier.

A cet égard, les principales réformes en cours de mise en œuvre portent sur :

- le nouveau dispositif prudentiel ;
- la supervision sur base consolidée ;
- le Plan Comptable Bancaire (PCB) révisé de l'UMOA ;
- le nouveau dispositif de résolution des crises bancaires.

Aussi, pour une bonne mise en œuvre de ces réformes, entrées dans leur phase opérationnelle, cinq (5) Circulaires de la Commission Bancaire sont entrées en application le 2 juillet 2018. Elles portent sur la gouvernance, les conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants, le contrôle interne, la gestion des risques ainsi que la gestion de la conformité aux normes en vigueur.

Le renforcement du cadre réglementaire s'est poursuivi avec l'adoption par la Commission Bancaire de deux (2) Circulaires, lors de ses sessions du 20 juin 2018 et du 18 septembre 2018. Ces Circulaires, en vigueur depuis les dates de leur signature, portent sur :

- les modalités de publication des sanctions disciplinaires et pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA ;
- les conditions d'exercice du Commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA.

En outre, diverses Instructions fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA à l'encontre des assujettis (établissements de crédit, systèmes financiers décentralisés, compagnies financières et établissements de monnaie électronique) ont également été prises par l'Autorité de contrôle.

Tenant compte de ces réformes, la Commission Bancaire de l'UMOA a procédé à une refonte totale de ses outils de supervision. Il s'agit notamment de :

- la révision du Système de Notation des Etablissements de Crédit (SNEC) ;
- l'élaboration d'une nouvelle cartographie des risques du système bancaire ;
- l'actualisation des guides des contrôles sur pièces et sur place ;
- la conception d'une application de suivi des missions de vérification et suivi des recommandations ;
- l'automatisation du contrôle sur pièces ;
- l'application de suivi de la vie administrative des établissements de crédit.

Enfin, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a pris part à une mission itinérante sur les nouvelles Circulaires de la Commission Bancaire, qui s'est déroulée du 11 mars au 05 avril 2019 dans les huit (8) Etats membres de l'Union. Elle avait pour objectif d'assurer l'appropriation, par les membres des organes de gouvernance, des nouvelles exigences édictées dans les Circulaires de la Commission Bancaire, de répondre aux préoccupations des établissements sur les innovations apportées et de poursuivre le processus d'accompagnement initié par la Banque Centrale pour une mise en œuvre adéquate de la réforme Bâle II et Bâle III.

IV. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



Photo de famille lors de la quatrième réunion du Collège de Superviseurs de ORAGROUP (Abidjan, le 23 octobre 2018)

4.1. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

4.1.1. Situation prudentielle des établissements de crédit

Sur la base des données provisoires reçues des établissements de crédit pour le compte de l'exercice clos au 31 décembre 2018, la situation prudentielle du système bancaire de l'Union porte sur cent-quinze (115) assujettis, parmi les cent quarante-trois (143) en activité, à l'exclusion des succursales.

4.1.1.1. Normes de fonds propres

◆ Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base T1

Cette norme exige des établissements de crédit de l'UMOA qu'ils détiennent, à tout moment, des fonds propres de base T1 au moins égaux au capital social minimum de dix (10) milliards pour les banques et trois (3) milliards pour les établissements financiers à caractère bancaire, fixé par le Conseil des Ministres de l'UMOA ou au montant fixé dans la décision d'agrément.

Ces seuils sont respectés par cent-neuf (109) établissements de crédit, soit 94,8% des assujettis. Ils totalisent 98,5% des actifs et 98,4% des risques pondérés du système bancaire.

◆ Ratio minimal de fonds propres de base durs CET1

Ce ratio est le rapport entre les fonds propres de base durs et les risques pondérés. Le seuil réglementaire est fixé, pour l'année 2018, à 5,625%. Les fonds propres de base durs représentent les fonds propres de meilleure qualité qui sont suffisamment stables pour absorber les pertes et permettre la continuité d'exploitation de l'établissement.

Quatre-vingt-dix-huit (98) établissements de crédit respectent cette norme, soit 85,2% des assujettis. Ils totalisent 88,2% des actifs et 91,0% des risques pondérés du système bancaire.

◆ Ratio de fonds propres de base T1

Cette norme, mesurée par les fonds propres de base CET1 auxquels s'ajoutent les fonds propres de base additionnels ou autres éléments de T1 rapportés aux risques pondérés, est fixée, pour l'année 2018, à 6,625%.

Ce ratio est respecté par quatre-vingt-seize (96) établissements de crédit, soit 83,5% des assujettis. Ils totalisent 86,9% des actifs et 89,5% des risques pondérés du système bancaire.

◆ Ratio de solvabilité total

Mesuré par les fonds propres effectifs²⁰ rapportés aux risques pondérés, cet indicateur est fixé, pour l'année 2018, à 8,625%.

Au 31 décembre 2018, les fonds propres effectifs et les risques pondérés se sont établis respectivement à 2 565,9 milliards et 23 662,0 milliards.

²⁰ - Les fonds propres utilisés pour le calcul du ratio de solvabilité total sont les fonds propres effectifs (FPE) obtenus par la somme des fonds propres de base T1 et des fonds propres complémentaires (T2).

Tableau 16 : Répartition des établissements de crédit selon le ratio de solvabilité

Tranches	Nombre d'établissements de crédit	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques pondérés
≥ 8,625%	96	88,2%	90,1%
< 8,625%	19	11,8%	9,9%
TOTAL	115	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'échelle de l'UMOA, quatre-vingt-seize (96) établissements de crédit respectaient la principale norme de solvabilité. Ces assujettis totalisent 88,2% des actifs bancaires et 90,1% des risques pondérés.

A la même date, le ratio de solvabilité total est ressorti à 10,8%, au-dessus du seuil minimal réglementaire fixé à 8,625% pour 2018, dans l'Union.

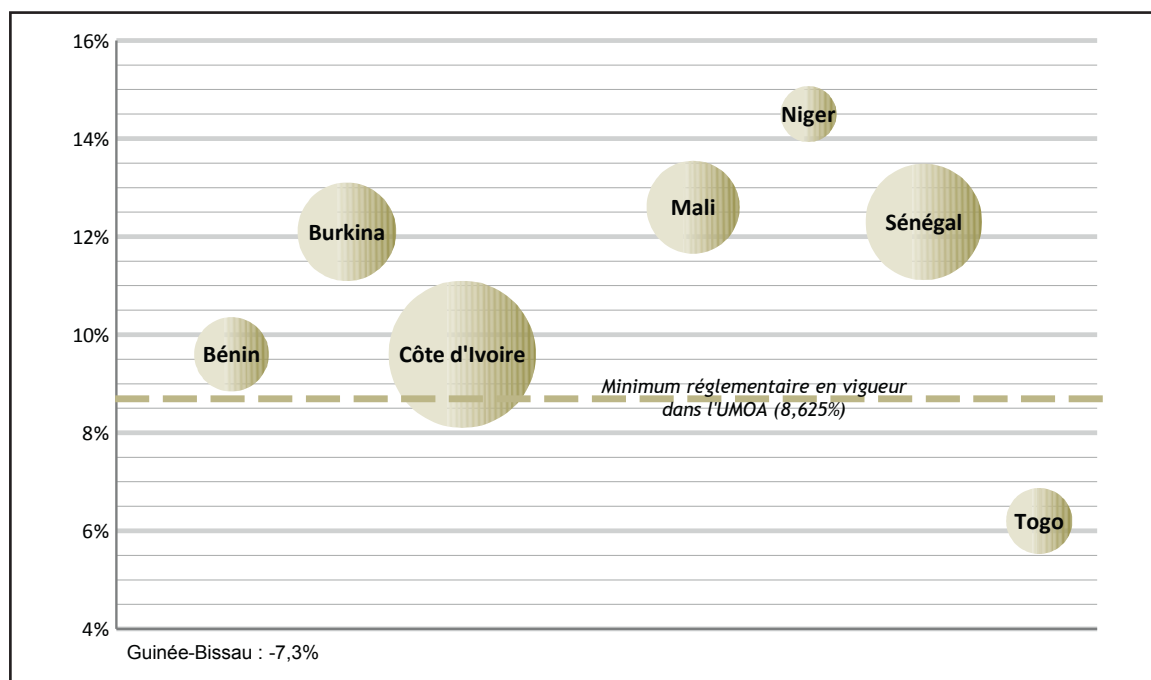
Par pays, il se présente comme suit :

Tableau 17 : Ratio de solvabilité total des établissements de crédit par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
9,6%	12,1%	9,6%	-7,3%	12,6%	14,5%	12,3%	6,2%	10,8%

(*) Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est en rapport avec un établissement dont le poids est important dans le système bancaire et qui a des fonds propres négatifs.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 25 : Ratio de solvabilité total moyen en fonction des risques pondérés

La taille de la boule exprime le volume des risques pondérés.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

◆ Norme de division des risques

La norme de division des risques, mesurée par le total des actifs pondérés en fonction des risques sur un client ou un groupe de clients liés rapportés aux fonds propres de base (T1), est fixée, pour 2018, à 65% au plus. Elle mesure le risque de concentration ou encore les "grands risques"²¹.

Au 31 décembre 2018, quatre-vingt-deux (82) établissements de crédit, soit 71,3% des assujettis, représentant 69,9% des actifs et 69,3% des risques pondérés, respectent la norme de division des risques.

Par pays, la norme de division des risques se présente comme suit :

Tableau 18 : Norme de division des risques par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
77,7%	47,4%	64,8%	-599,4%	54,7%	66,7%	58,1%	200,4%	64,4%

(*) Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est en rapport avec un établissement dont le poids est important dans le système bancaire et qui a des fonds propres négatifs.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le ratio de division des risques pour l'Union s'est établi à 64,4% au 31 décembre 2018, pour un plafond réglementaire fixé à 65% pour 2018.

◆ Ratio de levier

Le ratio de levier a pour objectif de maîtriser la croissance du bilan d'un établissement, au regard de ses fonds propres et de limiter l'accumulation de l'effet de levier dans le secteur bancaire. Il est mesuré par les fonds propres de base T1 rapportés à l'exposition totale (bilan et hors-bilan). La norme minimale est fixée à 3%.

Au 31 décembre 2018, l'exposition totale est évaluée à 37 232,8 milliards. Il en résulte un ratio de levier de 6,3%. Quatre-vingt-quinze (95) établissements de crédit, représentant 89,1% des actifs et 88,6% des risques pondérés, respectent la norme de levier.

Par pays, le ratio de levier se présente comme suit :

Tableau 19 : Ratio de levier par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
3,9%	7,3%	5,5%	-1,6%	7,9%	7,6%	8,8%	2,7%	6,3%

(*) Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est en rapport avec un établissement qui a des fonds propres négatifs.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

4.1.1.2. Autres normes prudentielles

◆ Limite individuelle et globale sur les participations dans les entités commerciales

Au 31 décembre 2018, cent-quatorze (114) établissements de crédit sont conformes à la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 25% du capital de ces entreprises. Ils représentent 98,9% des actifs et 99,2% des risques pondérés.

²¹ - La notion de « grand risque » représente un client ou un groupe de clients liés dont la somme de ses actifs pondérés en fonction du risque de crédit atteint au moins 10% des fonds propres de base (T1) d'un établissement.

Par contre, l'ensemble des cent-quinze (115) établissements de crédit respectent la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 15% des fonds propres de base T1 de l'établissement.

En outre, ils respectent tous également la norme qui limite globalement les participations dans les entités commerciales à 60% des fonds propres effectifs de l'établissement.

◆ **Limite sur les immobilisations hors exploitation**

A fin 2018, quatre-vingt-quatorze (94) établissements de crédit, dont l'activité représente 83,8% des actifs et 82,4% des risques pondérés, respectent la norme limitant les immobilisations hors exploitation au maximum à 15% des fonds propres de base (T1).

◆ **Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations**

Au 31 décembre 2018, cent-douze (112) assujettis, dont l'activité représente 98,0% des actifs et 98,4% des risques pondérés, respectent la norme limitant le total des immobilisations hors exploitation et des participations à 100% des fonds propres de base T1.

◆ **Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel**

Cent-trois (103) établissements de crédit, représentant 87,7% des actifs et 87,0% des risques pondérés, respectent la norme, qui limite le cumul des prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel à 20% des fonds propres effectifs.

◆ **Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables**

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 50% au moins, des emplois immobilisés, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes. Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière des établissements de crédit.

Au cours de la période sous revue, quatre-vingt-quinze (95) entités, représentant 90,3% des actifs et 89,9% des risques pondérés, se conformaient à cette exigence.

◆ **Coefficient de liquidité**

Destinée à prévenir les risques de liquidité à court terme du système bancaire, cette norme requiert des établissements de crédit des disponibilités ou des emplois, dont la durée résiduelle n'excède pas trois (3) mois, suffisants pour couvrir, à concurrence d'au moins 75% de leurs exigibilités de même maturité.

Au 31 décembre 2018, cent-quatre (104) établissements de crédit, représentant 93,3% des actifs et 93,5% des risques pondérés, satisfaisaient à cette exigence. Concernant les établissements financiers à caractère bancaire, ce ratio s'applique uniquement à ceux qui reçoivent des fonds du public.

Il convient de préciser que le dispositif prudentiel entré en vigueur en janvier 2018 prévoit un ratio de liquidité à court terme (RLCT) et un ratio de liquidité à long terme (RLLT).

Ces ratios seront mis en œuvre progressivement sur la base des dispositions transitoires prises par le régulateur.

4.1.1.3. Synthèse de la situation prudentielle des établissements de crédit

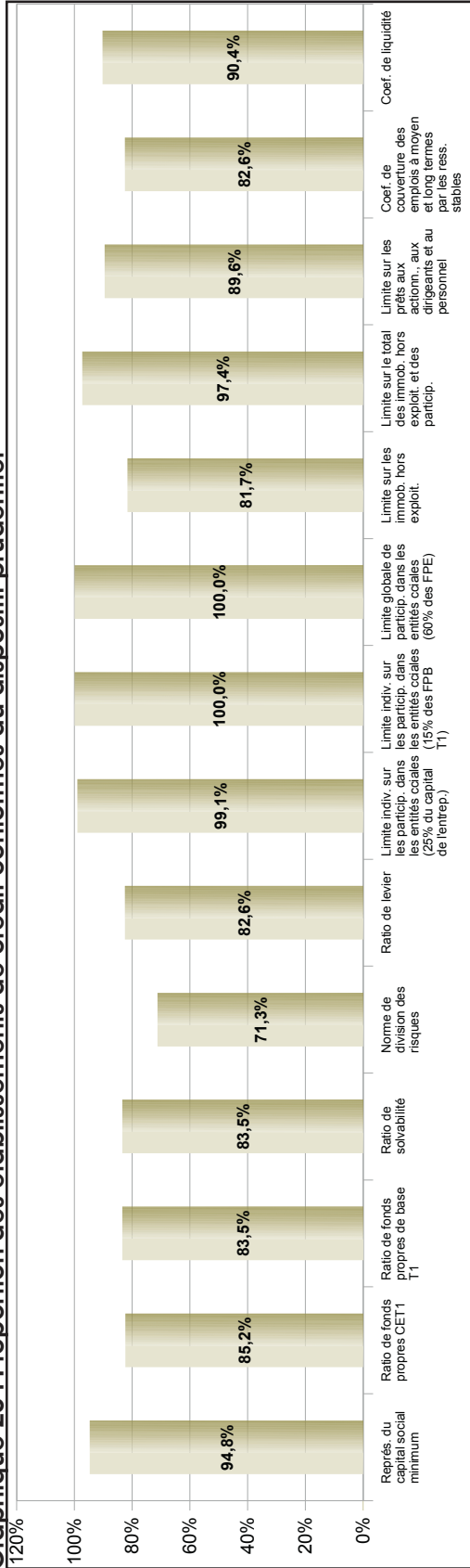
Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les établissements de crédit en activité dans l'Union à fin décembre 2018.

Tableau 20 : Nombre d'établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel

	Normes de solvabilité		Norme de division des risques	Ratio de levier	Autres normes prudentielles@							
	Ratio de fonds propres (CET1)	Ratio de fonds propres de base (T1)			Ratio de solvabilité total	Limite indiv. sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entrep.)	Limite indiv. sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres de base (T1))	Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs)	Limite sur les immob. hors exploitation	Limite sur le total des immob. hors exploitation, et des participations	Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables
Bénin (11)	7	7	6	7	11	11	11	9	10	9	9	9
Burkina (15)	15	15	12	14	15	15	15	14	15	15	14	14
Côte d'Ivoire (25)	19	18	17	21	25	25	25	23	25	24	22	24
Guinée-Bissau (3)	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	1	3
Mali (14)	12	12	10	12	14	14	14	8	13	12	14	13
Niger (11)	11	10	9	9	11	11	11	7	11	11	8	8
Sénégal (23)	21	21	17	19	22	23	23	18	22	18	18	20
Togo (13)	11	11	9	11	13	13	13	12	13	11	9	13
UMOA (115)	98	96	82	95	114	115	115	94	112	103	95	104
%	85,2%	83,5%	71,3%	82,6%	99,1%	100%	100%	81,7%	97,4%	89,6%	82,6%	90,4%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 26 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

4.1.2. Situation prudentielle des compagnies financières

Sur la base des données provisoires reçues des compagnies financières pour le compte de l'exercice clos au 31 décembre 2018, leur situation prudentielle concerne les dix (10) assujettis en activité dans l'Union.

4.1.2.1. Normes de fonds propres

◆ Ratio de fonds propres de base durs CET1

Ce ratio est respecté par sept (7) compagnies financières, soit 70,0% des assujettis. Elles totalisent 94,7% des actifs.

◆ Ratio de fonds propres de base T1

Cette norme respectée par sept (7) compagnies financières, soit 70,0% des assujettis. Elles totalisent 94,7% des actifs et 100% des risques pondérés.

◆ Ratio de solvabilité total

Au 31 décembre 2018, les fonds propres effectifs et les risques pondérés des compagnies financières se sont établis respectivement à 1 978,2 milliards et 16 179,9 milliards.

Tableau 21 : Répartition des compagnies financières selon le ratio de solvabilité

Tranches	Nombre de compagnies financières	Poids en termes de total des actifs
≥ 8,625%	7	94,7%
< 8,625%	3	5,3%
TOTAL	10	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Sept (7) compagnies financières respectent la principale norme de solvabilité. Ces assujettis totalisent 94,7% des actifs bancaires.

A la même date, le ratio de solvabilité total est ressorti à 12,2%.

◆ Norme de division des risques

La norme de division des risques qui mesure la concentration des grands risques, est respecté par sept (7) compagnies financières, soit 70,0% des assujettis, représentant 94,7% des actifs et 100% des risques pondérés.

Le ratio de division des risques s'est établi à 24,3% au 31 décembre 2018, pour un plafond réglementaire fixé à 65% pour 2018.

◆ Ratio de levier

Le ratio de levier, mesuré par les fonds propres de base T1 rapportés à l'exposition totale (bilan et hors-bilan) et dont la norme minimale est fixée à 3%, est respecté par sept (7) compagnies financières, représentant 94,7% des actifs et 100% des risques pondérés.

L'exposition totale est évaluée à 22 464,8 milliards, induisant un ratio de levier de 6,8%.

4.1.2.2. *Autres normes prudentielles*

◆ **Limite individuelle et globale sur les participations dans les entités commerciales**

Au 31 décembre 2018, l'ensemble des dix (10) compagnies financières sont conformes à la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 25% du capital des entreprises.

Par contre, sept (7) compagnies financières respectent la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 15% des fonds propres de base de l'établissement.

Par ailleurs, celles-ci respectent également la norme qui limite globalement les participations dans les entités commerciales à 60% des fonds propres effectifs de l'établissement.

◆ **Limite sur les immobilisations hors exploitation**

A fin 2018, six (6) compagnies financières, dont l'activité représente 86,5% des actifs et 95,5% des risques pondérés, respectent la norme limitant les immobilisations hors exploitation au maximum à 15% des fonds propres de base.

◆ **Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations**

Au 31 décembre 2018, sept (7) assujettis, dont l'activité représente 94,7% des actifs et 100% des risques pondérés, respectent la norme limitant le total des immobilisations hors exploitation et des participations à 100% des fonds propres de base T1.

◆ **Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel**

Sept (7) compagnies financières, représentant 94,7% des actifs et 100% des risques pondérés, respectent la norme, qui limite le cumul des prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel à 20% des fonds propres effectifs.

◆ **Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables**

Cette norme est respectée par deux (2) compagnies financières.

◆ **Coefficient de liquidité**

Au 31 décembre 2018, trois (3) des dix (10) compagnies financières en activité satisfont à cette exigence.

4.1.3. *Situation prudentielle des systèmes financiers décentralisés*

Sur la base des données provisoires reçues des SFD relevant de l'article 44, pour le compte de l'exercice clos au 31 décembre 2018, la situation prudentielle porte sur cent quarante-cinq (145) assujettis.

4.1.3.1. *Normes prudentielles*

◆ **Norme de capitalisation**

La norme de capitalisation, déterminée par le ratio des fonds propres sur le total de l'actif, vise à garantir un minimum de solvabilité à l'institution au regard de ses engagements. Le seuil à respecter est fixé à 15% minimum.

Les fonds propres se sont établis à 236,0 milliards à fin 2018. Les risques portés par les SFD de l'article 44 se sont, quant à eux, chiffrés à 1 026,2 milliards. Ainsi, le ratio de capitalisation est ressorti à 20,2%, au-dessus du seuil minimal réglementaire de 15%, contre 15,6% un an plus tôt.

Tableau 22 : Répartition des SFD selon le seuil de la norme de capitalisation

Tranches	Nombre de SFD	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques portés
≥ 15%	101	78,1%	87,0%
< 15%	44	21,9%	13,0%
TOTAL	145	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Par pays, le ratio de capitalisation se présente comme suit :

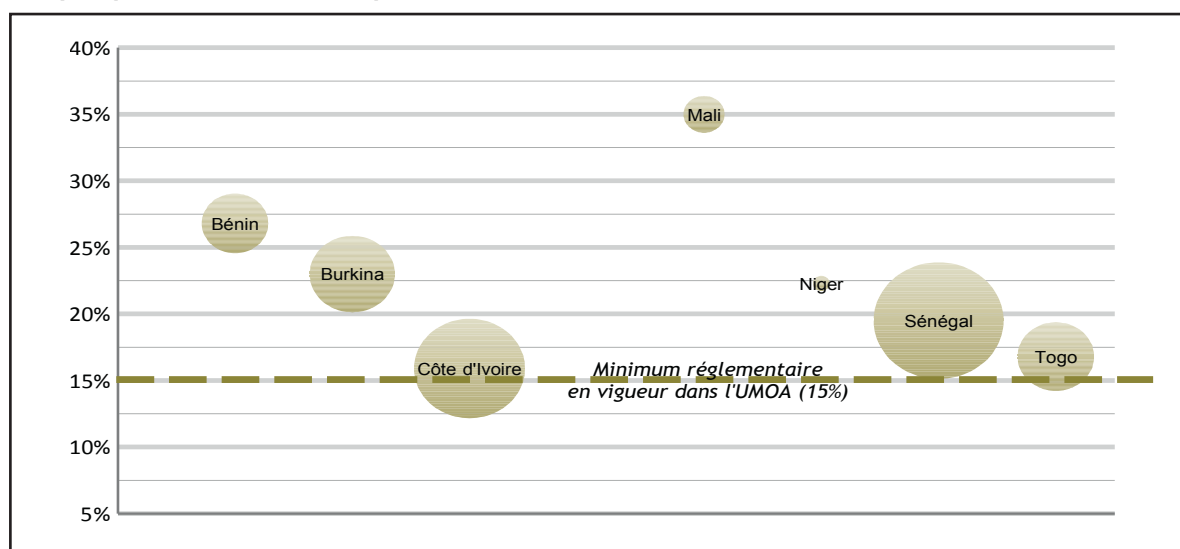
Tableau 23 : Ratio de capitalisation des SFD

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
26,8%	23,0%	15,9%	-	35,0%	22,3%	19,5%	16,8%	20,2%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'échelle de l'UMOA, cent-un (101) SFD respectaient cette norme. Ils totalisaient 78,1% des actifs bancaires et 87,0% des risques portés.

Graphique 27 : Ratio de capitalisation en fonction des actifs



La taille de la boule exprime le volume des risques portés

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

◆ Limitation des risques

Les risques auxquels est exposé un SFD ne peuvent excéder le double de ses ressources internes et externes. La norme à respecter est de 200% maximum.

Cent quarante-deux (142) SFD, représentant 98,1% des actifs et 100,0% des risques portés, étaient en règle vis-à-vis du ratio au 31 décembre 2018.

◆ **Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables**

En vue d'éviter une transformation excessive des ressources à vue et/ou à court terme en emplois à moyen et long termes, les SFD doivent financer l'ensemble de leurs actifs immobilisés ainsi que leurs autres emplois à moyen et long termes par des ressources stables. La norme à respecter est fixée à 100% minimum.

Pour le calcul du ratio, la notion de durée résiduelle, ou durée restant à courir, est de plus de douze (12) mois.

Au cours de la période sous revue, soixante-quinze (75) entités, représentant 54,1% des actifs et 99,1% des risques portés, se conformaient à cette exigence.

◆ **Limitation des prêts aux dirigeants et au personnel ainsi qu'aux personnes liées**

Dans le souci de prévenir le risque de concentration des prêts et des engagements par signature en faveur des dirigeants et du personnel des SFD, la proportion de ressources pouvant leur être dédiée a été fixée, en conformité avec les dispositions de l'article 35 de la Loi portant réglementation des SFD, par le ratio de « limitation des prêts et engagements par signature aux dirigeants et au personnel » à 10% des fonds propres.

Ce ratio a également pour objectif de contrôler l'utilisation des crédits accordés aux dirigeants.

Le nombre d'établissements respectant cette norme est ressorti à cent-quinze (115) à fin décembre 2018. Ils concentrent 90,1% des actifs et 85,0% des risques portés.

◆ **Limitation des risques pris sur une seule signature**

Les risques pris sur une seule signature sont limités à 10% des fonds propres. Ils se définissent comme étant l'encours des prêts accordés ainsi que les engagements de financement et de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients.

Par une seule signature, il faut entendre par toute personne physique ou morale agissant en son nom propre et/ou pour le compte d'une autre structure dont il détient directement ou indirectement, un pouvoir de contrôle, notamment un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable, tels que définis dans le référentiel comptable spécifique des SFD.

Cent vingt-huit (128) systèmes financiers décentralisés, représentant 82,5% des actifs et 81,1% des risques portés, sont conformes à cette exigence.

◆ **Coefficient de liquidité**

La norme de liquidité mesure la capacité de l'institution à faire face à son passif exigible, c'est-à-dire à honorer ses engagements à court terme (3 mois au maximum) avec ses ressources à court terme, à savoir ses valeurs réalisables et disponibles.

Pour l'appréciation du coefficient de liquidité, trois (3) cas sont à distinguer :

- pour les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit non affiliées et les autres SFD qui collectent des dépôts (associations, sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée), la norme à respecter est fixée à 100% minimum ;

- pour les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit affiliées, la norme à respecter est fixée à 80% minimum ;
- pour les autres SFD qui ne collectent pas de dépôts, la norme à respecter est fixée à 60% minimum.

Le nombre d'établissements respectant cette norme est ressorti à quatre-vingt-deux (82) à fin décembre 2018. Ils totalisent 57,0% des actifs et 52,4% des risques portés.

◆ Limitation des prises de participation

Cette norme limite à 25% de leurs fonds propres, les participations que peuvent prendre les SFD dans des sociétés.

Au cours de la période sous revue, cent trente-six (136) entités représentant 97,4% des actifs et 96,0% des risques portés se conformaient à cette exigence.

◆ Ratio de limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit

Toute activité non comprise dans le champ des activités de collecte de l'épargne et des opérations de prêts prescrites aux alinéas 1 et 2 de l'article 4 de la Loi portant réglementation des SFD, est considérée comme une opération autre que les activités d'épargne et de crédit.

La norme à respecter est de 5% maximum.

Ce ratio est respecté par cent quarante-une (141) entités, représentant 98,6% des actifs et 98,8% des risques portés.

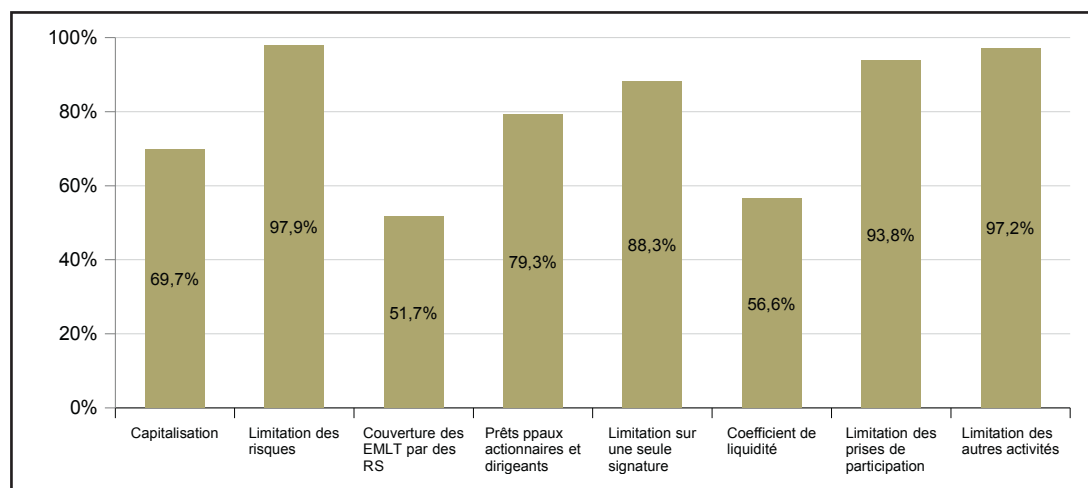
4.1.3.2. Synthèse de la situation prudentielle des SFD

Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les SFD à fin 2018.

Tableau 24 : Nombre de SFD conformes au dispositif prudentiel par pays

Pays (Nombre de SFD)	Capitalisation	Limitation des risques	Couv. des EMLT par des ressources stables	Prêts aux principaux actionnaires et dirigeants	Limitation sur une seule signature	Coefficient de liquidité	Limitation des prises de participations	Limitation des autres activités
Bénin (19)	11	17	12	18	18	7	18	18
Burkina (25)	19	24	11	17	20	5	27	26
Côte d'Ivoire (21)	10	21	8	20	16	13	21	19
Guinée-Bissau (0)	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali (11)	9	11	10	10	11	10	10	9
Niger (3)	2	3	2	3	3	2	2	3
Sénégal (46)	37	46	21	31	41	36	38	46
Togo (20)	13	20	11	16	19	9	20	20
Nbre de SFD : 145	101	142	75	115	128	82	136	141
	69,7%	97,9%	51,7%	79,3%	88,3%	56,6%	93,8%	97,2%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 28 : Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

4.1.4. Situation prudentielle des établissements de monnaie électronique

Sur la base des données provisoires reçues des EME agréés à fin décembre 2018, la situation prudentielle d'ensemble porte sur les huit (8) assujettis.

4.1.4.1. Normes prudentielles

◆ Norme de capital

Le ratio de capital exige des EME de l'UMOA, qu'ils détiennent un capital social fixé à 300 millions pour l'exercice de cette activité. Il est respecté par l'ensemble des assujettis.

◆ Ratio de couverture

Ce ratio requiert de chaque établissement de monnaie électronique, la couverture, par ses capitaux propres, à hauteur d'au moins 3,0% de l'encours de la monnaie électronique. Il est respecté par les huit (8) EME, qui affichent, à l'échelle de l'Union, un taux de couverture de 11,5%.

◆ Ratio d'équivalence

Le ratio d'équivalence met en relation la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique et des dépôts à vue sur l'encours de la monnaie électronique. Cet indicateur, qui doit être supérieur ou égal à 100%, est respecté par six (6) des EME.

◆ Ratio de placement

Cette norme limite à 25%, la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique sur l'encours de la monnaie électronique. Sept (7) EME sont conformes à ce ratio.

4.1.4.2. Synthèse de la situation prudentielle

Le tableau, ci-après, donne un aperçu du respect du dispositif prudentiel par les EME en activité, au 31 décembre 2018.

Tableau 25 : Situation prudentielle des EME

Pays (Nombre de EME)	Ratio de capital	Ratio de couverture	Ratio d'équivalence	Ratio de placement
Bénin (1)	1	1	1	1
Burkina (1)	1	1	1	0
Côte d'Ivoire (3)	3	3	2	3
Guinée-Bissau (0)	-	-	-	-
Mali (1)	1	1	0	1
Niger (0)	-	-	-	-
Sénégal (2)	2	2	2	2
Togo (0)	-	-	-	-
Nombre de EME : 8	8	8	6	7

Source : BCEAO

4.2. ACTES ET MESURES

Au cours de l'année 2018, la Commission Bancaire a tenu cinq (5) sessions ordinaires et une (1) session extraordinaire, aux dates et lieux ci-après :

- **Au titre des sessions ordinaires**

- le 14 mars 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- le 20 juin 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- le 17 septembre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire)²² ;
- le 18 septembre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire)²³ ;
- le 14 décembre 2018 à Dakar (Sénégal).

- **Au titre de la session extraordinaire, le 21 juin 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire).**

Au titre des membres représentant les Etats, des changements ont été enregistrés au niveau de la Guinée-Bissau et du Burkina, par la désignation de :

- Madame Maria Bona GANÓ SÓ, en remplacement de Monsieur Emmanuel Bénito Santos COSTA, à compter de la session du 17 septembre 2018 ;
- Monsieur Célestin Santéré SANON, en remplacement de Monsieur Naby Abraham OUATTARA, à compter de la session du 14 décembre 2018.

S'agissant des membres nommés par le Conseil des Ministres, la Commission a enregistré, au titre du Collège de Résolution, la nomination du Professeur Akuété SANTOS.

4.2.1. Mesures administratives

En application des dispositions de l'article 29 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a donné cinquante (50) injonctions au cours de l'exercice 2018, contre trente-et-une (31) en 2017. Elles ont été adressées à des établissements de crédit, des SFD et des EME, installés au Bénin (9), au Burkina (5), en Côte d'Ivoire (13), en Guinée-Bissau (1), au Mali (1), au Niger (7), au Sénégal (9) et au Togo (5). D'une façon générale, ces injonctions visaient notamment à :

- se conformer à la norme de capital social et à sa représentation par des fonds propres de base ;
- surseoir à toute distribution de dividendes jusqu'à nouvel ordre ;
- transmettre au Secrétariat Général de la Commission Bancaire, un rapport sur les diligences accomplies pour la mise en œuvre des termes de l'injonction ;
- se conformer strictement aux limites légales et réglementaires relatives aux participations dans les entreprises autres que les établissements de crédit et les sociétés immobilières ;
- se conformer aux dispositions relatives à la réglementation régissant les activités des EME.

La Commission Bancaire a également mis sous surveillance rapprochée un (1) établissement de crédit implanté au Sénégal et maintenu une (1) banque en Côte d'Ivoire sous ce régime.

Par ailleurs, l'Autorité de contrôle a levé les mesures d'interdiction de distribution de dividendes à l'égard de deux (2) établissements de crédit de la Côte d'Ivoire et du Bénin, au regard de la mise en œuvre satisfaisante des termes des injonctions qui leur avaient été adressées en 2017.

²² - Session Plénière de la Commission Bancaire et première session du Collège de Résolution.

²³ - Session du Collège de Supervision.

4.2.2. Sanctions disciplinaires et pécuniaires

En vertu des dispositions des articles 31 et 32 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire, l'Autorité de contrôle a pris, après avoir dûment convoqué et entendu les dirigeants d'établissements de crédit, de SFD et de EME installés dans l'UMOA, des sanctions disciplinaires, à savoir vingt-huit (28) blâmes, cinq (5) avertissements, une (1) démission d'office et un (1) retrait d'agrément répartis comme suit :

- blâmes à l'encontre des établissements de crédit du Bénin (4), du Burkina (3), de la Côte d'Ivoire (9), de la Guinée-Bissau (1), du Mali (2), du Niger (2), du Sénégal (2) et du Togo (2) ;
- blâmes à l'encontre de deux (2) EME au Sénégal ;
- blâme à l'encontre d'un (1) dirigeant d'un établissement de crédit au Sénégal ;
- avertissements à l'encontre d'établissements de crédit du Burkina (2) et de la Côte d'Ivoire (3) ;
- démission d'office et interdiction de diriger, d'administrer ou de gérer un système financier décentralisé (SFD) ou tout autre établissement soumis au contrôle de la Commission Bancaire pendant une période de cinq (5) ans, prononcée à l'encontre du Président du Conseil d'Administration d'un SFD implanté au Burkina ;
- retrait d'agrément d'une (1) banque implantée en Côte d'Ivoire.

En sus des sanctions disciplinaires, la Commission Bancaire a prononcé des sanctions pécuniaires à l'encontre de deux (2) établissements de crédit implantés respectivement en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

4.2.3. Avis aux Ministres chargés des Finances

4.2.3.1. Avis simples

◆ Prorogation de durée du mandat d'Administrateur Provisoire

La Commission Bancaire a émis un avis favorable pour la prorogation de la durée du mandat de l'Administrateur Provisoire d'une banque installée au Togo, en vue notamment de lui permettre, en relation avec les Autorités nationales, de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de sa mission, en application des dispositions des articles 60 et 61 de la Loi portant réglementation bancaire.

4.2.3.2. Avis conformes

◆ Dérogations à la condition de nationalité des administrateurs et dirigeants non ressortissants des Etats membres

Au cours de la période sous revue, la Commission Bancaire a rendu les avis conformes ci-après, en faveur de personnes non ressortissantes des Etats membres de l'UMOA, pressenties à des fonctions de direction ou d'administration :

- quarante-cinq (45) avis conformes favorables, concernant vingt-quatre (24) postes d'administrateurs et vingt-et-un (21) postes de dirigeants ;
- deux (2) avis conformes défavorables pour deux (2) postes de dirigeants.

◆ Agréments

En 2018, la Commission Bancaire a donné cinq (5) avis conformes favorables à des demandes d'agrément introduites par des sociétés anonymes pour l'exercice des activités de banque, respectivement au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal.

Par ailleurs, l'Autorité de contrôle a donné un (1) avis conforme favorable à la demande d'agrément introduite par une société anonyme pour l'exercice des activités d'établissements financiers à caractère bancaire au Niger.

◆ Retrait d'agrément

La Commission Bancaire a donné un (1) avis conforme favorable pour le retrait d'agrément sans liquidation d'une banque installée au Togo, dans le cadre d'une opération de fusion par absorption.

◆ Modification de la structure de l'actionariat

En application des dispositions des articles 15, 16, 39 et 41 de la Loi portant réglementation bancaire, la Commission Bancaire a donné, au cours de l'exercice 2018, six (6) avis conformes favorables aux demandes d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionariat d'établissements de crédit installés au Bénin (2), en Côte d'Ivoire (3) et au Togo (1).

◆ Modification de la dénomination sociale

L'Autorité de contrôle a donné des avis conformes favorables à six (6) demandes d'autorisation préalable pour la modification de la dénomination sociale ou du nom commercial de banques implantées respectivement au Burkina (1), en Côte d'Ivoire (2), au Sénégal (2) et au Togo (1).

◆ Apport partiel d'actifs

La Commission Bancaire a donné des avis conformes favorables à deux (2) demandes d'autorisation préalable introduites par un établissement de crédit du Burkina pour l'apport partiel d'actifs de ses succursales implantées au Bénin et au Sénégal à deux (2) banques exerçant leurs activités dans ces Etats.

◆ Fusion par absorption

L'Autorité de contrôle a donné un (1) avis conforme favorable à une demande d'autorisation préalable pour la fusion-absorption de deux (2) banques implantées au Togo.

◆ Dérogation individuelle et temporaire à une norme prudentielle

L'Autorité de supervision a donné un (1) avis conforme défavorable à une demande de dérogation individuelle et temporaire à la norme de limitation des « prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et aux commissaires aux comptes » introduite par une banque du Sénégal.

◆ Extension d'activités

La Commission Bancaire a donné un (1) avis conforme favorable à une demande d'autorisation préalable pour l'extension des activités aux opérations de prêt et de crédit-bail, introduite par un établissement financier à caractère bancaire au Mali.

4.2.4. Autres mesures

4.2.4.1. Approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes

Au cours de l'année 2018, la Commission Bancaire a pris des décisions portant approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes auprès de :

- cinquante-quatre (54) établissements de crédit, dont sept (7) au Bénin, dix (10) au Burkina, onze (11) en Côte d'Ivoire, neuf (9) au Mali, deux (2) au Niger, onze (11) au Sénégal et quatre (4) au Togo ;
- deux (2) systèmes financiers décentralisés en Côte d'Ivoire et au Togo.

4.2.4.2. Mise en liquidation

La Commission Bancaire a prononcé la mise en liquidation d'une banque installée en Côte d'Ivoire, qui a fait l'objet d'un retrait d'agrément à la suite d'une procédure disciplinaire.

4.2.4.3. Autres décisions

La Commission Bancaire a également pris, au cours de l'année sous revue, les autres décisions suivantes :

- adoption de la Circulaire relative aux modalités de publication des sanctions disciplinaires et pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire ;
- adoption de la Circulaire relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA ;
- adoption du Règlement intérieur et du Code de Déontologie révisés applicables aux membres de la Commission Bancaire de l'UMOA ;
- examen des propositions d'orientations visant à préciser les conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires dans l'UMOA ;
- prorogation du délai pour l'apport des actifs de la succursale au Togo d'un établissement de crédit du Bénin à une société de droit togolais, appelée à exercer des activités de banque dans cet Etat ;
- prorogation du délai pour l'ouverture du capital social d'un établissement de crédit du Sénégal à des ressortissants des Etats membres de l'UMOA ;
- refus de prorogation du délai de détention d'immobilisations hors exploitation acquises par réalisation de garanties à l'égard de cinq (5) banques installées respectivement au Mali (2), au Niger (1) et au Sénégal (2) ;
- mise sous administration provisoire d'un système financier décentralisé installé au Burkina ;
- autorisation d'installation d'une succursale au Niger, suite à une demande introduite par une banque du Burkina ;
- retrait de deux (2) autorisations d'installation concernant deux (2) succursales d'établissements de crédit au Bénin et au Sénégal ;
- accord pour l'exécution du plan de mise en place, au plus tard le 31 décembre 2019, de la compagnie financière holding intermédiaire proposé par les dirigeants d'un groupe bancaire disposant de filiales dans l'Union ;
- quarante-neuf (49) convocations de dirigeants, en audition, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, au regard d'infractions à la réglementation bancaire ou d'insuffisances constatées à l'issue de missions de vérification.

ENCADRE N°5 : 3^{èmes} RENCONTRES ENTRE LE SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA ET LES DIRECTEURS GENERAUX AINSI QUE LES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Le 9 juillet 2018 s'est tenue dans la salle de conférence de la CRRAE-UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire), les 3^{èmes} rencontres entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les Directeurs Généraux ainsi que les Commissaires aux Comptes (CAC) titulaires des établissements de crédit.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire de l'UMOA. Elle a enregistré la participation de cent soixante-cinq (165) délégations composées de Directeurs Généraux d'établissements de crédit en activité dans l'Union et cent-deux (102) Commissaires aux Comptes auprès de ces assujettis.

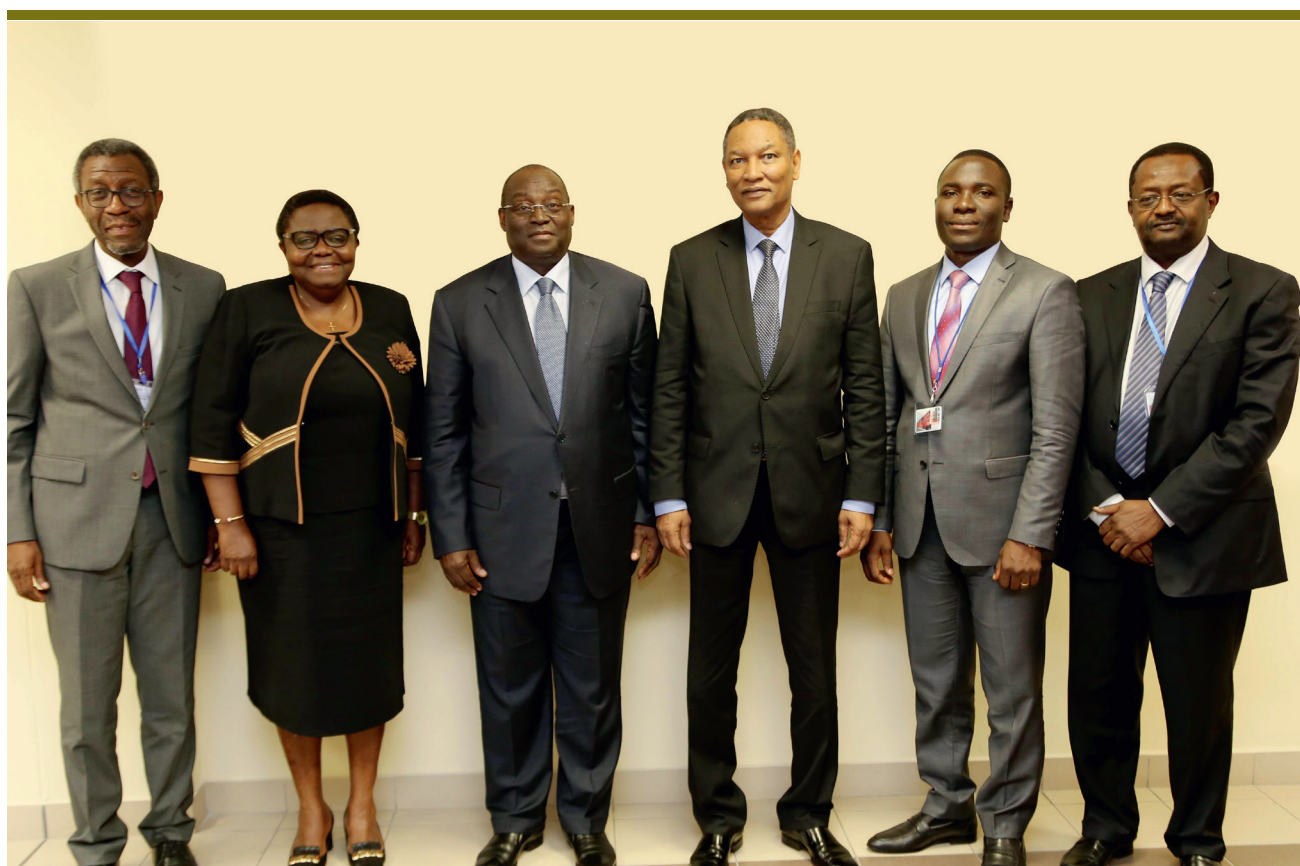
Ces concertations avaient pour objectif de procéder à un large tour d'horizon des préoccupations respectives et de l'actualité réglementaire, dans un contexte marqué par l'entrée en vigueur, depuis le 1^{er} janvier 2018, d'importantes réformes. Il s'agit notamment du dispositif prudentiel inspiré des règles de Bâle II et Bâle III, du Plan Comptable Bancaire révisé, de l'Annexe révisée à la Convention régissant la Commission Bancaire ainsi que de plusieurs Circulaires portant sur la gouvernance, les conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants, la gestion des risques, la gestion de la conformité aux normes en vigueur et le contrôle interne.

S'agissant de la rencontre avec les Directeurs Généraux, les travaux ont porté principalement sur l'état d'exécution des diligences issues des précédentes rencontres, les principaux constats faits des contrôles au titre de l'année 2017 et du premier semestre 2018 ainsi que les implications de l'entrée en vigueur des réformes réglementaires. Les préoccupations émises par la profession bancaire à travers la FAPBEF ont également été discutées.

Concernant, la réunion avec les Commissaires aux Comptes, les discussions ont été articulées autour de l'état d'exécution des diligences issues des précédentes rencontres, les principaux constats faits des contrôles au titre de l'année 2017 et du premier semestre 2018 ainsi que les implications, pour les CAC, de l'entrée en vigueur des réformes réglementaires.

Au terme des rencontres, il a été noté la nécessité d'améliorer la gouvernance d'entreprise au regard des principales recommandations issues des missions de vérification. Cette situation interpelle à la fois les Directeurs Généraux des établissements de crédit, les CAC ainsi que l'Autorité de supervision et justifie, à certains égards, l'importance de ce cadre de dialogue permanent, qui au fil des années, devra être davantage renforcé.

V. RESOLUTION DES CRISES BANCAIRES



Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Président de la Commission Bancaire de l'UMOA, entouré de Monsieur Mamadou DIOP, Vice-Gouverneur de la BCEAO et Madame Séna Elda KPOTSRA, Secrétaire Général de la Commission Bancaire ainsi que des membres du Collège de Résolution (Abidjan, le 17 septembre 2018)

5.1. DISPOSITIF REGLEMENTAIRE DE RESOLUTION DES CRISES BANCAIRES

Le cadre légal et réglementaire régissant le régime de résolution des crises bancaires est consacré par l'Annexe révisée à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA du 27 septembre 2017, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Le régime de résolution des crises de l'UMOA repose notamment sur les trois (3) piliers ci-après :

- la prévention des crises et la préparation de la résolution ;
- la résolution proprement dite ;
- la coopération avec les Autorités de résolution homologues.

5.1.1. Prévention des crises et préparation de la résolution

En vertu de l'article 21 de l'Annexe révisée à la Convention régissant la Commission Bancaire, chaque établissement de crédit a l'obligation d'élaborer et de communiquer un plan préventif de redressement à l'Autorité de contrôle. Ce plan expose la manière dont l'établissement compte faire face à différents scénarios de crise ainsi que les actions envisagées pour y remédier.

Sur la base du plan préventif de redressement, un plan de résolution pour chaque établissement assujéti au régime de résolution doit être élaboré par le Collège de Résolution. Le plan de résolution prévoit les mesures que le Collège de Résolution est susceptible de prendre pour faire face à la défaillance de l'établissement.

Les établissements soumis au régime de résolution sont les établissements bancaires d'importance systémique (EBIS). Toutefois, le régime de résolution est étendu à tout autre établissement de crédit, compagnie financière, système financier décentralisé, infrastructure de marché ou toute entité soumise au contrôle de la Commission Bancaire sur le territoire d'un Etat membre, dont la défaillance peut avoir un impact significatif sur la stabilité financière ou sur l'économie d'un ou de plusieurs Etats membres de l'Union.

5.1.2. Résolution proprement dite

A la demande du Collège de Supervision, le Collège de Résolution peut décider de l'entrée en résolution de tout établissement assujéti jugé non viable et sans perspective de retour à la viabilité.

L'analyse de la non-viabilité de l'établissement soumis au régime de résolution est fondée sur les critères²⁴ ci-après :

- (a) les actifs de l'établissement sont insuffisants pour protéger adéquatement les déposants et les créanciers de l'établissement ;
- (b) l'établissement a perdu la confiance des déposants ou autres créanciers et du grand public. Cette situation peut se manifester par une difficulté croissante pour l'établissement à obtenir du financement à court terme ou le reconduire ;
- (c) les fonds propres réglementaires de l'établissement ont atteint un niveau pouvant influencer négativement sur les déposants et les créanciers ou s'ils se dégradent de manière à ce que cela se produise ;

²⁴ - Ces critères sont prévus au paragraphe 58 du dispositif prudentiel.

- (d) l'établissement a été incapable de rembourser un passif exigible ou ne sera pas en mesure de s'acquitter de ses passifs au fur et à mesure qu'ils sont échus et deviennent payables ;
- (e) l'établissement ne s'est pas conformé à une injonction de la Commission Bancaire, visant à augmenter ses fonds propres ;
- (f) la mise en œuvre du plan de redressement n'a pas permis de résoudre les difficultés financières de l'établissement ;
- (g) d'autres situations, concernant l'établissement, causent un préjudice important aux intérêts de ses déposants, de ses créanciers ou aux propriétaires des actifs qu'il administre, notamment lorsque des poursuites en vertu d'une loi en matière de faillite ou d'insolvabilité ont été entamées dans l'UMOA ou ailleurs à l'égard de la personne morale de l'établissement ;
- (h) l'établissement n'est pas en mesure de recapitaliser de son propre chef en émettant des actions ordinaires ou d'autres formes de fonds propres réglementaires ;
- (i) l'établissement a sollicité un soutien exceptionnel des pouvoirs publics.

Par ailleurs, la résolution se matérialise par la mise en œuvre par l'Autorité de résolution de pouvoirs exorbitants de droit commun. Il peut ainsi être mentionné :

- la nomination d'un administrateur spécial chargé de mettre en œuvre les mesures de résolution et d'exécuter les décisions de l'Autorité de résolution ;
- l'imputation des pertes de l'établissement mis en résolution aux actionnaires, aux créanciers et aux plus gros déposants (bail in)²⁵ ;
- la réduction du capital, l'annulation des titres de capital ou des éléments de passif ou la conversion des éléments de passif ;
- l'émission de nouvelles actions ou parts sociales ou d'autres instruments de fonds propres ;
- la cession ou la fusion d'autorité de certaines filiales ;
- l'interdiction temporaire du paiement des dettes ;
- la résiliation des conventions comportant des obligations financières pour l'établissement ou de la compensation des dettes et des créances afférentes auxdites conventions ;
- la suspension de l'exercice du droit d'invoquer la déchéance du terme ainsi que des droits de résiliation et de compensation de tout ou partie d'un contrat conclu avec l'établissement ;
- le transfert de tout ou partie des actifs et des activités de la banque à un établissement-relais chargé d'assurer la continuité de l'exploitation et de poursuivre les activités viables de l'établissement en difficulté ;
- la sollicitation de l'intervention du FGDR-UMOA conformément aux dispositions en vigueur.

5.1.3. Coopération avec les Autorités de résolution homologues

Cette coopération concerne notamment la prévention de crise et le traitement des difficultés des groupes bancaires transfrontaliers. Il s'agit ainsi de préparer et de faciliter la résolution des crises affectant ces institutions.

²⁵ - Le « bail in » est le pouvoir pour l'Autorité de résolution d'imposer à certains créanciers d'un établissement de crédit qui aurait des problèmes de solvabilité, la conversion de leurs créances en actions de cet établissement. Il s'agit d'éviter de recourir aux ressources publiques pour renflouer les établissements en difficulté.

La Commission Bancaire de l'UMOA peut communiquer des informations sur la situation d'un établissement assujéti à une autre autorité de résolution, sous réserve de réciprocité et de confidentialité.

L'Autorité de contrôle peut mettre en place un Comité de gestion de crise pour les établissements soumis au régime de résolution. Elle peut également participer, à titre d'Autorité de résolution d'accueil, au Comité de gestion de crise de groupes étrangers, sur invitation de l'Autorité de résolution d'origine.

5.2. ACTIVITES MENEES

Des actions ont été initiées en 2018 pour la mise en œuvre du régime de résolution. En effet, cette année a été marquée par la nomination, le 23 mars 2018, par le Conseil des Ministres de l'UMOA, d'une personnalité qualifiée pour siéger au sein du Collège de Résolution.

La première réunion dudit Collège, réunissant l'ensemble de ses membres, s'est tenue le 17 septembre 2018 à Abidjan. Au cours de cette session, des propositions d'orientations pour l'application des mesures de résolution prévues par l'Annexe à la Convention ont été examinées.

Par ailleurs, les statuts du Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA (FGD-UMOA) ont été modifiés pour inclure les aspects liés au financement des actions de résolution. Ainsi, le Fonds a pris la dénomination de Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA).

VI. ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION

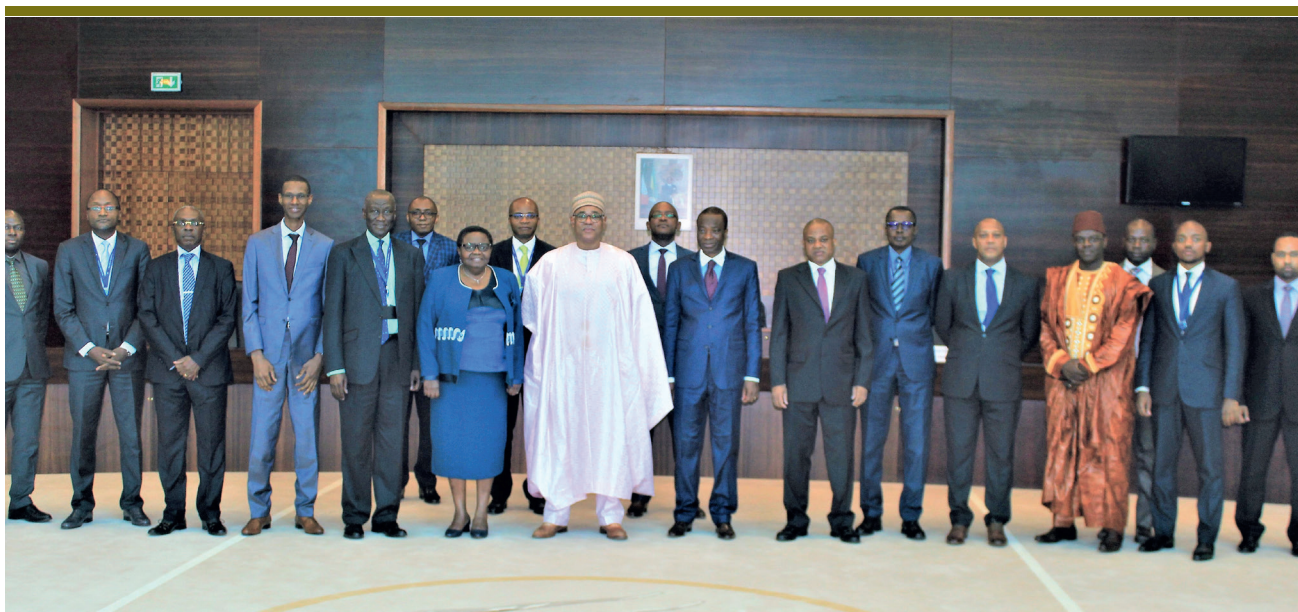


Photo de famille lors de la 6^{ème} rencontre annuelle entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission de l'Afrique Centrale (Libreville, les 09 et 10 avril 2018)

6.1. ACTIONS DE COOPERATION

Les mutations du paysage bancaire de l'UMOA au cours de ces dernières années, marquées notamment par l'implantation de filiales de groupes bancaires transfrontaliers, ont favorisé le développement de stratégies de mutualisation et de délocalisation de certaines opérations.

Cette transformation de l'environnement bancaire a induit de nouveaux défis en termes de supervision et de renforcement des capacités des agents du Secrétariat Général de la Commission Bancaire.

Conscientes de ces enjeux, les Autorités monétaire et de contrôle de l'Union ont, outre la refonte des textes réglementaires régissant l'activité bancaire, engagé des actions visant à doter la Commission Bancaire de moyens et capacités nécessaires pour une meilleure prise en charge de la surveillance des établissements assujettis.

Ces initiatives se sont principalement traduites par le renforcement de la coopération avec les superviseurs homologues et l'organisation de sessions de formation au profit du personnel.

6.1.1. Mise en œuvre des conventions de coopération

Dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA a participé à la 6^{ème} rencontre bilatérale avec le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, tenue les 9 et 10 avril 2018 à Libreville (Gabon).

Le SGCB a également pris part à un séminaire de diffusion du nouveau dispositif réglementaire relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de microfinance dans la CEMAC, le 26 juin 2018 à Yaoundé (Cameroun).

Par ailleurs, la Commission Bancaire a participé, au cours de l'année 2018, à deux (2) missions conjointes avec d'autres superviseurs bancaires, dans des établissements de crédit appartenant à des groupes bancaires marocains et nigériens. En outre, elle a pris part à des réunions de Collèges de superviseurs de groupes bancaires étrangers dont les filiales sont implantées dans l'Union. A cet égard, il convient de souligner sa participation aux réunions des Collèges suivants :

- Banque Centrale Populaire du Maroc (BCP), le 9 mai 2018 à Casablanca (Maroc) ;
- Groupe BMCE / Bank Of Africa, le 10 mai 2018 à Casablanca (Maroc) ;
- Standard Chartered Bank, le 31 octobre 2018 à Zanzibar (Tanzanie) ;
- Attijariwafa bank, le 14 novembre 2018 à Casablanca (Maroc).

6.1.2. Relations avec les groupes de superviseurs bancaires

L'accroissement de la dimension transfrontalière des activités des établissements de crédit implantés dans la zone UMOA a conduit l'Autorité de contrôle à renforcer ses relations de coopération avec les superviseurs et régulateurs étrangers.

A cet égard, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a initié les rencontres ci-après :

- la quatrième réunion du Collège des Superviseurs de ORAGROUP, le 23 octobre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la quatrième réunion du Collège des Superviseurs du groupe Ecobank, du 29 au 30 octobre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Ces rencontres organisées par la Commission Bancaire de l'UMOA, en sa qualité de superviseur d'origine, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers.

En outre, l'Autorité de Contrôle a participé aux travaux des groupes de superviseurs régionaux et internationaux, qui constituent des cadres privilégiés de partage d'expériences et de meilleures pratiques dans le domaine du contrôle des établissements de crédit ayant des activités transfrontières. Ainsi, elle a pris part aux rencontres ci-après :

- 28^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), du 1^{er} au 9 février 2018 à Banjul (Gambie) ;
- 29^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO, du 17 au 19 mai 2018 à Accra (Ghana) ;
- réunion de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA), dans le cadre du groupe de travail sur la supervision bancaire transfrontalière, les 21 et 22 mai 2018 à Pretoria (Afrique du Sud) ;
- réunion de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains, les 25 et 26 juin 2018 à Cape Town (Afrique du Sud) ;
- 30^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO, du 6 au 14 septembre 2018 à Abuja (Nigeria) ;
- 31^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO, du 19 au 23 novembre 2018 à Akosombo (Ghana).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération entre les deux (2) Institutions, une délégation du Secrétariat Général de la COBAC a effectué un séjour d'étude au Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, du 19 au 22 novembre 2018. Cette visite de travail s'inscrivait dans le cadre des études menées par la COBAC en vue de l'élaboration d'un texte réglementaire sur le régime des sanctions pécuniaires applicables aux personnes physiques et morales dans la zone CEMAC.

6.1.3. Relations avec les autres organes de contrôle et institutions financières

En dehors des initiatives prises dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération et de la participation aux activités de groupes de superviseurs, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA a pris part aux rencontres suivantes :

- séance de travail avec une mission du FMI dans le cadre des consultations régionales au titre de l'Article IV des statuts du Fonds, le 15 janvier 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- 13^{ème} Conférence pour l'Afrique portant sur le thème « Renforcement de la supervision du secteur financier et priorités réglementaires actuelles », les 25 et 26 janvier 2018 à Cape Town (Afrique du Sud) ;
- 1^{ère} réunion annuelle du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone Franc (CLAB) au titre de l'année 2018, le 29 janvier 2018 à Paris (France) ;
- séances de travail, par visioconférence, avec une mission du FMI sur la situation du système bancaire de la Guinée-Bissau, les 20 février et 16 mars 2018 ;
- séance de travail, par visioconférence, avec une mission du FMI sur la situation du système bancaire togolais, le 3 avril 2018 ;

- séance de travail, par visioconférence, avec une mission du FMI dans le cadre de la 2^{ème} revue du programme économique et financier du Niger, le 15 mai 2018 à Niamey (Niger) ;
- réunion du CLAB, le 12 avril 2018 à Brazzaville (Congo) ;
- réunions des Ministres des Finances de la Zone franc, les 12 et 13 avril 2018 à Brazzaville (Congo) ;
- réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, du 20 au 22 avril 2018 à Washington (États-Unis) ;
- 29^{ème} réunion plénière de la Commission Technique du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), du 7 au 11 mai 2018 à Saly (Sénégal) ;
- réunion de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA) sur la supervision bancaire, les 25 et 26 mai 2018 à Cape Town (Afrique du Sud) ;
- 13^{ème} session ordinaire du Comité de Stabilité Financière, le 7 juin 2018 à Dakar (Sénégal) ;
- séminaire de diffusion du nouveau dispositif réglementaire relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de microfinance dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), le 26 juin 2018 à Yaoundé (Cameroun) ;
- séance de travail avec la Banque de France, dans le cadre de l'élaboration du rapport annuel 2017 de la Zone franc, le 28 juin 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- séance de travail, par visioconférence, avec une mission du FMI sur la restructuration des banques publiques togolaises, le 19 juillet 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- séance de travail, par visioconférence, avec une mission du FMI sur les banques de Guinée-Bissau, le 6 septembre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- réunion des experts du CLAB, le 4 octobre 2018 à Paris (France) ;
- réunion des Ministres des Finances de la Zone franc, le 8 octobre 2018 à Paris (France) ;
- assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, du 8 au 14 octobre 2018 à Bali (Indonésie) ;
- conférence téléphonique entre le Département de la surveillance de Bank Al-Maghrib et la Direction de la Surveillance Permanente (SGCB) portant sur la situation des établissements de crédit des deux juridictions, le 11 octobre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- séance de travail, par visioconférence, avec une mission du FMI sur les nouvelles options stratégiques envisagées par les autorités togolaises pour deux (2) banques publiques, le 24 octobre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- 14^{ème} session ordinaire du Comité de Stabilité Financière, le 6 décembre 2018 à Dakar (Sénégal).

ENCADRE N°6 : 4^{èmes} REUNIONS DES COLLEGES DE SUPERVISEURS DU GROUPE ECOBANK ET DE ORAGROUP



Messieurs Emmanuel IKAZOBOH (à droite), Président du Conseil d'administration et Ade AYEYEMI (à gauche), Directeur Général du Groupe Ecobank (Abidjan, le 30 octobre 2018)

Dans le cadre de la supervision des groupes bancaires installés dans l'UMOA, la Commission Bancaire a organisé, à Abidjan (Côte d'Ivoire), en sa qualité d'Autorité de contrôle d'origine, les quatrième réunions des Collèges de Superviseurs de Oragroup, tenue le 23 octobre 2018 et du groupe Ecobank, les 29 et 30 octobre 2018.

Ces Collèges ont rassemblé respectivement treize (13) participants représentant les quatre (4) Superviseurs de Oragroup et de ses filiales ainsi que trente-et-un (31) participants représentant treize (13) Superviseurs de Ecobank Transnational Incorporated (ETI) et de ses filiales.

Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers. Les points de l'ordre du jour ont porté notamment sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des troisième réunions ainsi que sur l'évaluation des activités et du profil de risques de chaque groupe et de ses filiales. Elles ont permis aux Superviseurs de partager leurs expériences respectives et de donner leurs avis sur les moyens de renforcer la supervision de ces groupes.

A l'issue des travaux, les superviseurs ont pris acte de l'engagement des dirigeants des deux groupes à poursuivre la prise en charge des diligences issues des réunions et à veiller au respect intégral des normes en vigueur dans chaque pays d'implantation.

A cet égard, les dirigeants de ces deux (2) groupes ont été invités à produire et à soumettre au Secrétariat Général de la Commission Bancaire, à la fin de chaque trimestre, un rapport détaillé sur la réalisation des diligences susvisées.

6.2 ACTIONS DE FORMATION

A l'instar des années précédentes, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a mis l'accent sur le renforcement des capacités de ses agents.

6.2.1. Formations et séminaires internes

Des séminaires de formation interne, en rapport avec la supervision bancaire, ont été organisés notamment en collaboration avec des institutions partenaires. Ils ont porté sur les thématiques suivantes :

- session de formation sur la présentation générale du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA, du 26 février au 2 mars 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- session de formation sur le Dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA, du 5 au 9 mars 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- session de formation sur la supervision des EME, du 16 au 20 avril 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- atelier régional de concertation sur les activités des intermédiaires en opérations de banque (IOB) le 28 mai 2018 à Dakar (Sénégal) ;
- session de formation sur la réglementation des relations financières extérieures et le suivi de la position extérieure des banques, du 4 au 6 juillet 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- session de formation sur l'utilisation du Système de Notation des Etablissements de Crédit, du 12 au 13 juillet 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- session de formation sur les critères d'admissibilité des établissements de crédit aux guichets de refinancement de la BCEAO, avec l'entrée en vigueur des normes prudentielles de Bâle II et Bâle III, le 2 août 2018 à Dakar (Sénégal) ;
- session de formation sur le contrôle sur place des risques liés aux systèmes d'information des banques, du 8 au 12 octobre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- atelier de formation sur les dispositions finales de l'Accord de Bâle III, du 5 au 9 novembre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

6.2.2. Formations et séminaires externes

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé à des formations et séminaires externes organisés par des organismes et institutions, notamment :

- séminaire de formation sur les pratiques de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), du 4 au 6 avril 2018 à Rabat (Maroc) ;
- séminaire de formation sur la supervision basée sur les risques et le passage à Bâle II et Bâle III, du 7 au 18 mai 2018 à Abuja (Nigeria) ;
- séminaire régional sur le thème « la conduite des réformes prudentielles à la suite de la finalisation de Bâle III », du 10 au 14 décembre 2018 à Conakry (Guinée).

ANNEXES

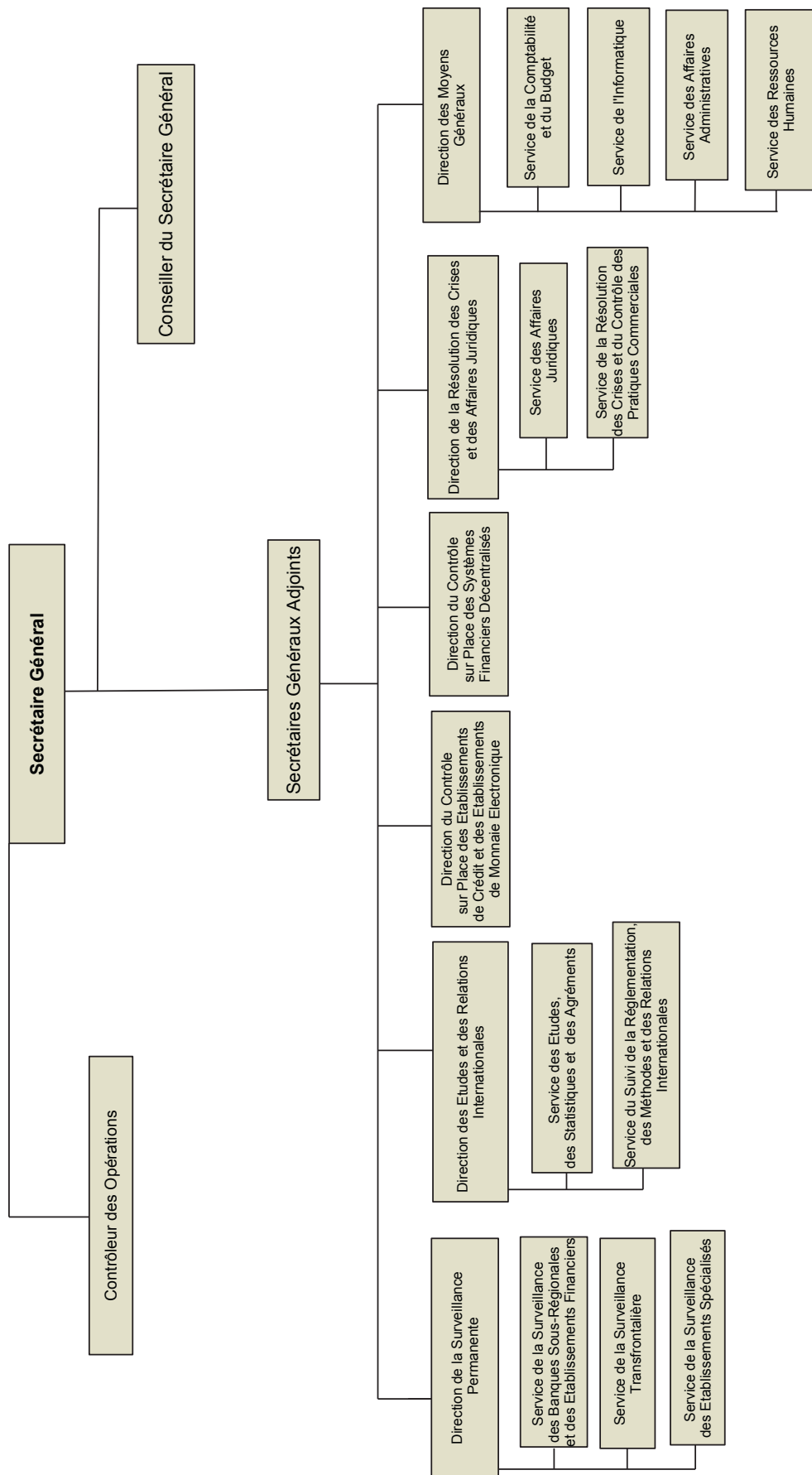
LISTE DES ANNEXES

- I. ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2018
- II. STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
- III. STATISTIQUES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44
- IV. STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS EMETTEURS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)

ANNEXE I

**ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE
DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2018**

ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2018



SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2018

Secrétaire Général :

Madame Séna Elda Afiwa KPOTSRA

Secrétaire Général Adjoint :

Monsieur Antoine TRAORE

Conseiller du Secrétaire Général :

Monsieur Adjoumani KOUAKOU

Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques :

Monsieur Megbagnon Thierry TOFFA

Directeur des Etudes et des Relations Internationales :

Monsieur Malick DIARRA

Directeur de la Surveillance Permanente :

Monsieur Babacar FALL

**Directeur du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit
et des Etablissements de Monnaie Electronique :**

Monsieur Adjoumani KOUAKOU

Directeur du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés :

Monsieur Kalidou Assane THIAM, Adjoint au Directeur, chargé de l'intérim

Directeur des Moyens Généraux :

Monsieur Moussa DIARRA

ANNEXE II

STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

ANNEXE II-1

II.1.1 - LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

II.1.2 - BILANS, COMPTES DE RESULTATS ET RATIOS

ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2018
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)

Annexe II.1.1.a

BANQUES (124)

(En millions de FCFA)

ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	Société Générale Côte d'Ivoire	1 909 567	1	1 539 691	1	1 277 859	1
Côte d'Ivoire	Banque Atlantique Côte d'Ivoire	1 488 644	2	896 359	2	764 786	2
Côte d'Ivoire	Ecobank Côte d'Ivoire	1 471 180	3	870 327	3	758 792	3
Côte d'Ivoire	NSIA Banque Côte d'Ivoire	1 092 921	4	714 030	7	738 143	4
Côte d'Ivoire	Société Ivoirienne de Banque	1 069 788	5	779 932	5	708 333	5
Burkina	Coris Bank International	1 025 838	6	594 297	9	547 231	8
Sénégal	CBAO, Groupe Attijariwafa bank	968 930	7	793 971	4	665 655	6
Sénégal	Société Générale Sénégal	930 233	8	771 250	6	604 658	7
Burkina	Ecobank Burkina	925 069	9	696 233	8	393 077	14
Bénin	Bank Of Africa Bénin	861 847	10	579 129	10	423 895	12
Mali	Banque de Développement du Mali	834 610	11	510 021	13	386 926	15
Burkina	Bank Of Africa Burkina Faso	790 804	12	569 049	12	513 111	9
Mali	Banque Malienne de Solidarité	716 827	13	454 679	16	421 802	13
Sénégal	Ecobank Sénégal	701 430	14	473 130	15	316 950	18
Côte d'Ivoire	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	679 140	15	573 202	11	495 147	10
Togo	Orabank Togo	635 355	16	409 710	17	332 855	16
Mali	Ecobank Mali	606 742	17	352 528	24	191 360	34
Burkina	Société Générale Burkina Faso	606 568	18	396 066	18	450 060	11
Côte d'Ivoire	Bank Of Africa Côte d'Ivoire	577 691	19	379 199	20	301 285	22
Bénin	Ecobank Bénin	553 211	20	388 329	19	175 021	38
Côte d'Ivoire	Banque Nationale d'Investissement	552 309	21	492 157	14	307 302	20
Mali	Bank Of Africa Mali	487 904	22	362 761	22	279 181	24
Sénégal	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	464 235	23	370 988	21	326 747	17
Mali	Banque Nationale de Développement Agricole	459 611	24	309 230	27	310 062	19
Sénégal	Bank Of Africa Sénégal	451 720	25	290 608	29	244 559	27
Burkina	Banque Atlantique Burkina Faso	439 115	26	289 685	30	239 616	28
Togo	Ecobank Togo	434 703	27	316 160	26	176 994	37
Côte d'Ivoire	Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	430 321	28	357 100	23	230 913	29
Sénégal	Banque Régionale de Marchés	408 297	29	114 224	61	188 119	35
Burkina	United Bank for Africa Burkina	397 288	30	273 232	32	128 635	52
Mali	Banque Internationale pour le Mali	380 189	31	281 775	31	219 392	31
Sénégal	Banque de l'Habitat du Sénégal	376 718	32	254 941	33	306 185	21
Côte d'Ivoire	United Bank for Africa Côte d'Ivoire	372 694	33	334 853	25	146 444	46
Sénégal	Banque Islamique du Sénégal	363 243	34	294 439	28	287 646	23
Côte d'Ivoire	Orabank Côte d'Ivoire	356 125	35	165 221	48	169 337	42
Niger	Société Nigérienne de Banque	354 676	36	177 423	44	180 990	36
Sénégal	United Bank for Africa Sénégal	348 706	37	191 623	41	130 494	50
Côte d'Ivoire	Coris Bank International Côte d'Ivoire	343 673	38	231 177	35	200 148	33
Côte d'Ivoire	BGFIBank Côte d'Ivoire	337 009	39	191 653	40	269 019	26
Bénin	NSIA Banque Bénin	333 191	40	210 309	37	134 811	49
Sénégal	Banque Atlantique Sénégal	325 934	41	162 337	50	224 704	30
Bénin	Société Générale Bénin	308 334	42	187 503	42	200 525	32
Bénin	Banque Atlantique Bénin	307 765	43	168 294	46	171 354	40
Mali	Banque Atlantique Mali	304 547	44	150 429	54	158 741	43
Sénégal	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal	303 730	45	205 877	38	275 230	25
Niger	Bank Of Africa Niger	300 491	46	176 512	45	173 429	39
Côte d'Ivoire	Standard Chartered Bank Côte d'Ivoire	299 734	47	219 104	36	147 043	45
Togo	Union Togolaise de Banque	298 472	48	247 819	34	155 926	44
Bénin	BGFIBANK Bénin	263 303	49	184 161	43	170 756	41
Burkina	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	248 919	50	166 142	47	137 396	47
Bénin	United Bank for Africa Bénin	226 456	51	138 437	57	64 748	79
Togo	Banque Atlantique Togo	225 756	52	96 335	67	99 569	59
Sénégal	NSIA Banque Bénin, Succursale du Sénégal	225 140	53	164 063	49	136 423	48
Niger	Ecobank Niger	224 761	54	140 240	56	98 656	60
Bénin	Orabank Bénin	220 914	55	162 149	51	73 956	74
Sénégal	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal	213 027	56	154 041	52	127 616	53
Mali	Coris Bank International Mali	205 745	57	101 423	66	84 032	65
Sénégal	Crédit Du Sénégal	204 668	58	147 050	55	114 166	54
Niger	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	201 566	59	151 111	53	82 277	66
Togo	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	199 837	60	201 612	39	75 232	73
Togo	NSIA Banque Bénin, Succursale du Togo	180 772	61	123 586	58	77 635	71
Sénégal	Banque de Dakar	179 451	62	96 326	68	111 350	55
Côte d'Ivoire	NSIA Banque Bénin, Succursale de Côte d'Ivoire	179 346	63	101 438	65	108 280	56
Mali	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Mali	179 217	64	73 659	77	129 922	51
Sénégal	Banque Nationale pour le Développement Economique	175 962	65	87 245	71	104 748	58
Burkina	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Burkina	172 026	66	107 858	62	85 628	64
Niger	Banque Atlantique Niger	168 214	67	86 094	73	106 276	57
Burkina	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	159 536	68	106 551	63	81 630	68
Burkina	Banque Commerciale du Burkina	157 874	69	120 359	59	95 209	62
Niger	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Niger	146 549	70	56 877	90	82 220	67
Mali	Banque Commerciale du Sahel	141 014	71	68 764	82	96 232	61
Togo	Coris Bank International Togo	139 670	72	69 533	81	63 083	81
Togo	Bank Of Africa Togo	138 231	73	66 240	84	72 375	75
Côte d'Ivoire	Citibank Côte d'Ivoire	137 075	74	105 101	64	79 629	70

ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2018
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)

Annexe II.1.1.a

BANQUES (124)

(En millions de FCFA)

ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Côte d'Ivoire	131 736	75	90 399	70	61 751	83
Mali	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	130 886	76	85 915	74	85 766	63
Mali	Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	129 682	77	73 564	78	81 512	69
Bénin	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Bénin	126 055	78	58 165	89	63 949	80
Sénégal	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Sénégal	123 547	79	52 697	93	46 785	90
Togo	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Togo	117 107	80	60 002	88	53 535	88
Burkina	International Business Bank	114 689	81	86 464	72	62 422	82
Burkina	Banque De l'Union Burkina Faso	113 365	82	64 262	86	39 199	97
Côte d'Ivoire	Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	109 936	83	90 835	69	76 943	72
Sénégal	Citibank Sénégal	107 725	84	75 695	75	57 041	86
Togo	Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	105 553	85	71 311	80	48 298	89
Sénégal	BGFI Bank Sénégal	104 480	86	66 253	83	71 384	76
Bénin	Coris Bank International, Succursale du Bénin	100 227	87	65 476	85	57 098	85
Côte d'Ivoire	Banque d'Abidjan	99 566	88	74 531	76	66 504	77
Mali	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali	87 910	89	71 934	79	65 054	78
Niger	Banque Agricole du Niger	85 272	90	49 748	95	55 773	87
Côte d'Ivoire	Banque De l'Union Côte d'Ivoire	84 252	91	21 336	107	31 829	99
Niger	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger	75 827	92	44 704	97	39 357	96
Côte d'Ivoire	Versus Bank	71 341	93	64 056	87	57 955	84
Sénégal	Coris Bank International, Succursale du Sénégal	69 250	94	43 775	98	42 017	93
Côte d'Ivoire	Afriand First Bank Côte d'Ivoire	67 881	95	49 754	94	42 874	92
Guinée-Bissau	Ecobank Guinée-Bissau	65 871	96	30 837	103	26 173	103
Togo	Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit	65 804	97	54 344	92	40 339	95
Sénégal	Crédit International	65 359	98	41 361	101	28 139	101
Niger	Banque Islamique du Niger	61 238	99	39 348	102	45 781	91
Côte d'Ivoire	Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	61 175	100	25 564	104	8 738	115
Bénin	Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce	60 136	101	43 500	99	27 253	102
Guinée-Bissau	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de la Guinée-Bissau	57 934	102	42 532	100	38 652	98
Guinée-Bissau	Banco Da União	53 675	103	15 578	111	24 517	106
Côte d'Ivoire	Banque Populaire (Ex. Caisse Nationale des Caisses d'Epargne)	53 461	104	116 274	60	5 712	120
Togo	Société Générale Bénin, Succursale du Togo	51 102	105	21 742	106	25 063	104
Guinée-Bissau	Banco da Africa Ocidental	50 879	106	56 737	91	30 685	100
Burkina	CBAO, Succursale au Burkina	49 663	107	24 604	105	40 908	94
Côte d'Ivoire	Stanbic Bank	39 443	108	10 282	114	10 811	113
Bénin	CCEI Bank Bénin	35 960	109	16 442	110	8 587	116
Sénégal	First Bank of Nigeria	35 560	110	18 146	108	6 708	119
Sénégal	Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	34 940	111	8 654	118	16 913	107
Bénin	Banque Internationale du Bénin	34 768	112	48 404	96	24 807	105
Guinée-Bissau	Banque Atlantique Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau	33 509	113	11 697	113	12 853	111
Sénégal	Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale au Sénégal	32 363	114	17 443	109	13 626	110
Côte d'Ivoire	Banque Malienné de Solidarité, Succursale de Côte d'Ivoire	29 995	115	12 852	112	15 140	108
Burkina	Wendkuni Bank International	23 276	116	9 626	116	13 753	109
Côte d'Ivoire	Banque Régionale de Marchés, Succursale de Côte d'Ivoire	23 256	117	8 863	117	7 792	117
Niger	CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale du Niger	20 340	118	9 913	115	9 779	114
Bénin	Société Nigérienne de Banque, Succursale du Bénin	17 177	119	2 007	123	303	123
Niger	Banque Commerciale du Niger	15 426	120	3 583	122	2 871	121
Sénégal	La Banque Outarde	15 140	121	1 854	124	138	124
Bénin	CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale du Bénin	13 843	122	8 171	119	10 913	112
Togo	Société InterAfricaine de Banque	10 237	123	7 902	120	7 211	118
Niger	Banque Régionale de Marchés, Succursale du Niger	9 335	124	7 510	121	910	122
Total		37 179 309		24 921 608		20 721 658	

(*) Données provisoires

ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2018
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)

ETABLISSEMENTS FINANCIERS (18)

(En millions de FCFA)

ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Togo	Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	187 652	1	121 562	1	-	-
Sénégal	Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	120 236	2	24 844	2	42 190	2
Côte d'Ivoire	Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance Côte d'Ivoire	63 235	3	23 552	3	48 124	1
Burkina	Fidelis Finance Burkina Faso	49 019	4	8 136	4	37 447	3
Togo	African Guaranteed Fund pour les petites et moyennes entreprises	32 052	5	-	-	110	10
Mali	Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	23 932	6	698	12	-	-
Burkina	Société Bukinabè de Crédit Automobile	14 133	7	5 988	5	10 154	5
Sénégal	Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance, Succursale du Sénégal	14 010	8	1 658	8	10 656	4
Côte d'Ivoire	Fidelis Finance Burkina Faso, Succursale de Côte d'Ivoire	11 927	9	1 296	11	9 700	6
Mali	Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance, Succursale du Mali	10 268	10	1 657	9	8 033	7
Niger	AL-IZZA Transfert d'Argent International	10 150	11	-	-	-	-
Burkina	Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	9 675	12	1 934	7	-	-
Niger	Niger Transfert d'Argent	6 058	13	-	-	-	-
Mali	Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	6 047	14	1 625	10	121	9
Niger	Société Sahélienne d'Investissement	4 138	15	2	13	-	-
Burkina	Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance, Succursale du Burkina	4 045	16	2 420	6	3 303	8
Sénégal	WafaCash West Africa	3 605	17	-	-	-	-
Niger	Bureau National d'Intermédiation Financière	3 428	18	-	-	-	-
Total		573 610		195 372		169 838	

(*) Données provisoires

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	4 792 168	4 949 770	3,3%
- Caisse	663 219	763 599	15,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	2 404 457	2 743 263	14,1%
- Comptes de dépôts	315 422	272 003	-13,8%
- Comptes de prêts	1 369 822	1 165 411	-14,9%
- Valeurs non imputées	6 785	59	-99,1%
- Créances en souffrance	34 563	9 113	-73,6%
- Dépréciations	-2 099	-3 679	75,3%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	18 863 071	20 891 496	10,8%
Comptes ordinaires débiteurs	2 423 226	2 723 206	12,4%
Crédits à terme	15 392 602	17 146 465	11,4%
<i>dont - Crédits à court terme</i>	<i>7 003 019</i>	<i>7 683 917</i>	<i>9,7%</i>
<i>(dont Affacturage)</i>	<i>76 663</i>	<i>69 119</i>	<i>-9,8%</i>
<i>- Crédits à moyen terme</i>	<i>7 383 125</i>	<i>8 377 488</i>	<i>13,5%</i>
<i>- Crédits à long terme</i>	<i>855 812</i>	<i>923 593</i>	<i>7,9%</i>
<i>- Crédits de location financement</i>	<i>150 647</i>	<i>161 467</i>	<i>7,2%</i>
Valeurs non imputées	25 413	27 827	9,5%
Créances en souffrance (montant Brut)	2 660 216	2 781 548	4,6%
<i>dont - Créances restructurées</i>	<i>431 724</i>	<i>284 483</i>	<i>-34,1%</i>
<i>- Créances douteuses et litigieuses</i>	<i>2 228 491</i>	<i>2 497 065</i>	<i>12,1%</i>
Dépréciations	-1 638 385	-1 787 550	9,1%
<i>dont - Dépréciations sur créances restructurées</i>	<i>-76 115</i>	<i>-61 262</i>	<i>-19,5%</i>
<i>- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses</i>	<i>-1 562 270</i>	<i>-1 726 288</i>	<i>10,5%</i>
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	9 919 056	10 307 088	3,9%
- Titres de transaction (y compris titres prêts)	961 906	932 857	-3,0%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêts)	6 734 871	6 675 875	-0,9%
- Titres d'investissement (y compris titres prêts)	934 357	1 481 643	58,6%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	16 820	29 949	78,1%
- Comptes de liaison	40 204	52 413	30,4%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	15 753	11 469	-27,2%
- Débiteurs divers	363 080	389 192	7,2%
- Comptes d'attente et de régularisation	860 978	750 920	-12,8%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	19 795	12 839	-35,1%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	28 708	30 070	4,7%
VALEURS IMMOBILISÉES	1 788 133	1 599 523	-10,5%
- Prêts subordonnés	9 456	10 005	5,8%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêts)	65 013	45 196	-30,5%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêts)	401 276	94 123	-76,5%
- Dotations succursales	76 159	80 498	5,7%
- Dépôts et cautionnements	30 183	40 136	33,0%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	1 210 691	1 330 468	9,9%
<i>dont immobilisations encours</i>	<i>92 000</i>	<i>105 731</i>	<i>14,9%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>15 897</i>	<i>18 568</i>	<i>16,8%</i>
<i>immobilisations d'exploitation</i>	<i>630 767</i>	<i>584 292</i>	<i>-7,4%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>50 366</i>	<i>54 661</i>	<i>8,5%</i>
<i>immobilisations hors exploitation</i>	<i>167 011</i>	<i>139 394</i>	<i>-16,5%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
<i>immobilisations acquises par réalisation de garantie</i>	<i>159 053</i>	<i>217 742</i>	<i>36,9%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>785</i>	<i>719</i>	<i>-8,4%</i>
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	1 365	1 367	0,1%
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	6 010	2 270	-62,2%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	2 938	5 042	71,6%
TOTAL DE L'ACTIF	35 365 367	37 752 919	6,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	8 323 562	7 899 499	-5,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 326 731	1 325 769	-0,1%
- Comptes de dépôts	305 006	300 979	-1,3%
- Comptes d'emprunts	6 656 282	6 212 067	-6,7%
- Autres sommes dues	35 543	60 685	70,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	22 587 150	24 964 513	10,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	11 715 227	13 071 044	11,6%
- Dépôts à terme reçus	5 473 943	5 951 160	8,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	4 083 810	4 416 377	8,1%
- Dépôts de garantie reçus	703 107	863 523	22,8%
- Autres dépôts	97 203	151 235	55,6%
- Bons de caisse	85 785	68 973	-19,6%
- Comptes d'affacturage	1 999	4 109	105,6%
- Emprunts à la clientèle	34 817	53 366	53,3%
- Autres sommes dues	391 259	384 726	-1,7%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 509 065	1 592 256	5,5%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	819	-
- Titres de transaction passif	17 254	18 816	9,1%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	-
- Obligations	114 548	131 689	15,0%
- Autres dettes constituées par des titres	41 192	20 778	-49,6%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	26	46	80,0%
- Compte de liaison (Passif)	7 232	28 728	297,2%
- Crédeurs divers	336 078	366 025	8,9%
- Provisions	216 137	222 683	3,0%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	776 598	802 673	3,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	968	174	-82,0%
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	968	174	-82,0%
Capitaux propres et assimilés	2 944 622	3 296 477	11,9%
- Provisions réglementées	36 390	10 615	-70,8%
- Dettes subordonnées	148 666	168 819	13,6%
- Comptes bloqués d'actionnaires	12 803	8 572	-33,0%
- Primes liées au capital	170 118	176 792	3,9%
- Ecart de réévaluation	40 684	61 832	52,0%
- Capital social	1 647 852	1 771 038	7,5%
- Capital non appelé	0	0	-
- Dotations	80 693	79 683	-1,3%
- Réserves	670 537	810 239	20,8%
- Report à nouveau	-231 619	-248 004	7,1%
- Résultat de l'exercice	247 176	174 126	-29,6%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	121 319	282 765	133,1%
TOTAL DU PASSIF	35 365 367	37 752 919	6,8%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	1 442 073	1 841 755	27,7%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	6 830 894	7 488 272	9,6%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	94 000	18 887	-79,9%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	41 766	27 149	-35,0%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	2 431	4 097	68,5%
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	217 867	149 581	-31,3%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	53 664	66 415	23,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

E M P L O I S - R E S S O U R C E S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	30 570 260	32 798 107	7,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	18 863 071	20 891 496	10,8%
a) Crédits à court terme	9 451 658	10 434 950	10,4%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	2 423 226	2 723 206	12,4%
<i>Autres crédits à court terme</i>	7 028 431	7 711 744	9,7%
b) Crédits à moyen terme	7 383 125	8 377 488	13,5%
c) Crédits à long terme	855 812	923 593	7,9%
d) Crédits de location financement	150 647	161 467	7,2%
e) Crédits en souffrance	1 021 830	993 998	-2,7%
<i>.Créances restructurées</i>	355 609	223 221	-37,2%
<i>dépréciations</i>	76 115	61 262	-19,5%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	666 221	770 777	15,7%
<i>dépréciations</i>	1 562 270	1 726 288	10,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	11 707 189	11 906 611	1,7%
a) Titres de transaction	961 906	932 857	-3,0%
b) Titres de placement	6 734 871	6 675 875	-0,9%
c) Titres d'investissement	934 357	1 481 643	58,6%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-8 913	-17 230	93,3%
f) Immobilisations financières	547 259	228 919	-58,2%
g) Autres immobilisations	1 240 874	1 370 604	10,5%
h) Divers	1 296 835	1 233 943	-4,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	27 038 866	29 848 378	10,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	22 742 890	25 116 980	10,4%
a) A vue	12 108 485	13 459 879	11,2%
b) A terme	10 634 406	11 657 101	9,6%
dépôts à terme et bons de caisse	5 559 729	6 020 132	8,3%
comptes d'épargne à régime spécial	4 083 810	4 416 377	8,1%
autres	990 867	1 220 591	23,2%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	2 941 684	3 291 435	11,9%
a) Capital, dotations & réserves	2 703 139	3 041 597	12,5%
b) Autres	238 544	249 838	4,7%
3. AUTRES RESSOURCES	1 354 293	1 439 963	6,3%
<i>dont Titres de transaction</i>	17 254	18 816	9,1%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-3 531 394	-2 949 729	-16,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	3 531 394	2 949 729	-16,5%
1. DISPONIBILITES	-678 972	-775 068	14,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	4 210 366	3 724 797	-11,5%
emplois	-4 113 197	-4 174 702	1,5%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-34 563	-9 113	-73,6%
ressources	8 323 562	7 899 499	-5,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS BANCAIRES	3 317 915	4 817 985	45,2%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	91 524	76 126	-16,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	1 773 179	1 899 607	7,1%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	524 097	557 597	6,4%
+Produits sur opérations de change	755 722	2 128 301	181,6%
+Produits sur opérations de hors-bilan	81 272	82 061	1,0%
+Produits sur prestations de services financiers	49 728	61 178	23,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	47 766	23 955	-49,8%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	5 373	10 839	101,7%
2. CHARGES BANCAIRES	1 460 801	2 848 911	95,0%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	285 676	287 576	0,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	477 809	503 337	5,3%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	22 379	29 597	32,3%
-Charges sur fonds propres et assimilés	6 003	7 866	31,0%
-Charges sur opérations de change	617 826	1 975 477	219,7%
-Charges sur opérations de hors-bilan	3 110	3 764	21,0%
-Charges sur prestations de services financiers	20 528	24 708	20,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	27 468	16 586	-39,6%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	1 857 114	1 969 075	6,0%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	115 098	73 780	-35,9%
+Produits sur valeurs immobilisées	60 384	25 174	-58,3%
+Produits divers d'exploitation	64 130	49 946	-22,1%
+Production immobilisée	14	0	-100,0%
-Charges sur valeurs immobilisées	9 429	1 340	-85,8%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	1 972 213	2 042 855	3,6%
6. FRAIS GENERAUX	1 089 913	1 192 171	9,4%
-Frais de personnel	459 145	510 922	11,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	56 819	68 970	21,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	573 949	612 279	6,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	119 761	120 497	0,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	133 327	134 210	0,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	13 566	13 713	1,1%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	762 539	730 188	-4,2%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	344 146	209 411	-39,2%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécouvrables	718 392	781 987	8,9%
+Dotations aux provisions réglementées	36 796	10 555	-71,3%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	381 139	572 998	50,3%
-Reprises de provisions réglementées	29 903	10 132	-66,1%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	3 951	2 611	-33,9%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	422 345	523 388	23,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	27 024	10 457	-61,3%
+Subventions d'exploitation	134	157	17,4%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	778	1 002	28,9%
+Récupération sur créances amorties	26 112	9 298	-64,4%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	80 873	76 954	-4,8%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	368 496	456 891	24,0%
+Bénéfices	416 449	460 490	10,6%
-Pertés	-47 953	-3 599	-92,5%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	13,0%	12,3%	-0,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	5,4%	4,8%	-0,6
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	61,6%	64,3%	2,7
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,5%	2,4%	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,9%	7,6%	-0,2
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,4%	5,2%	-0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	65,9%	67,4%	1,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	44,9%	28,6%	-16,3
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	19,8%	23,2%	3,4
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	12,5%	13,9%	1,4
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	1,0%	1,2%	0,2
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	37,4	38,5	2,9%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	26,1	23,6	-9,9%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
MONTANT DU CAPITAL	1 647 852	1 771 038	7,5%
REPARTITION DU CAPITAL	1 647 852	1 771 038	7,5%
Nationaux	594 423	660 610	11,1%
<i>Etat</i>	273 858	277 114	1,2%
<i>Privés</i>	320 565	383 496	19,6%
Non-nationaux	1 053 429	1 110 428	5,4%
<i>dont UMOA</i>	439 515	477 308	8,6%
TOTAL DU BILAN	35 365 367	37 752 919	6,8%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	3 202	3 619	417
Périodiques	225	223	-2
Permanents	2 977	3 396	419
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	2 708	2 976	268
EFFECTIFS	29 163	30 998	1 835
Employés	17 904	18 694	790
<i>dont Etrangers</i>	206	280	74
Cadres	11 259	12 304	1 045
<i>dont Etrangers</i>	376	414	38
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	11 487 260	12 056 074	568 814
Personnes physiques	10 657 739	11 181 135	523 396
<i>dont Etrangers</i>	354 253	263 494	-90 759
Personnes morales	829 521	874 939	45 418
<i>dont Etrangers</i>	11 265	7 878	-3 387
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	138	142	4

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II-2

STATISTIQUES AGREGÉES PAR PAYS

ANNEXE II.2-1 : BENIN

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (e)	RESEAUX DE COMPTES (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (15)			213 945	24 677	27 173	162 095	3 463 187	219	1 278 551	510	2 269	2 779
B 0061 F	- Bank Of Africa - Bénin	BOA - BENIN	13/10/1989	20 281	15	8 769	11 497	861 847	49	543 998	69	531	600
B 0062 G	- Ecobank - Bénin	ECOBANK	13/10/1989	10 000	0	2 115	7 885	553 211	25	0	72	248	320
B 0099 X	- NSIA Banque Bénin (Ex-Diamond Bank)	-	24/01/2001	20 450	0	601	19 849	333 191	23	179 589	42	336	378
B 0104 C	- Société Générale - Bénin	SGB	31/10/2006	25 000	0	1 904	23 096	308 334	31	64 561	91	206	297
B 0115 P	- Banque Atlantique du Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	13/01/2005	23 000	0	7 388	15 612	307 765	16	86 546	32	125	157
B 0157 K	- BGFIBANK-Bénin	-	23/04/2010	24 000	0	3 771	20 229	263 303	9	7 648	27	132	159
B 0067 M	- United Bank for Africa Bénin	UBA-BENIN	15/02/1992	19 600	662	2 022	16 916	226 456	16	262 791	20	178	198
B 0058 C	- Orabank-Bénin	-	05/12/1988	20 810	0	602	20 208	220 914	15	52 533	49	159	208
B 0107 F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Bénin	BSIC-BENIN	11/08/2003	15 418	0	0	15 418	126 055	14	37 579	32	136	168
B 0196 C	- Coris Bank International, Succursale du Bénin	-	11/12/2015	0	0	0	0	100 227	2	2 857	27	15	42
B 0185 Q	- Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce	BAIC	20/11/2014	14 000	14 000	0	0	60 136	1	466	19	40	59
B 0184 P	- CCEI BANK BENIN	-	16/07/2014	11 386	0	0	11 386	35 960	6	5 365	9	56	65
B 0063 H	- Banque Internationale du Bénin	B.LIBE	05/02/1990	10 000	10 000	0	0	34 768	10	32 165	10	87	97
B 0199 F	- Société Nigérienne de Banque, Succursale du Bénin	-	13/12/2016	0	0	0	0	17 177	1	1 515	4	8	12
B 0177 G	- CBAO, Groupe Atijarwafa Bank, Succursale du Bénin	-	06/09/2013	0	0	0	0	13 843	1	938	7	12	19
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (15)			213 945	24 677	27 173	162 095	3 463 187	219	1 278 551	510	2 269	2 779

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BENIN
(15 établissements)

Annexe II.2.1.b

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	512 935	447 473	-12,8%
- Caisse	44 244	58 272	31,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	253 384	237 398	-6,3%
- Comptes de dépôts	9 990	19 139	91,6%
- Comptes de prêts	203 008	129 366	-36,3%
- Valeurs non imputées	612	26	-95,8%
- Créances en souffrance	1 750	3 326	90,0%
- Dépréciations	-53	-54	1,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 528 946	1 607 976	5,2%
Comptes ordinaires débiteurs	132 800	128 352	-3,3%
Crédits à terme	1 290 876	1 323 923	2,6%
dont - <i>Crédits à court terme</i>	341 342	300 657	-11,9%
(dont <i>Affacturage</i>)	9 773	13 436	37,5%
- <i>Crédits à moyen terme</i>	847 136	934 610	10,3%
- <i>Crédits à long terme</i>	102 398	86 626	-15,4%
- <i>Crédits de location financement</i>	0	2 030	-
Valeurs non imputées	975	166	-83,0%
Créances en souffrance (montant Brut)	339 932	425 288	25,1%
dont - <i>Créances restructurées</i>	83 429	71 504	-14,3%
- <i>Créances douteuses et litigieuses</i>	256 503	353 784	37,9%
Dépréciations	-235 636	-269 753	14,5%
dont - <i>Dépréciations sur créances restructurées</i>	-5 522	-3 391	-38,6%
- <i>Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses</i>	-230 114	-266 361	15,8%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 078 192	1 243 033	15,3%
- Titres de transaction (y compris titres prêtés)	150 415	87 601	-41,8%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtés)	736 241	766 407	4,1%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtés)	109 368	309 688	183,2%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	38	187	392,1%
- Comptes de liaison	191	78	-59,2%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	2 454	3 169	29,1%
- Débiteurs divers	18 891	14 333	-24,1%
- Comptes d'attente et de régularisation	60 641	61 672	1,7%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	0	257	-
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	48	360	650,0%
VALEURS IMMOBILISÉES	389 676	164 705	-57,7%
- Prêts subordonnés	100	209	109,0%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtés)	22 204	22 030	-0,8%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtés)	250 530	3 572	-98,6%
- Dotations succursales	16 400	16 400	0,0%
- Dépôts et cautionnements	2 485	3 322	33,7%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	97 956	119 172	21,7%
dont <i>immobilisations encours</i>	10 453	22 515	115,4%
(<i>incorporelles</i>)	784	1 500	91,3%
<i>immobilisations d'exploitation</i>	63 117	59 847	-5,2%
(<i>incorporelles</i>)	2 858	2 953	3,3%
<i>immobilisations hors exploitation</i>	14 244	14 714	3,3%
(<i>incorporelles</i>)	0	0	-
<i>immobilisations acquises par réalisation de garantie</i>	12 362	23 812	92,6%
(<i>incorporelles</i>)	0	0	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	3 509 749	3 463 187	-1,3%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 098 885	870 760	-20,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	167 148	173 446	3,8%
- Comptes de dépôts	55 857	45 676	-18,2%
- Comptes d'emprunts	875 483	651 636	-25,6%
- Autres sommes dues	396	3	-99,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 104 360	2 260 476	7,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	878 997	1 002 899	14,1%
- Dépôts à terme reçus	789 470	804 637	1,9%
- Comptes d'épargne à régime spécial	337 558	347 967	3,1%
- Dépôts de garantie reçus	41 033	56 005	36,5%
- Autres dépôts	6 302	13 534	114,7%
- Bons de caisse	352	84	-76,1%
- Comptes d'affacturage	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	50 647	35 351	-30,2%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	86 757	93 668	8,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	819	-
- Titres de transaction passif	0	0	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	-
- Obligations	0	0	-
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	26	0	-100,0%
- Compte de liaison (Passif)	1	8	654,6%
- Crédoeurs divers	26 070	18 402	-29,4%
- Provisions	8 937	19 541	118,7%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	51 723	54 897	6,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	832	34	-95,9%
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	832	34	-95,9%
Capitaux propres et assimilés	218 916	238 249	8,8%
- Provisions réglementées	7 777	0	-100,0%
- Dettes subordonnées	23 801	28 778	20,9%
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	103	-
- Primes liées au capital	2 347	2 347	0,0%
- Ecart de réévaluation	1 729	1 729	0,0%
- Capital social	217 346	217 445	0,0%
- Capital non appelé	0	0	-
- Dotations	3 850	8 000	107,8%
- Réserves	57 235	63 457	10,9%
- Report à nouveau	-82 745	-87 990	6,3%
- Résultat de l'exercice	-2 067	7 048	-441,0%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	-10 357	-2 669	-74,2%
TOTAL DU PASSIF	3 509 749	3 463 187	-1,3%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	80 408	136 522	69,8%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	649 212	777 787	19,8%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVICES A LIVRER	2 017	35	-98,3%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	2 750	2 750	0,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	743	5 818	683,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

BENIN
(15 établissements)

Annexe II.2.1.b

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 996 814	3 015 714	0,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 528 946	1 607 976	5,2%
a) Crédits à court terme	475 117	429 175	-9,7%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	132 800	128 352	-3,3%
<i>Autres crédits à court terme</i>	342 317	300 823	-12,1%
b) Crédits à moyen terme	847 136	934 610	10,3%
c) Crédits à long terme	102 398	86 626	-15,4%
d) Crédits de location financement	0	2 030	-
e) Crédits en souffrance	104 296	155 535	49,1%
<i>.Créances restructurées</i>	77 907	68 113	-12,6%
<i>dépréciations</i>	5 522	3 391	-38,6%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	26 389	87 422	231,3%
<i>dépréciations</i>	230 114	266 361	15,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 467 868	1 407 738	-4,1%
a) Titres de transaction	150 415	87 601	-41,8%
b) Titres de placement	736 241	766 407	4,1%
c) Titres d'investissement	109 368	309 688	183,2%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-48	-103	114,6%
f) Immobilisations financières	289 234	42 211	-85,4%
g) Autres immobilisations	100 442	122 494	22,0%
h) Divers	82 215	79 440	-3,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 410 864	2 592 427	7,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 104 360	2 260 476	7,4%
a) A vue	929 644	1 038 250	11,7%
b) A terme	1 174 716	1 222 226	4,0%
dépôts à terme et bons de caisse	789 822	804 721	1,9%
comptes d'épargne à régime spécial	337 558	347 967	3,1%
autres	47 336	69 539	46,9%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	218 916	238 249	8,8%
a) Capital, dotations & réserves	185 609	207 638	11,9%
b) Autres	33 307	30 610	-8,1%
3. AUTRES RESSOURCES	87 589	93 702	7,0%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	0	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-585 949	-423 287	-27,8%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	585 949	423 287	-27,8%
1. DISPONIBILITES	-46 698	-61 441	31,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	632 647	484 728	-23,4%
emplois	-466 237	-386 032	-17,2%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-1 750	-3 326	90,0%
ressources	1 098 885	870 760	-20,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

BENIN
(15 établissements)

Annexe II.2.1.b

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS BANCAIRES	424 065	406 620	-4,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	5 188	7 646	47,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	165 148	147 266	-10,8%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	74 025	73 752	-0,4%
+Produits sur opérations de change	173 605	174 013	0,2%
+Produits sur opérations de hors-bilan	2 035	4 450	118,7%
+Produits sur prestations de services financiers	3 703	4 191	13,2%
+Autres produits d'exploitation bancaire	478	1 119	134,1%
-Déduction des intérêts sur créances en souffrances	117	5 817	4871,8%
2. CHARGES BANCAIRES	264 634	260 696	-1,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	37 861	34 402	-9,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	67 283	65 892	-2,1%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	660	1 248	89,1%
-Charges sur fonds propres et assimilés	898	1 388	54,5%
-Charges sur opérations de change	155 763	154 911	-0,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	85	120	41,2%
-Charges sur prestations de services financiers	1 558	2 427	55,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	526	308	-41,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	159 431	145 924	-8,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	4 932	4 573	-7,3%
+Produits sur valeurs immobilisées	160	1 389	768,1%
+Produits divers d'exploitation	4 772	3 184	-33,3%
+Production immobilisée	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	0	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	164 363	150 497	-8,4%
6. FRAIS GENERAUX	109 116	109 096	0,0%
-Frais de personnel	44 372	47 289	6,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	4 667	4 724	1,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	60 077	57 083	-5,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	11 359	13 194	16,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	12 816	13 266	3,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1 457	72	-95,1%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	43 888	28 208	-35,7%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	55 067	22 735	-58,7%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécouvrables	78 877	87 807	11,3%
+Dotations aux provisions réglementées	0	72	-
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	23 810	65 144	173,6%
-Reprises de provisions réglementées	0	0	-
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	117	0	-100,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-11 062	5 473	-149,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	703	922	31,2%
+Subventions d'exploitation	0	5	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	703	917	30,5%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	2 065	2 016	-2,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-12 424	4 379	-135,2%
+Bénéfices	17 343	33 208	91,5%
-Pertes	-29 767	-28 829	-3,2%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

BENIN
(15 établissements)

Annexe II.2.1.b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	19,3%	22,6%	3,4
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,8%	9,7%	2,9
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	69,3%	63,4%	-5,9
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,3%	3,2%	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,3%	7,5%	-0,8
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,1%	4,3%	-0,7
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	76,5%	83,9%	7,4
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	125,1%	80,6%	-44,5
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-7,8%	3,0%	10,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-5,7%	1,8%	7,5
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	-0,4%	0,1%	0,5
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	37,6	39,3	4,5%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	15,1	10,2	-32,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
MONTANT DU CAPITAL	217 346	217 445	0,0%
REPARTITION DU CAPITAL	217 346	217 445	0,0%
Nationaux	52 971	51 850	-2,1%
<i>Etat</i>	24 632	24 677	0,2%
<i>Privés</i>	28 339	27 173	-4,1%
Non-nationaux	164 375	165 595	0,7%
<i>dont UMOA</i>	55 421	68 299	23,2%
TOTAL DU BILAN	3 509 749	3 463 187	-1,3%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	212	219	7
Périodiques	0	0	-
Permanents	212	219	7
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	295	313	18
EFFECTIFS	2 904	2 779	-125
Employés	2 399	2 269	-130
<i>dont Etrangers</i>	36	34	-2
Cadres	505	510	5
<i>dont Etrangers</i>	47	48	1
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 301 144	1 278 551	-22 593
Personnes physiques	1 207 229	1 219 300	12 071
<i>dont Etrangers</i>	14 807	8 044	-6 763
Personnes morales	93 915	59 251	-34 664
<i>dont Etrangers</i>	587	417	-170
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	14	15	1

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-2 : BURKINA

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NON- NATIONAUX						
	BANQUES (15)			194 609	21 898	82 859	5 224 030	304	1 851 211	1 257	1 988	3 245
C 0148 V	- Cois Bank International	CBI	26/12/2007	32 000	1 871	29 062	1 025 838	50	368 362	108	414	522
C 0083 Z	- Ecobank-Burkina	ECOBANK	04/02/1997	11 818	393	1 375	925 069	42	474 917	251	201	452
C 0084 A	- Bank Of Africa-Burkina Faso	BOA-BURKINA	30/10/1997	22 000	0	9 460	790 804	52	485 819	33	484	517
C 0074 P	- Société Générale-Burkina Faso	-	16/12/1974	12 800	1 920	3 378	606 568	23	0	296	4	300
C 0134 E	- Banque Atlantique - Burkina Faso	BANQUE ATLANTIQUE	06/10/2005	12 247	2 248	2 569	439 115	24	136 390	103	117	220
C 0022 H	- United Bank for Africa Burkina	UBA-BURKINA FASO	16/12/1974	18 566	1 900	1 706	397 288	28	202 249	97	174	271
C 0023 J	- Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	BIC/IA-B	16/12/1974	10 000	2 500	2 399	248 919	15	84 580	140	121	261
C 0108 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Burkina	BSSC-BURKINA	06/08/2003	12 212	0	0	172 026	15	36 073	68	129	197
C 0120 P	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	-	01/08/2005	0	0	0	159 536	9	32 117	17	76	93
C 0056 V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	10/08/1995	17 208	8 604	0	157 874	18	0	73	95	168
C 0139 K	- International Business Bank (ex. BHBf)	BHBf	11/10/2005	22 827	2 028	19 593	114 689	12	23 101	51	55	106
C 0179 D	- Banque De l'Union - Burkina Faso	BDU-BF	13/12/2013	10 931	434	1 316	113 365	10	5 409	20	23	43
C 0141 J	- CBAO, Atijariwafabank, Succursale du Burkina	-	20/06/2011	0	0	0	49 663	6	0	0	45	45
C 0202 D	- Wendkunt Bank International	WBI	26/10/2017	12 000	0	12 000	23 276	0	2 194	0	50	50
C 0207 J	- Banque Agricole Du Faso	BADF	16/04/2018									
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			13 200	3 196	7 032	76 872	12	0	54	61	115
C 0085 B	- Fidelis Finance - Burkina Faso	FIDELIS FINANCE BF	30/10/1997	6 000	913	2 141	49 019	6	0	25	20	45
C 0021 G	- Société Burkinabè de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	4 000	1 853	2 121	14 133	4	0	13	34	47
C 0146 S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/2007	3 200	430	2 770	9 675	2	0	15	2	17
C 0149 W	- Société Africaine de Crédit Automobile - Allos Finance Succursale du Burkina	-	09/05/2007	0	0	0	4 045	0	0	1	5	6
	TOTAL ETABLISSEMENTS (19)			207 809	25 094	89 891	5 300 902	316	1 851 211	1 311	2 049	3 360

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BURKINA
(18 établissements)

Annexe II.2.2 b

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	726 459	721 984	-0,6%
- Caisse	70 819	81 386	14,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	385 231	379 835	-1,4%
- Comptes de dépôts	44 641	32 934	-26,2%
- Comptes de prêts	225 751	227 822	0,9%
- Valeurs non imputées	2	9	350,0%
- Créances en souffrance	16	0	-100,0%
- Dépréciations	0	-3	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 633 821	2 878 779	9,3%
Comptes ordinaires débiteurs	255 338	292 334	14,5%
Crédits à terme	2 237 642	2 513 049	12,3%
<i>dont - Crédits à court terme</i>	<i>950 536</i>	<i>969 534</i>	<i>2,0%</i>
<i>(dont Affacturage)</i>	<i>13 370</i>	<i>33 027</i>	<i>147,0%</i>
- <i>Crédits à moyen terme</i>	<i>1 220 268</i>	<i>1 465 606</i>	<i>20,1%</i>
- <i>Crédits à long terme</i>	<i>66 078</i>	<i>76 434</i>	<i>15,7%</i>
- <i>Crédits de location financement</i>	<i>760</i>	<i>1 475</i>	<i>94,1%</i>
Valeurs non imputées	2 843	2 706	-4,8%
Créances en souffrance (montant Brut)	247 130	228 222	-7,7%
<i>dont - Créances restructurées</i>	<i>21 293</i>	<i>22 085</i>	<i>3,7%</i>
- <i>Créances douteuses et litigieuses</i>	<i>225 837</i>	<i>206 137</i>	<i>-8,7%</i>
Dépréciations	-109 132	-157 532	44,3%
<i>dont - Dépréciations sur créances restructurées</i>	<i>3 423</i>	<i>-4 434</i>	<i>-229,5%</i>
- <i>Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses</i>	<i>-112 555</i>	<i>-153 098</i>	<i>36,0%</i>
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 623 647	1 512 920	-6,8%
- Titres de transaction (y compris titres prêtés)	0	25 611	-
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtés)	1 313 143	1 210 293	-7,8%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtés)	158 784	151 011	-4,9%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	1 183	13 884	1073,5%
- Comptes de liaison	4 052	2 849	-29,7%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	1 801	1 239	-31,2%
- Débiteurs divers	30 135	24 617	-18,3%
- Comptes d'attente et de régularisation	114 549	83 421	-27,2%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	0	0	-
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	0	4	-
VALEURS IMMOBILISÉES	167 096	186 677	11,7%
- Prêts subordonnés	0	0	-
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtés)	15 182	15 913	4,8%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtés)	12 358	7 237	-41,4%
- Dotations succursales	8 400	8 400	0,0%
- Dépôts et cautionnements	3 107	3 588	15,5%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	128 035	151 538	18,4%
<i>dont immobilisations encours</i>	<i>7 210</i>	<i>9 843</i>	<i>36,5%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>1 632</i>	<i>3 077</i>	<i>88,5%</i>
<i>immobilisations d'exploitation</i>	<i>59 908</i>	<i>49 887</i>	<i>-16,7%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>3 357</i>	<i>3 024</i>	<i>-9,9%</i>
<i>immobilisations hors exploitation</i>	<i>36 533</i>	<i>31 230</i>	<i>-14,5%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
<i>immobilisations acquises par réalisation de garantie</i>	<i>17 638</i>	<i>30 784</i>	<i>74,5%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	14	0	-100,0%
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	542	-
TOTAL DE L'ACTIF	5 151 024	5 300 902	2,9%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 291 110	1 145 409	-11,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	228 809	254 000	11,0%
- Comptes de dépôts	12 510	20 210	61,6%
- Comptes d'emprunts	1 049 573	871 196	-17,0%
- Autres sommes dues	218	3	-98,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 284 863	3 520 800	7,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 541 674	1 581 488	2,6%
- Dépôts à terme reçus	1 075 110	1 185 396	10,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	545 247	601 686	10,4%
- Dépôts de garantie reçus	64 403	76 537	18,8%
- Autres dépôts	24 409	39 980	63,8%
- Bons de caisse	0	0	-
- Comptes d'affacturage	96	632	558,3%
- Emprunts à la clientèle	11 866	11 428	-3,7%
- Autres sommes dues	22 057	23 653	7,2%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	150 408	154 353	2,6%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	0	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	-
- Obligations	2 051	2 106	2,7%
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	214	1 364	537,2%
- Créiteurs divers	25 412	32 420	27,6%
- Provisions	13 632	15 612	14,5%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	109 099	102 850	-5,7%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3	3	0,0%
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	3	3	0,0%
Capitaux propres et assimilés	424 639	480 337	13,1%
- Provisions réglementées	92	31	-66,3%
- Dettes subordonnées	9 158	8 455	-7,7%
- Comptes bloques d'actionnaires	879	924	5,1%
- Primes liées au capital	41 820	45 073	7,8%
- Ecart de réévaluation	1 574	1 574	0,0%
- Capital social	183 155	207 809	13,5%
- Capital non appelé	0	0	-
- Dotations	16 256	10 509	-35,4%
- Réserves	94 057	118 588	26,1%
- Report à nouveau	5 160	19 639	280,6%
- Résultat de l'exercice	49 740	19 783	-60,2%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	22 749	47 952	110,8%
TOTAL DU PASSIF	5 151 024	5 300 902	2,9%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	104 608	87 213	-16,6%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	1 641 548	1 214 237	-26,0%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	83 032	83 947	1,1%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	6 553	8 957	36,7%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

BURKINA
(18 établissements)

Annexe II.2.2 b

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	4 424 564	4 578 376	3,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	2 633 821	2 878 779	9,3%
a) Crédits à court terme	1 208 717	1 264 574	4,6%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	255 338	292 334	14,5%
<i>Autres crédits à court terme</i>	953 379	972 240	2,0%
b) Crédits à moyen terme	1 220 268	1 465 606	20,1%
c) Crédits à long terme	66 078	76 434	15,7%
d) Crédits de location financement	760	1 475	94,1%
e) Crédits en souffrance	137 997	70 690	-48,8%
<i>.Créances restructurées</i>	24 716	17 651	-28,6%
<i>dépréciations</i>	-3 423	4 434	-229,5%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	113 281	53 039	-53,2%
<i>dépréciations</i>	112 555	153 098	36,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 790 744	1 699 597	-5,1%
a) Titres de transaction	0	25 611	-
b) Titres de placement	1 313 143	1 210 293	-7,8%
c) Titres d'investissement	158 784	151 011	-4,9%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	0	-4	-
f) Immobilisations financières	35 954	31 550	-12,2%
g) Autres immobilisations	131 142	155 127	18,3%
h) Divers	151 721	126 009	-16,9%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	3 859 914	4 154 951	7,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	3 286 914	3 522 906	7,2%
a) A vue	1 563 828	1 605 773	2,7%
b) A terme	1 723 086	1 917 133	11,3%
dépôts à terme et bons de caisse	1 075 110	1 185 396	10,3%
comptes d'épargne à régime spécial	545 247	601 686	10,4%
autres	102 729	130 051	26,6%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	424 639	479 795	13,0%
a) Capital, dotations & réserves	412 936	468 811	13,5%
b) Autres	11 703	10 984	-6,1%
3. AUTRES RESSOURCES	148 360	152 250	2,6%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	0	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-564 651	-423 426	-25,0%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	564 651	423 426	-25,0%
1. DISPONIBILITES	-72 620	-82 625	13,8%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	637 271	506 051	-20,6%
emplois	-653 839	-639 358	-2,2%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-16	0	-100,0%
ressources	1 291 110	1 145 409	-11,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

BURKINA
(18 établissements)

Annexe II.2.2 b

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS BANCAIRES	587 579	707 590	20,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	9 876	11 444	15,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	218 833	238 455	9,0%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	89 906	92 017	2,3%
+Produits sur opérations de change	252 596	343 663	36,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	8 861	12 620	42,4%
+Produits sur prestations de services financiers	5 841	8 830	51,2%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 822	801	-56,0%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	157	240	52,9%
2. CHARGES BANCAIRES	374 466	471 185	25,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	45 178	38 212	-15,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	84 433	98 816	17,0%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	2 720	2 240	-17,7%
-Charges sur fonds propres et assimilés	467	750	60,6%
-Charges sur opérations de change	236 768	325 828	37,6%
-Charges sur opérations de hors-bilan	305	353	15,9%
-Charges sur prestations de services financiers	3 449	3 896	12,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	1 146	1 091	-4,8%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	213 113	236 405	10,9%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	11 223	10 392	-7,4%
+Produits sur valeurs immobilisées	6 492	3 247	-50,0%
+Produits divers d'exploitation	4 731	7 145	51,0%
+Production immobilisée	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	0	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	224 336	246 797	10,0%
6. FRAIS GENERAUX	107 688	121 013	12,4%
-Frais de personnel	44 611	47 479	6,4%
-Impôts, taxes et versements assimilés	3 054	4 711	54,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	60 023	68 824	14,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	13 851	15 429	11,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	13 869	15 480	11,6%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	18	51	183,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	102 797	110 355	7,4%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	27 237	33 682	23,7%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	55 748	106 122	90,4%
+Dotations aux provisions réglementées	0	0	-
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	28 511	72 432	154,0%
-Reprises de provisions réglementées	0	8	-
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	157	240	52,9%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	75 718	76 913	1,6%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 469	1 059	-27,9%
+Subventions d'exploitation	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	28	169	514,0%
+Récupération sur créances amorties	1 441	890	-38,2%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	4 697	10 236	117,9%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	72 489	67 735	-6,6%
+Bénéfices	73 953	71 385	-3,5%
-Pertes	-1 464	-3 650	149,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

BURKINA
(18 établissements)

Annexe II.2.2 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2017-2018
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	9,0%	7,5%	-1,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	5,2%	2,5%	-2,8
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	44,2%	69,0%	24,9
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,8%	2,9%	0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	6,8%	6,9%	0,1
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	4,0%	4,0%	0,0
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	57,0%	57,7%	0,7
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	26,5%	30,5%	4,0
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	34,0%	28,7%	-5,4
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	17,1%	14,1%	-3,0
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	1,4%	1,3%	-0,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	34,0	36,0	5,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	32,5	32,8	1,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

BURKINA
(18 établissements)

Annexe II.2.2 b

STATISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
MONTANT DU CAPITAL	183 155	207 809	13,5%
REPARTITION DU CAPITAL	183 155	207 809	13,5%
Nationaux	92 283	114 985	24,6%
<i>Etat</i>	24 761	25 094	1,3%
<i>Privés</i>	67 522	89 891	33,1%
Non-nationaux	90 872	92 824	2,1%
<i>dont UMOA</i>	32 689	34 640	6,0%
TOTAL DU BILAN	5 151 024	5 300 902	2,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	295	316	21
Périodiques	2	4	2
Permanents	293	312	19
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	264	383	119
EFFECTIFS	3 163	3 360	197
Employés	1 862	2 049	187
<i>dont Etrangers</i>	6	6	0
Cadres	1 301	1 311	10
<i>dont Etrangers</i>	29	36	7
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 811 774	1 851 211	39 437
Personnes physiques	1 663 640	1 691 146	27 506
<i>dont Etrangers</i>	33 764	13 066	-20 698
Personnes morales	148 134	160 065	11 931
<i>dont Etrangers</i>	890	657	-233
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	17	18	1

(*) : *Données provisoires*
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX DE COMPTES (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL				
					ETAT	NATIONALAUX PRIVES	NON- NATIONALAUX										
BANQUES (27)													4 293	4 773	9 066		
A 0008 D	- Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	SGBCI	01/09/1966	449 126	92 400	102 107	254 619	12 069 259	691	3 917 884	4 293	4 773	9 066				
A 0034 G	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire	BACI	11/08/1978	15 556	0	3 755	11 801	1 909 567	71	987 106	730	607	1 337				
A 0059 J	- Ecobank Côte d'Ivoire	ECOBANK	16/03/1989	24 963	0	24 938	25	1 488 644	69	376 798	328	316	644				
A 0042 Q	- NSIA Banque - Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE-CI	30/12/1980	27 525	0	5 011	22 514	1 471 180	47	348 521	290	420	710				
A 0007 C	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	01/09/1966	23 170	0	23 170	0	1 092 921	83	340 002	466	505	971				
A 0006 B	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICICI	01/09/1966	10 000	500	300	9 200	1 069 788	63	405 148	421	403	824				
A 0032 E	- Bank Of Africa - Côte d'Ivoire	BOA-COTE D'IVOIRE	14/12/1995	16 667	5 500	0	11 167	679 140	48	272 317	409	250	659				
A 0092 V	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/1999	20 000	0	20 000	0	577 691	40	245 982	184	279	463				
A 0131 M	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BBG CI	08/05/2006	20 500	0	10 000	0	552 309	36	160 560	351	261	612				
A 0150 H	- United Bank for Africa	UBA	30/04/2008	10 000	0	0	20 474	430 321	14	13 521	151	80	231				
A 0121 B	- Oriabank Côte d'Ivoire	-	11/02/2005	20 474	0	0	44 444	372 694	11	58 600	126	67	193				
A 0166 A	- Coris Bank International Côte d'Ivoire	CBi-CI	26/09/2012	44 444	0	0	44 444	356 125	8	16 258	0	112	112				
A 0162 W	- BGFIBank Côte d'Ivoire	BGFIBANK CI	03/05/2011	15 400	0	1 540	13 860	343 673	18	41 692	53	101	154				
A 0097 A	- Standard Chartered Bank-Côte d'Ivoire	-	01/02/2000	20 000	0	5 000	15 000	337 009	6	1 677	57	61	118				
A 0156 R	- NSIA Banque Bénin, Succursale de Côte d'Ivoire (Ex-Diamond Bank, Succ. CI)	-	02/09/2010	10 300	0	0	10 300	299 734	2	11 838	103	15	118				
A 0118 Y	- CITIBANK - Côte d'Ivoire	CITIBANK CI	11/02/2005	0	0	0	0	179 346	8	46 253	22	115	137				
A 0154 M	- Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Côte d'Ivoire	BSSIC-COTE D'IVOIRE	04/06/2009	10 000	0	3	9 997	137 075	1	302	37	5	42				
A 0068 T	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	BHCI	28/04/1993	18 700	0	0	18 700	131 736	21	36 916	80	146	226				
A 0201 N	- Banque D'Abidjan	-	20/02/2017	14 776	0	7 034	7 742	109 936	9	72 226	83	188	271				
A 0180 Q	- Banque De l'Union - Côte d'Ivoire	BDU-CI	13/12/2013	22 000	0	0	22 000	99 566	24	9 878	57	96	153				
A 0112 R	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/2003	11 413	0	357	11 056	84 252	10	9 053	18	47	65				
A 0106 K	- Afriland First Bank Côte d'Ivoire	FIRST BANK CI	26/11/1996	3 000	3 000	0	0	71 341	3	8 680	38	67	105				
A 0163 X	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	GTBANK-CI	07/07/2011	12 506	0	898	11 608	67 881	13	18 867	81	103	184				
A 0155 N	- Caisse Nationale des Caisses d'Epargne	CNCE	28/10/2009	14 832	0	101	14 731	61 175	4	83 990	50	87	137				
A 0198 K	- Stanbic Bank	STANBIC	21/07/2016	40 000	40 000	0	0	53 461	73	341 974	102	364	466				
A 0188 Z	- Banque Malienne de Solidarité, Succursale de Côte d'Ivoire	-	29/09/2014	22 900	22 900	0	0	39 443	1	51	22	13	35				
A 0194 F	- Banque Régionale de Marchés, Succursale de Côte d'Ivoire	-	11/06/2015	0	0	0	0	29 995	7	9 439	22	58	80				
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)													1	235	19		
A 0001 W	- Société Africaine de Crédit Automobile-Alios Finance	SAFCA-ALIOS FINANCE	05/01/1996	3 248	0	1 303	1 945	75 162	3	0	27	52	79				
A 0186 X	- Fidelis Finance Burkina Faso, Succursale de Côte d'Ivoire	FIDELIS COTE D'IVOIRE	29/09/2014	3 248	0	1 303	1 945	63 235	1	0	23	42	65				
TOTAL ETABLISSEMENTS (29)													694	3 917 884	4 320	4 825	9 145
				452 374	92 400	103 410	256 564	12 144 421	694	3 917 884	4 320	4 825	9 145				

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 387 932	1 379 333	-0,6%
- Caisse	256 985	286 279	11,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	770 806	831 012	7,8%
- Comptes de dépôts	50 704	47 038	-7,2%
- Comptes de prêts	308 780	214 560	-30,5%
- Valeurs non imputées	130	3	-97,7%
- Créances en souffrance	981	633	-35,5%
- Dépréciations	-455	-192	-57,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	6 253 300	7 146 333	14,3%
Comptes ordinaires débiteurs	944 820	1 155 362	22,3%
Crédits à terme	5 047 899	5 733 304	13,6%
<i>dont - Crédits à court terme</i>	<i>2 483 872</i>	<i>2 733 857</i>	<i>10,1%</i>
<i>(dont Affacturage)</i>	<i>26 882</i>	<i>12 951</i>	<i>-51,8%</i>
<i>- Crédits à moyen terme</i>	<i>2 193 852</i>	<i>2 603 948</i>	<i>18,7%</i>
<i>- Crédits à long terme</i>	<i>274 690</i>	<i>289 825</i>	<i>5,5%</i>
<i>- Crédits de location financement</i>	<i>95 485</i>	<i>105 674</i>	<i>10,7%</i>
Valeurs non imputées	2 386	12 415	420,3%
Créances en souffrance (montant Brut)	645 735	691 249	7,0%
<i>dont - Créances restructurées</i>	<i>63 781</i>	<i>64 845</i>	<i>1,7%</i>
<i>- Créances douteuses et litigieuses</i>	<i>581 954</i>	<i>626 403</i>	<i>7,6%</i>
Dépréciations	-387 539	-445 997	15,1%
<i>dont - Dépréciations sur créances restructurées</i>	<i>-1 945</i>	<i>-5 720</i>	<i>194,0%</i>
<i>- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses</i>	<i>-385 594</i>	<i>-440 277</i>	<i>14,2%</i>
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	2 953 179	3 183 304	7,8%
- Titres de transaction (y compris titres prêtés)	540 765	591 333	9,4%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtés)	1 619 510	1 648 861	1,8%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtés)	273 723	494 520	80,7%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	0	0	-
- Comptes de liaison	16 779	39 806	137,2%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	975	973	-0,2%
- Débiteurs divers	138 897	179 763	29,4%
- Comptes d'attente et de régularisation	370 860	236 986	-36,1%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	1 321	1 353	2,4%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	9 650	10 292	6,7%
VALEURS IMMOBILISÉES	491 916	433 951	-11,8%
- Prêts subordonnés	8 703	9 128	4,9%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtés)	3 023	3 456	14,3%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtés)	97 180	35 085	-63,9%
- Dotations succursales	38 000	38 000	0,0%
- Dépôts et cautionnements	7 622	10 609	39,2%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	337 112	337 533	0,1%
<i>dont immobilisations encours</i>	<i>23 264</i>	<i>23 804</i>	<i>2,3%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>4 790</i>	<i>5 380</i>	<i>12,3%</i>
<i>immobilisations d'exploitation</i>	<i>267 618</i>	<i>243 444</i>	<i>-9,0%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>26 945</i>	<i>25 694</i>	<i>-4,6%</i>
<i>immobilisations hors exploitation</i>	<i>15 572</i>	<i>14 159</i>	<i>-9,1%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
<i>immobilisations acquises par réalisation de garantie</i>	<i>16 284</i>	<i>13 774</i>	<i>-15,4%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>785</i>	<i>719</i>	<i>-8,4%</i>
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	1 351	1 363	0,9%
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	1 075	1 223	13,8%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 000	1 500	50,0%
TOTAL DE L'ACTIF	11 087 328	12 144 421	9,5%

(*) : Données provisoires

(**) : Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	2 192 284	2 179 845	-0,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	443 255	336 370	-24,1%
- Comptes de dépôts	35 883	21 607	-39,8%
- Comptes d'emprunts	1 708 805	1 791 632	4,8%
- Autres sommes dues	4 342	30 237	596,4%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	7 526 577	8 520 455	13,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	4 182 421	4 767 890	14,0%
- Dépôts à terme reçus	1 324 605	1 583 245	19,5%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 458 584	1 577 059	8,1%
- Dépôts de garantie reçus	270 336	344 921	27,6%
- Autres dépôts	40 502	48 952	20,9%
- Bons de caisse	66 768	49 318	-26,1%
- Comptes d'affacturage	1 894	2 822	49,0%
- Emprunts à la clientèle	3 683	14 861	303,5%
- Autres sommes dues	177 784	131 387	-26,1%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	479 706	474 373	-1,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	18 795	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	-
- Obligations	10 314	8 021	-22,2%
- Autres dettes constituées par des titres	20 094	11 662	-42,0%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	45	-
- Compte de liaison (Passif)	4 007	24 133	502,3%
- Créiteurs divers	101 023	119 433	18,2%
- Provisions	80 026	76 503	-4,4%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	264 242	215 782	-18,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	100	100	0,0%
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	100	100	0,0%
Capitaux propres et assimilés	888 661	969 648	9,1%
- Provisions réglementées	8 066	3 136	-61,1%
- Dettes subordonnées	81 325	79 682	-2,0%
- Comptes bloqués d'actionnaires	4 118	162	-96,1%
- Primes liées au capital	70 978	70 978	0,0%
- Ecart de réévaluation	12 471	12 471	0,0%
- Capital social	416 113	452 374	8,7%
- Capital non appelé	0	0	-
- Dotations	16 708	18 208	9,0%
- Réserves	191 752	234 981	22,5%
- Report à nouveau	-30 676	-56 723	84,9%
- Résultat de l'exercice	77 636	64 526	-16,9%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	40 169	89 853	123,7%
TOTAL DU PASSIF	11 087 328	12 144 421	9,5%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	565 457	802 719	42,0%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	1 710 672	2 060 884	20,5%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	1 653	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	30 279	9 792	-67,7%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	32	32	0,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	18 714	18 702	-0,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	9 698 395	10 763 588	11,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	6 253 300	7 146 333	14,3%
a) Crédits à court terme	3 431 078	3 901 634	13,7%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	944 820	1 155 362	22,3%
<i>Autres crédits à court terme</i>	2 486 258	2 746 272	10,5%
b) Crédits à moyen terme	2 193 852	2 603 948	18,7%
c) Crédits à long terme	274 690	289 825	5,5%
d) Crédits de location financement	95 485	105 674	10,7%
e) Crédits en souffrance	258 195	245 252	-5,0%
<i>.Créances restructurées</i>	61 835	59 126	-4,4%
<i>dépréciations</i>	1 945	5 720	194,0%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	196 360	186 126	-5,2%
<i>dépréciations</i>	385 594	440 277	14,2%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	3 445 095	3 617 255	5,0%
a) Titres de transaction	540 765	591 333	9,4%
b) Titres de placement	1 619 510	1 648 861	1,8%
c) Titres d'investissement	273 723	494 520	80,7%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-8 329	-8 939	7,3%
f) Immobilisations financières	147 182	85 809	-41,7%
g) Autres immobilisations	344 734	348 142	1,0%
h) Divers	527 511	457 528	-13,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	8 894 043	9 963 076	12,0%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	7 556 986	8 540 138	13,0%
a) A vue	4 362 099	4 902 099	12,4%
b) A terme	3 194 887	3 638 039	13,9%
dépôts à terme et bons de caisse	1 391 373	1 632 563	17,3%
comptes d'épargne à régime spécial	1 458 584	1 577 059	8,1%
autres	344 930	428 417	24,2%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	887 661	968 148	9,1%
a) Capital, dotations & réserves	781 680	872 697	11,6%
b) Autres	105 980	95 451	-9,9%
3. AUTRES RESSOURCES	449 397	454 790	1,2%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	18 795	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-804 352	-800 512	-0,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	804 352	800 512	-0,5%
1. DISPONIBILITES	-257 961	-287 252	11,4%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 062 313	1 087 764	2,4%
emplois	-1 129 972	-1 092 081	-3,4%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-981	-633	-35,5%
ressources	2 192 284	2 179 845	-0,6%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

COTE D'IVOIRE
(29 établissements)

Annexe II.1.2

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
1. PRODUITS BANCAIRES	957 434	1 539 370	60,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	23 660	13 483	-43,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	582 453	646 524	11,0%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	128 302	159 087	24,0%
+Produits sur opérations de change	179 700	677 716	277,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	18 331	19 238	4,9%
+Produits sur prestations de services financiers	16 650	18 153	9,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	9 094	7 048	-22,5%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	755	1 878	148,7%
2. CHARGES BANCAIRES	364 767	873 530	139,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	64 086	70 751	10,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	134 738	137 614	2,1%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	4 962	12 509	152,1%
-Charges sur fonds propres et assimilés	3 720	4 184	12,5%
-Charges sur opérations de change	141 925	637 840	349,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	1 348	1 047	-22,3%
-Charges sur prestations de services financiers	6 511	6 660	2,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	7 477	2 925	-60,9%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	592 667	665 840	12,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	32 246	35 717	10,8%
+Produits sur valeurs immobilisées	16 302	19 033	16,8%
+Produits divers d'exploitation	25 184	17 516	-30,4%
+Production immobilisée	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	9 240	832	-91,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	624 913	701 557	12,3%
6. FRAIS GENERAUX	343 406	395 130	15,1%
-Frais de personnel	146 363	169 437	15,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	20 873	25 349	21,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	176 169	200 344	13,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	45 377	45 115	-0,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	45 543	45 131	-0,9%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	166	16	-90,4%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	236 130	261 313	10,7%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	100 116	87 232	-12,9%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécouvrables	216 239	205 048	-5,2%
+Dotations aux provisions réglementées	21 302	34	-99,8%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	115 942	116 930	0,9%
-Reprises de provisions réglementées	21 482	920	-95,7%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	781	786	0,6%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	136 795	174 867	27,8%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	10 245	3 991	-61,0%
+Subventions d'exploitation	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	10 245	3 991	-61,0%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	29 235	24 479	-16,3%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	117 805	154 379	31,0%
+Bénéfices	130 374	151 563	16,3%
-Pertres	-12 568	2 816	-122,4%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

COTE D'IVOIRE
(29 établissements)

Annexe II.1.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	9,7%	9,1%	-0,6
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,1%	3,4%	-0,7
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	60,0%	64,5%	4,5
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,0%	1,9%	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,9%	7,7%	-0,2
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,9%	5,8%	-0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	65,6%	66,1%	0,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	42,3%	33,3%	-9,0
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	19,9%	23,2%	3,3
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	13,3%	15,9%	2,7
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	1,1%	1,3%	0,2
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	42,1	43,2	2,6%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	29,0	28,6	-1,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

COTE D'IVOIRE
(29 établissements)

Annexe II.1.2

STATISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
MONTANT DU CAPITAL	416 113	452 374	8,7%
REPARTITION DU CAPITAL	416 113	452 374	8,7%
Nationaux	177 999	195 810	10,0%
<i>Etat</i>	95 897	92 400	-3,6%
<i>Privés</i>	82 102	103 410	26,0%
Non-nationaux	238 114	256 564	7,7%
<i>dont UMOA</i>	111 856	116 299	4,0%
TOTAL DU BILAN	11 087 328	12 144 421	9,5%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	692	694	2
Périodiques	132	134	2
Permanents	560	560	0
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	717	713	-4
EFFECTIFS	8 155	9 145	990
Employés	4 441	4 825	384
<i>dont Etrangers</i>	48	88	40
Cadres	3 714	4 320	606
<i>dont Etrangers</i>	72	104	32
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	3 713 753	3 917 884	204 131
Personnes physiques	3 562 856	3 774 366	211 510
<i>dont Etrangers</i>	122 164	118 494	-3 670
Personnes morales	150 897	143 518	-7 379
<i>dont Etrangers</i>	2 279	1 792	-487
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	30	29	-1

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-4 : GUINEE-BISSAU

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS	
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES
	BANQUES (5)											
S 0143 V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK	29/11/2006	26 478	0	2 039	24 439	35	153 685	128	391	519
S 0128 D	- Banco Da União	BDU	01/04/2005	10 000	0	0	10 000	6	46 144	12	109	121
S 0172 B	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau	-	05/06/2013	10 000	0	200	9 800	8	13 919	12	69	81
S 0096 T	- Banco da Africa Ocidental	BAO	03/02/1997	6 478	0	1 839	4 639	5	29 188	13	95	108
S 0195 B	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau	-	28/09/2015	0	0	0	0	14	55 261	65	100	165
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (6)							2	9 073	26	18	44
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (6)							0	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (5)			26 478	0	2 039	24 439	35	153 685	128	391	519

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

GUINEE – BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.1.2

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	52 291	32 330	-38,2%
- Caisse	7 263	7 034	-3,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	36 535	22 955	-37,2%
- Comptes de dépôts	276	317	14,9%
- Comptes de prêts	8 217	2 024	-75,4%
- Valeurs non imputées	0	0	-
- Créances en souffrance	28	28	0,0%
- Dépréciations	-28	-28	0,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	98 920	132 880	34,3%
Comptes ordinaires débiteurs	11 471	18 067	57,5%
Crédits à terme	71 823	100 542	40,0%
<i>dont - Crédits à court terme</i>	22 144	41 471	87,3%
<i>(dont Affacturage)</i>	0	0	-
- <i>Crédits à moyen terme</i>	40 338	56 951	41,2%
- <i>Crédits à long terme</i>	9 312	2 099	-77,5%
- <i>Crédits de location financement</i>	29	21	-27,6%
Valeurs non imputées	1	1	0,0%
Créances en souffrance (montant Brut)	42 872	42 718	-0,4%
<i>dont - Créances restructurées</i>	1 338	1 868	39,6%
- <i>Créances douteuses et litigieuses</i>	41 534	40 850	-1,6%
Dépréciations	-27 247	-28 448	4,4%
<i>dont - Dépréciations sur créances restructurées</i>	0	-289	-
- <i>Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses</i>	-27 247	-28 159	3,3%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	85 974	87 651	2,0%
- Titres de transaction (y compris titres prêtés)	0	0	-
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtés)	55 208	50 460	-8,6%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtés)	22 710	27 050	19,1%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	0	0	-
- Comptes de liaison	12	0	-100,0%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	15	24	60,0%
- Débiteurs divers	5 975	5 627	-5,8%
- Comptes d'attente et de régularisation	2 139	4 490	109,9%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	0	92	-
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	85	92	8,2%
VALEURS IMMOBILISÉES	8 759	9 007	2,8%
- Prêts subordonnés	0	0	-
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtés)	0	0	-
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtés)	154	135	-12,3%
- Dotations succursales	0	0	-
- Dépôts et cautionnements	409	85	-79,2%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	12 257	8 787	-28,3%
<i>dont immobilisations encours</i>	197	256	29,9%
<i>(incorporelles)</i>	223	136	-39,0%
<i>immobilisations d'exploitation</i>	6 378	1 768	-72,3%
<i>(incorporelles)</i>	1 314	272	-79,3%
<i>immobilisations hors exploitation</i>	428	0	-100,0%
<i>(incorporelles)</i>	0	0	-
<i>immobilisations acquises par réalisation de garantie</i>	691	657	-4,9%
<i>(incorporelles)</i>	0	0	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	4 061	0	-100,0%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	245 944	261 868	6,5%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

GUINEE-BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.1.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	82 155	76 443	-7,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	25 058	23 088	-7,9%
- Comptes de dépôts	116	116	0,0%
- Comptes d'emprunts	56 819	53 076	-6,6%
- Autres sommes dues	162	163	0,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	138 807	157 381	13,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	89 330	98 911	10,7%
- Dépôts à terme reçus	19 156	25 595	33,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	21 829	23 333	6,9%
- Dépôts de garantie reçus	6 324	7 189	13,7%
- Autres dépôts	0	505	-
- Bons de caisse	0	0	-
- Comptes d'affacturage	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	2 168	1 848	-14,8%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	12 272	15 812	28,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	0	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	-
- Obligations	0	0	-
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	281	14	-95,0%
- Créiteurs divers	6 482	7 634	17,8%
- Provisions	2 610	3 365	28,9%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	2 899	4 799	65,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	0	0	-
Capitaux propres et assimilés	12 710	12 232	-3,8%
- Provisions réglementées	93	0	-100,0%
- Dettes subordonnées	432	183	-57,6%
- Comptes bloques d'actionnaires	680	680	0,0%
- Primes liées au capital	0	0	-
- Ecart de réévaluation	0	0	-
- Capital social	30 478	30 478	0,0%
- Capital non appelé	0	0	-
- Dotations	2 095	1 500	-28,4%
- Réserves	1 533	1 737	13,3%
- Report à nouveau	-21 367	-24 434	14,4%
- Résultat de l'exercice	-1 234	2 447	-298,3%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	-359	-
TOTAL DU PASSIF	245 944	261 868	6,5%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	3 710	4 467	20,4%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	66 299	70 227	5,9%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	250	250	0,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

GUINEE-BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.1.2

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	193 653	229 538	18,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	98 920	132 880	34,3%
a) Crédits à court terme	33 616	59 539	77,1%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	11 471	18 067	57,5%
<i>Autres crédits à court terme</i>	22 145	41 472	87,3%
b) Crédits à moyen terme	40 338	56 951	41,2%
c) Crédits à long terme	9 312	2 099	-77,5%
d) Crédits de location financement	29	21	-27,6%
e) Crédits en souffrance	15 625	14 270	-8,7%
<i>.Créances restructurées</i>	1 338	1 579	18,0%
<i>dépréciations</i>	0	289	-
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	14 287	12 691	-11,2%
<i>dépréciations</i>	27 247	28 159	3,3%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	94 733	96 658	2,0%
a) Titres de transaction	0	0	-
b) Titres de placement	55 208	50 460	-8,6%
c) Titres d'investissement	22 710	27 050	19,1%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-85	0	-100,0%
f) Immobilisations financières	-3 907	135	-103,5%
g) Autres immobilisations	12 666	8 872	-30,0%
h) Divers	8 141	10 141	24,6%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	163 789	185 425	13,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	138 807	157 381	13,4%
a) A vue	91 498	100 759	10,1%
b) A terme	47 309	56 622	19,7%
dépôts à terme et bons de caisse	19 156	25 595	33,6%
comptes d'épargne à régime spécial	21 829	23 333	6,9%
autres	6 324	7 694	21,7%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	12 710	12 232	-3,8%
a) Capital, dotations & réserves	11 505	11 369	-1,2%
b) Autres	1 205	863	-28,4%
3. AUTRES RESSOURCES	12 272	15 812	28,8%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	0	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-29 864	-44 113	47,7%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	29 864	44 113	47,7%
1. DISPONIBILITES	-7 278	-7 058	-3,0%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	37 142	51 171	37,8%
emplois	-45 013	-25 272	-43,9%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-28	-28	0,0%
ressources	82 155	76 443	-7,0%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

GUINEE-BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.1.2

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS BANCAIRES	20 930	25 238	20,6%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	755	335	-55,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	12 777	14 036	9,9%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	3 283	3 992	21,6%
+Produits sur opérations de change	1 621	2 854	76,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	596	723	21,3%
+Produits sur prestations de services financiers	685	746	8,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	641	1 090	70,0%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	-572	-1 462	155,6%
2. CHARGES BANCAIRES	4 391	5 612	27,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	2 125	1 964	-7,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 389	1 895	36,4%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	221	281	27,1%
-Charges sur fonds propres et assimilés	42	50	19,0%
-Charges sur opérations de change	445	1 121	151,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	103	183	77,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	66	118	78,8%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	16 539	19 626	18,7%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	1 336	448	-66,5%
+Produits sur valeurs immobilisées	1 104	8	-99,3%
+Produits divers d'exploitation	232	440	89,7%
+Production immobilisée	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	0	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	17 875	20 074	12,3%
6. FRAIS GENERAUX	12 834	13 992	9,0%
-Frais de personnel	5 210	5 608	7,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	320	455	42,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	7 304	7 929	8,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	1 941	1 674	-13,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 941	1 674	-13,8%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	0	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	3 100	4 408	42,2%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	4 078	1 983	-51,4%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	4 077	1 801	-55,8%
+Dotations aux provisions réglementées	488	644	32,0%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécupérables	487	462	-5,1%
-Reprises de provisions réglementées	0	0	-
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	-
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-978	2 425	-348,0%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	67	25	-62,7%
+Subventions d'exploitation	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	67	25	-62,7%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	323	362	12,1%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-1 234	2 088	-269,2%
+Bénéfices	1 476	2 121	43,7%
-Pertres	-2 710	-33	-98,8%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

GUINEE – BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.1.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	34,0%	26,5%	-7,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	15,8%	10,7%	-5,1
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	63,6%	66,6%	3,0
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,6%	1,7%	0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,9%	8,7%	-0,3
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,4%	7,0%	-0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	89,3%	79,8%	-9,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	131,5%	45,0%	-86,6
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-7,5%	10,6%	18,1
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-9,7%	17,1%	26,8
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	-0,5%	0,8%	1,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	26,1	27,0	3,1%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	6,3	8,5	34,5%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

GUINEE-BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.1.2

STATISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
MONTANT DU CAPITAL	30 478	30 478	0,0%
REPARTITION DU CAPITAL	30 478	30 478	0,0%
Nationaux	2 039	2 039	0,0%
<i>Etat</i>	0	0	-
<i>Privés</i>	2 039	2 039	0,0%
Non-nationaux	28 439	28 439	0,0%
<i>dont UMOA</i>	28 439	28 439	0,0%
TOTAL DU BILAN	245 944	261 868	6,5%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	30	35	5
Périodiques	0	0	-
Permanents	30	35	5
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	56	57	1
EFFECTIFS	491	519	28
Employés	379	391	12
<i>dont Etrangers</i>	19	20	1
Cadres	112	128	16
<i>dont Etrangers</i>	18	26	8
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	106 776	153 585	46 809
Personnes physiques	98 685	144 445	45 760
<i>dont Etrangers</i>	4 010	3 675	-335
Personnes morales	8 091	9 140	1 049
<i>dont Etrangers</i>	126	129	3
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	5	5	0

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-5 : MALI

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS	
					NATIONAUX		NON- NATIONAUX				CADRES	TOTAL
					ETAT	PRIVES						
	BANQUES (14)			215 725	50 956	28 359	136 411	490	1 737 961	1 627	1 920	3 547
D 0016 W	- Banque de Développement du Mali	BDM	12/09/1996	25 000	10 229	2 687	12 084	137	185 000	246	233	479
D 0102 P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/2002	34 595	27 256	6 504	835	40	320 663	151	377	528
D 0090 B	- Ecobank-Mali	ECOBANK	11/09/1998	10 000	0	659	9 341	31	176 586	152	227	379
D 0045 C	- Bank Of Africa - Mali	BOA-MALI	24/12/1982	15 450	0	5 646	9 804	61	297 334	167	219	386
D 0043 A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/1982	29 869	10 895	0	18 974	54	310 504	148	269	417
D 0041 Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/1980	20 011	2 101	4 649	13 261	73	275 415	164	229	393
D 0135 A	- Banque Atlantique - Mali	BANQUE ATLANTIQUE	12/10/2005	22 000	0	5 809	16 191	21	69 459	126	102	228
D 0181 A	- Coris Bank International - Mali	-	13/12/2013	11 000	0	1 100	9 900	8	10 342	85	3	88
D 0109 X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Mali	BSIC-MALI	04/08/2003	11 000	0	0	11 000	16	27 860	80	78	158
D 0044 B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	06/10/1982	14 300	475	5	13 820	19	31 076	134	37	171
D 0089 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BIC-IM	28/05/1998	10 000	0	1 300	8 700	1	4 161	57	22	79
D 0147 N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/2007	12 500	0	0	12 500	17	8 106	51	89	140
D 0173 R	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali	-	05/06/2013	0	0	0	0	12	21 455	66	35	101
D 0206 C	- United Bank for Africa Mali	UBA-MALI	05/03/2018									
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			8 963	6 757	2 206	0	1	0	27	10	37
D 0183 C	- Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	FGSP	17/04/2014	5 927	4 220	1 707	0	0	0	17	5	22
D 0152 T	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance, Succursale du Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE	28/02/2008	0	0	0	0	0	0	0	4	7
D 0098 K	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/2000	3 036	2 537	499	0	1	0	7	1	8
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			224 688	57 713	30 565	136 411	491	1 737 961	1 654	1 930	3 584

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

MALI
(16 établissements)

Annexe II.1.2

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	568 857	660 517	16,1%
- Caisse	94 515	107 276	13,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	271 842	440 468	62,0%
- Comptes de dépôts	32 470	31 970	-1,5%
- Comptes de prêts	136 604	80 854	-40,8%
- Valeurs non imputées	6 032	2	-100,0%
- Créances en souffrance	28 757	1 312	-95,4%
- Dépréciations	-1 364	-1 364	0,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 373 493	2 518 136	6,1%
Comptes ordinaires débiteurs	296 557	306 877	3,5%
Crédits à terme	1 906 767	2 029 554	6,4%
<i>dont - Crédits à court terme</i>	<i>1 366 248</i>	<i>1 420 832</i>	<i>4,0%</i>
<i>(dont Affacturage)</i>	<i>40</i>	<i>2 000</i>	<i>4900,0%</i>
- <i>Crédits à moyen terme</i>	<i>495 381</i>	<i>530 603</i>	<i>7,1%</i>
- <i>Crédits à long terme</i>	<i>38 414</i>	<i>68 778</i>	<i>79,0%</i>
- <i>Crédits de location financement</i>	<i>6 724</i>	<i>9 341</i>	<i>38,9%</i>
Valeurs non imputées	8 694	7 065	-18,7%
Créances en souffrance (montant Brut)	361 710	327 698	-9,4%
<i>dont - Créances restructurées</i>	<i>67 493</i>	<i>27 618</i>	<i>-59,1%</i>
- <i>Créances douteuses et litigieuses</i>	<i>294 217</i>	<i>300 081</i>	<i>2,0%</i>
Dépréciations	-200 235	-153 057	-23,6%
<i>dont - Dépréciations sur créances restructurées</i>	<i>-37 000</i>	<i>-33 769</i>	<i>-8,7%</i>
- <i>Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses</i>	<i>-163 235</i>	<i>-119 289</i>	<i>-26,9%</i>
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 242 587	1 221 806	-1,7%
- Titres de transaction (y compris titres prêtés)	60 453	62 202	2,9%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtés)	926 981	945 669	2,0%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtés)	96 989	83 157	-14,3%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	15 016	15 060	0,3%
- Comptes de liaison	15 532	5 146	-66,9%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	2 567	1 417	-44,8%
- Débiteurs divers	42 648	31 179	-26,9%
- Comptes d'attente et de régularisation	91 911	85 957	-6,5%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	850	898	5,6%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	10 362	8 879	-14,3%
VALEURS IMMOBILISÉES	253 359	304 672	20,3%
- Prêts subordonnés	553	568	2,7%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtés)	21 056	67	-99,7%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtés)	5 207	29 761	471,5%
- Dotations succursales	0	189	-
- Dépôts et cautionnements	1 838	2 615	42,2%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	224 704	271 472	20,8%
<i>dont immobilisations encours</i>	<i>6 938</i>	<i>9 796</i>	<i>41,2%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>1 272</i>	<i>1 554</i>	<i>22,2%</i>
<i>immobilisations d'exploitation</i>	<i>52 875</i>	<i>61 217</i>	<i>15,8%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>3 337</i>	<i>4 128</i>	<i>23,7%</i>
<i>immobilisations hors exploitation</i>	<i>38 195</i>	<i>44 450</i>	<i>16,4%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
<i>immobilisations acquises par réalisation de garantie</i>	<i>31 944</i>	<i>48 306</i>	<i>51,2%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 150	0	-100,0%
TOTAL DE L'ACTIF	4 439 446	4 705 131	6,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 183 921	1 139 719	-3,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	105 423	140 186	33,0%
- Comptes de dépôts	25 100	20 174	-19,6%
- Comptes d'emprunts	1 050 815	971 948	-7,5%
- Autres sommes dues	2 583	7 410	186,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 672 553	2 900 662	8,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 453 914	1 642 409	13,0%
- Dépôts à terme reçus	555 986	539 931	-2,9%
- Comptes d'épargne à régime spécial	517 549	530 768	2,6%
- Dépôts de garantie reçus	79 302	83 431	5,2%
- Autres dépôts	1 731	2 045	18,2%
- Bons de caisse	2 810	3 134	11,5%
- Comptes d'affacturage	0	0	
- Emprunts à la clientèle	10 123	15 316	51,3%
- Autres sommes dues	51 139	83 629	63,5%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	201 734	207 904	3,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	-
- Titres de transaction passif	11 000	0	-100,0%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	-
- Obligations	0	0	-
- Autres dettes constituées par des titres	11 928	0	-100,0%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	348	105	-69,8%
- Créditeurs divers	37 430	43 225	15,5%
- Provisions	36 700	36 694	0,0%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	104 327	127 880	22,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	0	0	-
Capitaux propres et assimilés	381 238	456 846	19,8%
- Provisions réglementées	2 371	0	-100,0%
- Dettes subordonnées	6 498	7 418	14,2%
- Comptes bloques d'actionnaires	1 166	1 177	0,9%
- Primes liées au capital	10 520	10 554	0,3%
- Ecart de réévaluation	14 530	35 678	145,5%
- Capital social	211 370	224 688	6,3%
- Capital non appelé	0	0	-
- Dotations	10 900	10 900	0,0%
- Réserves	69 767	86 052	23,3%
- Report à nouveau	11 333	12 555	10,8%
- Résultat de l'exercice	28 264	51 395	81,8%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	14 518	16 429	13,2%
TOTAL DU PASSIF	4 439 446	4 705 131	6,0%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	94 524	112 804	19,3%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	1 167 408	1 301 143	11,5%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVICES A LIVRER	8 507	1 729	-79,7%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	11 246	5 212	-53,7%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	18 284	5 437	-70,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

MALI
(16 établissements)

Annexe II.1.2

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	3 869 439	4 044 614	4,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	2 373 493	2 518 136	6,1%
a) Crédits à court terme	1 671 499	1 734 774	3,8%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	296 557	306 877	3,5%
<i>Autres crédits à court terme</i>	1 374 942	1 427 897	3,9%
b) Crédits à moyen terme	495 381	530 603	7,1%
c) Crédits à long terme	38 414	68 778	79,0%
d) Crédits de location financement	6 724	9 341	38,9%
e) Crédits en souffrance	161 475	174 641	8,2%
<i>.Créances restructurées</i>	30 493	-6 151	-120,2%
<i>dépréciations</i>	37 000	33 769	-8,7%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	130 982	180 792	38,0%
<i>dépréciations</i>	163 235	119 289	-26,9%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 495 946	1 526 477	2,0%
a) Titres de transaction	60 453	62 202	2,9%
b) Titres de placement	926 981	945 669	2,0%
c) Titres d'investissement	96 989	83 157	-14,3%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-9 512	-7 981	-16,1%
f) Immobilisations financières	26 817	30 585	14,1%
g) Autres immobilisations	226 543	274 087	21,0%
h) Divers	167 675	138 758	-17,2%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	3 254 374	3 565 412	9,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 684 481	2 900 662	8,1%
a) A vue	1 505 053	1 726 038	14,7%
b) A terme	1 179 428	1 174 625	-0,4%
dépôts à terme et bons de caisse	558 796	543 065	-2,8%
comptes d'épargne à régime spécial	517 549	530 768	2,6%
autres	103 083	100 792	-2,2%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	380 088	456 846	20,2%
a) Capital, dotations & réserves	355 523	412 573	16,0%
b) Autres	24 565	44 273	80,2%
3. AUTRES RESSOURCES	189 806	207 904	9,5%
<i>dont Titres de transaction</i>	11 000	0	-100,0%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-615 065	-479 201	-22,1%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	615 065	479 201	-22,1%
1. DISPONIBILITES	-97 082	-108 693	12,0%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	712 147	587 895	-17,4%
emplois	-471 774	-551 824	17,0%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-28 757	-1 312	-95,4%
ressources	1 183 921	1 139 719	-3,7%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS BANCAIRES	374 737	375 863	0,3%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	18 852	6 661	-64,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	220 087	240 577	9,3%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	67 222	61 362	-8,7%
+Produits sur opérations de change	35 467	44 230	24,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	19 019	18 383	-3,3%
+Produits sur prestations de services financiers	2 135	3 556	66,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	12 256	2 015	-83,6%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	302	921	205,0%
2. CHARGES BANCAIRES	119 628	128 216	7,2%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	46 934	47 344	0,9%
-Charges sur opérations avec la clientèle	46 780	50 562	8,1%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	3 006	1 442	-52,0%
-Charges sur fonds propres et assimilés	254	127	-50,0%
-Charges sur opérations de change	18 638	25 328	35,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	569	688	21,0%
-Charges sur prestations de services financiers	1 198	2 041	70,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	2 250	683	-69,6%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	255 110	247 647	-2,9%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	9 446	7 308	-22,6%
+Produits sur valeurs immobilisées	2 051	429	-79,1%
+Produits divers d'exploitation	7 395	6 955	-5,9%
+Production immobilisée	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	76	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	264 556	254 955	-3,6%
6. FRAIS GENERAUX	148 684	156 853	5,5%
-Frais de personnel	63 143	74 014	17,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	12 061	9 520	-21,1%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	73 480	73 319	-0,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	12 815	6 828	-46,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	18 616	19 725	6,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	5 801	12 897	122,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	103 057	91 275	-11,4%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	55 507	20 588	-62,9%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	101 027	157 977	56,4%
+Dotations aux provisions réglementées	445	777	74,6%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	45 962	138 466	201,3%
-Reprises de provisions réglementées	3	-300	-9564,4%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	302	959	217,5%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	47 852	71 646	49,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	9 284	3 081	-66,8%
+Subventions d'exploitation	120	120	0,0%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	750	750	0,0%
+Récupération sur créances amorties	8 414	2 211	-73,7%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	14 354	6 903	-51,9%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	42 782	67 824	58,5%
+Bénéfices	38 837	48 108	23,9%
-Pertes	3 945	19 716	399,8%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

MALI
(16 établissements)

Annexe II.1.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	14,1%	12,3%	-1,8
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,8%	6,9%	0,1
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	55,4%	46,7%	-8,7
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	2,4%	0,0
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,1%	7,8%	-0,3
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,7%	5,4%	-0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	65,6%	71,3%	5,7
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	53,7%	22,3%	-31,4
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	16,8%	27,4%	10,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	11,3%	14,8%	3,6
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	1,0%	1,4%	0,5
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	41,4	43,8	5,7%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	28,7	25,5	-11,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
MONTANT DU CAPITAL	211 370	224 688	6,3%
REPARTITION DU CAPITAL	211 370	224 688	6,3%
Nationaux	85 243	88 277	3,6%
<i>Etat</i>	55 475	57 713	4,0%
<i>Privés</i>	29 768	30 565	2,7%
Non-nationaux	126 127	136 411	8,2%
<i>dont UMOA</i>	46 982	46 982	0,0%
TOTAL DU BILAN	4 439 446	4 705 131	6,0%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	477	491	14
Périodiques	28	28	0
Permanents	449	463	14
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	471	508	37
EFFECTIFS	3 591	3 584	-7
Employés	1 952	1 930	-22
<i>dont Etrangers</i>	8	6	-2
Cadres	1 639	1 654	15
<i>dont Etrangers</i>	33	31	-2
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 589 661	1 737 961	148 300
Personnes physiques	1 411 663	1 501 176	89 513
<i>dont Etrangers</i>	43 859	46 820	2 961
Personnes morales	177 998	236 785	58 787
<i>dont Etrangers</i>	1 805	2 500	695
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	16	16	0

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-6 : NIGER

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***) (a)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS EMPLOYES		TOTAL	
					ETAT	NATIONAUX PRIVES				NON- NATIONAUX	CADRES		EFFECTIFS
BANQUES (14)				110 761	13 873	81 721	1 663 695	164	518 257	935	784	1 719	
H 0064 B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/1990	12 000	3 826	4 138	354 676	16	0	188	83	271	
H 0038 Y	- Bank Of Africa Niger	BOA-Niger	22/04/1994	13 000	0	11 873	300 491	32	247 152	207	99	306	
H 0095 K	- Ecobank Niger	ECOBANK	14/01/1999	10 962	0	9 928	224 761	14	0	149	73	222	
H 0136 E	- Banque Atlantique - Niger	BANQUE ATLANTIQUE	07/10/2005	11 620	0	2 351	168 214	19	80 799	26	114	140	
H 0040 A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	24/10/1996	19 188	1 059	14 438	201 566	17	54 893	74	100	174	
H 0110 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Niger	BSIC-NIGER	25/07/2003	11 000	0	11 000	146 549	16	30 664	88	70	158	
H 0164 K	- Banque Agricole du Niger	BAGRI	07/02/2011	10 084	8 450	1 634	85 272	24	37 250	60	103	163	
H 0081 Y	- Banque Islamique du Niger	BIN	03/06/1997	12 500	1 005	11 495	61 238	14	37 742	35	64	99	
H 0174 W	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger	-	25/05/2016	0	0	0	75 827	9	22 187	67	45	112	
H 0168 P	- CBAO, Groupe Atijariwafa Bank, Succursale du Niger	-	08/08/2013	0	0	0	20 340	1	1 600	9	7	16	
H 0057 T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	01/03/1987	10 407	827	9 580	15 426	1	5 866	20	23	43	
H 0193 R	- Banque Régionale de Marchés, Succursale du Niger	-	11/06/2015	0	0	0	9 335	1	104	12	3	15	
H 0208 H	- Banque de l'Habitat du Niger	BHN	26/07/2018										
H 0210 K	- Coris Bank International, Succursale du Niger	-	18/09/2018										
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)				12 025	0	12 025	23 774	957	0	78	1 581	1 659	
H 0205 E	- AL-JZZA Transfert d'Argent International	AL-JZZA	13/11/2017	3 000	0	3 000	10 150	411	0	22	955	977	
H 0209 J	- Niger Transfert d'Argent	NITA	26/07/2018	3 000	0	3 000	6 058	207	0	18	250	268	
H 0129 X	- Société Sahélienne de Financement	SAHFI	14/06/2005	3 025	0	3 025	4 138	1	0	7	4	11	
H 0204 D	- Bureau National d'Intermédiation Financière	BNIF-AFUWA	13/11/2017	3 000	0	3 000	3 428	338	0	31	372	403	
TOTAL ETABLISSEMENTS (18)				122 786	15 167	25 898	1 687 469	1 121	518 257	1 013	2 365	3 378	

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

NIGER
(16 établissements)

Annexe II.2.6 b

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	256 547	261 377	1,9%
- Caisse	47 958	58 503	22,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	106 079	120 266	13,4%
- Comptes de dépôts	10 578	8 042	-24,0%
- Comptes de prêts	91 931	74 566	-18,9%
- Valeurs non imputées	0	0	-
- Créances en souffrance	199	263	32,2%
- Dépréciations	-199	-263	32,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	859 537	878 319	2,2%
Comptes ordinaires débiteurs	186 539	170 570	-8,6%
Crédits à terme	633 852	636 123	0,4%
dont - <i>Crédits à court terme</i>	239 009	241 832	1,2%
(<i>dont Affacturage</i>)	0	0	-
- <i>Crédits à moyen terme</i>	357 614	346 991	-3,0%
- <i>Crédits à long terme</i>	37 229	47 300	27,1%
- <i>Crédits de location financement</i>	0	0	-
Valeurs non imputées	159	1 916	1105,0%
Créances en souffrance (montant Brut)	165 607	167 830	1,3%
dont - <i>Créances restructurées</i>	28 601	31 134	8,9%
- <i>Créances douteuses et litigieuses</i>	137 006	136 696	-0,2%
Dépréciations	-126 620	-98 120	-22,5%
dont - <i>Dépréciations sur créances restructurées</i>	-27	-1 546	5625,9%
- <i>Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses</i>	-126 593	-96 574	-23,7%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	385 371	456 706	18,5%
- Titres de transaction (y compris titres prêtés)	39 932	31 773	-20,4%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtés)	244 359	266 583	9,1%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtés)	62 649	93 331	49,0%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	36	0	-100,0%
- Comptes de liaison	1 074	767	-28,6%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	906	306	-66,2%
- Débiteurs divers	13 026	21 864	67,9%
- Comptes d'attente et de régularisation	22 453	42 605	89,8%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	2 059	788	-61,7%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	1 123	1 311	16,7%
VALEURS IMMOBILISÉES	75 739	88 066	16,3%
- Prêts subordonnés	0	0	-
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtés)	0	0	-
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtés)	4 611	5 423	17,6%
- Dotations succursales	0	3 000	-
- Dépôts et cautionnements	709	4 529	538,7%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	70 419	75 114	6,7%
dont <i>immobilisations encours</i>	14 202	3 237	-77,2%
(<i>incorporelles</i>)	1 554	479	-69,2%
<i>immobilisations d'exploitation</i>	29 476	30 503	3,5%
(<i>incorporelles</i>)	777	1 363	75,4%
<i>immobilisations hors exploitation</i>	6 852	6 560	-4,3%
(<i>incorporelles</i>)	0	0	-
<i>immobilisations acquises par réalisation de garantie</i>	18 217	24 354	33,7%
(<i>incorporelles</i>)	0	0	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	788	3 000	280,7%
TOTAL DE L'ACTIF	1 577 981	1 687 469	6,9%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

NIGER
(16 établissements)

Annexe II.2.6 b

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	456 345	456 861	0,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	38 673	44 533	15,2%
- Comptes de dépôts	13 666	22 030	61,2%
- Comptes d'emprunts	402 561	389 700	-3,2%
- Autres sommes dues	1 445	598	-58,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	871 036	943 065	8,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	531 830	585 662	10,1%
- Dépôts à terme reçus	156 456	148 644	-5,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	130 717	146 189	11,8%
- Dépôts de garantie reçus	26 762	31 460	17,6%
- Autres dépôts	953	1 307	37,2%
- Bons de caisse	957	837	-12,5%
- Comptes d'affacturage	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	0	84	-
- Autres sommes dues	23 361	28 882	23,6%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	55 175	76 871	39,3%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	21	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	-
- Obligations	0	0	-
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	0	3	-
- Créiteurs divers	16 075	15 984	-0,6%
- Provisions	8 982	9 009	0,3%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	30 118	51 854	72,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	3	-
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	0	3	-
Capitaux propres et assimilés	195 425	210 669	7,8%
- Provisions réglementées	10 568	7 027	-33,5%
- Dettes subordonnées	877	346	-60,6%
- Comptes bloques d'actionnaires	2 264	2 330	2,9%
- Primes liées au capital	4 966	6 975	40,5%
- Ecart de réévaluation	1 119	1 119	0,0%
- Capital social	127 855	132 786	3,9%
- Capital non appelé	0	0	-
- Dotations	7 019	7 244	3,2%
- Réserves	35 785	41 485	15,9%
- Report à nouveau	-16 583	-16 480	-0,6%
- Résultat de l'exercice	14 663	18 925	29,1%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	6 891	8 912	29,3%
TOTAL DU PASSIF	1 577 981	1 687 469	6,9%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	85 279	93 465	9,6%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	240 561	237 247	-1,4%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	1 130	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	81	0	-100,0%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 170	4 051	86,7%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

NIGER
(16 établissements)

Annexe II.2.6 b

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 320 646	1 423 091	7,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	859 537	878 319	2,2%
a) Crédits à court terme	425 707	414 319	-2,7%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	186 539	170 570	-8,6%
<i>Autres crédits à court terme</i>	239 168	243 748	1,9%
b) Crédits à moyen terme	357 614	346 991	-3,0%
c) Crédits à long terme	37 229	47 300	27,1%
d) Crédits de location financement	0	0	-
e) Crédits en souffrance	38 987	69 710	78,8%
<i>.Créances restructurées</i>	28 574	29 588	3,5%
<i>dépréciations</i>	27	1 546	5625,9%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	10 413	40 122	285,3%
<i>dépréciations</i>	126 593	96 574	-23,7%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	461 109	544 772	18,1%
a) Titres de transaction	39 932	31 773	-20,4%
b) Titres de placement	244 359	266 583	9,1%
c) Titres d'investissement	62 649	93 331	49,0%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	936	-523	-155,9%
f) Immobilisations financières	4 611	8 423	82,7%
g) Autres immobilisations	71 128	79 643	12,0%
h) Divers	37 495	65 542	74,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 120 848	1 227 608	9,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	871 036	943 065	8,3%
a) A vue	555 191	614 545	10,7%
b) A terme	315 845	328 520	4,0%
dépôts à terme et bons de caisse	157 413	149 481	-5,0%
comptes d'épargne à régime spécial	130 717	146 189	11,8%
autres	27 715	32 851	18,5%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	194 637	207 669	6,7%
a) Capital, dotations & réserves	179 809	196 848	9,5%
b) Autres	14 828	10 822	-27,0%
3. AUTRES RESSOURCES	55 175	76 874	39,3%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	21	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-199 798	-195 483	-2,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	199 798	195 483	-2,2%
1. DISPONIBILITES	-48 864	-58 809	20,4%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	248 663	254 293	2,3%
emplois	-207 682	-202 568	-2,5%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-199	-263	32,2%
ressources	456 345	456 861	0,1%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

NIGER
(16 établissements)

Annexe II.2.6 b

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS BANCAIRES	143 877	873 854	507,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	2 985	3 664	22,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	95 974	98 201	2,3%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	20 571	20 291	-1,4%
+Produits sur opérations de change	17 272	741 261	4191,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	4 401	6 502	47,7%
+Produits sur prestations de services financiers	1 115	2 034	82,4%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 559	2 053	31,7%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	0	151	-
2. CHARGES BANCAIRES	44 241	768 764	1637,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	17 549	19 267	9,8%
-Charges sur opérations avec la clientèle	14 100	13 750	-2,5%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	85	108	27,1%
-Charges sur fonds propres et assimilés	87	127	46,0%
-Charges sur opérations de change	7 655	730 930	9448,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	436	524	20,2%
-Charges sur prestations de services financiers	533	802	50,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	3 796	3 256	-14,2%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	99 636	105 091	5,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	1 283	15	-98,8%
+Produits sur valeurs immobilisées	29	35	20,7%
+Produits divers d'exploitation	1 254	335	-73,3%
+Production immobilisée	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	355	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	100 919	105 106	4,1%
6. FRAIS GENERAUX	59 119	62 968	6,5%
-Frais de personnel	25 373	27 190	7,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 003	2 882	43,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	31 743	32 896	3,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	6 042	5 985	-0,9%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	6 849	6 074	-11,3%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	807	89	-89,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	35 758	36 152	1,1%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	10 404	4 888	-53,0%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	30 890	29 208	-5,4%
+Dotations aux provisions réglementées	0	0	-
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	20 193	24 321	20,4%
-Reprises de provisions réglementées	293	0	-100,0%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	119	187	57,1%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	25 473	31 451	23,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	327	281	-14,0%
+Subventions d'exploitation	0	23	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	83	-
+Récupération sur créances amorties	327	175	-46,5%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	4 246	3 895	-8,3%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	21 554	27 837	29,1%
+Bénéfices	15 250	22 119	45,0%
-Pertés	6 304	5 719	-9,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

NIGER
(16 établissements)

Annexe II.2.6 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	16,8%	17,2%	0,4
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,5%	7,9%	3,4
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	76,5%	58,5%	-18,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	2,4%	0,0
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,9%	8,9%	0,1
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,5%	6,6%	0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	66,2%	65,7%	-0,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	29,0%	13,4%	-15,5
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	21,6%	26,5%	4,9
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	11,1%	13,4%	2,3
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	1,4%	1,6%	0,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	21,3	18,6	-12,6%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	12,9	10,7	-17,0%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

NIGER
(16 établissements)

Annexe II.2.6 b

STATISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
MONTANT DU CAPITAL	127 855	132 786	3,9%
REPARTITION DU CAPITAL	127 855	132 786	3,9%
Nationaux	37 138	41 065	10,6%
<i>Etat</i>	15 147	15 167	0,1%
<i>Privés</i>	21 991	25 898	17,8%
Non-nationaux	90 717	91 721	1,1%
<i>dont UMOA</i>	55 573	56 577	1,8%
TOTAL DU BILAN	1 577 981	1 687 469	6,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	765	1 121	356
Périodiques	23	18	-5
Permanents	742	1 103	361
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	157	199	42
EFFECTIFS	2 773	3 378	605
Employés	1 903	2 365	462
<i>dont Etrangers</i>	2	26	24
Cadres	870	1 013	143
<i>dont Etrangers</i>	18	22	4
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	549 521	518 257	-31 264
Personnes physiques	520 134	490 635	-29 499
<i>dont Etrangers</i>	6 205	2 588	-3 617
Personnes morales	29 387	27 622	-1 765
<i>dont Etrangers</i>	539	407	-132
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	13	16	3

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-7 : SENEGAL

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (b)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS	
					ETAT	PRIVES					EMPLOYES	TOTAL
BANQUES (25)				322 907	31 992	75 062	7 229 788	440	1 817 714	2 106	3 493	5 599
K 0012 C	- CBAO, Groupe Attijaniwafafa bank		30/07/1965	11 450	897	5 879	968 930	87	348 504	507	506	1 013
K 0011 B	- Société Générale de Banques au Sénégal	SGBS	12/03/1965	10 000	0	3 513	930 233	39	214 251	452	406	858
K 0094 R	- Ecobank-Sénégal	ECOBANK	19/02/1999	16 777	0	3 275	701 450	34	255 626	151	272	423
K 0010 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	10 000	2 489	2 060	464 235	33	86 472	126	343	469
K 0100 Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/2001	24 000	0	7 220	451 720	59	262 262	77	276	353
K 0144 W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/2006	16 000	4 699	9 802	408 297	2	1 233	40	104	144
K 0039 G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	10/10/1979	10 500	4 000	6 500	376 718	19	199 872	92	173	265
K 0079 A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	20 000	1 200	12 145	363 243	28	67 751	52	150	202
K 0153 F	- United Bank for Africa Sénégal	UBA	09/01/2009	15 000	0	1 216	348 706	10	44 602	42	121	163
K 0137 N	- Banque Atlantique - Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	28/10/2005	26 366	0	0	325 934	20	58 765	61	167	228
K 0048 R	- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal	CNCAS	15/06/1984	15 000	3 882	8 717	303 730	37	143 252	144	207	351
K 0159 M	- NSIA Banque Bénin, Succursale du Sénégal (Ex-Diamond Bank, Succ. SN)	-	16/07/2001	0	0	0	225 140	10	30 804	24	101	125
K 0175 E	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal	-	05/06/2013	0	0	0	213 027	10	17 542	42	74	116
K 0060 E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	10 000	500	0	204 668	8	22 329	50	81	131
K 0191 X	- Banque de Dakar	BDK	20/04/2015	22 000	0	235	179 451	3	1 666	28	38	66
K 0169 Y	- Banque Nationale pour le Développement Economique	BNDE	25/06/2013	11 000	4 350	2 050	175 962	12	12 696	40	123	163
K 0111 K	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Sénégal	BSSC-SENEGAL	22/08/2003	23 500	0	0	123 547	14	39 401	32	124	166
K 0141 S	- Citibank - Sénégal	CITIBANK	15/05/2006	15 049	0	0	107 725	1	245	27	2	29
K 0189 V	- BGFIBank Sénégal	-	22/01/2015	17 000	0	0	104 480	1	475	29	24	53
K 0197 D	- Coris Bank International, Succursale du Sénégal	-	11/12/2015	0	0	0	69 250	2	3 465	20	16	36
K 0156 J	- Crédit International	CI	14/10/2009	12 000	0	800	65 359	2	1 338	11	47	58
K 0140 R	- FBNBank - Sénégal	-	27/10/2005	13 265	0	0	35 560	3	3 797	15	79	94
K 0117 R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/2005	10 000	9 975	0	34 940	3	735	16	25	41
K 0178 H	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale du Sénégal	-	06/09/2013	0	0	0	32 363	2	463	9	17	26
K 0200 G	- La Banque Outarde	LBO	25/01/2017	14 000	0	11 650	15 140	1	168	19	17	36
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)				17 000	0	11 500	137 851	58	0	20	188	208
K 0029 W	- Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	11 500	0	11 500	120 236	2	0	19	19	38
K 0145 X	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Sénégal	-	20/07/2006	0	0	0	14 010	0	0	1	19	20
K 0192 Y	- Wafacash West Africa	WAFACASH	20/04/2015	5 500	0	0	3 605	56	0	0	150	150
K 0203 K	- La Financière de l'Afrique de l'Ouest	LA FINAO	16/11/2017									
TOTAL ETABLISSEMENTS (29)				339 907	31 992	86 562	7 367 639	498	1 817 714	2 126	3 681	5 807

(a) : Montants en millions de FCFA

(b) : ou d'acquisition d'installation

(c) : Données provisoires

(d) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	809 360	937 663	15,9%
- Caisse	105 100	122 025	16,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	401 414	540 315	34,6%
- Comptes de dépôts	92 226	60 765	-34,1%
- Comptes de prêts	208 093	212 763	2,2%
- Valeurs non imputées	4	19	375,0%
- Créances en souffrance	2 523	3 551	40,7%
- Dépréciations	0	-1 775	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 980 009	4 500 847	13,1%
Comptes ordinaires débiteurs	393 159	457 509	16,4%
Crédits à terme	3 331 463	3 828 437	14,9%
<i>dont - Crédits à court terme</i>	<i>1 371 534</i>	<i>1 724 533</i>	<i>25,7%</i>
<i>(dont Affacturage)</i>	<i>26 598</i>	<i>7 705</i>	<i>-71,0%</i>
<i>- Crédits à moyen terme</i>	<i>1 625 506</i>	<i>1 765 442</i>	<i>8,6%</i>
<i>- Crédits à long terme</i>	<i>286 774</i>	<i>295 604</i>	<i>3,1%</i>
<i>- Crédits de location financement</i>	<i>47 649</i>	<i>42 858</i>	<i>-10,1%</i>
Valeurs non imputées	8 905	2 885	-67,6%
Créances en souffrance (montant Brut)	661 798	647 776	-2,1%
<i>dont - Créances restructurées</i>	<i>140 911</i>	<i>49 075</i>	<i>-65,2%</i>
<i>- Créances douteuses et litigieuses</i>	<i>520 887</i>	<i>598 701</i>	<i>14,9%</i>
Dépréciations	-415 316	-435 759	4,9%
<i>dont - Dépréciations sur créances restructurées</i>	<i>-34 838</i>	<i>-11 713</i>	<i>-66,4%</i>
<i>- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses</i>	<i>-380 477</i>	<i>-424 046</i>	<i>11,5%</i>
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 676 142	1 650 632	-1,5%
- Titres de transaction (y compris titres prêtés)	155 341	134 072	-13,7%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtés)	1 109 259	1 009 726	-9,0%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtés)	164 686	253 989	54,2%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	547	545	-0,4%
- Comptes de liaison	546	1 136	107,9%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	1 888	2 867	51,8%
- Débiteurs divers	67 654	72 549	7,2%
- Comptes d'attente et de régularisation	174 063	175 428	0,8%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	8 713	8 703	-0,1%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	6 554	8 384	27,9%
VALEURS IMMOBILISÉES	274 871	278 496	1,3%
- Prêts subordonnés	100	100	0,0%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtés)	3 458	3 640	5,3%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtés)	22 993	7 884	-65,7%
- Dotations succursales	13 359	14 509	8,6%
- Dépôts et cautionnements	11 166	12 020	7,6%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	224 670	241 387	7,4%
<i>dont immobilisations encours</i>	<i>14 462</i>	<i>19 578</i>	<i>35,4%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>2 499</i>	<i>4 125</i>	<i>65,1%</i>
<i>immobilisations d'exploitation</i>	<i>83 428</i>	<i>75 782</i>	<i>-9,2%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>8 225</i>	<i>11 736</i>	<i>42,7%</i>
<i>immobilisations hors exploitation</i>	<i>47 675</i>	<i>19 051</i>	<i>-60,0%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
<i>immobilisations acquises par réalisation de garantie</i>	<i>45 180</i>	<i>51 828</i>	<i>14,7%</i>
<i>(incorporelles)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	4	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	874	1 047	19,8%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	6 740 383	7 367 639	9,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 323 780	1 387 760	4,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	214 381	280 432	30,8%
- Comptes de dépôts	75 434	75 753	0,4%
- Comptes d'emprunts	1 007 632	1 009 306	0,2%
- Autres sommes dues	26 333	22 269	-15,4%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 463 136	4 915 377	10,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	2 426 658	2 687 061	10,7%
- Dépôts à terme reçus	996 746	1 038 832	4,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	767 392	848 975	10,6%
- Dépôts de garantie reçus	170 992	202 555	18,5%
- Autres dépôts	19 008	38 929	104,8%
- Bons de caisse	14 530	15 300	5,3%
- Comptes d'affacturage	9	655	7177,8%
- Emprunts à la clientèle	9 145	11 677	27,7%
- Autres sommes dues	58 655	71 393	21,7%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	304 919	331 980	8,9%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	-
- Titres de transaction passif	6 254	0	-100,0%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	-
- Obligations	0	0	-
- Autres dettes constituées par des titres	9 170	9 116	-0,6%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	1	-
- Compte de liaison (Passif)	2 381	3 096	30,0%
- Créiteurs divers	87 280	89 928	3,0%
- Provisions	48 468	46 107	-4,9%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	151 367	183 732	21,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	0	0	-
Capitaux propres et assimilés	648 548	732 521	12,9%
- Provisions réglementées	4 882	403	-91,7%
- Dettes subordonnées	16 119	23 006	42,7%
- Comptes bloques d'actionnaires	3 696	3 196	-13,5%
- Primes liées au capital	30 145	30 811	2,2%
- Ecart de réévaluation	35	35	0,0%
- Capital social	328 474	356 837	8,6%
- Capital non appelé	0	0	-
- Dotations	10 601	10 601	0,0%
- Réserves	188 042	222 305	18,2%
- Report à nouveau	-37 242	-27 643	-25,8%
- Résultat de l'exercice	90 664	4 969	-94,5%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	13 132	108 001	722,4%
TOTAL DU PASSIF	6 740 383	7 367 639	9,3%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	374 506	450 502	20,3%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	973 141	1 440 177	48,0%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	93 317	15 320	-83,6%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	27	14 702	54351,9%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	1 666	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	118 270	53 206	-55,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	4 805	5 635	17,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	5 931 023	6 429 975	8,4%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	3 980 009	4 500 847	13,1%
a) Crédits à court terme	1 773 598	2 184 926	23,2%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	393 159	457 509	16,4%
<i>Autres crédits à court terme</i>	1 380 439	1 727 418	25,1%
b) Crédits à moyen terme	1 625 506	1 765 442	8,6%
c) Crédits à long terme	286 774	295 604	3,1%
d) Crédits de location financement	47 649	42 858	-10,1%
e) Crédits en souffrance	246 482	212 017	-14,0%
<i>.Créances restructurées</i>	106 073	37 361	-64,8%
<i>dépréciations</i>	34 838	11 713	-66,4%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	140 410	174 655	24,4%
<i>dépréciations</i>	380 477	424 046	11,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 951 014	1 929 128	-1,1%
a) Titres de transaction	155 341	134 072	-13,7%
b) Titres de placement	1 109 259	1 009 726	-9,0%
c) Titres d'investissement	164 686	253 989	54,2%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	2 159	320	-85,2%
f) Immobilisations financières	39 036	25 090	-35,7%
g) Autres immobilisations	235 835	253 406	7,5%
h) Divers	244 698	252 525	3,2%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	5 416 602	5 979 878	10,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	4 472 306	4 924 493	10,1%
a) A vue	2 485 322	2 759 109	11,0%
b) A terme	1 986 984	2 165 384	9,0%
dépôts à terme et bons de caisse	1 011 277	1 054 131	4,2%
comptes d'épargne à régime spécial	767 392	848 975	10,6%
autres	208 315	262 277	25,9%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	648 548	732 521	12,9%
a) Capital, dotations & réserves	623 816	705 881	13,2%
b) Autres	24 732	26 640	7,7%
3. AUTRES RESSOURCES	295 749	322 864	9,2%
<i>dont Titres de transaction</i>	6 254	0	-100,0%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-514 420	-450 097	-12,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	514 420	450 097	-12,5%
1. DISPONIBILITES	-106 988	-124 892	16,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	621 408	574 988	-7,5%
emplois	-702 372	-812 772	15,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-2 523	-3 551	40,7%
ressources	1 323 780	1 387 760	4,8%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS BANCAIRES	573 259	640 723	11,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	14 646	14 700	0,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	359 490	396 545	10,3%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	92 986	92 966	0,0%
+Produits sur opérations de change	50 903	96 135	88,9%
+Produits sur opérations de hors-bilan	22 227	13 851	-37,7%
+Produits sur prestations de services financiers	16 500	19 124	15,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	18 980	7 666	-59,6%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	2 473	263	-89,4%
2. CHARGES BANCAIRES	174 841	224 755	28,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	47 337	50 493	6,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	84 098	87 636	4,2%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	4 701	5 105	8,6%
-Charges sur fonds propres et assimilés	202	501	148,0%
-Charges sur opérations de change	23 511	66 082	181,1%
-Charges sur opérations de hors-bilan	142	291	104,9%
-Charges sur prestations de services financiers	6 176	7 122	15,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	8 674	7 525	-13,2%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	398 418	415 968	4,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	17 053	14 198	-16,7%
+Produits sur valeurs immobilisées	1 841	902	-51,0%
+Produits divers d'exploitation	15 388	13 325	-13,4%
+Production immobilisée	14	0	-100,0%
-Charges sur valeurs immobilisées	189	29	-84,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	415 471	430 166	3,5%
6. FRAIS GENERAUX	230 755	246 706	6,9%
-Frais de personnel	98 809	104 061	5,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	11 916	17 468	46,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	120 029	125 177	4,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	22 059	21 548	-2,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	23 187	21 683	-6,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1 127	135	-88,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	162 657	161 912	-0,5%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	42 708	26 388	-38,2%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	176 563	145 899	-17,4%
+Dotations aux provisions réglementées	2 669	4 027	50,9%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	134 071	120 853	-9,9%
-Reprises de provisions réglementées	2 453	2 685	9,5%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	2 473	230	-90,7%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	122 422	135 754	10,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	679	527	-22,5%
+Subventions d'exploitation	14	9	-35,7%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	665	518	-22,2%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	19 306	23 311	20,7%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	103 796	112 970	8,8%
+Bénéfices	107 448	118 759	10,5%
-Pertes	-3 652	-5 789	58,5%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

SENEGAL
(28 établissements)

Annexe II.1.2

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,1%	13,1%	-1,9
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,2%	4,7%	-1,5
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	62,8%	67,3%	4,5
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,3%	2,2%	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,8%	7,6%	-0,3
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,5%	5,4%	-0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	63,7%	64,5%	0,8
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	25,9%	16,3%	-9,6
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	26,1%	27,2%	1,1
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	16,0%	15,4%	-0,6
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	1,5%	1,5%	0,0
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	41,8	42,5	1,7%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	29,4	27,9	-5,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
MONTANT DU CAPITAL	328 474	356 837	8,6%
REPARTITION DU CAPITAL	328 474	356 837	8,6%
Nationaux	98 866	118 554	19,9%
<i>Etat</i>	28 002	31 992	14,2%
<i>Privés</i>	70 863	86 562	22,2%
Non-nationaux	229 608	238 283	3,8%
<i>dont UMOA</i>	80 185	84 508	5,4%
TOTAL DU BILAN	6 740 383	7 367 639	9,3%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	488	498	10
Périodiques	40	39	-1
Permanents	448	459	11
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	468	518	50
EFFECTIFS	5 525	5 807	282
Employés	3 645	3 681	36
<i>dont Etrangers</i>	75	81	6
Cadres	1 880	2 126	246
<i>dont Etrangers</i>	107	107	0
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 668 798	1 817 714	148 916
Personnes physiques	1 496 358	1 626 751	130 393
<i>dont Etrangers</i>	114 704	55 553	-59 151
Personnes morales	172 440	190 963	18 523
<i>dont Etrangers</i>	4 405	1 319	-3 086
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	27	28	1

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-8 : TOGO

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	EFFECTIFS TOTAL
					NATIONAUX PRIVES	NON NATIONAUX					
BANQUES (13)				126 522	26 043	83 538	2 602 599	244	780 911	1 229	2 404
T 0116 K	- Orabank-Togo	-	08/11/2004	10 019	1 054	8 965	635 355	38	41	208	382
T 0055 T	- Ecobank-Togo	ECOBANK	25/02/1988	10 000	526	1 276	434 703	40	217 036	178	355
T 0009 T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	10 000	10 000	0	298 472	46	198 341	153	291
T 0138 J	- Banque Atlantique - Togo	BANQUE ATLANTIQUE	21/09/2005	10 619	0	1 477	225 756	25	64 616	159	209
T 0024 K	- Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTIC	02/05/1974	7 000	4 941	2 059	199 837	21	69 440	184	313
T 0160 H	- NSIA Banque Bénin, Succursale du Togo (Ex-Diamond Bank, Succ. Togo)	-	22/06/2010	0	0	0	180 772	11	47 936	22	130
T 0182 G	- Coris Bank International - Togo	CBH-TOGO	20/03/2014	12 500	0	0	139 670	5	7 741	34	63
T 0167 Q	- Bank Of Africa - Togo	BOA-TOGO	14/01/2013	15 500	0	0	138 231	13	0	0	0
T 0133 D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce - Togo	BASIC-TOGO	21/09/2005	13 440	0	0	117 107	15	20 139	62	130
T 0005 P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	20/08/1981	10 000	1 917	1 310	105 553	0	0	54	230
T 0151 Y	- Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit	BPEC	04/12/2007	20 809	970	1 854	65 804	27	149 567	133	204
T 0187 M	- Société Générale Bénin, Succursale du Togo	-	01/12/2014	0	0	0	51 102	2	336	16	40
T 0027 N	- Société Interfricaine de Banque	SIAB	25/04/1977	6 635	6 635	0	10 237	1	5 718	26	57
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)				22 099	4 028	1 018	219 704	1	0	13	22
T 0165 N	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	CRRH-UEMOA	11/11/2011	9 144	2 528	0	187 652	0	0	5	12
T 0076 R	- African Guarantee Fund pour les Petites et moyennes entreprises	AGF WEST AFRICA	03/07/1995	12 955	1 500	1 018	32 052	1	0	8	10
TOTAL ETABLISSEMENTS (15)				148 621	30 071	17 959	2 822 303	245	780 911	1 242	2 426

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
		(*)	2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	477 788	509 092	6,6%
- Caisse	36 334	42 824	17,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	179 167	171 015	-4,5%
- Comptes de dépôts	74 536	71 797	-3,7%
- Comptes de prêts	187 438	223 456	19,2%
- Valeurs non imputées	5	0	-100,0%
- Créances en souffrance	308	0	-100,0%
- Dépréciations	0	0	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 135 045	1 228 225	8,2%
Comptes ordinaires débiteurs	202 542	194 136	-4,2%
Crédits à terme	872 281	981 533	12,5%
<i>dont - Crédits à court terme</i>	228 334	251 200	10,0%
<i>(dont Affacturage)</i>	0	0	-
- <i>Crédits à moyen terme</i>	603 030	673 337	11,7%
- <i>Crédits à long terme</i>	40 917	56 928	39,1%
- <i>Crédits de location financement</i>	0	68	-
Valeurs non imputées	1 450	673	-53,6%
Créances en souffrance (montant Brut)	195 432	250 767	28,3%
<i>dont - Créances restructurées</i>	24 879	16 354	-34,3%
- <i>Créances douteuses et litigieuses</i>	170 553	234 413	37,4%
Dépréciations	-136 659	-198 884	45,5%
<i>dont - Dépréciations sur créances restructurées</i>	-205	-400	95,1%
- <i>Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses</i>	-136 454	-198 484	45,5%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	873 963	951 037	8,8%
- Titres de transaction (y compris titres prêteurs)	15 000	265	-98,2%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêteurs)	730 170	777 875	6,5%
- Titres d'investissement (y compris titres prêteurs)	45 448	68 897	51,6%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	0	274	-
- Comptes de liaison	2 017	2 631	30,4%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	5 146	1 474	-71,4%
- Débiteurs divers	45 854	39 260	-14,4%
- Comptes d'attente et de régularisation	24 362	60 361	147,8%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	6 852	748	-89,1%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	886	748	-15,6%
VALEURS IMMOBILISÉES	126 717	133 949	5,7%
- Prêts subordonnés	0	0	-
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêteurs)	90	90	0,0%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêteurs)	8 242	5 026	-39,0%
- Dotations succursales	0	0	-
- Dépôts et cautionnements	2 847	3 368	18,3%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	115 539	125 465	8,6%
<i>dont immobilisations encours</i>	15 274	16 702	9,4%
<i>(incorporelles)</i>	3 142	2 317	-26,3%
<i>immobilisations d'exploitation</i>	67 967	61 844	-9,0%
<i>(incorporelles)</i>	3 553	5 492	54,6%
<i>immobilisations hors exploitation</i>	7 511	9 229	22,9%
<i>(incorporelles)</i>	0	0	-
<i>immobilisations acquises par réalisation de garantie</i>	16 737	24 228	44,8%
<i>(incorporelles)</i>	0	0	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	2 613 513	2 822 303	8,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

T O G O
(15 établissements)

Annexe II.2.8 b

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	695 082	642 702	-7,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	103 984	73 714	-29,1%
- Comptes de dépôts	86 440	95 413	10,4%
- Comptes d'emprunts	504 593	473 573	-6,1%
- Autres sommes dues	64	2	-96,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 525 818	1 746 296	14,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	610 403	704 723	15,5%
- Dépôts à terme reçus	556 414	624 881	12,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	304 934	340 400	11,6%
- Dépôts de garantie reçus	43 955	61 426	39,7%
- Autres dépôts	4 298	5 983	39,2%
- Bons de caisse	368	300	-18,5%
- Comptes d'affacturage	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	5 448	8 583	57,6%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	218 096	237 295	8,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	0	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	-
- Obligations	102 183	121 562	19,0%
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	0	5	-
- Crédeurs divers	36 305	38 998	7,4%
- Provisions	16 783	15 851	-5,6%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	62 824	60 879	-3,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	33	34	3,0%
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	33	34	3,0%
Capitaux propres et assimilés	174 485	195 976	12,3%
- Provisions réglementées	2 541	18	-99,3%
- Dettes subordonnées	10 456	20 951	100,4%
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	-
- Primes liées au capital	9 342	10 054	7,6%
- Ecart de réévaluation	9 226	9 226	0,0%
- Capital social	133 061	148 621	11,7%
- Capital non appelé	0	0	-
- Dotations	13 264	12 721	-4,1%
- Réserves	32 366	41 634	28,6%
- Report à nouveau	-59 499	-66 928	12,5%
- Résultat de l'exercice	-10 489	5 033	-148,0%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	34 217	14 646	-57,2%
TOTAL DU PASSIF	2 613 513	2 822 303	8,0%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	133 580	154 062	15,3%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	382 053	386 570	1,2%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	683	784	14,8%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	855	891	4,2%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	2 431	2 431	0,0%
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	2 537	4 434	74,8%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 145	17 565	718,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 135 726	2 313 211	8,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 135 045	1 228 225	8,2%
a) Crédits à court terme	432 326	446 009	3,2%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	202 542	194 136	-4,2%
<i>Autres crédits à court terme</i>	229 784	251 873	9,6%
b) Crédits à moyen terme	603 030	673 337	11,7%
c) Crédits à long terme	40 917	56 928	39,1%
d) Crédits de location financement	0	68	-
e) Crédits en souffrance	58 773	51 883	-11,7%
<i>.Créances restructurées</i>	24 674	15 954	-35,3%
<i>dépréciations</i>	205	400	95,1%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	34 099	35 929	5,4%
<i>dépréciations</i>	136 454	198 484	45,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 000 680	1 084 986	8,4%
a) Titres de transaction	15 000	265	-98,2%
b) Titres de placement	730 170	777 875	6,5%
c) Titres d'investissement	45 448	68 897	51,6%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	5 966	0	-100,0%
f) Immobilisations financières	8 332	5 116	-38,6%
g) Autres immobilisations	118 385	128 833	8,8%
h) Divers	77 379	104 000	34,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 918 431	2 179 601	13,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 628 001	1 867 858	14,7%
a) A vue	615 850	713 306	15,8%
b) A terme	1 012 151	1 154 552	14,1%
dépôts à terme et bons de caisse	556 782	625 181	12,3%
comptes d'épargne à régime spécial	304 934	340 400	11,6%
autres	150 436	188 971	25,6%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	174 485	195 976	12,3%
a) Capital, dotations & réserves	152 262	165 781	8,9%
b) Autres	22 223	30 195	35,9%
3. AUTRES RESSOURCES	115 946	115 767	-0,2%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	0	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-217 294	-133 610	-38,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	217 294	133 610	-38,5%
1. DISPONIBILITES	-41 480	-44 298	6,8%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	258 774	177 908	-31,2%
emplois	-436 308	-464 794	6,5%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-308	0	-100,0%
ressources	695 082	642 702	-7,5%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS BANCAIRES	236 033	248 727	5,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	15 561	18 193	16,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	118 417	118 003	-0,3%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	47 802	54 131	13,2%
+Produits sur opérations de change	44 558	48 430	8,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	5 803	6 294	8,5%
+Produits sur prestations de services financiers	3 098	4 544	46,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	2 935	2 164	-26,3%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	2 141	3 031	41,6%
2. CHARGES BANCAIRES	113 833	116 153	2,0%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	24 607	25 144	2,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	44 989	47 172	4,9%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	6 025	6 664	10,6%
-Charges sur fonds propres et assimilés	333	739	121,9%
-Charges sur opérations de change	33 121	33 437	1,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	226	741	227,7%
-Charges sur prestations de services financiers	1 000	1 577	57,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	3 533	680	-80,8%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	122 200	132 574	8,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	37 579	1 129	-97,0%
+Produits sur valeurs immobilisées	32 405	131	-99,6%
+Produits divers d'exploitation	5 174	1 046	-79,8%
+Production immobilisée	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	48	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	159 779	133 703	-16,3%
6. FRAIS GENERAUX	78 311	86 413	10,3%
-Frais de personnel	31 264	35 844	14,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 923	3 861	100,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	45 124	46 708	3,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	6 317	10 724	69,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	10 507	11 177	6,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	4 190	453	-89,2%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	75 151	36 566	-51,3%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	49 028	11 915	-75,7%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	54 971	48 124	-12,5%
+Dotations aux provisions réglementées	11 892	5 001	-57,9%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	12 163	34 391	182,8%
-Reprises de provisions réglementées	5 672	6 819	20,2%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	2	209	10350,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	26 125	24 860	-4,8%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	4 250	571	-86,6%
+Subventions d'exploitation	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	4 250	571	-86,6%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	6 647	5 752	-13,5%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	23 728	19 679	-17,1%
+Bénéfices	31 769	13 228	-58,4%
-Pertres	-8 041	6 451	-180,2%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

TOGO
(15 établissements)

Annexe II.2.8 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,4%	17,6%	2,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	5,2%	4,2%	-1,0
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	69,9%	79,3%	9,4
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,1%	3,0%	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,3%	7,8%	-0,5
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,2%	4,8%	-0,4
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	72,7%	73,6%	0,9
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	65,2%	32,4%	-32,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	19,4%	14,8%	-4,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	13,6%	10,0%	-3,6
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	0,9%	0,7%	-0,2
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	30,6	35,6	16,5%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	29,3	15,1	-48,6%

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

TOGO
(15 établissements)

Annexe II.2.8 b

STATISTIQUES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
MONTANT DU CAPITAL	133 061	148 621	11,7%
REPARTITION DU CAPITAL	133 061	148 621	11,7%
Nationaux	47 884	48 030	0,3%
<i>Etat</i>	29 944	30 071	0,4%
<i>Privés</i>	17 940	17 959	0,1%
Non-nationaux	85 176	100 591	18,1%
<i>dont UMOA</i>	28 371	41 565	46,5%
TOTAL DU BILAN	2 613 513	2 822 303	8,0%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	243	245	2
Périodiques	0	0	-
Permanents	243	245	2
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	280	285	5
EFFECTIFS	2 561	2 426	-135
Employés	1 323	1 184	-139
<i>dont Etrangers</i>	12	19	7
Cadres	1 238	1 242	4
<i>dont Etrangers</i>	52	40	-12
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	745 833	780 911	35 078
Personnes physiques	697 174	733 316	36 142
<i>dont Etrangers</i>	14 740	15 254	514
Personnes morales	48 659	47 595	-1 064
<i>dont Etrangers</i>	634	657	23
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	15	15	0

(*) : Données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-9 : COMPAGNIES FINANCIERES

COMPAGNIES FINANCIERES IMPLANTEES DANS L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2018

UMOA

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLES	PAYS D'IMPLANTATION	RESEAUX BANCAIRE	UNITES BANCAIRES		
					FILIALES	SUCCURSALES	TOTAL
	COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING (8)				23	10	33
CF-C-001	- Coris Holding	-	Burkina Faso	CORIS BANK	4	2	6
CF-A-002	- Bridge Group West Africa	BGWA	Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	1	0	1
CF-A-003	- Manzi Finances	-	Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE	2	3	5
CF-A-004	- Sunu Investment Holding	SIH	Côte d'Ivoire	BPEC	1	0	1
CF-K-006	- Groupe BDK	-	Sénégal	(*)	2	0	2
CF-K-007	- Tamweel Africa Holding	TAH	Sénégal	BANQUE ISLAMIQUE	2	0	2
CF-T-008	- Ecobank Transnational Incorporated	ETI	Togo	ECOBANK	8	0	8
CF-T-009	- Oragroup	-	Togo	ORABANK	3	5	8
	COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING INTERMEDIAIRES (2)				16	1	17
CF-A-010	- Atlantic Business International	ABI	Côte d'Ivoire	BANQUE ATLANTIQUE	8	1	9
CF-A-011	- BOA West Africa	BOA WA	Côte d'Ivoire	BANK OF AFRICA	8	0	8
	TOTAL COMPAGNIES FINANCIERES (10)	-	-	-	39	11	50

(*) le Groupe BDK possède deux (2) banques dans l'Union, qui évoluent sous des appellations différentes.

COMPAGNIES FINANCIERES DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2018
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN (*)

Annexe II.2.9 b

Compagnies (10)

(En millions de FCFA)

ETAT	COMPAGNIES	TOTAL BILAN	RANG
TOGO	ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED	12 937 115	1
COTE D'IVOIRE	BOA WEST AFRICA	4 246 347	2
COTE D'IVOIRE	ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL	3 582 640	3
TOGO	ORAGROUP	2 140 516	4
COTE D'IVOIRE	MANZI FINANCES	1 928 456	5
BURKINA	CORIS HOLDING	1 847 407	6
COTE D'IVOIRE	BRIDGE GROUP WEST AFRICA	491 633	7
SENEGAL	TAMWEEL AFRICA HOLDING	473 442	8
SENEGAL	GROUPE BDK	283 393	9
COTE D'IVOIRE	SUNU INVESTMENT HOLDING	66 362	10
Total		27 997 311	

(*) Données provisoires

B I L A N S		31/12/2017	31/12/2018	VARIATION
			(*)	2018-2017
ACTIF		4 792 168		-100,0%
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	2 040 827	2 523 061	23,6%
2	PRÊTS ET CREANCES INTERBANCAIRE ET ASSIMILES	1 316 087	1 709 639	29,9%
3	PRÊTS ET CREANCES A LA CLIENTELE	9 710 753	13 545 222	39,5%
4	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	5 226 502	7 318 790	40,0%
5	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	433 527	98 238	-77,3%
6	ACTIFS D'IMPÔTS DIFFERES	297 965	354 978	19,1%
7	COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	788 661	1 024 193	29,9%
8	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	15 421	46 175	199,4%
9	AUTRES PARTICIPATIONS	123 110	121 579	-1,2%
10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	57 400	96 960	68,9%
11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	762 459	962 792	26,3%
12	ECARTS D'ACQUISITION	156 469	195 683	25,1%
TOTAL DE L'ACTIF		20 929 180	27 997 311	33,8%
1	BANQUE CENTRALE, CCP	37 184	85 281	129,3%
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	2 790 831	4 267 096	52,9%
3	DETTES À L'EGARD DE LA CLIENTÈLE	13 882 771	18 581 640	33,8%
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRES	27 213	93 869	244,9%
5	PASSIFS D'IMPÔTS DIFFERES	36 403	45 226	24,2%
6	COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	1 076 956	1 223 260	13,6%
7	ECARTS D'ACQUISITION	21 448	37 696	75,8%
8	PROVISIONS	59 927	107 322	79,1%
9	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	1 031 672	1 259 409	22,1%
10	CAPITAUX PROPRES	1 964 774	2 296 512	16,9%
11	DONT CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	1 512 144	1 787 086	18,2%
12	CAPITAL ET PRIMES LIÉES	1 389 561	1 781 443	28,2%
	- CAPITAL	512 840	806 699	57,3%
13	RESERVES CONSOLIDEES	-56 383	-274 956	387,7%
14	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	178 966	280 598	56,8%
15	INTERÊTS MINORITAIRES	452 630	509 426	12,5%
TOTAL DU PASSIF		20 929 180	27 997 311	33,8%
HORS BILAN CONSOLIDE				
ENGAGEMENTS DONNES		4 158 892	9 659 836	132,3%
1	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	1 146 990	1 663 972	45,1%
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	3 011 902	7 995 864	165,5%
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0	-
ENGAGEMENTS RECUS		7 211 055	12 266 619	70,1%
1	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	29 251	12 233	-58,2%
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	7 170 120	12 130 200	69,2%
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	11 685	124 187	962,8%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDE		31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1	INTERÊTS ET PRODUITS ASSIMILES	1 425 069	1 701 547	19,4%
2	INTERÊTS ET CHARGES ASSIMILEES (-)	-567 847	-706 450	24,4%
3	COMMISSIONS (PRODUITS)	397 854	537 640	35,1%
4	COMMISSIONS (CHARGES) (-)	-56 022	-73 676	31,5%
5	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION (+/-)	58 961	75 772	28,5%
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES (+/-)	20 932	21 243	1,5%
7	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITÉS	282 420	278 319	-1,5%
8	CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS (-)	-9 468	-7 154	-24,4%
9	PRODUIT NET BANCAIRE	1 551 897	1 827 242	17,7%
10	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0	-
11	CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	884 639	876 798	-0,9%
12	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRÉCIATIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	97 265	94 368	-3,0%
13	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (9 + 10 - 11 - 12)	569 993	338 715	-40,6%
14	COÛT DU RISQUE	301 536	188 815	-37,4%
15	RESULTAT D'EXPLOITATION (13 - 14)	268 457	149 900	-44,2%
16	QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE (+/-)	2 834	1 512	-46,6%
17	GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS (+/-)	13 786	12 220	-11,4%
18	RESULTAT AVANT IMPÔT (15 + 16 + 17)	285 077	163 632	-42,6%
19	IMPÔTS SUR LES BENEFICES	53 033	79 577	50,1%
20	RESULTAT NET (18 - 19)	232 044	84 056	-63,8%
21	INTERÊTS MINORITAIRES	72 766	96 171	32,2%
22	RESULTAT NET PART DU GROUPE (20 - 21)	159 278	-12 115	-107,6%
23	RESULTAT PAR ACTION	12 413	15 158	22,1%

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES				
REPARTITION DU CAPITAL				
1.	Part groupe	1 465 551 772	1 465 771 160	0,0%
2.	Intérêts minoritaires	613 003 555	613 041 623	0,0%
3.	TOTAL (1+2)	2 078 555 327	2 078 812 782	0,0%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX				
4.	Périodiques	1	1	0,0%
5.	Permanents	1 338	1 828	36,6%
6.	TOTAL (4+5)	1 339	1 829	36,6%
7.	NOMBRE DE DAB/GAB	448	691	54,2%
EFFECTIFS				
8.	Employés	10 361	11 316	9,2%
9.	Cadres	11 608	13 086	12,7%
10.	TOTAL (8+9)	21 969	24 402	11,1%
NOMBRE DE COMPTES BANCAIRES DE LA CLIENTELE				
11.	Personnes physiques	2 229 842	3 292 860	47,7%
12.	Personnes morales	143 405	212 787	48,4%
13.	TOTAL (11+12)	2 373 247	3 505 647	47,7%
PERIMETRE DE CONSOLIDATION COMPTABLE				
14.	Nombre de sociétés financières	106	137	29,2%
14.1	<i>dont celles intégrées globalement</i>	73	100	37,0%
14.2	<i>celles intégrées proportionnellement</i>	1	1	0,0%
14.3	<i>celles mises en équivalence</i>	32	36	12,5%
15.	Nombre de sociétés commerciales	19	19	0,0%
15.1	<i>dont celles intégrées globalement</i>	12	12	0,0%
15.2	<i>celles intégrées proportionnellement</i>	0	0	-
15.3	<i>celles mises en équivalence</i>	7	7	0,0%
16.	TOTAL (14+15)	125	156	24,8%
REPARTITION DES FILIALES PAR NATURE D'ACTIVITES				
17.	Nombre de sociétés financières	104	135	29,8%
17.1	<i>dont banques et assimilées</i>	61	86	41,0%
17.2	<i>compagnies d'assurances et de réassurances</i>	23	27	17,4%
17.3		7	9	28,6%
17.4	<i>autres</i>	13	13	0,0%
18.	Nombre de sociétés commerciales (biens et services)	8	10	25,0%
REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FILIALES				
19.	Nombre de sociétés financières	102	133	30,4%
19.1	<i>dont celles situées dans l'UMOA</i>	51	76	49,0%
19.2	<i>celles situées hors de l'UMOA et dans la CEDEAO</i>	9	10	11,1%
19.3	<i>celles situées dans les autres zones de l'Afrique</i>	39	44	12,8%
19.4	<i>celles situées hors de l'Afrique</i>	3	3	0,0%
20.	Nombre de sociétés commerciales	19	19	0,0%
20.1	<i>dont celles situées dans l'UMOA</i>	17	18	5,9%
20.2	<i>celles situées hors de l'UMOA et dans la CEDEAO</i>	1	1	0,0%
20.3	<i>celles situées dans les autres zones de l'Afrique</i>	1	0	-100,0%
20.4	<i>celles situées hors de l'Afrique</i>	0	0	-
REPARTITION DE L'ACTIF ET DU RESULTAT CONSOLIDES				
<i>Total du bilan consolidé (en millions de FCFA)</i>		20 929 180	27 997 311	33,8%
21.	Contribution cumulée des filiales de l'UMOA (en %)	6,1%	5,0%	-1,1
<i>Résultat consolidé</i>		232 044	84 056	-63,8%
22.	Contribution cumulée des filiales de l'UMOA (en %)	21,9%	4,8%	-17,1

(*) : Données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE III

STATISTIQUES DES ACTIVITES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44

ANNEXE III-1

III.1.1 - LISTE DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44

III.1.2 - BILANS, COMPTES DE RESULTATS ET RATIOS

SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44, EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2017
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN (*)
(148 Institutions)

Annexe III.1-1

ETAT	IDENTIFICATION	MONTANT	RANG
SÉNÉGAL	FEDERATION DES CAISSES DU CREDIT MUTUEL DU SENEGAL (FCCMS)	231 396	1
SÉNÉGAL	MICROCRED SA	109 679	2
CÔTE D'IVOIRE	MICROCRED SA	105 165	3
BURKINA	FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DU BURKINA (FCPB) (RÉSEAU)	101 796	4
SÉNÉGAL	UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ET DU CRÉDIT AU SÉNÉGAL (UM-PAMECAS)	61 409	5
CÔTE D'IVOIRE	COMPAGNIE AFRICAINE DE CRÉDIT (CAC)	55 603	6
SÉNÉGAL	UM-ACEP	55 383	7
CÔTE D'IVOIRE	ADVANS CÔTE D'IVOIRE	55 340	8
MALI	UNION KAFO JIGINEW	53 377	9
TOGO	COOPEC SOLIDARITE	44 797	10
CÔTE D'IVOIRE	UNION NATIONALE DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE CÔTE D'IVOIRE (UNACOOPEC-CI)	42 736	11
SÉNÉGAL	COFINA	42 556	12
TOGO	FAITIÈRE DES UNITÉS COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DU TOGO (FUCEC-TOGO)	37 281	13
CÔTE D'IVOIRE	FONDS INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RETRAITE ACTIVE (FIDRA)	35 522	14
BENIN	ASSOCIATION POUR L'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES MICRO-ENTREPRISES DU BÉNIN (PADME)	34 312	15
BENIN	FAITIÈRE DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU BÉNIN (FECECAM)	28 053	16
MALI	BAOBAB SA	26 979	17
TOGO	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE L'EGLISE DES ASSEMBLÉES DE DIEU (COOPEC AD)	23 920	18
BENIN	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE DJOUGOU (CLCAM-DJOUGOU) FECECAM BENIN (*)	20 057	19
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE CISSIN	19 097	20
BURKINA	AGENCE DE CRÉDIT POUR L'ENTREPRISE PRIVÉE DU BURKINA (ACEP)	18 841	21
BENIN	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION D'ÉPARGNE-CRÉDIT À BASE COMMUNAUTAIRE (PEBCO-BETHESDA)	17 926	22
CÔTE D'IVOIRE	GROUPE D'ÉPARGNE ET DE SOUTIEN EN CÔTE D'IVOIRE (GES-CI)	17 599	23
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE SIG-NOGHIN	17 095	24
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE DASSASGHO (CP DASSASGHO)	16 779	25
SÉNÉGAL	ACEP DAKAR	16 090	26
TOGO	COOPEC AVE	15 080	27
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE SONG-TAABA	14 654	28
TOGO	WOMEN'S ACTION TO GAIN ECONOMIC SECURITY (WAGES)	13 905	29
SÉNÉGAL	UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (U-IMCEC)	13 720	30
BENIN	VITAL FINANCE	13 720	31
SÉNÉGAL	CAURIE MICROFINANCE	13 518	32
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE DAPOYA (CP DAPOYA)	13 501	33
MALI	KAFO JIGINEW CAISSE DE BAMAKO	13 066	34
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE GOUNGHIN	12 346	35
CÔTE D'IVOIRE	ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA (AMIFA CI) (*)	11 605	36
BURKINA	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT GALOR	10 583	37
SÉNÉGAL	PAMECAS MBOUR	10 070	38
BENIN	RÉSEAU NATIONAL DES CAISSES VILLAGEOISES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AUTOGÉRÉES DU BÉNIN (RENACA)	10 035	39
SÉNÉGAL	MUTUELLE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DES AGENTS DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC (MECAP)	9 994	40
CÔTE D'IVOIRE	MUTUELLE DES AGENTS DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITÉ (MA2E)	9 899	41
MALI	UNION CAECE JIGISEME	9 747	42
BURKINA	PREMIÈRE AGENCE DE MICROFINANCE (PAMF-BF)	9 677	43
MALI	RÉSEAU DE MICRO-INSTITUTIONS DE CROISSANCE DE REVENUS (RMCR)	9 623	44
SÉNÉGAL	CMS RUFISQUE	8 799	45
BENIN	FINANCIAL DEVELOPMENT SA (FINADEV SA)	8 729	46
SÉNÉGAL	ACEP PIKINE	8 448	47
SÉNÉGAL	PAMECAS TIVAOUANE	8 321	48
MALI	ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA (AMIFA MALI) (*)	8 276	49
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE DAFRA	8 231	50
CÔTE D'IVOIRE	PREMIÈRE AGENCE DE MICROFINANCE DE CÔTE D'IVOIRE (PAM-CI)	8 033	51
BURKINA	COOPÉRATIVE DIOCÉSAINE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE OUAGADOUGOU (CODEC-OUAGA)	7 668	52
SÉNÉGAL	CMS THIES CENTRE	7 598	53
TOGO	COOPEC MATURETE	7 409	54
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE FARAKAN	7 373	55
MALI	ASSOCIATION SORO YIRIWASO	7 263	56
SÉNÉGAL	CMS CONSO YEUMBEUL	7 254	57
SÉNÉGAL	CMS MALICK SY	7 232	58
SÉNÉGAL	CMS SAHM	7 137	59
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE KOUDOUGOU	7 104	60
SÉNÉGAL	MECTRANS	6 859	61
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE COLSAMA	6 766	62
SÉNÉGAL	UM-PAMECAS THIES	6 722	63
SÉNÉGAL	ACEP KAOLACK	6 704	64
TOGO	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DES ARTISANS (CECA)	6 465	65
SÉNÉGAL	CMS GRAND YOFF	6 272	66
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE OUAHIGOUYA	6 216	67
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE KAYA	6 147	68
SÉNÉGAL	CMS BOURGUIBA	6 066	69
SÉNÉGAL	CMS OUKAM	6 066	69
SÉNÉGAL	CMS CONSO THIAROYE	6 065	71
BURKINA	CAISSE DES PRODUCTEURS DU BURKINA (CPB)	6 049	72
TOGO	COOPEC EELO	6 013	73
BENIN	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE NONSINA (CLCAM-NONSINA) FECECAM-BENIN	5 916	74
SÉNÉGAL	CMS ZIGUINCHOR	5 900	75
MALI	CAECE CAISSE DE BAMAKO	5 830	76
SÉNÉGAL	CMS SALY	5 791	77
BENIN	ASSOCIATION DES CAISSES DE FINANCEMENT À LA BASE (ACFB)	5 789	78
TOGO	UNION DES MUTUELLES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DU TOGO (UMECTO)	5 336	79
BENIN	ASSOCIATION DE LUTTE POUR LA PROMOTION DES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT (ALIDE)	5 250	80
SÉNÉGAL	ACEP DIOURBEL	5 138	81
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE COLMA	5 122	82
TOGO	COOPÉRATIVE CHRÉTIENNE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (COCEC)	5 025	83
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE KOUPELA	4 988	84
SÉNÉGAL	CMS KAOLACK-LATMINQUE	4 984	85
SÉNÉGAL	CMS SAINT LOUIS	4 724	86
BENIN	UNION NATIONALE DES CAISSES RURALES D'ÉPARGNE ET DE PRET (UNACREP) (*)	4 645	87
SÉNÉGAL	CMS CONSO PIKINE	4 575	88
SÉNÉGAL	CMS COLOBANE	4 567	89
BENIN	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARAKOU (CLCAM-PARAKOU) FECECAM-BENIN	4 548	90
BENIN	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE COTONOU (CLCAM-COTONOU) FECECAM-BENIN	4 419	91
CÔTE D'IVOIRE	MUTUELLE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DES FONCTIONNAIRES DE CÔTE D'IVOIRE (MUCREF CI) (*)	4 411	92
NIGER	ACEP SA NIGER	4 391	93

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44, EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2017
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN (*)
(148 Institutions)

Annexe III.1-1

ETAT	IDENTIFICATION	MONTANT	RANG
SÉNÉGAL	CMS MBOUR	4 377	94
NIGER	TAANADI SA	4 333	95
SÉNÉGAL	ACEP SAINT LOUIS	4 290	96
BENIN	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE ABOMEY CALAVI (CLCAM-ABOMEY CALAVI) FECECAM-BENIN	4 263	97
BURKINA	SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DE LA PETITE ENTREPRISE (SOFIPE)	4 218	98
TOGO	COOPEC TSEVIE	4 117	99
SÉNÉGAL	CMS TAMBACOUNDA	4 081	100
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DES CASCADES	4 036	101
BENIN	ASSOCIATION POUR LA SOLIDARITE DES MARCHES DU BENIN	4 030	102
TOGO	ECHANGE POUR L'ORGANISATION ET LA PROMOTION DES PETITS ENTREPRENEURS AU TOGO (ECHOPPE-TOGO)	3 970	103
SÉNÉGAL	CMS KOLDA	3 912	104
MALI	ASSOCIATION CVECA ON SÉGOU (CVECA ON SÉGOU) (*)	3 908	105
SÉNÉGAL	U-IMCEC-DAKAR	3 903	106
SÉNÉGAL	CMS PLATEAU	3 839	107
SÉNÉGAL	IMCEC-THIES	3 765	108
SÉNÉGAL	CMS BIGNONA	3 750	109
BENIN	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE BOHICON (CLCAM-BOHICON) FECECAM-BENIN	3 694	110
MALI	KAFO JIGINEW CAISSE DE SIKASSO	3 688	111
TOGO	UNION RÉNOVÉE DES CAISSES LOCALES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (URCLEC)	3 653	112
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE YAKO	3 639	113
TOGO	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DES TRAVAILLEURS DE LA CEB (CECEB) (*)	3 541	114
SÉNÉGAL	KAJAS	3 516	115
BURKINA	SOCIÉTÉ GROUPE D'ACCOMPAGNEMENT À L'INVESTISSEMENT ET À L'ÉPARGNE (GRAINE SARL)	3 503	116
SÉNÉGAL	U-IMCEC-MBOUR	3 477	117
TOGO	MUTUELLE D'APPUI ET DE SOUTIEN AUX JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT (MUTUELLE ASJD)	3 446	118
BENIN	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE PORTO NOVO (CLCAM-PORTO NOVO) FECECAM-BENIN (*)	3 353	119
TOGO	COOPEC KARA	3 334	120
TOGO	UNION DES CAISSES MUTUELLES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DES SAVANES (U-CMEC) (*)	3 333	121
BENIN	SIAN'SON MICROFINANCE BENIN	3 242	122
TOGO	COOPEC GAÏETE	3 211	123
SÉNÉGAL	CMS PARCELLES ASSAINIES	3 130	124
BURKINA	CAISSE POPULAIRE DE GAOUA	3 099	125
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT D'ADJAME	3 013	126
NIGER	CAPITAL FINANCE (*)	3 007	127
BENIN	CAISSE VILLAGEOISE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AUTOGÉRÉE DE BOHICON (CAVECA BOHICON)	2 980	128
BURKINA	FINANCE COMMUNAUTAIRE (FINACOM)	2 947	129
SÉNÉGAL	CMS FATICK (*)	2 883	130
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DU PLATEAU	2 871	131
BURKINA	CAISSE LOCALE CRÉDIT MUTUEL BURKINA FASO HAMDALAYE (*)	2 814	132
TOGO	COOPEC KLOTO	2 795	133
SÉNÉGAL	CMS KAFFRINE	2 774	134
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE PORT BOUET	2 769	135
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT D'ANGRE	2 747	136
TOGO	FÂITIÈRES DES ENTITÉS DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DES ASSOCIATIONS VILLAGEOISES (FECECAV)	2 738	137
MALI	CAISSE NYÉSIGISO COMMUNE VI	2 726	138
SÉNÉGAL	ACEP TAMBA	2 695	139
CÔTE D'IVOIRE	RÉSEAU DES CAISSES MUTUELLES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE CÔTE D'IVOIRE (RCMEC-CI)	2 694	140
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE SAN PEDRO	2 615	141
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE YOPOUGON SELMER	2 491	142
SÉNÉGAL	CMS SEDHIOU (*)	2 422	143
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE YOPOUGON ANANERAIE	2 393	144
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE TREICHVILLE	2 161	145
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT D'ABOBO	2 126	146
CÔTE D'IVOIRE	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE COGODY	1 827	147
NIGER	UNION DES CAISSES MUTUELLES DU NIGER (UCMN)	1 766	148
BURKINA	MUTUELLE D'ÉPARGNE, DE CRÉDIT ET DE PRÉVOYANCE LAFI SIRA KIEGO (*)	ND	
BURKINA	UNION RÉGIONALE DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DU NAZINON (URC-N)	ND	
MALI	UNION KONDO JIGIMA	ND	
MALI	UNION NYESIGISO	ND	
NIGER	ASUSU SA	ND	
SÉNÉGAL	ACEP THIES	ND	
SÉNÉGAL	UM-PAMECAS OUAHAM	ND	
TOGO	COOPEC DAPAONG	ND	
TOGO	COOPEC ECHOPPE	ND	
TOGO	COOPEC NOVISSI	ND	
TOGO	SF FUCEC-TOGO	ND	
	TOTAL	1 992 068	

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	566 334	605 953	7,0%
- Caisse	30 389	32 111	5,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	239 751	267 844	11,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	278 516	280 148	0,6%
- Comptes de prêts	13 211	20 464	54,9%
- Créances rattachées	4 425	5 382	21,6%
- Créances en souffrance	43	3	-93,3%
<i>(Provisions)</i>	18	170	837,7%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 084 629	1 164 668	7,4%
Crédits à court terme	461 942	480 352	4,0%
Comptes ordinaires débiteurs	9 394	11 303	20,3%
Crédits à moyen terme	375 648	412 878	9,9%
Crédits à long terme	187 581	204 919	9,2%
Créances rattachées	19 796	20 532	3,7%
Crédits en souffrance	30 269	34 686	14,6%
<i>(provisions)</i>	16 992	17 362	2,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	94 660	66 149	-30,1%
- Titres de placement	6 672	4 650	-30,3%
- Comptes de stocks	1 681	2 608	55,2%
- Débiteurs divers	28 922	29 929	3,5%
- Créances rattachées	59	106	79,1%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	2 215	1 216	-45,1%
- Valeurs à rejeter	6	161	2552,6%
- Comptes d'ordre & divers	55 105	27 479	-50,1%
VALEURS IMMOBILISEES	112 716	132 425	17,5%
- Immobilisations financières	25 717	30 749	19,6%
- Prêts et titres subordonnés	8 345	10 057	20,5%
- Dépôts & cautionnements	2 488	4 347	74,7%
- Immobilisations en cours	8 660	13 497	55,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	506	1 404	177,5%
- Immobilisations d'exploitation	73 978	81 726	10,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 231	2 472	-23,5%
- Immobilisations hors-exploitation	1 166	1 381	18,4%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	263	31	-88,1%
- Immo. acquises par réalisation de garantie	1 149	2 648	130,4%
<i>(. Incorporelles)</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	145	75	-48,4%
- Créances rattachées	561	651	16,0%
- Créances en souffrance	1	0	-100,0%
<i>(provisions)</i>	10 862	10 915	0,5%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	2 424	2 292	-5,5%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	2 424	2 292	-5,5%
TOTAL DE L'ACTIF	1 860 763	1 974 379	6,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	433 297	455 007	5,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	122 531	117 285	-4,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	62 297	73 076	17,3%
- Comptes d'emprunts	240 955	245 955	2,1%
- Autres sommes dues	603	608	0,8%
- Ressources affectées	3 374	13 036	286,3%
- Dettes rattachées	3 537	5 047	42,7%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	973 462	1 046 098	7,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	497 878	529 859	6,4%
- Dépôts à terme reçus	180 399	191 395	6,1%
- Comptes d'épargne à régime spécial	152 138	170 002	11,7%
- Dépôts de garantie reçus	126 642	140 459	10,9%
- Autres dépôts	1 613	2 448	51,7%
- Emprunts à la clientèle	5 898	2 930	-50,3%
- Autres sommes dues	647	580	-10,4%
- Dettes rattachées	8 247	8 426	2,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	81 246	58 148	-28,4%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	148	7	-95,4%
- Crédeurs divers	25 641	37 019	44,4%
- Comptes d'ordre & divers	55 456	21 122	-61,9%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	90	-
- Titres de participation	0	90	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	372 692	394 045	5,7%
- Subventions d'investissement	4 184	4 444	6,2%
- Fonds affectés	59 952	65 279	8,9%
- Fonds de crédits	3 644	3 759	3,2%
- Provisions pour risques & charges	13 406	12 997	-3,1%
- Provisions réglementées	718	2 140	198,2%
- Titres et emprunts subordonnés	54 661	59 752	9,3%
- Dettes rattachées	1 139	2 292	101,2%
- Fonds pour risques bancaires généraux	4 063	4 796	18,1%
- Primes liées au capital	822	700	-14,8%
- Réserves	133 096	146 931	10,4%
- Ecart de réévaluation	4 057	8 503	109,6%
- Capital	76 985	81 585	6,0%
- Dotations	24 273	25 954	6,9%
- Report à nouveau	-27 743	-24 915	-10,2%
- Résultat de l'exercice	19 435	-173	-100,9%
TOTAL DU PASSIF	1 860 763	1 974 379	6,1%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 613	9 173	251,1%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	27 663	21 774	-21,3%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	28	14	-52,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 296 319	1 368 081	5,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 067 193	1 145 427	7,3%
a) Crédits à court terme	473 550	492 870	4,1%
b) Crédits à moyen terme	375 648	412 878	9,9%
c) Crédits à long terme	187 581	204 919	9,2%
d) Opérations de crédit-bail	145	75	-48,4%
e) Crédits en souffrance	30 269	34 686	14,6%
. Crédits immobilisés	5 312	6 221	17,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	16 584	18 390	10,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	5 817	6 761	16,2%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	2 556 27 854	3 314 28 277	29,6% 1,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	229 126	222 654	-2,8%
a) Titres de placement	6 672	4 650	-30,3%
b) Immobilisations financières	25 717	30 749	19,6%
c) Autres immobilisations	86 292	100 950	17,0%
d) Divers	110 444	86 305	-21,9%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 428 578	1 519 234	6,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	965 215	1 037 672	7,5%
a) A vue	498 526	530 439	6,4%
b) A terme	466 689	507 233	8,7%
dépôts à terme et bons de caisse	180 399	191 395	6,1%
comptes d'épargne à régime spécial	152 138	170 002	11,7%
autres	134 153	145 836	8,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	355 789	394 562	10,9%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	228 573 3 424	250 685 4 471	9,7% 30,6%
b) Autres	127 215	143 877	13,1%
3. AUTRES RESSOURCES	107 574	87 000	-19,1%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	132 259	151 154	14,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS FINANCIERS	239 527	260 572	8,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	20 638	23 048	11,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	210 607	234 216	11,2%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	2 953	1 462	-50,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	212	139	-34,2%
+Produits sur opérations de change	149	33	-77,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	438	523	19,5%
+Produits sur prestations de services financiers	692	642	-7,2%
+Autres produits d'exploitation bancaire	3 839	508	-86,8%
2. CHARGES FINANCIERS	45 914	47 254	2,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	28 341	30 807	8,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	16 539	15 280	-7,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	299	305	1,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	86	89	3,3%
-Charges sur opérations de change	17	104	504,1%
-Charges sur opérations de hors-bilan	4	0	-94,8%
-Charges sur prestations de services financiers	383	441	15,1%
-Autres charges d'exploitation bancaire	244	227	-7,0%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	193 613	213 318	10,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	15 498	14 605	-5,8%
+Produits sur immobilisations financières	685	600	-12,4%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	15 189	15 404	1,4%
-Charges sur immobilisations financières	29	50	69,4%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	346	1 350	290,3%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	209 111	227 922	9,0%
6. FRAIS GENERAUX	144 666	158 262	9,4%
-Frais de personnel	71 878	78 242	8,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	5 282	5 494	4,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	67 506	74 526	10,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	12 702	10 842	-14,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	13 653	10 963	-19,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	951	121	-87,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	51 743	58 818	13,7%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	38 456	43 852	14,0%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	77 606	119 600	54,1%
+Reprises de provisions	39 150	75 748	93,5%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	13 287	14 966	12,6%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	5 457	3 724	-31,7%
+Subventions d'exploitation	1 535	896	-41,6%
+Récupérations sur créances amorties	4 392	5 056	15,1%
+Produits exceptionnels	9 304	5 872	-36,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	431	476	10,6%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	680	1 155	69,8%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	884	1 206	36,4%
-Charges exceptionnelles	8 641	6 216	-28,1%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	4 482	1 203	-73,2%
+Profits sur exercices antérieurs	7 927	3 666	-53,8%
-Pertes sur exercices antérieurs	3 445	2 463	-28,5%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	3 725	1 969	-47,1%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	19 501	17 925	-8,1%
+Bénéfices	28 384	34 120	20,2%
-Pertes	-8 883	-16 195	82,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	5,3%	5,4%	0,1
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,8%	3,0%	0,2
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	47,9%	44,9%	-3,0
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	26,5%	29,4%	2,9
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	13,6%	13,9%	0,3
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	6,8%	6,8%	0,1
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	3,6%	3,8%	0,2
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,7%	0,8%	0,0
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	92,6%	83,8%	-8,8
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	5,1%	5,3%	0,2
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	74,7%	74,2%	-0,5
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	15,0%	15,2%	0,2
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	29,8%	29,6%	-0,2
RATIO DE CAPITALISATION <i>Fonds propres / Total actif</i>	19,1%	20,0%	0,9

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE III-2

STATISTIQUES AGREGÉES PAR PAYS

ANNEXE III.2-1 : BENIN

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	48 098	36 290	-24,6%
- Caisse	1 420	1 654	16,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	12 478	10 140	-18,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	31 239	19 464	-37,7%
- Comptes de prêts	2 582	4 630	79,3%
- Créances rattachées	361	402	11,1%
- Créances en souffrance	18	0	-100,0%
<i>(Provisions)</i>	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	91 526	96 559	5,5%
Crédits à court terme	68 987	73 538	6,6%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	-
Crédits à moyen terme	8 096	7 581	-6,4%
Crédits à long terme	7 369	8 504	15,4%
Créances rattachées	1 638	1 733	5,8%
Crédits en souffrance	5 435	5 203	-4,3%
<i>(provisions)</i>	504	484	-4,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	35 612	6 934	-80,5%
- Titres de placement	860	793	-7,8%
- Comptes de stocks	397	825	107,7%
- Débiteurs divers	2 387	2 448	2,6%
- Créances rattachées	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	4	-11	-391,9%
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	31 964	2 879	-91,0%
VALEURS IMMOBILISEES	24 278	27 222	12,1%
- Immobilisations financières	5 521	7 875	42,6%
- Prêts et titres subordonnés	4 023	6 123	52,2%
- Dépôts & cautionnements	245	249	1,8%
- Immobilisations en cours	1 887	2 585	37,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	41	79	91,3%
- Immobilisations d'exploitation	16 040	15 644	-2,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	654	837	28,0%
- Immobilisations hors-exploitation	383	383	-
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	0	0	-
<i>(. Incorporelles)</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	-
- Créances rattachées	203	486	139,9%
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(provisions)</i>	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	199 514	167 271	-16,2%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	53 825	45 234	-16,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	4 923	2 253	-54,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	11 459	7 812	-31,8%
- Comptes d'emprunts	35 133	32 832	-6,5%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Ressources affectées	1 836	1 852	0,8%
- Dettes rattachées	473	485	2,5%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	57 064	59 827	4,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	27 965	28 753	2,8%
- Dépôts à terme reçus	7 570	7 943	4,9%
- Comptes d'épargne à régime spécial	4 331	4 966	14,7%
- Dépôts de garantie reçus	16 549	17 538	6,0%
- Autres dépôts	397	412	3,8%
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	48	52	10,1%
- Dettes rattachées	205	162	-20,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	34 781	3 952	-88,6%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Créiteurs divers	2 082	1 983	-4,7%
- Comptes d'ordre & divers	32 699	1 969	-94,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	53 843	55 290	2,7%
- Subventions d'investissement	1 979	1 888	-4,6%
- Fonds affectés	7 929	9 575	20,8%
- Fonds de crédits	1 149	1 149	0,0%
- Provisions pour risques & charges	1 841	659	-64,2%
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	7 882	8 382	6,3%
- Dettes rattachées	444	910	105,0%
- Fonds pour risques bancaires généraux	138	138	-
- Primes liées au capital	0	0	-
- Réserves	6 651	7 304	9,8%
- Ecart de réévaluation	258	258	-
- Capital	3 967	4 070	2,6%
- Dotations	3 689	3 688	0,0%
- Report à nouveau	17 904	17 268	-3,6%
- Résultat de l'exercice	12	0	-100,0%
TOTAL DU PASSIF	199 514	167 271	-16,2%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	200	163	-18,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	5 050	14 976	196,6%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	151 701	131 064	-13,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	89 892	94 815	5,5%
a) Crédits à court terme	68 991	73 527	6,6%
b) Crédits à moyen terme	8 096	7 581	-6,4%
c) Crédits à long terme	7 369	8 504	15,4%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	-
e) Crédits en souffrance	5 435	5 203	-4,3%
. Crédits immobilisés	1 623	1 748	7,7%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	2 297	2 102	-8,5%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	1 005	699	-30,4%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	510 504	654 484	28,2% -4,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	61 810	36 249	-41,4%
a) Titres de placement	860	793	-7,8%
b) Immobilisations financières	5 521	7 875	42,6%
c) Autres immobilisations	18 554	18 860	1,7%
d) Divers	36 874	8 720	-76,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	146 162	122 255	-16,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	56 859	59 664	4,9%
a) A vue	28 013	28 805	2,8%
b) A terme	28 846	30 859	7,0%
dépôts à terme et bons de caisse	7 570	7 943	4,9%
comptes d'épargne à régime spécial	4 331	4 966	14,7%
autres	16 946	17 950	5,9%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	51 558	56 423	9,4%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	32 361	35 170	8,7%
dont 15% du résultat (si positif)	383	567	48,0%
b) Autres	19 198	21 253	10,7%
3. AUTRES RESSOURCES	37 744	6 168	-83,7%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-5 540	-8 809	59,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS FINANCIERS	21 767	21 986	1,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 626	2 007	-23,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	18 914	19 797	4,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	82	80	-2,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	287,8%
+Produits sur opérations de change	6	14	115,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	9	3	-60,2%
+Produits sur prestations de services financiers	8	0	-96,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	122	85	-30,3%
2. CHARGES FINANCIERS	3 715	3 279	-11,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 015	2 601	-13,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	662	633	-4,4%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	-12,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	-
-Charges sur opérations de change	0	4	4719,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	38	41	8,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	-
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	18 052	18 707	3,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 012	2 054	2,1%
+Produits sur immobilisations financières	232	293	26,1%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 708	2 006	17,5%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	-72	245	-438,1%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	20 064	20 761	3,5%
6. FRAIS GENERAUX	15 424	16 082	4,3%
-Frais de personnel	8 433	8 495	0,7%
-Impôts, taxes et versements assimilés	299	305	2,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	6 691	7 282	8,8%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 780	1 591	-10,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 929	1 593	-17,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	149	2	-98,5%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	2 860	3 089	8,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	2 904	1 119	-61,5%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	6 218	4 844	-22,1%
+Reprises de provisions	3 314	3 726	12,4%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-44	1 971	-4616,9%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	855	507	-40,7%
+Subventions d'exploitation	254	58	-77,0%
+Récupérations sur créances amorties	539	634	17,6%
+Produits exceptionnels	424	232	-45,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	8	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	283	397	40,1%
-Charges exceptionnelles	79	12	-85,0%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-423	382	-190,4%
+Profits sur exercices antérieurs	380	504	32,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	803	122	-84,8%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	377	158	-58,2%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	12	2 702	22611,9%
+Bénéfices	2 558	3 843	50,2%
-Pertes	-2 546	-1 141	-55,2%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	6,6%	6,0%	-0,6
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,0%	5,5%	-0,6
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	8,5%	8,5%	0,0
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	30,4%	27,2%	-3,2
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	17,2%	17,0%	-0,2
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	9,4%	9,0%	-0,4
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	-0,1%	3,6%	3,6
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	90,6%	96,7%	6,1
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	-0,2%	7,9%	8,1
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	85,4%	86,0%	0,5
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	15,9%	16,6%	0,7
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
RATIO DE CAPITALISATION <i>Fonds propres / Total actif</i>	25,8%	33,7%	7,9

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE III.2-2 : BURKINA

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	166 733	174 298	4,5%
- Caisse	5 473	5 420	-1,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	81 653	86 195	5,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	75 319	77 625	3,1%
- Comptes de prêts	3 369	4 559	35,3%
- Créances rattachées	919	499	-45,7%
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(Provisions)</i>	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	108 334	119 520	10,3%
Crédits à court terme	59 819	66 409	11,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	-
Crédits à moyen terme	15 813	17 750	12,2%
Crédits à long terme	27 388	30 791	12,4%
Créances rattachées	1 977	2 101	6,2%
Crédits en souffrance	3 336	2 470	-25,9%
<i>(provisions)</i>	1 297	1 138	-12,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	13 862	10 672	-23,0%
- Titres de placement	1 400	1 470	5,0%
- Comptes de stocks	214	257	19,9%
- Débiteurs divers	2 297	4 070	77,2%
- Créances rattachées	0	106	1515014,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 937	1 025	-47,1%
- Valeurs à rejeter	0	55	-
- Comptes d'ordre & divers	8 014	3 690	-54,0%
VALEURS IMMOBILISEES	14 424	19 157	32,8%
- Immobilisations financières	4 899	8 459	72,7%
- Prêts et titres subordonnés	1 049	894	-14,8%
- Dépôts & cautionnements	253	265	4,5%
- Immobilisations en cours	652	1 454	122,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	181	189	4,1%
- Immobilisations d'exploitation	8 146	8 555	5,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	213	216	1,4%
- Immobilisations hors-exploitation	280	315	12,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	39	37	-4,4%
<i>(. Incorporelles)</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	144	74	-48,6%
- Créances rattachées	49	35	-29,0%
- Créances en souffrance	1	0	-100,0%
<i>(provisions)</i>	0	70	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	766	643	-16,0%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	766	643	-16,0%
TOTAL DE L'ACTIF	304 119	324 290	6,6%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	87 509	93 733	7,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	70 929	74 403	4,9%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	4 099	4 027	-1,7%
- Comptes d'emprunts	11 949	14 984	25,4%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Ressources affectées	5	5	-
- Dettes rattachées	528	313	-40,7%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	143 036	154 721	8,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	116 139	126 035	8,5%
- Dépôts à terme reçus	10 471	11 540	10,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	7 353	8 801	19,7%
- Dépôts de garantie reçus	8 192	7 087	-13,5%
- Autres dépôts	238	681	186,4%
- Emprunts à la clientèle	377	386	2,3%
- Autres sommes dues	2	0	-100,0%
- Dettes rattachées	264	191	-27,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	11 933	8 324	-30,2%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Créiteurs divers	3 422	4 378	28,0%
- Comptes d'ordre & divers	8 511	3 946	-53,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	61 584	62 454	1,4%
- Subventions d'investissement	268	232	-13,5%
- Fonds affectés	10 958	11 230	2,5%
- Fonds de crédits	721	741	2,7%
- Provisions pour risques & charges	736	588	-20,0%
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	6 408	7 239	13,0%
- Dettes rattachées	5	30	503,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
- Primes liées au capital	0	0	-
- Réserves	34 959	39 022	11,6%
- Ecart de réévaluation	0	0	-
- Capital	7 001	7 044	0,6%
- Dotations	1 609	2 146	33,4%
- Report à nouveau	-4 790	-5 768	20,4%
- Résultat de l'exercice	3 708	-51	-101,4%
TOTAL DU PASSIF	304 119	324 290	6,6%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 772	8 467	377,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 255	2 398	91,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	137 524	149 836	9,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	108 439	118 518	9,3%
a) Crédits à court terme	61 756	67 433	9,2%
b) Crédits à moyen terme	15 813	17 750	12,2%
c) Crédits à long terme	27 388	30 791	12,4%
d) Opérations de crédit-bail	144	74	-48,6%
e) Crédits en souffrance	3 336	2 470	-26,0%
. Crédits immobilisés	562	377	-33,0%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	1 249	760	-39,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	701	708	1,1%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	825	625	-24,2%
	1 297	1 208	-6,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	29 085	31 318	7,7%
a) Titres de placement	1 400	1 470	5,0%
b) Immobilisations financières	4 899	8 459	72,7%
c) Autres immobilisations	9 331	10 589	13,5%
d) Divers	13 455	10 801	-19,7%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	216 372	230 228	6,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	142 772	154 530	8,2%
a) A vue	116 140	126 035	8,5%
b) A terme	26 632	28 495	7,0%
dépôts à terme et bons de caisse	10 471	11 540	10,2%
comptes d'épargne à régime spécial	7 353	8 801	19,7%
autres	8 808	8 154	-7,4%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	60 135	66 251	10,2%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	41 779	46 809	12,0%
dont 15% du résultat (si positif)	577	790	36,9%
b) Autres	18 356	19 441	5,9%
3. AUTRES RESSOURCES	13 465	9 447	-29,8%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	78 849	80 391	2,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS FINANCIERS	22 523	26 139	16,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 883	6 679	13,5%
+Produits sur opérations avec la clientèle	15 697	18 686	19,0%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	320	330	3,4%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	151	83	-45,1%
+Produits sur opérations de change	0	0	-100,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	312	287	-8,1%
+Produits sur prestations de services financiers	141	64	-54,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	19	10	-48,0%
2. CHARGES FINANCIERS	4 719	5 509	16,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 914	4 796	22,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	660	586	-11,2%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	14	0	-99,5%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	81	75	-7,7%
-Charges sur opérations de change	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	49	52	5,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	1	0	-91,4%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	17 803	20 630	15,9%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	4 784	3 611	-24,5%
+Produits sur immobilisations financières	10	7	-31,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	5 163	4 013	-22,3%
-Charges sur immobilisations financières	29	45	57,4%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	361	365	1,1%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	22 587	24 241	7,3%
6. FRAIS GENERAUX	16 596	16 780	1,1%
-Frais de personnel	7 376	7 910	7,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	344	215	-37,7%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	8 876	8 655	-2,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 396	1 479	6,0%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 402	1 479	5,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	7	0	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	4 596	5 981	30,2%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	1 421	1 417	-0,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	3 760	4 140	10,1%
+Reprises de provisions	2 339	2 723	16,4%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	3 175	4 565	43,8%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	767	571	-25,6%
+Subventions d'exploitation	397	212	-46,7%
+Récupérations sur créances amorties	443	499	12,8%
+Produits exceptionnels	526	274	-47,8%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	33	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	251	8	-96,8%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	53	59	11,2%
-Charges exceptionnelles	295	381	28,9%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	697	297	-57,4%
+Profits sur exercices antérieurs	729	531	-27,1%
-Pertes sur exercices antérieurs	32	234	639,9%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	873	424	-51,5%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	3 765	5 008	33,0%
+Bénéfices	4 140	5 530	33,6%
-Pertes	-375	-521	39,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	4,2%	3,1%	-1,1
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,1%	2,1%	-1,0
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	28,0%	32,8%	4,9
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	24,9%	23,8%	-1,1
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	15,8%	14,3%	-1,5
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	6,9%	6,7%	-0,2
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	5,2%	7,3%	2,2
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,1%	0,1%	0,1
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	106,3%	109,9%	3,6
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	11,3%	14,9%	3,6
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	93,2%	81,3%	-11,9
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	8,3%	8,9%	0,6
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	3,4%	4,6%	1,2
RATIO DE CAPITALISATION <i>Fonds propres / Total actif</i>	19,8%	20,4%	0,7

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE III.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	75 050	85 204	13,5%
- Caisse	5 943	5 596	-5,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	35 628	37 844	6,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	27 553	31 787	15,4%
- Comptes de prêts	5 314	9 415	77,2%
- Créances rattachées	612	561	-8,4%
- Créances en souffrance	0	1	214,2%
<i>(Provisions)</i>	0	146	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	225 482	240 054	6,5%
Crédits à court terme	92 998	83 929	-9,8%
Comptes ordinaires débiteurs	2 968	7 196	142,5%
Crédits à moyen terme	104 950	116 341	10,9%
Crédits à long terme	11 517	18 032	56,6%
Créances rattachées	4 039	3 452	-14,5%
Crédits en souffrance	9 011	11 105	23,2%
<i>(provisions)</i>	1 103	2 057	86,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	15 894	22 828	43,6%
- Titres de placement	2 429	2 386	-1,8%
- Comptes de stocks	207	261	26,1%
- Débiteurs divers	8 740	8 517	-2,5%
- Créances rattachées	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	9	3	-68,2%
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	4 509	11 661	158,6%
VALEURS IMMOBILISEES	21 827	25 345	16,1%
- Immobilisations financières	4 804	1 295	-73,0%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	-
- Dépôts & cautionnements	737	801	8,6%
- Immobilisations en cours	1 858	5 589	200,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	23	180	674,2%
- Immobilisations d'exploitation	14 428	17 659	22,4%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	404	394	-2,6%
- Immobilisations hors-exploitation	0	0	-
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	0	0	-
<i>(. Incorporelles)</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(provisions)</i>	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	338 252	373 622	10,5%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	125 198	134 559	7,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	28 260	28 385	0,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	19 735	32 987	67,1%
- Comptes d'emprunts	76 227	71 440	-6,3%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Ressources affectées	33	564	1592,9%
- Dettes rattachées	943	1 182	25,4%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	170 134	181 855	6,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	84 499	81 215	-3,9%
- Dépôts à terme reçus	37 066	41 338	11,5%
- Comptes d'épargne à régime spécial	25 507	29 712	16,5%
- Dépôts de garantie reçus	20 766	27 084	30,4%
- Autres dépôts	156	539	245,1%
- Emprunts à la clientèle	6	4	-29,0%
- Autres sommes dues	552	478	-13,5%
- Dettes rattachées	1 580	1 486	-6,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	11 994	27 232	127,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	147	0	-100,0%
- Créiteurs divers	8 639	18 943	119,3%
- Comptes d'ordre & divers	3 209	8 289	158,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	30 926	34 811	12,6%
- Subventions d'investissement	152	345	126,4%
- Fonds affectés	1 355	1 033	-23,8%
- Fonds de crédits	0	0	-
- Provisions pour risques & charges	3 001	3 763	25,4%
- Provisions réglementées	718	2 140	198,2%
- Titres et emprunts subordonnés	19 914	17 705	-11,1%
- Dettes rattachées	323	696	115,7%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
- Primes liées au capital	0	0	-
- Réserves	2 669	3 726	39,6%
- Ecart de réévaluation	274	274	-
- Capital	19 057	23 721	24,5%
- Dotations	8 395	9 421	12,2%
- Report à nouveau	-31 529	-28 013	-11,2%
- Résultat de l'exercice	6 598	0	-100,0%
TOTAL DU PASSIF	338 252	373 622	10,5%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	24	38	58,4%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	263 802	288 788	9,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	221 451	236 605	6,8%
a) Crédits à court terme	95 974	91 127	-5,1%
b) Crédits à moyen terme	104 950	116 341	10,9%
c) Crédits à long terme	11 517	18 032	56,6%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	-
e) Crédits en souffrance	9 011	11 105	23,2%
. Crédits immobilisés	274	1 043	280,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	7 623	7 822	2,6%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	936	1 506	60,8%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	177	734	314,9%
	1 103	2 057	86,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	42 351	52 183	23,2%
a) Titres de placement	2 429	2 386	-1,8%
b) Immobilisations financières	4 804	1 295	-73,0%
c) Autres immobilisations	17 023	24 050	41,3%
d) Divers	18 095	24 452	35,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	213 997	240 055	12,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	168 553	180 369	7,0%
a) A vue	85 051	81 692	-3,9%
b) A terme	83 502	98 677	18,2%
dépôts à terme et bons de caisse	37 066	41 338	11,5%
comptes d'épargne à régime spécial	25 507	29 712	16,5%
autres	20 929	27 627	32,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	27 602	25 326	-8,2%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	5 190	3 829	-26,2%
	948	653	-31,1%
b) Autres	22 413	21 497	-4,1%
3. AUTRES RESSOURCES	17 841	34 360	92,6%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-49 805	-48 733	-2,2%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS FINANCIERS	52 899	60 384	14,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 834	2 524	37,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	48 825	57 043	16,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	1 695	248	-85,4%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	1	2	13,9%
+Produits sur opérations de change	0	0	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	0	1	38,9%
+Produits sur prestations de services financiers	388	372	-4,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	155	195	26,0%
2. CHARGES FINANCIERS	11 852	14 509	22,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 424	8 960	20,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	4 167	5 284	26,8%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	51	8	-83,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	-
-Charges sur opérations de change	17	53	221,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	85,0%
-Charges sur prestations de services financiers	160	161	0,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	34	43	27,7%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	41 047	45 875	11,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	7 070	7 655	8,3%
+Produits sur immobilisations financières	71	64	-10,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	7 025	8 067	14,8%
-Charges sur immobilisations financières	1	3	258,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	26	472	1750,2%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	48 117	53 530	11,3%
6. FRAIS GENERAUX	30 743	36 045	17,2%
-Frais de personnel	14 740	16 213	10,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 079	1 219	12,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	14 923	18 613	24,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	2 172	2 833	30,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	2 414	2 843	17,8%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	242	10	-95,8%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	15 202	14 652	-3,6%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	14 681	23 664	61,2%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	21 786	61 769	183,5%
+Reprises de provisions	7 105	38 105	436,3%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	521	-9 011	-1830,3%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 355	2 964	118,7%
+Subventions d'exploitation	287	164	-42,6%
+Récupérations sur créances amorties	334	747	123,9%
+Produits exceptionnels	1 176	2 193	86,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-100,0%
-Charges exceptionnelles	441	141	-68,1%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	5 140	1 021	-80,1%
+Profits sur exercices antérieurs	5 324	1 415	-73,4%
-Pertes sur exercices antérieurs	183	393	114,4%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	418	0	-100,0%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	6 598	-5 026	-176,2%
+Bénéfices	7 649	4 827	-36,9%
-Pertes	-1 051	-9 852	837,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	4,5%	5,5%	1,0
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,1%	4,7%	0,6
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	10,9%	15,6%	4,7
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	30,2%	48,7%	18,5
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	13,9%	15,2%	1,4
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	6,7%	6,9%	0,2
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	1,7%	-25,9%	-27,6
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	90,7%	60,2%	-30,5
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	0,9%	-13,0%	-13,9
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	74,9%	78,6%	3,7
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	18,4%	19,6%	1,2
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
RATIO DE CAPITALISATION <i>Fonds propres / Total actif</i>	8,2%	6,8%	-1,4

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE III.2-4 : GUINEE BISSAU

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (***) (a)
FAITIERES(*) ET CAISSES UNITAIRES (0)				
	NEANT.	-		-
CAISSES DE BASE AFFILIEES (0)				
	NEANT.	-	-	-
	TOTAL	-	-	-

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données de la faitière

(***) : Données provisoires

ANNEXE III.2-5 : MALI

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	17 187	16 882	-1,8%
- Caisse	3 178	2 950	-7,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	11 288	10 722	-5,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	2 677	3 170	18,4%
- Comptes de prêts	0	0	-
- Créances rattachées	44	40	-9,3%
- Créances en souffrance	0	0	-
(Provisions)	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	102 101	110 417	8,1%
Crédits à court terme	61 182	61 439	0,4%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	-
Crédits à moyen terme	28 041	34 019	21,3%
Crédits à long terme	5 313	7 000	31,8%
Créances rattachées	5 180	5 469	5,6%
Crédits en souffrance	2 386	2 489	4,3%
(provisions)	628	1 088	73,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	2 256	2 067	-8,4%
- Titres de placement	0	0	-
- Comptes de stocks	282	226	-19,7%
- Débiteurs divers	699	1 155	65,3%
- Créances rattachées	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	-
- Valeurs à rejeter	0	96	-
- Comptes d'ordre & divers	1 276	591	-53,7%
VALEURS IMMOBILISEES	10 930	12 807	17,2%
- Immobilisations financières	2 495	3 150	26,3%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	-
- Dépôts & cautionnements	279	271	-2,7%
- Immobilisations en cours	413	737	78,6%
dont Immobilisations incorporelles	3	186	6690,2%
- Immobilisations d'exploitation	7 244	7 992	10,3%
dont Immobilisations incorporelles	1 228	355	-71,1%
- Immobilisations hors-exploitation	466	657	41,0%
dont Immobilisations incorporelles	263	31	-88,1%
- Immo. acquises par réalisation de garantie	137	190	38,9%
(. Incorporelles)	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	-
- Créances rattachées	34	0	-100,0%
- Créances en souffrance	0	0	-
(provisions)	0	24	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 659	1 649	-0,6%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	1 659	1 649	-0,6%
TOTAL DE L'ACTIF	134 132	144 482	7,7%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	31 518	29 896	-5,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	663	1 270	91,6%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	200	100	-50,0%
- Comptes d'emprunts	29 909	27 499	-8,1%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Ressources affectées	29	255	778,4%
- Dettes rattachées	718	772	7,6%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	63 895	68 932	7,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	33 400	34 149	2,2%
- Dépôts à terme reçus	15 859	18 813	18,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	306	367	20,1%
- Dépôts de garantie reçus	13 619	14 859	9,1%
- Autres dépôts	252	269	6,6%
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	0	0	-
- Dettes rattachées	459	476	3,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	2 789	4 674	67,6%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Créiteurs divers	2 236	3 977	77,9%
- Comptes d'ordre & divers	553	696	26,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	90	-
- Titres de participation	0	90	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	35 929	40 702	13,3%
- Subventions d'investissement	846	1 094	29,3%
- Fonds affectés	2 335	2 169	-7,1%
- Fonds de crédits	691	863	24,8%
- Provisions pour risques & charges	1 255	999	-20,4%
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	8 212	10 949	33,3%
- Dettes rattachées	191	581	204,1%
- Fonds pour risques bancaires généraux	126	126	-
- Primes liées au capital	0	0	-
- Réserves	13 166	14 525	10,3%
- Ecart de réévaluation	891	878	-1,5%
- Capital	11 365	13 690	20,5%
- Dotations	2 820	2 871	1,8%
- Report à nouveau	-6 028	-8 042	33,4%
- Résultat de l'exercice	59	0	-100,0%
TOTAL DU PASSIF	134 132	144 482	7,7%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	115 330	125 330	8,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	96 921	104 947	8,3%
a) Crédits à court terme	61 182	61 439	0,4%
b) Crédits à moyen terme	28 041	34 019	21,3%
c) Crédits à long terme	5 313	7 000	31,8%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	-
e) Crédits en souffrance	2 386	2 489	4,3%
. <i>Crédits immobilisés</i>	699	423	-39,5%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois au plus</i>	892	885	-0,8%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus</i>	580	793	36,9%
. <i>Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus</i>	216	388	79,6%
<i>(provisions)</i>	628	1 112	77,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	18 409	20 383	10,7%
a) Titres de placement	0	0	-
b) Immobilisations financières	2 495	3 150	26,3%
c) Autres immobilisations	8 401	9 657	14,9%
d) Divers	7 513	7 576	0,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	101 673	113 049	11,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	63 436	68 456	7,9%
a) A vue	33 400	34 149	2,2%
b) A terme	30 035	34 308	14,2%
dépôts à terme et bons de caisse	15 859	18 813	18,6%
comptes d'épargne à régime spécial	306	367	20,1%
autres	13 871	15 128	9,1%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	32 825	37 001	12,7%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	19 850	21 048	6,0%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	102	47	-53,9%
b) Autres	12 976	15 953	22,9%
3. AUTRES RESSOURCES	5 412	7 592	40,3%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-13 657	-12 281	-10,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS FINANCIERS	22 212	23 156	4,2%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 162	978	-54,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	19 927	22 063	10,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	57	94	64,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	30,5%
+Produits sur opérations de change	64	19	-69,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	0	0	-
+Produits sur prestations de services financiers	1	1	-20,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	0	0	902,5%
2. CHARGES FINANCIERS	3 610	4 120	14,1%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 763	3 152	14,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	835	918	10,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	3	1	-72,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	-99,7%
-Charges sur opérations de change	1	47	7165,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	2	0	-100,0%
-Charges sur prestations de services financiers	5	1	-70,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	1	1	5,5%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	18 603	19 036	2,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	181	-89	-149,6%
+Produits sur immobilisations financières	106	67	-37,4%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	44	32	-27,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	-30	188	-725,2%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	18 783	18 946	0,9%
6. FRAIS GENERAUX	14 715	14 907	1,3%
-Frais de personnel	6 555	6 830	4,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	726	634	-12,7%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	7 434	7 443	0,1%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 711	1 707	-0,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 711	1 707	-0,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	0	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	2 357	2 332	-1,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	2 616	3 099	18,5%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	3 939	4 654	18,2%
+Reprises de provisions	1 322	1 555	17,6%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-260	-767	195,5%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	600	273	-54,5%
+Subventions d'exploitation	216	135	-37,5%
+Récupérations sur créances amorties	404	209	-48,4%
+Produits exceptionnels	395	317	-19,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	235	299	27,5%
-Charges exceptionnelles	181	88	-51,3%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-210	98	-146,7%
+Profits sur exercices antérieurs	51	151	194,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	262	53	-79,7%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	71	76	7,7%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	59	-472	-896,5%
+Bénéfices	1 492	1 357	-9,0%
-Pertes	-1 433	-1 829	27,6%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	3,1%	3,4%	0,3
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,5%	2,4%	-0,1
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	20,8%	30,9%	10,0
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	24,7%	24,2%	-0,5
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	15,2%	14,2%	-1,0
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	6,8%	6,5%	-0,3
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	-0,7%	-1,9%	-1,2
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	95,0%	92,4%	-2,5
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	-1,1%	-3,3%	-2,1
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	79,1%	78,3%	-0,8
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	20,0%	19,4%	-0,6
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
RATIO DE CAPITALISATION <i>Fonds propres / Total actif</i>	24,5%	25,6%	1,1

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE III.2-6 : NIGER

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 375	1 301	-5,4%
- Caisse	527	517	-1,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	648	584	-9,9%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	200	200	-
- Comptes de prêts	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	-
(Provisions)	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	8 786	9 158	4,2%
Crédits à court terme	6 378	7 242	13,5%
Comptes ordinaires débiteurs	83	79	-4,6%
Crédits à moyen terme	1 014	849	-16,3%
Crédits à long terme	780	590	-24,4%
Créances rattachées	174	144	-17,2%
Crédits en souffrance	357	254	-28,9%
(provisions)	0	0	-
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	578	1 331	130,2%
- Titres de placement	0	0	-
- Comptes de stocks	244	718	193,8%
- Débiteurs divers	77	156	102,7%
- Créances rattachées	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	-
- Valeurs à rejeter	0	4	-
- Comptes d'ordre & divers	257	453	76,5%
VALEURS IMMOBILISEES	1 686	1 668	-1,1%
- Immobilisations financières	0	0	-
- Prêts et titres subordonnés	0	0	-
- Dépôts & cautionnements	1	2	78,7%
- Immobilisations en cours	50	50	0,0%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	-
- Immobilisations d'exploitation	1 634	1 607	-1,7%
dont Immobilisations incorporelles	92	77	-16,3%
- Immobilisations hors-exploitation	0	9	-
dont Immobilisations incorporelles	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	0	0	-
(. Incorporelles)	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	-
(provisions)	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

TOTAL DE L'ACTIF	12 426	13 498	8,6%
B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	4 677	4 617	-1,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	644	160	-75,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	0	0	-
- Comptes d'emprunts	3 853	4 197	8,9%
- Autres sommes dues	157	189	20,3%
- Ressources affectées	0	40	-
- Dettes rattachées	24	30	26,6%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	4 433	5 615	26,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	2 070	2 744	32,6%
- Dépôts à terme reçus	1 204	1 657	37,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	134	117	-12,6%
- Dépôts de garantie reçus	914	949	3,8%
- Autres dépôts	54	84	55,0%
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	46	50	8,8%
- Dettes rattachées	11	15	38,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	400	298	-25,4%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Créiteurs divers	201	178	-11,3%
- Comptes d'ordre & divers	199	120	-39,7%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	2 906	2 936	1,0%
- Subventions d'investissement	37	18	-50,0%
- Fonds affectés	457	439	-3,9%
- Fonds de crédits	0	0	-
- Provisions pour risques & charges	0	0	-
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	995	1 200	20,6%
- Dettes rattachées	0	0	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
- Primes liées au capital	122	0	-100,0%
- Réserves	743	746	0,4%
- Ecart de réévaluation	407	407	-
- Capital	833	824	-1,1%
- Dotations	206	206	-
- Report à nouveau	-691	-905	31,1%
- Résultat de l'exercice	-204	0	-100,0%
TOTAL DU PASSIF	12 426	13 498	8,6%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	492	-
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	11 051	11 690	5,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	8 612	9 014	4,7%
a) Crédits à court terme	6 461	7 321	13,3%
b) Crédits à moyen terme	1 014	849	-16,3%
c) Crédits à long terme	780	590	-24,4%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	-
e) Crédits en souffrance	357	254	-28,9%
. Crédits immobilisés	90	2	-97,8%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	209	183	-12,4%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	57	59	3,6%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	1	10	962,0%
(provisions)	0	0	-
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	2 438	2 676	9,8%
a) Titres de placement	0	0	-
b) Immobilisations financières	0	0	-
c) Autres immobilisations	1 686	1 668	-1,1%
d) Divers	752	1 008	34,0%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	7 772	8 872	14,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	4 422	5 601	26,6%
a) A vue	2 116	2 794	32,0%
b) A terme	2 306	2 806	21,7%
dépôts à terme et bons de caisse	1 204	1 657	37,6%
comptes d'épargne à régime spécial	134	117	-12,6%
autres	968	1 032	6,6%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	2 915	2 928	0,4%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	1 019	863	-15,3%
dont 15% du résultat (si positif)	1	3	200,0%
b) Autres	1 896	2 064	8,9%
3. AUTRES RESSOURCES	435	344	-21,0%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-3 279	-2 818	-14,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS FINANCIERS	2 249	2 264	0,7%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	11	10	-3,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	1 946	2 018	3,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	245	199	-18,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	-
+Produits sur opérations de change	0	0	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	0	18	-
+Produits sur prestations de services financiers	0	0	-
+Autres produits d'exploitation bancaire	47	19	-59,8%
2. CHARGES FINANCIERS	535	544	1,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	411	372	-9,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	85	96	12,8%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1	1	60,1%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	-
-Charges sur opérations de change	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	9	50	446,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	29	24	-16,9%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	1 714	1 719	0,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	0	17	101406,2%
+Produits sur immobilisations financières	0	0	-
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	67	76	13,1%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	67	59	-12,6%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	1 714	1 737	1,3%
6. FRAIS GENERAUX	1 570	1 593	1,5%
-Frais de personnel	737	751	1,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	58	34	-41,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	774	808	4,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	177	171	-3,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	177	171	-3,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	0	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	-33	-27	-17,9%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	227	216	-5,0%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	705	720	2,1%
+Reprises de provisions	478	504	5,5%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-260	-242	-6,7%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	49	235	378,6%
+Subventions d'exploitation	18	134	628,1%
+Récupérations sur créances amorties	10	44	358,1%
+Produits exceptionnels	63	69	8,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges exceptionnelles	42	12	-72,4%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	13	0	-100,4%
+Profits sur exercices antérieurs	27	0	-100,0%
-Pertes sur exercices antérieurs	15	0	-99,6%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	-3	0	-100,0%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	-195	-8	-96,1%
+Bénéfices	9	31	266,3%
-Pertes	-204	-39	-80,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

NIGER
(4 SFD)

Annexe III.2-6 b

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	4,1%	2,8%	-1,3
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,1%	2,8%	-1,3
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	0,0%	0,0%	0,0
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	34,7%	33,6%	-1,1
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	18,2%	17,7%	-0,6
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	8,6%	8,3%	-0,2
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	-8,9%	-8,3%	0,7
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	77,9%	78,7%	0,9
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	-11,2%	-10,2%	1,0
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	91,6%	92,6%	1,1
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	24,7%	23,7%	-1,0
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
RATIO DE CAPITALISATION <i>Fonds propres / Total actif</i>	23,5%	21,7%	-1,8

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE III.2-7 : SENEGAL

B I L A N S	31/12/2017 (*)	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	167 785	199 826	19,1%
- Caisse	11 278	12 969	15,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	84 990	107 930	27,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	69 782	76 047	9,0%
- Comptes de prêts	563	310	-44,8%
- Créances rattachées	1 172	2 569	119,2%
- Créances en souffrance	0	0	-100,0%
<i>(Provisions)</i>	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	462 933	499 290	7,9%
Crédits à court terme	133 627	149 103	11,6%
Comptes ordinaires débiteurs	6 343	4 028	-36,5%
Crédits à moyen terme	184 933	201 966	9,2%
Crédits à long terme	125 140	129 278	3,3%
Créances rattachées	5 795	6 568	13,3%
Crédits en souffrance	7 094	8 347	17,7%
<i>(provisions)</i>	11 739	11 338	-3,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	21 661	16 963	-21,7%
- Titres de placement	1 888	0	-100,0%
- Comptes de stocks	167	154	-8,3%
- Débiteurs divers	12 947	10 873	-16,0%
- Créances rattachées	59	0	-100,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	53	41	-22,8%
- Valeurs à rejeter	6	7	7,0%
- Comptes d'ordre & divers	6 541	5 889	-10,0%
VALEURS IMMOBILISEES	29 091	35 576	22,3%
- Immobilisations financières	3 444	5 537	60,8%
- Prêts et titres subordonnés	3 000	3 000	-
- Dépôts & cautionnements	822	2 585	214,4%
- Immobilisations en cours	3 101	2 200	-29,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	254	756	198,0%
- Immobilisations d'exploitation	21 618	25 175	16,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	504	496	-1,5%
- Immobilisations hors-exploitation	28	-9	-130,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	236	1 739	635,9%
<i>(. Incorporelles)</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	-
- Créances rattachées	78	88	13,6%
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(provisions)</i>	10 606	10 526	-0,8%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	681 468	751 848	10,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	89 266	105 879	18,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	9 046	3 667	-59,5%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	3 728	4 716	26,5%
- Comptes d'emprunts	74 443	85 153	14,4%
- Autres sommes dues	440	415	-5,7%
- Ressources affectées	1 002	9 926	890,3%
- Dettes rattachées	607	2 001	229,9%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	420 236	454 064	8,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	157 849	176 469	11,8%
- Dépôts à terme reçus	98 511	99 152	0,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	114 319	125 571	9,8%
- Dépôts de garantie reçus	44 192	47 244	6,9%
- Autres dépôts	415	356	-14,3%
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	0	0	-68,6%
- Dettes rattachées	4 950	5 272	6,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	16 118	10 302	-36,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Crédoeurs divers	7 890	6 029	-23,6%
- Comptes d'ordre & divers	8 229	4 273	-48,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	155 849	167 053	7,2%
- Subventions d'investissement	682	661	-3,0%
- Fonds affectés	32 184	36 150	12,3%
- Fonds de crédits	597	588	-1,7%
- Provisions pour risques & charges	4 445	4 635	4,3%
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	9 520	13 080	37,4%
- Dettes rattachées	174	74	-57,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 950	3 667	24,3%
- Primes liées au capital	700	700	0,0%
- Réserves	63 978	69 016	7,9%
- Ecart de réévaluation	2 000	6 430	221,5%
- Capital	24 771	22 430	-9,5%
- Dotations	5 695	5 776	1,4%
- Report à nouveau	-362	3 847	-1161,6%
- Résultat de l'exercice	8 515	0	-100,0%
TOTAL DU PASSIF	681 468	751 848	10,3%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	617	505	-18,1%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	21 320	3 907	-81,7%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	28	14	-52,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	514 856	554 398	7,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	457 190	492 762	7,8%
a) Crédits à court terme	140 023	153 172	9,4%
b) Crédits à moyen terme	184 933	201 966	9,2%
c) Crédits à long terme	125 140	129 278	3,3%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	-
e) Crédits en souffrance	7 094	8 347	17,7%
. Crédits immobilisés	1 622	2 344	44,6%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	3 244	3 624	11,7%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	1 756	1 932	10,0%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	472	447	-5,4%
	22 345	21 864	-2,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	57 666	61 636	6,9%
a) Titres de placement	1 888	0	-100,0%
b) Immobilisations financières	3 444	5 537	60,8%
c) Autres immobilisations	25 569	29 951	17,1%
d) Divers	26 766	26 148	-2,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	592 809	647 777	9,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	415 286	448 792	8,1%
a) A vue	157 850	176 469	11,8%
b) A terme	257 437	272 322	5,8%
dépôts à terme et bons de caisse	98 511	99 152	0,7%
comptes d'épargne à régime spécial	114 319	125 571	9,8%
autres	44 607	47 599	6,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	151 230	176 701	16,8%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	106 247	119 792	12,7%
dont 15% du résultat (si positif)	1 055	1 974	87,1%
b) Autres	44 983	56 909	26,5%
3. AUTRES RESSOURCES	26 293	22 285	-15,2%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	77 954	93 379	19,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS FINANCIERS	98 865	105 557	6,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 626	5 527	52,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	90 945	99 108	9,0%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	539	426	-21,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	53	50	-5,3%
+Produits sur opérations de change	78	0	-100,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	107	168	56,2%
+Produits sur prestations de services financiers	34	83	144,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	3 481	195	-94,4%
2. CHARGES FINANCIERS	17 887	15 259	-14,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	8 680	8 531	-1,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	8 694	6 166	-29,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	230	294	27,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	4	14	214,8%
-Charges sur opérations de change	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	1	0	-100,0%
-Charges sur prestations de services financiers	98	97	-0,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	179	158	-11,6%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	80 978	90 298	11,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	962	1 130	17,5%
+Produits sur immobilisations financières	113	100	-11,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	621	838	34,8%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	-228	-192	-15,6%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	81 940	91 427	11,6%
6. FRAIS GENERAUX	53 684	60 287	12,3%
-Frais de personnel	26 596	30 017	12,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 602	2 922	12,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	24 486	27 348	11,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	4 441	2 094	-52,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	4 476	2 173	-51,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	35	79	124,4%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	23 814	29 046	22,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	13 496	10 775	-20,2%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	34 950	35 407	1,3%
+Reprises de provisions	21 454	24 633	14,8%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	10 318	18 271	77,1%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 043	-1 668	-259,9%
+Subventions d'exploitation	169	126	-25,2%
+Récupérations sur créances amorties	2 210	2 460	11,3%
+Produits exceptionnels	6 281	2 163	-65,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	431	443	2,9%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	421	1 137	170,2%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	254	402	58,2%
-Charges exceptionnelles	7 373	5 322	-27,8%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-880	-953	8,3%
+Profits sur exercices antérieurs	1 175	651	-44,6%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 055	1 604	-22,0%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	1 966	1 293	-34,2%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	8 515	14 357	68,6%
+Bénéfices	10 041	15 444	53,8%
-Pertes	-1 526	-1 088	-28,7%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	6,1%	5,9%	-0,3
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	1,6%	1,7%	0,1
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	75,9%	72,4%	-3,5
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	24,3%	23,0%	-1,3
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	11,8%	12,5%	0,6
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	5,8%	6,1%	0,3
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	6,6%	10,9%	4,3
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	91,8%	96,4%	4,6
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	10,1%	16,8%	6,6
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	66,3%	66,8%	0,5
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	16,2%	15,7%	-0,5
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
RATIO DE CAPITALISATION <i>Fonds propres / Total actif</i>	22,2%	23,5%	1,3

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE III.2-8 : TOGO

B I L A N S	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	90 106	92 152	2,3%
- Caisse	2 570	3 005	16,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	13 067	14 429	10,4%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	71 746	71 855	0,2%
- Comptes de prêts	1 383	1 549	12,1%
- Créances rattachées	1 316	1 312	-0,3%
- Créances en souffrance	25	2	-93,2%
<i>(Provisions)</i>	18	24	31,4%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	85 468	89 670	4,9%
Crédits à court terme	38 951	38 692	-0,7%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	-
Crédits à moyen terme	32 801	34 373	4,8%
Crédits à long terme	10 073	10 724	6,5%
Créances rattachées	993	1 065	7,2%
Crédits en souffrance	2 650	4 817	81,8%
<i>(provisions)</i>	1 720	1 257	-26,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	4 797	5 354	11,6%
- Titres de placement	95	1	-99,3%
- Comptes de stocks	170	169	-0,4%
- Débiteurs divers	1 777	2 709	52,5%
- Créances rattachées	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	213	159	-25,1%
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	2 543	2 316	-9,0%
VALEURS IMMOBILISEES	10 481	10 649	1,6%
- Immobilisations financières	4 553	4 432	-2,7%
- Prêts et titres subordonnés	272	40	-85,3%
- Dépôts & cautionnements	151	174	14,9%
- Immobilisations en cours	698	882	26,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	4	14	274,6%
- Immobilisations d'exploitation	4 869	5 093	4,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	137	96	-29,4%
- Immobilisations hors-exploitation	11	26	148,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	737	682	-7,5%
<i>(. Incorporelles)</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	1	1	-
- Créances rattachées	198	42	-79,0%
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(provisions)</i>	257	294	14,7%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	190 852	199 369	4,5%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	41 303	41 090	-0,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	8 067	7 146	-11,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	23 076	23 434	1,6%
- Comptes d'emprunts	9 442	9 849	4,3%
- Autres sommes dues	6	4	-32,1%
- Ressources affectées	468	394	-15,8%
- Dettes rattachées	244	263	7,8%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	114 664	121 084	5,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	75 955	80 494	6,0%
- Dépôts à terme reçus	9 718	10 952	12,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	188	468	149,1%
- Dépôts de garantie reçus	22 409	25 700	14,7%
- Autres dépôts	101	108	6,1%
- Emprunts à la clientèle	5 514	2 539	-54,0%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Dettes rattachées	778	824	5,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	3 231	3 365	4,2%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	1	7	450,3%
- Créiteurs divers	1 173	1 530	30,5%
- Comptes d'ordre & divers	2 057	1 828	-11,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	31 654	30 799	-2,7%
- Subventions d'investissement	220	205	-6,7%
- Fonds affectés	4 735	4 683	-1,1%
- Fonds de crédits	485	420	-13,4%
- Provisions pour risques & charges	2 128	2 352	10,5%
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	1 728	1 196	-30,8%
- Dettes rattachées	3	0	-81,8%
- Fonds pour risques bancaires généraux	849	866	2,0%
- Primes liées au capital	0	0	-
- Réserves	10 930	12 593	15,2%
- Ecart de réévaluation	227	256	12,6%
- Capital	9 992	9 807	-1,8%
- Dotations	1 858	1 847	-0,6%
- Report à nouveau	-2 247	-3 302	47,0%
- Résultat de l'exercice	747	-123	-116,4%
TOTAL DU PASSIF	190 852	199 369	4,5%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	38	1	-96,9%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	102 055	106 974	4,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	84 688	88 765	4,8%
a) Crédits à court terme	39 163	38 851	-0,8%
b) Crédits à moyen terme	32 801	34 373	4,8%
c) Crédits à long terme	10 073	10 724	6,5%
d) Opérations de crédit-bail	1	1	-
e) Crédits en souffrance	2 650	4 817	81,8%
. <i>Crédits immobilisés</i>	443	284	-35,8%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois au plus</i>	1 069	3 014	181,9%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus</i>	783	1 063	35,8%
. <i>Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus</i>	355	456	28,3%
(provisions)	1 977	1 552	-21,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	17 367	18 209	4,8%
a) Titres de placement	95	1	-99,3%
b) Immobilisations financières	4 553	4 432	-2,7%
c) Autres immobilisations	5 729	6 175	7,8%
d) Divers	6 990	7 602	8,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	149 793	156 998	4,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	113 886	120 261	5,6%
a) A vue	75 955	80 494	6,0%
b) A terme	37 931	39 766	4,8%
dépôts à terme et bons de caisse	9 718	10 952	12,7%
comptes d'épargne à régime spécial	188	468	149,1%
autres	28 025	28 346	1,1%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	29 523	29 933	1,4%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	22 129	23 174	4,7%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	358	437	22,1%
b) Autres	7 395	6 760	-8,6%
3. AUTRES RESSOURCES	6 384	6 804	6,6%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	47 738	50 024	4,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
1. PRODUITS FINANCIERS	19 012	21 087	10,9%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 495	5 322	18,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	14 352	15 502	8,0%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	14	85	514,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	5	3	-38,6%
+Produits sur opérations de change	0	0	173,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	9	47	419,5%
+Produits sur prestations de services financiers	120	122	1,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	16	5	-69,7%
2. CHARGES FINANCIERS	3 596	4 034	12,2%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 134	2 396	12,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 435	1 597	11,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	1	36,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	32,5%
-Charges sur opérations de change	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	24	39	58,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	2	2	-9,2%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	15 416	17 053	10,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	490	227	-53,7%
+Produits sur immobilisations financières	152	69	-54,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	561	373	-33,5%
-Charges sur immobilisations financières	0	2	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	223	214	-4,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	15 906	17 279	8,6%
6. FRAIS GENERAUX	11 935	12 568	5,3%
-Frais de personnel	7 440	8 027	7,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	172	164	-4,7%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	4 323	4 377	1,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 025	967	-5,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 543	997	-35,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	519	30	-94,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	2 946	3 744	27,1%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	3 110	3 563	14,6%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	6 247	8 066	29,1%
+Reprises de provisions	3 137	4 502	43,5%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-164	181	-210,3%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	788	843	7,1%
+Subventions d'exploitation	193	67	-65,6%
+Récupérations sur créances amorties	453	464	2,4%
+Produits exceptionnels	439	625	42,2%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	9	2	-78,5%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	59	49	-16,4%
-Charges exceptionnelles	230	260	13,3%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	144	358	147,9%
+Profits sur exercices antérieurs	240	414	72,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	96	57	-40,8%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	22	18	-16,0%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	747	1 363	82,6%
+Bénéfices	2 494	3 088	23,8%
-Pertes	-1 748	-1 725	-1,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2017	31/12/2018 (*)	VARIATION 2018-2017
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	5,3%	7,1%	1,7
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,1%	5,4%	2,3
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	42,7%	24,4%	-18,4
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	27,6%	29,0%	1,4
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	14,1%	14,2%	0,0
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	8,8%	9,1%	0,3
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	-0,5%	0,6%	1,1
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	88,7%	85,8%	-2,9
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	-0,8%	0,8%	1,6
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	77,4%	73,7%	-3,7
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	11,0%	12,0%	1,0
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	0,0%	0,0%	0,0
RATIO DE CAPITALISATION <i>Fonds propres / Total actif</i>	15,5%	15,0%	-0,5

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE IV

STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS EMETTEURS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)

**ANNEXE IV.1 :
PRINCIPAUX INDICATEURS
D'ACTIVITES DES EME AGREES**

ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES AU 31 DECEMBRE 2018 (*)

PAYS	EME	DATE D'AGREMENT	NUMERO D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL SOCIAL (EN MILLIONS F.CFA)	ENCOURS DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE (EN MILLIONS F.CFA)	DÉPÔTS À VUE + PLACEMENTS LIÉS À LA MONNAIE ELECTRONIQUE (EN MILLIONS F.CFA)
Bénin	MTN Mobile Money Bénin SA	10/11/16	EME.BJ.010/2016	900	25 099	25 099
Burkina	Orange Money Burkina Faso	08/02/16	EME.BF.011/2016	1 210	73 141	73 141
Côte d'Ivoire	Cash Services	12/07/13	EME.CI.004	3 400	95	119
	Orange Money Côte d'Ivoire	01/12/16	EME.CI.007/2015	2 800	98 914	98 914
	MTN Mobile Financial Services	28/07/16	EME.CI.009/2016	300	72 501	68 042
Guinée-Bissau						
Mali	Orange Finances Mobiles Mali	01/02/16	EME.ML.008/2015	300	36 423	36 423
Niger						
Sénégal	Mobile Cash SA	12/02/14	EME.SN.005	2 730	1 431	3 134
	Orange Finances Mobiles Sénégal	23/12/15	EME.SN.006	6 500	25 416	25 918
Togo						
UMOA					333 021	330 789

(*) Données provisoires

INDICATEURS DE VOLUMETRIE ET DE DISTRIBUTION DES EME AGRES AU 31 DECEMBRE 2018 (*)

PAYS	EME	NBRE DE COMPTE OUVERTS	NOMBRE DE COMPTES ACTIFS	NOMBRE DE COMPTES DORMANTS	NBRE DE TRANSACTIONS EFFECTUEES	VALEUR DES TRANSACTIONS EFFECTUEES (EN MILLION DE F.CFA)	NOMBRE TOTAL DE POINTS DE SERVICES (**)	NOMBRE DE POINTS DE SERVICE ACTIFS
Bénin	MTN Mobile Money Bénin SA	3 934 950	1 819 460	2 115 490	161 009 414	2 121 315	31 300	22 188
Burkina	Orange Money Burkina Faso	6 075 919	3 194 104	2 881 815	532 832 542	4 348 938	22 473	20 892
Côte d'Ivoire	Qash Services	56 231	71	56 160	71	34	31	1
	Orange Money Côte d'Ivoire	5 841 034	3 298 700	2 542 334	271 625 849	5 074 294	36 012	21 937
	MTN Mobile Financial Services	11 204 008	4 747 222	6 456 786	205 397 319	3 452 966	84 664	63 384
Guinée-Bissau								
Mali	Orange Finances Mobiles Mali	4 287 736	2 643 372	1 644 364	248 897 087	3 219 187	29 992	27 894
Niger								
Sénégal	Orange Finances Mobiles Sénégal	4 256 112	1 983 811	2 272 301	282 968 861	2 438 489	69 753	30 613
	Mobile Cash SA	1 345 358	230 496	1 114 862	11 931 243	31 513	7 751	2 552
Togo								
TOTAL	-	37 001 348	17 917 236	19 084 112	1 714 662 386	20 686 735	281 976	189 461

(*) Données provisoires

(**) GAB, TPE, Sous-distributeur, Agent Distributeur

INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS PAR TELEPHONIE MOBILE AU 31 DECEMBRE 2018 (*)

(En millions de FCFA)

PAYS	EME	RECHARGEMENT TELEPHONIQUE	RECHARGEMENT CASH	RETRAIT CASH	TRANSFERT PERSONNEL A PERSONNE	PAIEMENT MARCHAND	PAIEMENT DE FACTURE	TRANSACTIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	PAIEMENT SALAIRES	TRANSFERTS INTRA-UEMOA	AUTRES	TOTAL
Bénin	MTN Mobile Money Bénin SA	21 445	704 458	670 865	681 208	0	2 946	0	8 065	11 189	21 139	2 121 315
Burkina	Orange Money Burkina Faso	82 803	1 368 204	1 492 639	941 600	0	14 876	7 561	41 802	325 604	73 749	4 348 938
Côte d'Ivoire	Cash Services	0	0	34	0	0	0	0	0	0	0	34
	Orange Money Côte d'Ivoire	67 935	2 388 037	1 829 674	291 737	0	75 944	0	744	364 716	55 507	5 074 294
	MTN Mobile Financial Services	28 994	1 156 362	782 735	277 427	0	39 543	7 325	32 411	25 405	1 102 764	3 452 966
Guinée-Bissau												
Mali	Orange Finances Mobiles Mali	56 938	1 189 190	1 023 459	661 787	0	69 808	0	13 888	0	204 117	3 219 186
Niger												
Sénégal	Orange Finances Mobiles Sénégal	88 359	972 807	644 065	349 899	0	99 434	0	0	34 609	249 316	2 438 489
	Mobile Cash SA	3 508	13 628	5 154	568	0	3 763	0	826	0	4 065	31 512
Togo												
TOTAL	-	350 081	7 792 685	6 448 625	3 204 227	0	306 313	14 886	97 736		1 710 658	20 686 734

(*) Données provisoires

**ANNEXE IV.2 :
SITUATION D'ENSEMBLE UMOA
ET PAR PAYS DES EME AGREES**

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES	2017	2018 (*)	VARIATION (2018-2017)	
			(VALEUR)	(%)
INDICATEURS DE VOLUMETRIE				
- Nombre de comptes de monnaie électronique	31 763 716	37 001 348	5 237 632	16,5%
- Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	13 834 113	17 917 236	4 083 123	29,5%
- Nombre de comptes dormants (aucune transaction au cours des 90 derniers jours)	17 929 603	19 084 112	1 154 509	6,4%
- Nombre de transactions	1 096 699 154	1 714 662 386	617 963 232	56,3%
- Valeurs des transactions en millions de F.CFA	15 680 632	20 686 735	5 006 103	31,9%
INDICATEURS DE DISTRIBUTION				
- Nombre de GAB (a)	80	84	4	5,0%
- Nombre de TPE (b)	48	31	-17	-35,4%
- Nombre de Sous-Distributeurs (c)	172 160	273 089	100 929	58,6%
- Nombre d'agents distributeurs (d)	14 878	8 773	-6 105	-41,0%
- Nombre total de points de services (a+b+c+d.)	187 166	281 976	94 810	50,7%
- Nombre total de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	128 941	189 461	60 520	46,9%
INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS TELEPHONIE MOBILE				
- Rechargement téléphonique (en millions de FCFA)	234 346	350 081	115 734	49,4%
(Volume)	338 435 981	618 434 928	279 998 947	82,7%
- Rechargement cash (en millions de FCFA)	6 058 922	7 792 685	1 733 763	28,6%
(Volume)	269 973 552	391 374 868	121 401 316	45,0%
- Retraits cash (en millions de FCFA)	5 225 996	6 448 625	1 222 629	23,4%
(Volume)	239 099 235	332 314 874	93 215 639	39,0%
- Transferts personne à personne (en millions de FCFA)	2 729 770	3 204 227	474 457	17,4%
(Volume)	103 812 915	144 257 775	40 444 860	39,0%
- Transferts personne à entreprise (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Paiements de factures (en millions de FCFA)	281 210	306 313	25 103	8,9%
(Volume)	28 265 225	39 318 252	11 053 027	39,1%
- Transactions avec les Administrations Publiques (impôts, taxes, indem. soc., etc.) (en millions de FCFA)	0	14 886	14 886	-
(Volume)	0	1 090 788	1 090 788	-
- Transactions avec les Institutions de microfinance (en millions de FCFA)	0	29 307	29 307	-
(Volume)	0	244 064	244 064	-
- Paiement marchand (en millions de FCFA)	236 090	1 037 186	801 096	339,3%
(Volume)	7 575 301	16 938 517	9 363 216	123,6%
- Paiement de salaires (en millions de FCFA)	69 328	97 736	28 408	41,0%
(Volume)	2 845 047	4 183 803	1 338 756	47,1%
- Transferts de fonds à partir de comptes bancaires particuliers (en millions de FCFA)	0	24 826	24 826	-
(Volume)	0	550 130	550 130	-
- Transferts intra-UEMOA - émission et réception entre pays (en millions de FCFA)	712 837	924 714	211 876	29,7%
(Volume)	13 165 556	17 798 127	4 632 571	35,2%
- Autres (transferts au guichet, forfait internet, etc.) (en millions de FCFA)	132 132	456 149	324 018	245,2%
(Volume)	93 393 935	148 156 260	54 762 325	58,6%

(*) Données provisoires

BENIN
(1 établissement)

ANNEXE IV-2-2

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES	2017	2018 (*)	VARIATION (2018-2017)	
			(VALEUR)	(%)
INDICATEURS DE VOLUMETRIE				
- Nombre de comptes de monnaie électronique	3 101 797	3 934 950	833 153	26,9%
- Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	1 478 638	1 819 460	340 822	23,0%
- Nombre de comptes dormants (aucune transaction au cours des 90 derniers jours)	1 623 159	2 115 490	492 331	30,3%
- Nombre de transactions	93 505 506	161 009 414	67 503 908	72,2%
- Valeurs des transactions en millions de F.CFA	1 756 014	2 121 315	365 301	20,8%
INDICATEURS DE DISTRIBUTION				
- Nombre de GAB (a)	0	0	0	-
- Nombre de TPE (b)	0	0	0	-
- Nombre de Sous-Distributeurs (c)	11 086	23 639	12 553	113,2%
- Nombre d'agents distributeurs (d)	12 954	7 661	-5 293	-40,9%
- Nombre total de points de services (a+b+c+d.)	24 040	31 300	7 260	30,2%
- Nombre total de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	16 476	22 188	5 712	34,7%
INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS TELEPHONIE MOBILE				
- Rechargement téléphonique (en millions de FCFA)	16 155	21 445	5 290	32,7%
(Volume)	28 178 418	47 305 453	19 127 035	67,9%
- Rechargement cash (en millions de FCFA)	491 979	704 458	212 479	43,2%
(Volume)	23 592 927	41 127 251	17 534 324	74,3%
- Retraits cash (en millions de FCFA)	468 064	670 865	202 801	43,3%
(Volume)	27 711 859	51 661 381	23 949 522	86,4%
- Transferts personne à personne (en millions de FCFA)	756 165	681 208	-74 957	-9,9%
(Volume)	11 836 384	19 226 286	7 389 902	62,4%
- Transferts personne à entreprise (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Paiements de factures (en millions de FCFA)	6 465	2 946	-3 519	-54,4%
(Volume)	965 805	382 370	-583 435	-60,4%
- Transactions avec les Administrations Publiques (impôts, taxes, indem. soc., etc.) (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Transactions avec les Institutions de microfinance (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Paiement marchand (en millions de FCFA)	4 678	14 524	9 846	210,5%
(Volume)	64 288	526 835	462 547	719,5%
- Paiement de salaires (en millions de FCFA)	4 531	8 065	3 534	78,0%
(Volume)	286 340	241 117	-45 223	-15,8%
- Transferts de fonds à partir de comptes bancaires particuliers (en millions de FCFA)	0	6 434	6 434	-
(Volume)	0	169 480	169 480	-
- Transferts intra-UEMOA - émission et réception entre pays (en millions de FCFA)	0	11 189	11 189	-
(Volume)	0	339 391	339 391	-
- Autres (transferts au guichet, forfait internet, etc.) (en millions de FCFA)	7 977	181	-7 796	-97,7%
(Volume)	858 912	29 850	-829 062	-96,5%

(*) Données provisoires

BURKINA
(1 établissement)

ANNEXE IV-2-3

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES	2017	2018 (*)	VARIATION (2018-2017)	
			(VALEUR)	(%)
INDICATEURS DE VOLUMETRIE				
- Nombre de comptes de monnaie électronique	4 881 906	6 075 919	1 194 013	24,5%
- Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	2 065 290	3 194 104	1 128 814	54,7%
- Nombre de comptes dormants (aucune transaction au cours des 90 derniers jours)	2 816 616	2 881 815	65 199	2,3%
- Nombre de transactions	309 667 239	532 832 542	223 165 303	72,1%
- Valeurs des transactions en millions de F.CFA	3 808 530	4 348 938	540 408	14,2%
INDICATEURS DE DISTRIBUTION				
- Nombre de GAB (a)	32	32	0	0,0%
- Nombre de TPE (b)	17	17	0	0,0%
- Nombre de Sous-Distributeurs (c)	16 445	22 270	5 825	35,4%
- Nombre d'agents distributeurs (d)	157	154	-3	-1,9%
- Nombre total de points de services (a+b+c+d.)	16 651	22 473	5 822	35,0%
- Nombre total de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	15 546	20 892	5 346	34,4%
INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS TELEPHONIE MOBILE				
- Rechargement téléphonique (en millions de FCFA)	43 062	82 903	39 841	92,5%
(Volume)	102 231 122	235 658 194	133 427 072	130,5%
- Rechargement cash (en millions de FCFA)	1 147 624	1 368 204	220 580	19,2%
(Volume)	33 683 749	52 923 902	19 240 153	57,1%
- Retraits cash (en millions de FCFA)	1 325 135	1 492 639	167 504	12,6%
(Volume)	43 810 298	55 243 466	11 433 168	26,1%
- Transferts personne à personne (en millions de FCFA)	909 784	941 600	31 816	3,5%
(Volume)	40 325 601	46 024 047	5 698 446	14,1%
- Transferts personne à entreprise (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Paiements de factures (en millions de FCFA)	9 376	14 876	5 500	58,7%
(Volume)	1 220 057	1 905 057	685 000	56,1%
- Transactions avec les Administrations Publiques (impôts, taxes, indem. soc., etc.) (en millions de FCFA)	0	7 561	7 561	-
(Volume)	0	93 202	93 202	-
- Transactions avec les Institutions de microfinance (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Paiement marchand (en millions de FCFA)	77 466	70 495	-6 971	-9,0%
(Volume)	631 558	1 851 973	1 220 415	193,2%
- Paiement de salaires (en millions de FCFA)	35 181	41 802	6 621	18,8%
(Volume)	1 846 718	2 591 215	744 497	40,3%
- Transferts de fonds à partir de comptes bancaires particuliers (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Transferts intra-UEMOA - émission et réception entre pays (en millions de FCFA)	258 210	325 604	67 394	26,1%
(Volume)	4 178 610	5 649 560	1 470 950	35,2%
- Autres (transferts au guichet, forfait internet, etc.) (en millions de FCFA)	2 692	3 254	562	20,9%
(Volume)	81 739 526	130 891 926	49 152 400	60,1%

(*) Données provisoires

COTE D'IVOIRE

(3 établissements)

ANNEXE IV-2-4

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES	2017	2018 (*)	VARIATION (2018-2017)	
			(VALEUR)	(%)
INDICATEURS DE VOLUMETRIE				
- Nombre de comptes de monnaie électronique	13 585 265	17 101 273	3 516 008	25,9%
- Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	5 818 995	8 045 993	2 226 998	38,3%
- Nombre de comptes dormants (aucune transaction au cours des 90 derniers jours)	7 766 270	9 055 280	1 289 010	16,6%
- Nombre de transactions	354 386 128	477 023 239	122 637 111	34,6%
- Valeurs des transactions en millions de F.CFA	6 153 506	8 527 294	2 373 788	38,6%
INDICATEURS DE DISTRIBUTION				
- Nombre de GAB (a)	35	39	4	11,4%
- Nombre de TPE (b)	31	14	-17	-54,8%
- Nombre de Sous-Distributeurs (c)	58 012	120 193	62 181	107,2%
- Nombre d'agents distributeurs (d)	833	461	-372	-44,7%
- Nombre total de points de services (a+b+c+d.)	58 911	120 707	61 796	104,9%
- Nombre total de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	49 137	85 322	36 185	73,6%
INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS TELEPHONIE MOBILE				
- Rechargement téléphonique (en millions de FCFA)	83 109	96 929	13 820	16,6%
(Volume)	102 218 730	146 814 282	44 595 552	43,6%
- Rechargement cash (en millions de FCFA)	2 875 202	3 544 399	669 196	23,3%
(Volume)	110 732 184	145 598 376	34 866 192	31,5%
- Retraits cash (en millions de FCFA)	2 239 842	2 612 443	372 600	16,6%
(Volume)	99 006 360	121 685 700	22 679 340	22,9%
- Transferts personne à personne (en millions de FCFA)	363 741	569 164	205 423	56,5%
(Volume)	18 441 446	25 824 201	7 382 755	40,0%
- Transferts personne à entreprise (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Paiements de factures (en millions de FCFA)	138 316	115 487	-22 828	-16,5%
(Volume)	12 073 708	15 021 141	2 947 433	24,4%
- Transactions avec les Administrations Publiques (impôts, taxes, indem. soc., etc.) (en millions de FCFA)	0	7 325	7 325	-
(Volume)	0	997 586	997 586	-
- Transactions avec les Institutions de microfinance (en millions de FCFA)	0	26 377	26 377	-
(Volume)	0	134 658	134 658	-
- Paiement marchand (en millions de FCFA)	66 869	849 392	782 523	1170,2%
(Volume)	3 858 608	9 807 327	5 948 719	154,2%
- Paiement de salaires (en millions de FCFA)	19 259	33 155	13 895	72,1%
(Volume)	478 824	965 144	486 320	101,6%
- Transferts de fonds à partir de comptes bancaires particuliers (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Transferts intra-UEMOA - émission et réception entre pays (en millions de FCFA)	305 508	390 121	84 614	27,7%
(Volume)	5 474 007	7 079 525	1 605 518	29,3%
- Autres (transferts au guichet, forfait internet, etc.) (en millions de FCFA)	61 660	282 502	220 842	358,2%
(Volume)	2 102 261	3 095 299	993 038	47,2%

(*) Données provisoires

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES	2017	2018 (*)	VARIATION (2018-2017)	
			(VALEUR)	(%)
INDICATEURS DE VOLUMETRIE				
- Nombre de comptes de monnaie électronique	4 965 568	4 287 736	-677 832	-13,7%
- Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	2 239 377	2 643 372	403 995	18,0%
- Nombre de comptes dormants (aucune transaction au cours des 90 derniers jours)	2 726 191	1 644 364	-1 081 827	-39,7%
- Nombre de transactions	188 927 608	248 897 087	59 969 479	31,7%
- Valeurs des transactions en millions de F.CFA	2 704 124	3 219 187	515 063	19,0%
INDICATEURS DE DISTRIBUTION				
- Nombre de GAB (a)	10	10	0	0,0%
- Nombre de TPE (b)	0	0	0	-
- Nombre de Sous-Distributeurs (c)	27 851	29 982	2 131	7,7%
- Nombre d'agents distributeurs (d)	0	0	0	-
- Nombre total de points de services (a+b+c+d.)	27 861	29 992	2 131	7,6%
- Nombre total de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	23 692	27 894	4 202	17,7%
INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS TELEPHONIE MOBILE				
- Rechargement téléphonique (en millions de FCFA)	39 002	56 938	17 936	46,0%
(Volume)	48 957 774	72 721 826	23 764 052	48,5%
- Rechargement cash (en millions de FCFA)	1 011 570	1 189 190	177 620	17,6%
(Volume)	57 448 482	73 394 086	15 945 604	27,8%
- Retraits cash (en millions de FCFA)	902 215	1 023 459	121 244	13,4%
(Volume)	50 115 561	60 909 956	10 794 395	21,5%
- Transferts personne à personne (en millions de FCFA)	533 303	661 787	128 484	24,1%
(Volume)	21 102 464	26 549 489	5 447 025	25,8%
- Transferts personne à entreprise (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Paiements de factures (en millions de FCFA)	54 921	69 808	14 887	27,1%
(Volume)	7 422 803	9 871 327	2 448 524	33,0%
- Transactions avec les Administrations Publiques (impôts, taxes, indem. soc., etc.) (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Transactions avec les Institutions de microfinance (en millions de FCFA)	0	2 930	2 930	-
(Volume)	0	109 406	109 406	-
- Paiement marchand (en millions de FCFA)	10 606	18 811	8 206	77,4%
(Volume)	243 226	427 218	183 992	75,6%
- Paiement de salaires (en millions de FCFA)	9 649	13 888	4 240	43,9%
(Volume)	203 633	371 249	167 616	82,3%
- Transferts de fonds à partir de comptes bancaires particuliers (en millions de FCFA)	0	11 095	11 095	-
(Volume)	0	216 404	216 404	-
- Transferts intra-UEMOA - émission et réception entre pays (en millions de FCFA)	123 370	163 190	39 820	32,3%
(Volume)	2 819 350	3 788 765	969 415	34,4%
- Autres (transferts au guichet, forfait internet, etc.) (en millions de FCFA)	19 489	8 091	-11 398	-58,5%
(Volume)	614 315	537 361	-76 954	-12,5%

(*) Données provisoires

SENEGAL

(2 établissements)

ANNEXE IV-2-6

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES	2017	2018 (*)	VARIATION (2018-2017)	
			(VALEUR)	(%)
INDICATEURS DE VOLUMETRIE				
- Nombre de comptes de monnaie électronique	5 229 180	5 601 470	372 290	7,1%
- Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	2 231 813	2 214 307	-17 506	-0,8%
- Nombre de comptes dormants (aucune transaction au cours des 90 derniers jours)	2 997 367	3 387 163	389 796	13,0%
- Nombre de transactions	150 212 673	294 900 104	144 687 431	96,3%
- Valeurs des transactions en millions de F.CFA	1 258 458	2 470 001	1 211 543	96,3%
INDICATEURS DE DISTRIBUTION				
- Nombre de GAB (a)	3	3	0	0,0%
- Nombre de TPE (b)	0	0	0	-
- Nombre de Sous-Distributeurs (c)	58 766	77 005	18 239	31,0%
- Nombre d'agents distributeurs (d)	934	497	-437	-46,8%
- Nombre total de points de services (a+b+c+d.)	59 703	77 504	17 801	29,8%
- Nombre total de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	24 090	33 165	9 075	37,7%
INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS TELEPHONIE MOBILE				
- Rechargement téléphonique (en millions de FCFA)	53 019	91 866	38 847	73,3%
(Volume)	56 849 937	115 935 173	59 085 236	103,9%
- Rechargement cash (en millions de FCFA)	532 547	986 435	453 888	85,2%
(Volume)	44 516 210	78 331 253	33 815 043	76,0%
- Retraits cash (en millions de FCFA)	290 740	649 219	358 479	123,3%
(Volume)	18 455 157	42 814 371	24 359 214	132,0%
- Transferts personne à personne (en millions de FCFA)	166 777	350 467	183 690	110,1%
(Volume)	12 107 020	26 633 752	14 526 732	120,0%
- Transferts personne à entreprise (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Paiements de factures (en millions de FCFA)	72 133	103 196	31 064	43,1%
(Volume)	6 582 852	12 138 357	5 555 505	84,4%
- Transactions avec les Administrations Publiques (impôts, taxes, indem. soc., etc.) (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Transactions avec les Institutions de microfinance (en millions de FCFA)	0	0	0	-
(Volume)	0	0	0	-
- Paiement marchand (en millions de FCFA)	76 472	83 964	7 492	9,8%
(Volume)	2 777 621	4 325 164	1 547 543	55,7%
- Paiement de salaires (en millions de FCFA)	708	826	118	16,7%
(Volume)	29 532	15 078	-14 454	-48,9%
- Transferts de fonds à partir de comptes bancaires particuliers (en millions de FCFA)	0	7 297	7 297	-
(Volume)	0	164 246	164 246	-
- Transferts intra-UEMOA - émission et réception entre pays (en millions de FCFA)	25 750	34 609	8 860	34,4%
(Volume)	693 589	940 886	247 297	35,7%
- Autres (transferts au guichet, forfait internet, etc.) (en millions de FCFA)	40 314	162 121	121 808	302,2%
(Volume)	8 078 921	13 601 824	5 522 903	68,4%

(*) Données provisoires

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
NOVEMBRE 2019



Commission Bancaire de l'UMOA

Secrétariat Général

Boulevard Botreau Roussel (rue privée CRRAE-UMOA)

01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 20 25 57 57 - Fax : (225) 20 22 45 52

Site web : www.bceao.int - Email : courrier.z02sgcb@bceao.int